N° 435 — Tome CXVI 1er Août 1916

MERCVRE

DE

FRANCE

Vingt-septième Année

Paraît le 1er et le 16 de chaque mois

HENRI ALBERT, MAURICE BOISSARD, JULES CHOPIN, JEAN CHUZEWILLE,
GEORGES DAUVILLE, ALFRED DROIN, GUSTAVE FUSS-AMORÉ,
GUILLOT DE SAIX, CHARLES-HENRY HIRSCH, AUGUSTE MARGUILLIER,
JEAN MARNOLD, ALEXANDRE MAVROUDIS, CHARLES MERKI, PAUL MORISSE,
JEAN NOREL, ISABELLE RIMBAUD, EDME TASSY,
GUSTAVE-LOUIS TAUTAIN, GEORGES WILL.

PRIX DU NUMÉRO

France : 1 fr. 50 *net.* | **Étranger : 1 fr. 75.**

DIRECTEUR

ALFRED VALLETTE

PARIS

MERCVRE DE FRANCE

XXVI, RVE DE CONDÉ, XXVI

MCMXV

SOMMAIRE

—

N° 435. — 1er AOUT 1916

JULES CHOPIN	*Le Mystère de Sarajevo*	385
EDME TASSY	*L'Organisation régionaliste (La loi Hennessy et ses conséquences)*	407
ALFRED DROIN	*Le Bois sacré*, poème	422
GUSTAVE-LOUIS TAUTAIN	*L'Œuvre de Paul Adam et les événements actuels*	425
GEORGES DAUVILLE	*Les Allemands, espèce psychique*	438
GEORGES WILL	*Sur l'enseignement des Beaux-Arts.*	451
ISABELLE RIMBAUD	*Dans les remous de la bataille (Des Ardennes à Paris par Reims)* (suite)	459

REVUE DE LA QUINZAINE

CHARLES MERKI	*Archéologie, Voyages*	491
JEAN NOREL	*Questions militaires et maritimes*	494
CHARLES-HENRY HIRSCH	*Les Revues*	497
MAURICE BOISSARD	*Théâtre*	502
JEAN MARNOLD	*Musique*	508
AUGUSTE MARGUILLIER	*Musées et Collections*	513
JEAN CHUZEWILLE	*Lettres russes*	520
DIVERS	*Ouvrages sur la guerre actuelle*	523
DIVERS	*A l'Etranger :*	
	Allemagne (Henri Albert)	537
	Balkans (Alexandre Mavroudis)	542
	Belgique (Gustave Fuss-Amoré)	545
	A travers la Presse (Paul Morisse)	550
GUILLOT DE SAIX	*Variétés : Le Théâtre aux Armées.*	560
MERCVRE	*Publications récentes*	567
—	*Echos*	568

La reproduction et la traduction des matières publiées par le « Mercure de France » sont interdites.

LES MANUSCRITS NE SONT PAS RETOURNÉS

Les auteurs non avisés dans le délai de DEUX MOIS de l'acceptation de leurs ouvrages peuvent les reprendre au bureau de la Revue, où ils restent à leur disposition pendant un an.

Les avis de changement d'adresse doivent nous parvenir, accompagnés de 0,50 en timbre-poste, au plus tard le 10 pour le numéro du 16, le 25 pour le numéro du 1er du mois suivant.

ÉDITIONS DU MERCVRE DE FRANCE

26, rue de Condé. — (Paris VI^e^)

DERNIÈRES PUBLICATIONS

FRANCIS JAMMES

Le Rosaire au Soleil, roman. Vol. in-18 ..... b 3 50

LÉON BLOY

Au Seuil de l'Apocalypse, 1913-1915. Pour faire suite au **Mendiant Ingrat**, à **Mon Journal**, à **Quatre Ans de Captivité à Cochons-sur-Marne**, à **L'Invendable**, au **Vieux de la Montagne**, au **Pèlerin de l'Absolu**. Vol. in 18 ..... 3.50

REMY DE GOURMONT

Pendant l'Orage. Préface de JEAN DE GOURMONT. Vol. petit in-18 ..... 2 »

PAUL FORT

Ballades Françaises, 1^re^ Série. Avec une Préface nouvelle de PIERRE LOUYS. Nouvelle édition revue et augmentée. Vol. in-18 ..... 3.50

*

EXTRAIT DU CATALOGUE

DES ÉDITIONS DV MERCVRE DE FRANCE

Histoire — Critique — Littérature

Agathon
L'Esprit de la Nouvelle Sorbonne..... 3.50

Hortense Allart de Méritens
Lettres inédites à Sainte-Beuve..... 3.50

Guillaume Apollinaire, Fernand Fleuret et Louis Perceau
L'Enfer de la Bibliothèque Nationale..... 7.50

L'Arétin
Les Plus belles Pages de l'Arétin..... 3.50

Aurel
Jean Dolent..... 1 »
La Semaine d'Amour..... 3.50

Henri Bachelin
Jules Renard et son Œuvre 0.75

J. Barbey d'Aurevilly
L'Esprit de J. Barbey d'Aurevilly..... 3.50
Lettres à Léon Bloy..... 3.50
Lettres à une Amie..... 3.50

J.-M. Barrie
Margaret Ogilvy..... 3.50

Charles Baudelaire
Lettres, 1841-1866..... 3.50
Œuvres posthumes..... 3.50

Léon Bazalgette
Walt Whitman. L'Homme et son œuvre..... 7.50

Christian Beck
Le Trésor du Tourisme :
L'Italie Septentrionale..... 3.50
Rome et l'Italie Méridionale. 3.50
La Suisse..... 3.50

Dimitri de Benckendorff
La Favorite d'un Tzar..... 3.50

Paterne Berrichon
Jean-Arthur Rimbaud..... 3.50
La Vie de Jean-Arthur Rimbaud..... 3.50

Albert de Bersaucourt
Études et Recherches..... 3.50
Les Pamphlets contre Victor Hugo..... 3.50

Louis Bertrand
Gustave Flaubert..... 3.50

Ad. Van Bever et Paul Léautaud
Poètes d'aujourd'hui, *Morceaux choisis*. 2 vol.... 7 »

Ad. Van Bever et Ed. Sansot-Orland
Œuvres galantes des Conteurs italiens..... 3.50
Œuvres galantes des Conteurs italiens, IIe série... 3.50

Léon Bloy
L'Ame de Napoléon..... 3.50
La Chevalière de la Mort... 2 »
Celle qui pleure..... 6.50
Les Dernières Colonnes de l'Église..... 3.50
Exégèse des Lieux Communs 3.50
Exégèse des Lieux Communs, II..... 3.50
Le Fils de Louis XVI..... 3.50
L'Invendable..... 3.50
Le Mendiant ingrat..... 5 »
Mon Journal (pour faire suite au *Mendiant Ingrat*)... 3.50
Pages choisies..... 3.50
Le Pèlerin de l'Absolu..... 3.50
Quatre Ans de Captivité à Cochons-sur-Marne..... 3.50
Le Sang du Pauvre..... 3.50
Au Seuil de l'Apocalypse.. 3.50
Le Vieux de la Montagne.. 3.50

Léon Bocquet
Albert Samain..... 3.50

Bottom
Ainsi parlait Jéroboam.... 2 »

Wacyf Boutros Ghali
Le Jardin des Fleurs..... 3.50

Georges Brandès
Essais choisis..... 3.50

Georges Buisseret
L'évolution idéologique d'Emile Verhaeren..... 0.75

Mélanie Calvat
Vie de Mélanie..... 3.50

Gaston Capon
Les Vestris..... 3.50

Louis Carlo et Ch. Régismanset
L'Exotisme..... 3.50

Jane Carlyle
Jane Welsh Carlyle..... 3.50

Thomas Carlyle
Lettres de Thomas Carlyle à sa mère..... 3.50
Lettres d'Amour de Jane Welsh et de Thomas Carlyle, 2 vol..... 7 »
Olivier Cromwell, sa Correspondance, ses Discours. I..... 3.50
Olivier Cromwell, sa Correspondance, ses Discours, II..... 3.50
Olivier Cromwell, sa Correspondance, ses Discours, III..... 3.50

Eugène Carrière
Ecrits et Lettres choisies.. 3.50

Félix Castigat et Victor Ridendo
Petit Musée de la Conversation..... 3.50

Fernand Caussy
Laclos..... 3.50

F.-A. Cazals et Gustave Le Rouge
Les Derniers jours de Paul Verlaine..... 3.50

Charles Cestre
Bernard Shaw et son œuvre 3.50

Chamfort
Les plus belles pages de Chamfort..... 3.50

Paul Claudel
Connaissance de l'Est..... 3.50
Art poétique..... 3.50

Jean des Cognets
La Vie intérieure de Lamartine..... 3. 0

Charles Collé
Journal historique inédit... 7.50

Vicomte de Colleville
Un Cahier inédit du journal d'Eugénie de Guérin.... 2 »

J.-A. Coulangheon
Lettres à deux femmes.... 3.50

Marcel Coulon
Témoignages..... 3.50
Témoignages, IIe série..... 3.50
Témoignages, IIIe série.... 3.50

Cyrano de Bergerac
Les plus belles pages de Cyrano de Bergerac..... 3.50

Eugène Defrance
Catherine de Médicis..... 3.50
Charlotte Corday et la Mort de Marat..... 3.50
La Conversion d'un Sans-Culotte..... 3.50
La Maison de Madame Gourdan..... 3.50

Paul Delior
Remy de Gourmont et son Œuvre..... 0.75

Eugène Demolder
L'Espagne en auto..... 3.50

René Descharmes et René Dumesnil
Autour de Flaubert, 2 vol.. 7 »

Henry Detouche
De Montmartre à Montserrat (*illustré*)..... 3.50

Diderot
Les plus belles pages de Diderot..... 3.50

Dostoïevski
Correspondance et Voyage à l'étranger..... 7.50

Pierre Dufay
Victor Hugo à vingt ans... 3.50

Georges Duhamel
Paul Claudel..... 2.50
Les Poètes et la Poésie.... 3.50

Edouard Dujardin
La Source du Fleuve chrétien.....

Louis Dumur
Les Enfants et la religion. 0.50

EXTRAIT DU CATALOGUE
DES EDITIONS DV MERCVRE DE FRANCE

Georges Duviquet
Héliogabale..... 3.50

Georges Eekhoud
Les Libertins d'Anvers.... 3.50

M. Esch
L'Œuvre de Maurice Maeterlinck..... 0.75

Paul Escoube
Préférences..... 3.50

Edmond Fazy et Abdul Halim Memdouh
Anthologie de l'amour turc 3.50

Gauthier Ferrières
François Coppée et son œuvre..... 0.75

André Fontainas
Histoire de la Peinture française au XIXe siècle..... 3.50

Paul Frémeaux
Dans la chambre de Napoléon mourant..... 3.50

Edouard Ganche
Frédéric Chopin..... 5 »

Ernest Gaubert et Jules Véran
Anthologie de l'Amour Provençal..... 3 50

André Gide
Oscar Wilde..... 1 »
Prétextes, *Réflexions sur quelques points de Littérature et de Morale*... 3.50
Nouveaux Prétextes..... 3.50

A. Gilbert de Voisins
Sentiments..... 3.50

Comte de Gobineau
Pages choisies..... 3.50

Edmund Gosse
Père et Fils..... 3.50

Jean de Gourmont
Henri de Régnier et son œuvre..... 0.75
Muses d'Aujourd'hui..... 3.50

Remy de Gourmont
Le Chemin de Velours, *Nouvelles Dissociations d'idées*..... 3.50
La Culture des Idées..... 3.50
Dante, Béatrice et la Poésie amoureuse..... 0.75
Dialogues des Amateurs (Epilogues, IVe série).... 3.50
Epilogues. *Réflexions sur la vie* (1895-1898)..... 3.50
Epilogues. *Réflexions sur la vie* (1899-1901)..... 3.50
Epilogues. *Réflexions sur la vie* (1902-1904)..... 3.50
Epilogues, 1905-1912. Vol. complém..... 3.50
Esthétique de la langue française..... 3.50
Livre des Masques, *Portraits symbolistes*..... 3.50
Le IIe Livre des Masques.. 3.50
Nouveaux Dialogues des Amateurs (Epilogues, Ve série)..... 3.50
Pendant l'Orage..... 2 »
Le Problème du Style..... 3.50
Promenades littéraires (I).. 3.50
Promenades littéraires (II).. 3.50
Promenades littéraires (III) 3.50
Promenades littéraires (IV) 3.50
Promenades littéraires (V). 3.50

Ch.-M. Des Granges
La Presse littéraire sous la Restauration..... 7.50

Maurice de Guérin
Les plus belles pages de Maurice de Guérin..... 3 »

Frédéric Harrison
John Ruskin..... 3.50

Laïcadio Hearn
Le Japon..... 3.50

Henri Heine
Les plus belles pages de Henri Heine..... 3.50

A.-Ferdinand Herold
Le Livre de la Naissance, de la Vie et de la Mort de la Bienheureuse Vierge Marie..... 6 »

Alexandre Herzen
Pages choisies..... 3.50

Albert Heumann
Le Mouvement littéraire Belge..... 3.50

Robert d'Humières
L'Ile et l'Empire de Grande-Bretagne..... 3.50

Francis Jammes
Feuilles dans le vent..... 3.50
Ma Fille Bernadette..... 3.50

H. Jelinek
La Littérature tchèque contemporaine..... 3.50

Virgile Josz
Fragonard, *Mœurs du XVIIIe siècle*..... 3.50
Watteau, *Mœurs du XVIIIe siècle*..... 3.50

Rudyard Kipling
Lettres du Japon..... 3.50

Paul Lafond
L'Aube Romantique..... 3.50

Laclos
Lettres inédites..... 3.50

Madame Lafarge
Correspondance, 2 vol..... 7 »

Jules Laforgue
Mélanges posthumes..... 3.50

Wanda Landowska
Musique ancienne..... 3.50

Pierre Lasserre
La Doctrine officielle de l'Université..... 3.50
Portraits et Discussions.... 3.50
Le Romantisme français... 3.50

G. Le Cardonnel et Ch. Vellay
La Littérature contemporaine (1905)..... 3.50

Edmond Lepelletier
Histoire de la Commune de 1871. I..... 7.50
Histoire de la Commune de 1871. II..... 7.50
Histoire de la Commune de 1871. II..... 7.50
Paul Verlaine, sa Vie, son Œuvre..... 3.50
Emile Zola, sa Vie, son Œuvre..... 3.50

Loyson-Bridet
Mœurs des Diurnales. *Traité de Journalisme*..... 3.50

Jean Lucas-Dubreton
La Disgrâce de Nicolas Machiavel..... 3.50

Émile Magne
L'Esthétique des Villes.. . 3.50
Madame de Chatillon..... 3.50
Madame de la Suze..... 3.50
Madame de Villedieu..... 3.50
Le Plaisant Abbé de Boisrobert..... 3.50
Scarron et son milieu..... 3.50
Voiture et les origines de l'Hôtel de Rambouillet... 3.50
Voiture et les années de gloire de l'Hôtel de Rambouillet..... 3.50

Henri Malo
Les Corsaires..... 3.50
Les Corsaires Dunkerquois et Jean-Bart..... 3.50
Les Corsaires Dunkerquois et Jean-Bart, II..... 3.50

René Martineau
Tristan Corbière..... 3.50

Ferdinand de Martino
Anthologie de l'amour arabe 3.50

Henri Massis
La Pensée de Maurice Barrès 0.7

Massen Forestier
Autour d'un Racine ignoré. 7.50

Camille Mauclair
Jules Laforgue..... 2.50

Édouard Maynial
Casanova et son temps.... 3.50
La Jeunesse de Flaubert... 3.50
La Vie et l'Œuvre de Guy de Maupassant..... 3.50

Henri Mazel
Ce qu'il faut lire dans sa vie. 3.50

Jean Mélia
Les Idées de Stendhal..... 3.50
Stendhal et ses commentateurs..... 3.50
La Vie amoureuse de Stendhal..... 3.50

Adrien Mithouard
Le Tourment de l'Unité.... 3.50

Jean Moréas
Esquisses et Souvenirs.... 3.50
Réflexions sur quelques Poètes..... 3.50
Variations sur la Vie et les Livres..... 3.50

Eugène Morel
Bibliothèques, 2 vol. in-8°. 15 »

Charles Morice
Eugène Carrière..... 3.50

Jacques Morland
Enquête sur l'Influence allemande..... 3.50

EXTRAIT DU CATALOGUE

DES EDITIONS DV MERCVRE DE FRANCE

Gabriel Mourey
Le Village dans la Pinède. 3.50

Alfred de Musset
Correspondance. 3.50
Les plus belles pages d'Alfred de Musset. 3.50
Lettres d'amour à Aimée d'Alton. 3.50
Œuvres complémentaires. 3.50

Napoléon
Napoléon raconté par lui-même, 2 vol. 7 »

Gérard de Nerval
Correspondance. 3.50
Les plus belles pages de Gérard de Nerval. 3.50

Alfredo Niceforo
Le Génie de l'Argot. 3.50

Charles Oulmont
La Poésie française du Moyen-âge. 3.50

Léon Paschal
Esthétique nouvelle fondée sur la psychologie du génie 7.50

Péladan
Les Idées et les Formes. 3.50

Hubert Pernot
Anthologie populaire de la Grèce moderne. 3.50

Edmond Pilon
Francis Jammes et le Sentiment de la Nature. 0.75
Muses et Bourgeoises de jadis. 3.50
Portraits de Sentiment. 3.50
Portraits tendres et pathétiques. 3.50

Camille Piton
Paris sous Louis XV. 3.50
Paris sous Louis XV (II). 3.50
Paris sous Louis XV (III). 3.50
Paris sous Louis XV (IV). 3.50
Paris sous Louis XV (V). 3.50

Pierre-Paul Plan
Jean-Jacques Rousseau raconté par les gazettes de son temps. 3.50

Georges Polti
Les trente-six situations dramatiques. 3.50

J.-G. Prodhomme
Ecrits de Musiciens. 3.50

Arthur Ransome
Oscar Wilde. 3.50

Henri de Régnier
Discours de Réception à l'Académie française. 1 »
Figures et Caractères. 3.50
Portraits et Souvenirs. 3.50
Sujets et Paysages. 3.50

Rétif de la Bretonne
Les plus belles pages de Rétif de la Bretonne. 3.50

Cardinal de Retz
Les plus belles pages du Cardinal de Retz. 3.50

Arthur Rimbaud
Lettres de Jean-Arthur Rimbaud. 3.50
Une Saison en Enfer. 2 »

William Ritter
Etudes d'Art étranger. 3.50

Rivarol
Les plus belles pages de Rivarol. 3.50

E. de Rougemont
Villiers de l'Isle-Adam. 3.50

André Rouveyre
Exécution secrète d'un peintre par ses confrères. 1 »
Visages des Contemporains. 3.50

John Ruskin
La Bible d'Amiens. 3.50
Sésame et les Lys. 3.50

Saadi
Le Jardin des Fruits. 3.50

Jules Sageret
Les Grands Convertis. 3.50

Saint-Amant
Les plus belles pages de Saint-Amant. 3 »

Saint-Evremond
Les plus belles pages de Saint-Evremond. 3.50

Saint-Simon
Les plus belles pages de Saint-Simon. 3.50

Sainte-Beuve
Lettres inédites à M. et Mme Juste Olivier. 3.50

P. Saintyves
Les Reliques et les Images légendaires. 3.50

Léon Séché
Alfred de Musset. I. L'Homme et l'Œuvre, les Camarades; II. Les Femmes. 2 vol. 7 »
Alfred de Vigny, I: La Vie littéraire, politique et religieuse; II: La Vie amoureuse. 2 vol. 7 »
Les Amitiés de Lamartine. 3.50
Le Cénacle de Joseph Delorme, 2 vol. 7 »
Le Cénacle de la Muse Française. 3.50
Delphine Gay. 3.50
Hortense Allart de Méritens 3.50
La Jeunesse dorée sous Louis-Philippe. 3.50
Lamartine (1815-1830). 3.50
Madame d'Arbouville. 3.50
Sainte-Beuve, I. Son Esprit, ses Idées; II. Ses Mœurs. 2. vol. 3.50

Alphonse Séché et Jules Bertaut
L'Évolution du Théâtre contemporain. 3.50

Octave Séré
Musiciens français d'aujourd'hui. 3.50

Nahum Slousch
La Poésie lyrique hébraïque contemporaine. 3.50

Joseph de Smet
Lafcadio earn. 3.50

Georges Soulié
Essai sur la Littérature Chinoise. 3.50

Robert de Souza
La Poésie populaire et le Lyrisme sentimental. 3.50

André Spire
Quelques Juifs.

Stendhal
Les plus belles pages de Stendhal. 3.50

Casimir Stryienski
Soirées du Stendhal-Club. 3.50

Casimir Stryienski et Paul Arbelet
Soirées du Stendhal-Club (2e série). 3.50

Tallemant des Réaux
Les plus belles pages de Tallemant des Réaux. 3.50

Archag Tchobanian
Les Trouvères arméniens. 3.50

Tei-San
Notes sur l'Art japonais: La Sculpture et la Ciselure. 3.50

Adolphe Thalasso
Anthologie de l'Amour asiatique. 3.50
Le Théâtre Libre. 3.50

Théophile
Les plus belles pages de Théophile. 3 50

Tolstoi
Vie et Œuvre, Mémoires, 3 vol. 10.50

Tristan L'Hermite
Les plus belles pages de Tristan L'Hermite. 3 »

Jules Troubat
Sainte-Beuve et Champfleury 3.50
La Salle à manger de Sainte-Beuve. 3.50

Octave Uzanne
Le Célibat et l'Amour. 3.50
Parisiennes de ce temps. 3.50

A. Van Gennep
La Question d'Homère. 0.75

Jean Variot
L'Œuvre d'Elémir Bourges. 1 »

E. Vigié-Lecocq
La Poésie contemporaine 1884-1896. 3.50

Alfred de Vigny
Les plus belles pages d'Alfred de Vigny. 3.50

Léonard de Vinci
Textes choisis. 3.50

Tancrède de Visan
L'Attitude du Lyrisme contemporain. 3.50

Oscar Wilde
De Profundis, précédé de Lettres écrites de la prison et suivi de la Ballade de la Geôle de Reading. 3.50
Les Origines de la Critique historique. 3.50

Stefan Zweig
Emile Verhaeren, sa Vie, son Œuvre. 3.50

Envoi franco, sur demande, du Catalogue complet et d'un numéro de la revue

LE MYSTÈRE DE SARAJEVO

—

Ce serait là un titre attrayant pour un mélodrame si ce n'était déjà celui d'une tragédie, la plus sanglante depuis la tragédie napoléonienne. L'attentat de Sarajevo avec, comme dénouement, l'une des guerres les plus horribles qu'ait connues l'humanité, offrira aux Shakespeares de demain plus qu'un titre sensationnel. Lorsque l'histoire aura fait la pleine lumière sur cette affaire, il est sûr qu'elle fournira aux auteurs une matière que l'imagination oserait à peine concevoir. Mais il faudra, pour éclairer ce drame dans tous ses détails, le recul des temps qui ouvrira l'accès des archives et élargira l'horizon encore voilé d'ombre. En attendant, pourtant, les moyens nombreux, que la presse et le parlementarisme mettent aujourd'hui à notre disposition permettent de jeter quelques rayons dans cette ombre. A leur lueur, des esprits curieux ont déjà entrevu la vérité, ou plutôt une part de la vérité.

C'est ainsi que, dernièrement, une haute personnalité serbe laissait entendre que l'on sera surpris lorsqu'on connaîtra les dessous du crime de Sarajevo. Un réfugié de la Transylvanie hongroise, M. Locati, prêtre orthodoxe de nationalité roumaine, fixé aujourd'hui en Roumanie, affirme de son côté posséder des documents qui montreront la part prise dans le complot par certains Hongrois. En attendant que ces révélations soient faites, les hypothèses vont leur train. L'hypothèse la plus sérieuse nous vient d'Angleterre. Un journaliste généralement bien informé, M. H.-W. Steed, directeur de la politique étrangère au *Times*, voit (1) avec raison dans l'attentat

(1) Articles parus dans l'*Edinburgh Review* d'octobre 1915 et dans le *Nineteenth Century and After* de février 1916.

de Sarajevo autre chose que l'œuvre néfaste de nationalistes exaltés. Selon lui, la mort de l'archiduc François-Ferdinand serait due, comme beaucoup de crimes commis autour du double trône austro-hongrois des Habsbourgs, à de louches intrigues de cour, à de basses et cupides jalousies. L'auteur anglais étaye ses conclusions d'intéressantes considérations que nous ne croyons pas cependant d'irréfutables preuves. Quelques-uns des faits mêmes dans lesquels M. Steed voit des présomptions nous semblent, comme nous aurons l'occasion de le montrer, plutôt tourner contre sa thèse. La froideur enfin que témoigna aux dépouilles de l'archiduc la camarilla de Vienne, et qu'il note comme symptômatique, ne prouve pas grand'chose. Elle montre seulement que François-Ferdinand n'avait pu regagner les faveurs que son mariage morganatique lui avait fait perdre. Elle montre aussi que le grand-maître des cérémonies de la cour, le prince de Montenuovo, descendant de Marie-Louise et de Neipperg, en appliquant aux obsèques toutes les rigueurs d'une étroite étiquette, tirait de l'archiduc, qui l'avait ouvertement détesté, une vengeance posthume et mesquine.

Si donc nous sommes d'accord avec M. Steed sur un point, à savoir que le meurtre est le résultat non d'un complot nationaliste serbe, mais d'une intrigue politique nouée dans les milieux austro-hongrois, nos vues diffèrent totalement sur la cause initiale et, partant, sur les auteurs du crime. Notre conviction, basée sur une étude approfondie de faits certains et de présomptions graves, est que le complot de Sarajevo a été tramé par celui-là seul qui devait en profiter, mais qui n'en eut pas le loisir puisqu'il en fut la victime, par l'archiduc François-Ferdinand lui-même.

I

L'archiduc héritier d'Autriche-Hongrie avait en effet le plus grand intérêt à ce qu'éclatât une affaire compromettante pour la Serbie. Depuis que son oncle François-Joseph lui avait confié le pouvoir effectif, et surtout laissé la haute main sur l'armée, François-Ferdinand préparait l'Autriche-Hongrie à une guerre. L'ami du fameux Dr Lueger, jadis bourgmestre de Vienne et chef du parti socialiste chrétien, parti purement allemand, le « protecteur » du germanisant *Schulverein* (li-

gue scolaire allemande) ne songeait, comme tous les Habsbourgs, qu'à s'appuyer en Autriche sur les Allemands et en Hongrie sur les Magyars. Or le germanisme en Cisleithanie s'effritait sous les coups des Slaves ; et le magyarisme en Transleithanie commençait à subir l'assaut des Serbo-Croates et des Roumains. François-Ferdinand devait, par une guerre anti-slave déchaînée contre la Serbie et, par contre-coup, contre la Russie, assurer le triomphe de ceux qu'il considérait comme les soutiens naturels de son trône futur.

Il savait, d'autre part, les finances de l'Etat fortement obérées. Il n'ignorait pas qu'une formidable banqueroute était imminente. La guerre permettrait, en cas de victoire, d'obtenir des indemnités qui boucheraient les trous ; en cas de défaite, elle pourrait servir d'excuse à la ruine financière.

Enfin les ambitions paternelles de François-Ferdinand seraient faciles à réaliser à la suite d'un triomphe. Personne alors ne serait assez puissant pour s'opposer à ce que fussent annulées les promesses faites par l'archiduc lors de son mariage morganatique. Sa femme pourrait donc être impératrice et reine, et son fils aîné archiduc héritier. Nous avons déjà exposé ici ces trois causes (1). Nous les répétons brièvement, parce qu'elles expliquent toutes les tentatives belliqueuses — mais avortées — de François-Ferdinand avant 1914.

C'est d'abord, en 1908, l'impudente annexion de la Bosnie-Herzégovine. Elle se produit quinze jours après que l'Autriche-Hongrie a promis à la Russie de ne pas modifier la situation dans les Balkans sans la prévenir assez longtemps à l'avance. Elle se produit à l'heure même où l'Allemagne suscite au Maroc l'affaire des déserteurs de Casablanca. La Serbie proteste contre l'action de l'Autriche-Hongrie dans les Balkans. La Russie la soutient. Mais la Triple-Entente prise dans deux affaires, ne peut tenir le coup. Force est donc d'accepter le fait accompli.

En 1912, la Serbie lutte avec ses alliés contre la Turquie pour la libération des Balkans. L'Autriche-Hongrie en profite pour imaginer une affaire scandaleuse. Elle accuse les Serbes d'avoir odieusement mutilé un de ses représentants, le consul Prochaska. La presse reptilienne de Vienne porte au monde

(1) *Mercure de France* du 16 mars 1916, sous le titre *L'Autriche-Hongrie « brillant second »*.

entier ses protestations et ses lamentations. Le gouvernement austro-hongrois exige, pour l'insulte qu'il prétend lui être faite, une réparation que la Serbie accepte de fournir pour avoir la paix. Un rapport officiel constate cependant que le consul Prochaska n'a jamais été maltraité.

Pas plus que la machiavélique annexion de la Bosnie-Herzégovine la sournoise provocation Prochaska n'avait donc réussi à amener une guerre. Cette guerre devenait pourtant plus nécessaire que jamais, car la Serbie venait de s'agrandir considérablement. Elle allait même s'émanciper entièrement, car l'accès à la mer lui était ouvert. Cela ne faisait guère l'affaire de l'Autriche-Hongrie qui s'empressa d'obtenir, par un ultimatum au Monténégro, en mars 1913, l'abandon du port de Scutari et de soulever la question albanaise. Cette fois le *Ballplatz*, s'appuyant sur le droit des nationalités, réclamait l'Albanie pour les Albanais. L'Europe, qui aurait pu, avec plus de raison, réclamer la Bohême pour les Tchèques, la Pologne pour les Polonais, les Italiens du Trentin pour l'Italie et les Roumains de la Transylvanie pour la Roumanie, engagea la Serbie à céder une fois encore.

L'Autriche pourtant, que François-Ferdinand avait mobilisée à grands frais, voulait à toute force trouver dans l'imbroglio balkanique un prétexte à conflit. Elle poussa donc la Bulgarie, ou plutôt le fourbe Ferdinand de Cobourg, à attaquer la Serbie épuisée. C'est alors (mai 1913) que le *Ballplatz* fit savoir à la Roumanie (1) que l'armée autrichienne soutiendrait les armes à la main la mauvaise cause du traître de Sofia. L'Europe semble avoir ignoré cette velléité belliqueuse de la bicéphale monarchie ; ce ne fut donc point elle qui empêcha le conflit général d'éclater. La paix fut due aux agences de désertion établies en Autriche et à la trahison d'un officier du grand état-major, Redl. Les agences enlevèrent à l'armée plus de 200.000 hommes qui, munis de faux papiers, gagnèrent le Canada. Redl, qui, pour éviter un procès dangereux, fut discrètement « suicidé » dans un hôtel de Vienne, avait vendu à la Russie les plans de campagne et empêché la réussite du coup que l'on préparait sur les rives du Danube. L'état-major en fut réduit à rétablir l'équilibre des forces de l'Empire et à

(1) Révélations de M. Take Jonesco, ancien ministre roumain, dans son journal *la Roumanie*.

dresser de nouveaux plans. Il le fit en hâte, car, en août 1913, croyant être de nouveau prête à agir, la diplomatie autrichienne, préméditant une attaque, cherchait à mettre l'Italie dans son jeu (1). L'Italie s'étant récusée, François-Ferdinand guetta, pour envoyer à la Serbie une nouvelle sommation, quelque événement propice. « Aussi, écrit M. Ernest Denis (2), le 17 octobre (1913), nouvel ultimatum de l'Autriche à la Serbie qui, pour arrêter les incursions des pillards albanais, a été obligée d'occuper quelques points stratégiques : — Qu'elle retire immédiatement ses troupes ; faute de quoi l'Autriche agira aussitôt. — En dépit de l'empressement avec lequel la Serbie satisfait à sa sommation et de la visite de M. Pachitch qui est accouru à Vienne apporter des paroles de conciliation, le comte Berchtold, dans un discours inqualifiable et qui, entre deux Etats de force sensiblement égales, eût été considéré comme une déclaration de guerre, critique avec une injurieuse acrimonie le traité de Bucarest et l'annexion à la Serbie d'une partie de la Macédoine.

« De vastes territoires, habités par une nationalité homogène, ont été placés sous les lois d'Etats de même race, mais dont les sujets ne parlent pas la même langue, — et les méthodes sommaires d'assimilation paraissent de nature à produire une excitation peu favorable au maintien de la paix. »

La Serbie, et pour cause, ne releva pas le défi. Il ne fut plus désormais possible à Vienne de trouver un prétexte plausible à la guerre. Le calme le plus parfait régnait dans les Balkans. Seule la créature de la diplomatie danubienne, le royaume d'Albanie, faisait des siennes. Il était difficile pourtant d'accuser les Serbes d'avoir poussé les Albanais à se battre entre eux. La première moitié de 1914 s'écoula donc sans que rien pût donner prise à la malignité des Machiavels de Vienne. Ce calme ne faisait guère l'affaire de François-Ferdinand qui, ayant vu tous ses plans déjoués, n'attendait qu'une occasion. Puisqu'elle ne venait pas, il fallait la faire naître. Il s'y employa de son mieux.

Pour réussir, il lui fallait d'abord prendre l'avis de son puissant voisin et allié, Guillaume II, et s'assurer de sa colla-

(1) Déclarations de M. Giolitti au Parlement italien et dont nous avons parlé dans notre précédent article (*Mercure de France* du 16 juin 1916).

(2) *La Guerre*, par M. Ernest Denis, professeur à l'Université de Paris (Librairie Delagrave, éditeur), page 219.

boration pleine et entière. Il était certain, en effet, que soulever un conflit avec la Serbie c'était amener des complications graves. La Russie se dresserait forcément pour défendre sa protégée. La France, à son tour, serait entraînée par le jeu des alliances. François-Ferdinand ne pouvait risquer la partie sans en avoir sérieusement réglé les détails. Une politesse en vaut une autre, et l'Allemagne ne refuserait certainement pas de prêter la main au « brilland second » de l'affaire du Maroc. Elle refuserait d'autant moins que le concours de l'Allemagne était assuré depuis les premières tentatives de 1908 et que le mauvais coup, s'il était bien exécuté, permettrait à Guillaume II de réaliser enfin son projet de *Weltpolitik*, son rêve de domination universelle.

Mais, pour bien préparer ce mauvais coup, il fallait de la discrétion. François-Ferdinand en mit. Il imagina donc d'inviter le Kaiser à une partie de chasse qui aurait lieu au château de Konopischt, près de Prague. Afin de donner le change, il lança dans la presse viennoise du 2 juin 1914 l'information suivante :

Visites de monarques a Konopischt. — L'empereur d'Allemagne *et le roi de Suède* feront ce mois-ci, à Konopischt, une visite de quelques jours à l'héritier du trône d'Autriche, François-Ferdinand. L'empereur d'Allemagne Guillaume II y viendra le 12 juin et y restera jusqu'au lendemain soir. *Le roi de Suède Gustave est attendu à Konopischt en même temps que l'empereur d'Allemagne.*

Il serait curieux de savoir aujourd'hui si réellement le roi de Suède a été invité à cette partie de chasse et, si oui, pour quelle raison il n'y est pas venu. Quoi qu'il en soit, cette note était fort habile. Elle tendait à enlever à l'entrevue de Konopischt tout caractère politique. Comment en effet les deux alliés auraient-ils pu s'entretenir de leurs affaires politiques en présence d'un tiers ? Le public était donc prévenu que la rencontre serait une simple visite de politesse, et rien de plus.

Nous ne savons pas très exactement ce qu'elle fut, cette visite, mais ce que nous savons, c'est qu'elle fut autre chose que ce qu'on voulait faire croire. Bien habile sera le diplomate qui nous démontrera que l'étiquette des cours exige que, dans de telles circonstances, l'hôte et son invité soient accompagnés de leurs grands amiraux. Il sera plus habile encore s'il nous explique pourquoi la politesse exigeait que, dès le départ de

Guillaume II, François-Ferdinand fît appeler le comte Berchtold, ministre des affaires étrangères. Tout cela nous ferait peut-être comprendre le sens de la rencontre à Carlsbad, huit jours après, des chefs d'état-major d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie (1).

M. Steed, d'après un correspondant bien placé, prétend qu'un pacte fut conclu à Konopischt. « La Russie, assure-t-il, serait provoquée en vue d'une guerre pour laquelle l'Allemagne et l'Autriche étaient prêtes. Quelques coups énergiques réduiraient la France à l'impuissance. L'abstention de l'Angleterre était considérée comme certaine. Le but principal de la visite à Windsor, en novembre 1913, de François-Ferdinand et de la duchesse de Hohenberg avait été d'établir des relations personnelles d'amitié avec la cour britannique. Grâce à la neutralité, bienveillante ou non, de l'Angleterre, la victoire semblait assurée. Elle devait amener le remaniement de la carte de l'Europe. L'ancien royaume de Pologne, comprenant la Lithuanie et l'Ukraine, la Pologne des Jagellons de la mer Baltique à la mer Noire, serait reconstitué. Ce serait la part de François-Ferdinand, l'héritage qu'il léguerait à son fils aîné ; le cadet recevrait, sous la direction de son père, un royaume comprenant la Bohême, la Hongrie, la plupart des pays slaves du sud de l'Autriche, la Serbie, la côte slave de l'Adriatique et Salonique. François-Ferdinand voyait ainsi ses fils à la tête de deux puissants Etats, et Sophie Chotek serait la mère de deux rois.

» L'empereur Guillaume offrait à la future Pologne la restitution d'une partie du duché de Posen, et s'indemnisait par l'introduction dans son empire de l'Autriche allemande, augmentée de Trieste, avec l'archiduc Charles-François-Joseph comme souverain. Il obtenait ainsi l'accès tant convoité à l'Adriatique.

» Une étroite et perpétuelle alliance militaire et économique devait unir l'empire allemand ainsi agrandi, le nouvel empire

(1) Cela nous éclairerait peut-être aussi sur le sens d'une information apportée par la *Liberté* du 21 avril et par *la France de Bordeaux* du 22 avril dernier. Selon cette information venue de Bucarest, le Dr Kramarz, député tchèque récemment condamné à mort par la cour de Vienne pour crime de haute trahison, ayant été interrogé par le président du tribunal sur le but d'un voyage qu'il fit à Belgrade en juin 1914, répondit qu'il ne pourrait parler que si la haute personnalité gouvernementale (Berchtold) qui l'avait envoyé le déliait du serment qu'il avait fait de ne rien dire.

de Pologne, et le royaume tchèque-magyar-yougoslave. Cette alliance deviendrait l'arbitre de l'Europe, dominerait les Balkans et la route de l'Orient. »

II

On ne prête qu'aux riches, et le correspondant de M. Steed prête à l'ambitieux Kaiser plus d'ambition encore qu'il n'en a. Il est certain que l'entrevue de Konopischt avait un tout autre but que celui d'échanger des politesses et de mettre à mal le gibier des parcs archiducaux. Nous avons pourtant des raisons de croire que François-Ferdinand, même dément, n'était point assez fou pour démembrer ainsi l'Empire des Habsbourgs. Il était d'ailleurs trop allemand pour songer à créer de nouveaux Etats slaves. Et puis, d'autre part, si ce démembrement avait été une condition *sine qua non* de la complicité de Guillaume II, comment se fait-il que ce pacte n'eût pas été conclu auparavant, lors des provocations de 1908, 1912 et 1913, alors que s'offrait un prétexte à la guerre ?

Nous croyons plutôt que le seul objet de l'entrevue de Konopischt était justement de trouver le prétexte qui manquait en 1914, et de minutieusement régler la marche diplomatique et militaire de toute cette entreprise belliqueuse. Le pacte établissant « les buts de la guerre », comme on dit en Allemagne, était depuis longtemps conclu, non pas seulement entre Guillaume II et François-Ferdinand, mais encore avec les chefs du parti Jeune-Turc (1) et Ferdinand, roi de Bulgarie. Les renseignements que nous tenons de diverses sources austro-hongroises, corroborés par la simple logique des faits, nous permettent d'assurer que le pacte ne visait point, au contraire, à diminuer ou à affaiblir l'Empire des Habsbourgs. Le *Pesti Naplo* du 29 juin, que nous avons déjà cité, ne faisait que résumer cette opinion, courante dans la presse austro-hongroise, lorsqu'il disait que François-Ferdinand « voulait consolider et renforcer la monarchie par une guerre ».

Mais ne fait pas la guerre qui veut. Bismarck a montré à ses successeurs qu'il faut une habileté consommée et une intelligente hypocrisie pour déclarer une guerre et avoir pour soi

(1) Une mission turque avait été, à grands frais, reçue en Autriche et en Allemagne à la fin de 1913. Elle avait, disait-on, un but commercial et visita plusieurs grandes villes ; mais sait-on quel était son but réel?

l'opinion publique. Or l'Allemagne, qui savait fort bien ce qu'on pensait d'elle, de ses ambitions pangermaniques, de ses formidables armements et des discours à « la poudre sèche » de son Kaiser, tenait avant tout à ce que le monde crût que la guerre lui était imposée par la force même des choses. Le mieux sembla donc de mettre en scène un acte d'une gravité exceptionnelle, qui révoltât toutes les consciences et parût à tous une provocation directe, provocation qui méritât un châtiment à main armée.

Il s'agissait d'abord de s'assurer le concours de la douteuse Italie. Elle n'était liée à l'Autriche et à l'Allemagne que par un traité d'alliance défensive : en attaquant, on se l'aliénait — ce dont on s'était déjà aperçu. Si, au contraire, on pouvait être attaqué ou tout au moins provoqué comme il convient, la Triple Alliance subsistait, puissante et invincible.

Il y avait encore une opinion à ménager en Europe, celle de l'Angleterre. Les Anglais sont fort susceptibles. Le développement de la flotte allemande les avait justement alarmés. On leur fit d'abord, aussi bien du côté allemand que du côté autrichien, de nombreuses amabilités dans l'espoir d'annihiler le rapprochement franco-anglais. Guillaume II visite l'Angleterre en 1908. En 1913, von Tirpitz annonce au Reichstag que les armements maritimes de l'Allemagne ne dépasseront pas la proportion suggérée par M. Winston Churchill, ministre de la marine anglaise. En cette même année 1913, François-Ferdinand allait à son tour faire visite au roi d'Angleterre. La récente expérience du Maroc avait nettement établi que le gouvernement britannique ne laisserait pas se régler sans lui les questions coloniales. On avait vu, par contre, lors des derniers froissements européens, que la question austro-balkanique semble n'intéresser que médiocrement l'Angleterre. « Sir Ed. Grey n'a cessé de répéter que l'opinion publique ne comprendrait pas et n'admettrait pas une guerre qui aurait pour cause l'affaire serbe, et qu'il n'interviendrait pas, tant que le cabinet de Vienne et de Belgrade seraient seuls en cause (1). » François-Ferdinand et Guillaume II en conclurent que c'était à la Serbie qu'il fallait s'en prendre, et ils songèrent à agir en conséquence.

On était ainsi, semble-t-il, engagé dans la bonne voie : on

(1) E. Denis, ouvrage cité, page 19.

localisait le conflit ; on dégageait la responsabilité de l'Allemagne et de l'Autriche et on leur assurait une facile victoire. L'archiduc n'avait plus qu'à rechercher dans les récentes archives, ou mieux dans sa mémoire, pour trouver un bon moyen de faire peser sur la Serbie la responsabilité dont on se déchargeait. Il suffisait à François-Ferdinand de se rappeler l'affaire Nastitch ourdie en 1907 par le baron d'Æhrenthal et destinée à désunir le Monténégro et la Serbie. « Le prince Georges de Serbie, encouragé par le ministre de Russie, aurait voulu, affirmait-on, faire sauter le palais où se trouvaient le prince Nicolas, son grand-père, et sa propre sœur, la princesse Hélène (1). » Le prétendu complot avait été découvert grâce aux aveux de Nastitch, fils d'un mouchard austro-hongrois, à la solde lui-même du ban de Croatie, et qui soutenait avoir reçu les bombes à l'arsenal de Kragoujevats. Malgré tous les efforts, l'affaire n'avait pas eu alors le résultat désiré. Elle était conçue pourtant selon un procédé cher aux collaborateurs des Habsbourgs, et qui, habilement mis en œuvre, ne pouvait manquer de porter des fruits. On trouverait facilement, car l'Autriche-Hongrie en regorge, des mouchards et des agents provocateurs prêts à exécuter la besogne et à témoigner, le cas échéant, que cette tâche leur avait été commandée par le gouvernement serbe. Les nombreux procès anti-slaves dont est pleine l'histoire de la double monarchie, et notamment les scandaleuses affaires de Zagreb (Agram), de Vienne (procès Friedjung), de Marmaros-Sziget et de Lwow (Lemberg), dont nous avons parlé (2), prouvent que les gouvernants austro-hongrois sont passés maîtres dans l'art de fomenter de faux complots.

François-Ferdinand et Guillaume II ont donc consacré les deux jours de chasse dans les solitudes de Konopischt à mettre au point le plan à suivre pour que 1° la Serbie parût incontestablement la provocatrice ; 2° les diplomaties allemandes et autrichiennes agissent immédiatement et de concert ; 3° les armées d'Autriche et d'Allemagne fussent prêtes au moment voulu. Il fut décidé que des manœuvres auraient lieu en plein pays de nationalité serbe, en Bosnie-Herzégovine ; que l'archiduc, chef suprême des armées austro-hongroises, irait, le 26 juin, y présider en personne et inspecter les troupes ; que

(1) E. Denis, ouvrage cité, page 12.
(2) *Mercure de France*, 16 juin 1916.

le 28 de ce même mois, au jour où les Serbes fêtent le *Vidov dan*, anniversaire de la bataille de Kossovo, François-Ferdinand visiterait la ville de Sarajevo et que, à cette occasion, éclaterait l'affaire qui devait mettre le feu aux poudres.

Le but agressif de ce voyage archiducal en Bosnie-Herzégovine apparaissait d'autant mieux que les journaux allemands de toute l'Autriche-Hongrie ne se cachaient pas pour l'avouer. « Nos soldats, écrivait par exemple le *Budapester Tagblatt* du 27 juin en parlant des manœuvres, doivent acquérir l'habitude et les avantages naturels que possèdent les Serbes, et surtout les Monténégrins, comme soldats de montagnes. Dès que nos soldats connaîtront le terrain et les habitudes *de l'ennemi*, les avantages que celui-ci en retire disparaîtront. » L'organe officieux de François-Ferdinand lui-même, la *Reichspost*, de Vienne, avouait ingénument — ou peut-être astucieusement — que cette parade militaire constituait « une menace pour au delà de la frontière ».

Le jour de départ de l'archiduc approchait. Tout était préparé pour le coup projeté. Il faut croire pourtant que la préparation n'avait pas été faite avec la plus grande circonspection, car, du côté serbe, on avait surpris certains mouvements suspects. Le *Neues Pester Journal* et, après lui, toute la presse, annonçait le 29 juin un fait qui le prouve. D'après ce journal, M. Jovanovitch, ministre de Serbie à Vienne, s'était, quelques jours avant l'attentat de Sarajevo — huit jours, précisent d'autres feuilles, — présenté au Ballplatz. Ayant constaté des mouvements inquiétants, déclara-t-il, le gouvernement serbe conseillait que, pour sa sécurité, l'archiduc n'accomplît pas son voyage. Le ministre des affaires étrangères prit acte de cet avertissement et le fit connaître à François-Ferdinand, mais celui-ci prétendit avoir de bonnes raisons pour diriger en personne les manœuvres de Bosnie, et que, d'autre part, les préparatifs du voyage étaient si avancés qu'il ne pouvait y renoncer sans provoquer des commentaires. Cette information passa entre les mains de la sévère censure autrichienne qui n'y trouva rien à redire. Elle se contenta, dans le *Videnský Dennik*, journal tchèque de Vienne, du 1er juillet 1914, que nous avons sous les yeux, de supprimer une ligne qui ne change rien au sens. Une dépêche de l'*Agence des Balkans*, datée de Belgrade 26 juin, corrobore d'ailleurs le fait que le

complot était connu. Ce télégramme annonçait que la police de Mostar avait arrêté un voyageur suspect et parlait de la découverte par les autorité bosniaques d'un complot tramé contre la vie de l'archiduc héritier. Enfin le 3 juillet on lisait dans le journal hongrois *Az Est* : « L'étudiant serbe Jean Grecar a fait à la direction de la police une déposition relative au complot serbe et a déclaré que, *deux semaines auparavant* (donc vers le 20 juin, — note de l'auteur.), il avait informé le gouvernement bosniaque que cet attentat se préparait. Personne ne l'avait cru. Au lieu de prendre des mesures de précaution, on avait arrêté Grecar. » Cette nouvelle de l'*Az Est* ne fut pas plus censurée ni démentie que les précédentes, bien qu'on la trouve reproduite dans une bonne partie des journaux austro-hongrois.

On pourrait croire que, connaissant le danger qui le menace, François-Ferdinand, au moment où il part, a pris des mesures en conséquence. Il n'en est cependant rien. Il refuse absolument de se faire garder par la police. « Le voyage en Bosnie de l'archiduc héritier, écrit l'officieux *Fremdenblatt* après l'attentat, était une affaire exclusivement militaire. L'exclusivisme allait si loin que le voyage ne fut pas même annoncé par un seul mot au ministère bosniaque (ministre commun des finances). Tous les préparatifs en ont été exécutés par les autorités militaires. C'est à elles qu'incombaient également les mesures de sécurité que l'on prend habituellement lors du déplacement de hautes personnalités. » Dans le discours qu'il prononça le 9 juillet à la Chambre hongroise, le comte Tisza, ministre, confident de François-Ferdinand, s'exprima en des termes à peu près identiques : « L'archiduc héritier, dit-il, considérait son voyage en Bosnie comme une inspection militaire, de sorte que ni l'un ni l'autre des gouvernements n'en fut informé. Le ministre commun des finances lui-même ne reçut aucune communication relative au programme et aux détails du voyage de l'archiduc héritier. » François-Ferdinand, chef suprême des autorités militaires, prévenu d'une conspiration, n'a donc pas jugé à propos d'assurer sa sauvegarde ni celle de sa femme. Il faut nécessairement en conclure ou bien que l'héritier du trône des Habsbourgs était d'une impardonnable légèreté en jouant ainsi sa vie; ou bien qu'il savait à quoi s'en tenir sur le peu de danger du complot qui se préparait.

L'importance de l'entrevue de Konopischt et les menaces proférées contre la Serbie par la presse militariste qu'il inspirait montrent surabondamment que François-Ferdinant n'était point assez léger pour compromettre les beaux projets qu'il mûrissait depuis si longtemps. La deuxième hypothèse apparaît par conséquent comme la seule admissible. L'archiduc ne craignait pas la conspiration qui le menaçait. Il semble même qu'il ne voulait que rien, et surtout la police, n'y pût mettre obstacle.

III

Si nous en jugeons par les récits officiels transmis à la presse par le *K. K. Korrespondenz-Bureau* (1), le drame put en effet se dérouler sans entraves. La première relation est du 28 juin, jour même de l'attentat. Elle comprend deux dépêches ainsi conçues : « Sarajevo, 28 juin. — L'archiduc héritier François-Ferdinand et la duchesse de Hohenberg ont été, au moment où ils quittaient l'hôtel de ville, grièvement blessés de plusieurs coups de revolver par un lycéen originaire de Grahovo. » C'était, comme on le voit, assez vague. Le second télégramme fut lancé le même jour. Il était plus précis : « Lorsque ce matin l'archiduc François-Ferdinand se rendait avec sa femme, la duchesse de Hohenberg, à la réception de l'hôtel de ville, il fut lancé contre l'automobile *une bombe que l'archiduc repoussa du bras*. Lorsque l'automobile fut passée, la bombe éclata. Le comte Boos-Waldeck et le lieutenant-colonel Merizzi, aide de camp de l'archiduc, qui se trouvaient dans la voiture suivante, furent légèrement blessés. Parmi le public vingt personnes furent plus ou moins grièvement blessées. Le meurtrier est un typographe de Trebinié nommé Cabrinovitch. Il a été arrêté immédiatement. Après une brillante réception à l'hôtel de ville, l'archiduc et sa femme continuèrent leur promenade. Un lycéen de huitième année nommé Princip, originaire de Grahovo, tira sur l'automobile de l'archiduc *plusieurs coups de browning*. L'archiduc fut atteint au visage; la duchesse de Hohenberg fut blessée au ventre. L'archiduc

(1) *Bureau impérial-royal de correspondance*, agence de presse dépendant du gouvernement austro-hongrois et à laquelle se rattache en Hongrie le *Hungarische Telegr. und Korrespondenz-Bureau* dont nous aurons l'occasion de parler plus loin.

et la duchesse furent conduits au konak où ils succombèrent à leurs blessures. Le second meurtrier, Gavrilo Princip, étudiant de 19 ans, natif de Grahovo (district de Livno) a été également arrêté. La foule exaspérée faillit lyncher les deux meurtriers. »

Le lendemain un nouveau récit était lancé, plus explicite, mais différant sur plusieurs point du précédent. « En premier lieu, dit ce récit « authentique », sur le quai Appel, du trottoir de droite fut lancé vers l'automobile de l'archiduc *un petit projectile à détonation faible, qui passa derrière le dos de la duchesse. Peu après tomba une bombe qui éclata lorsque arrivait la deuxième automobile.* Dans la voiture de l'archiduc, on ne savait absolument pas ce qui était arrivé. Lorsque les automobiles de la suite s'arrêtèrent et que les personnes qui y étaient furent descendues, la voiture de l'archiduc s'arrêta à son tour, et on rendit compte de l'événement à l'archiduc. Arrivée à l'hôtel de ville, S. A. imp. et roy. exprima au maire l'indignation que lui causait cet attentat. La réception fut brillante... Au départ de l'hôtel de ville, l'archiduc, malgré les instants conseils du chef du gouvernement (le général Potiorek), voulut absolument continuer sa promenade pour aller rendre visite au lieutenant-colonel Merizzi, à l'hôpital de la garnison... Au détour de la rue François-Joseph, l'automobile dut ralentir sa marche. *Deux coups de revolver furent alors tirés.* Le chef du gouvernement eut tout d'abord l'impression qu'encore une fois aucun malheur ne s'était produit, car l'archiduc et la duchesse continuèrent à rester assis tout droits dans l'automobile. »

Nous avons *souligné* les détails qui, dans ces relations officielles, diffèrent essentiellement et qui prouvent, à tout le moins, que les témoignages ont, d'un jour à l'autre, sensiblement varié. L'un de ces témoignages est particulièrement intéressant. C'est celui de Mme Dimovitch, femme du vice-président de la Diète de Bosnie, personne par conséquent digne de foi. Il fut rapporté par la presse autrichienne à la date du 30 juin.

Je regardais par la fenêtre de mon appartement du second étage, avec une amie, dit cette dame. *Toute la rue était déserte,* car le soleil était brûlant. Tout à coup nous aperçûmes deux jeunes gens se livrant à une conversation animée. L'un portait un fez, l'autre

une casquette. Tous deux montèrent sur le bord du trottoir. Je dis à mon amie : « Penchons-nous, les voici. »

L'automobile arriva, aussi ne fîmes-nous plus attention aux jeunes gens. Soudain je vois l'archiduchesse (*sic*) se lever puis se rasseoir. Je dis alors à mon amie : « Quelque chose est arrivé. »Lorsque l'automobile fut passée, j'aperçus à terre une petite boîte assez semblable à une lanterne de poche et d'où montait de la fumée. A ce moment je vois l'homme au fez s'enfuir. Il fut arrêté plus tard. L'homme à la casquette se jeta dans la rivière. Je me penchai à la fenêtre. A ce même instant une détonation retentit. Je ressentis alors une douleur au visage et je retombai dans la chambre. On s'aperçut plus tard que j'avais le tympan brisé et que j'étais légèrement blessée au-dessus de l'œil. »

Il ressort de ce récit d'un témoin oculaire qu'il fut employé deux sortes de bombes, la première d'un petit format, *semblable à une lanterne de poche* et à faible détonation, comme le dit le communiqué officiel ; la seconde, certainement plus grosse, à détonation puissante, si l'on en juge par son effet et par le récit officiel. Il en résulte que le mémoire adressé par le gouvernement austro-hongrois, le 23 juillet 1914, en même temps que l'ultimatum à la Serbie est mensonger lorsqu'il affirme que « les bombes étaient des grenades à main provenant du dépôt de munitions de l'armée serbe à Kragoujevats. » Ce témoignage nous apprend en outre que, si l'endroit où devait passer le cortège avait été tant soit peu surveillé, les deux meurtriers eussent été incapables d'accomplir leur forfait puisque la rue était absolument déserte.

Mais nous savons que François-Ferdinand avait refusé tout service policier. Nous savons aussi qu'à son départ de l'hôtel de ville il s'opposa à ce que des mesures d'ordre et de sécurité plus sérieuses fussent prises. La presse austro-hongroise fut unanime à le constater. Le comte Tisza, dans le discours déjà cité, l'avouait implicitement lorsqu'il disait : « Je dois constater que la population de Sarajevo, qui en grande partie remplissait les rues, acclama l'archiduc-héritier avec enthousiasme. Après l'échec du premier attentat l'impression était à son comble, si bien *qu'il était impossible de faire chasser la foule par la police. Il n'est naturellement venu à personne l'idée qu'après le premier attentat, plusieurs autres criminels étaient à l'affût.* » Chat échaudé craint l'eau froide, dit le proverbe. Il paraît que François-Ferdinand l'ignorait, ou plutôt la tragi-

comédie devait n'avoir qu'un acte. Cet acte achevé, le danger était *naturellement* passé, et il ne pouvait venir à personne l'idée que quelqu'un pût songer à y ajouter un dénouement mélodramatique.

Reconnaissons pourtant que quelque chose fut changé au programme des visites archiducales. Un haut fonctionnaire de la cour autrichienne, qui faisait partie de la suite de François-Ferdinand, fit en effet à la presse les déclarations suivantes :

Après le discours de réception du maire, l'archiduc devait, selon le programme, se rendre au nouveau musée régional en passant par le quai Appel, le boulevard François-Joseph, les rues Rodolphe, Ferhadiju, Çemalusu et Hisetu. Cet ordre fut changé. L'archiduc voulait visiter à l'hôpital l'aide de camp Merizzi blessé — et pendant le parcours Princip exécuta son attentat à coups de revolver... et même si cet attentat n'avait pas réussi il (François-Ferdinand) n'aurait pas échappé à la mort... Cela ressort du fait que *Princip a commis son crime à un endroit où, selon le programme, les automobiles ne devaient pas même se montrer.*

Cette déclaration émane d'une agence officieuse. Elle fut reproduite par une foule de journaux austro-hongrois soumis à une censure des plus sévères. Jamais elle n'a été démentie par aucune des personnes de la suite de l'archiduc. Nous pouvons donc la considérer comme authentique et, comme telle, en faire état. Elle est grosse de conséquences. Elle montre qu'il faut séparer l'acte de Cabrinovitch, le lanceur de bombes, du crime de Princip.

Non seulement Princip ne se sert pas de la même arme que Cabrinovitch, mais encore il commet son crime à un endroit où le cortège ne devait pas passer. Il en résulte donc que le hasard seul l'a mis sur la voie que devait suivre l'archiduc. Nationaliste fanatique, il en a profité pour débarrasser sa nation de celui qu'elle considérait comme un de ses oppresseurs, et qu'un complot raté, dont on parlait déjà par toute la ville, n'avait pu faire disparaître. Il a tué avec l'arme qu'il portait sur lui, un revolver, car chacun sait que dans tous les Balkans les gens ne sortent guère qu'armés. Si nous en croyons les récits fantastiques publiés par la presse austro-hongroise et transmis même par le *K. K. Korrespondenz-Bureau*, il est extraordinaire que Princip se soit servi d'autre chose que de bombes. Il paraît en effet que l'on a trouvé partout des machi-

nes infernales destinées à tuer les époux archiducaux. A Sarajevo on en découvrait sous la table du banquet déjà préparé, et jusque dans la cheminée de la salle. A Bystrik, où devait se rendre François-Ferdinand, une bombe était disposée dans les branches d'un arbre ; d'autres étaient placées tout le long de la ligne de chemin de fer. A Ilidje enfin on en aurait trouvé sept cachées chez une vieille femme. Le *mémoire sur les résultats de l'enquête de Sarajevo*, qui complète l'ultimatum à la Serbie, va moins loin. Il prétend que six bombes auraient été données à Belgrade aux auteurs de l'attentat. Princip n'avait donc pas besoin de se servir d'un revolver dont l'effet était au moins douteux, puisque deux bombes seulement avaient été utilisées sur les six que l'enquête autrichienne connaît. Le *mémoire* prétend aussi, il est vrai, que le revolver, ainsi que trois autres, provenait également de Serbie. L'idée semble puérile. La douane autrichienne se montre fort pointilleuse — nous en avons eu la preuve en plusieurs occasions — au sujet de l'entrée des armes sur le territoire austro-hongrois. C'était donc se compromettre gratuitement, alors qu'il était si simple d'acheter les brownings en question chez n'importe quel armurier de l'Empire. L'argent eût été plus facile à passer que les armes. Il y a donc tout lieu de supposer que le meurtre commis par Princip est le fait d'un nationaliste surexcité d'abord par la provocation que constituait la visite de François-Ferdinand à Sarajevo en un jour où les Serbes commémoraient la perte de leur indépendance; ensuite par l'impression causée par le premier attentat.

Quant à Cabrinovitch, plusieurs faits prouvent que sa tentative avait une autre cause. En tout premier lieu son origine même. Cabrinovitch était le fils d'un mouchard de la police de Sarajevo. On est donc porté, non sans raison, à croire que, fils de mouchard comme le Nastitch des affaires de Cettigné et de Zagreb (Agram), il a pu jouer un rôle semblable. D'autre part Cabrinovitch séjourna à Belgrade, tout comme Princip, c'est vrai. Le gouvernement austro-hongrois prétend que c'est alors qu'ils auraient été l'un et l'autre engagés et instruits en vue du complot. Pourtant, dans un communiqué du 29 juin 1914, le *K. K. Korrespondenz-Bureau* avait déclaré que « tous deux quittèrent la Serbie parce qu'ils n'y avaient pas trouvé, bien que se donnant pour des Serbes enthousiastes, l'accueil

qu'ils espéraient ». Une information du journal *Balkan*, en date du 1er juillet 1914, reproduite en Autriche-Hongrie, complète cette note officielle et l'éclaire. « Le meurtrier Cabrinovitch, y est-il dit, fut, quelques semaines avant l'attentat, expulsé par la police de Belgrade parce qu'il n'avait pas de papiers, mais *le consulat austro-hongrois protesta par écrit et se porta garant de lui.* » Cette nouvelle ne fut ni arrêtée par la censure ni démentie par le ministre des affaires étrangères, ce qui n'aurait pas manqué si elle eût été fausse. Nous pouvons donc en conclure que Cabrinovitch était à Belgrade pour quelque mission utile au gouvernement austro-hongrois et que les agents consulaires avaient intérêt à favoriser. Ne fallait-il pas en effet qu'il fût prouvé que l'instrument du complot avait séjourné dans la capitale de la Serbie où il avait pu être en relation avec les agents du gouvernement serbe ?

Il n'est pas jusqu'au jugement même qui condamna les meurtriers, et jusqu'à ses conséquences, qui n'éveillent des soupçons. Dès le lendemain du crime, on s'inquiéta de la sentence qui serait prononcée, et à ce propos on discuta sur l'âge des accusés. Suivant la loi bosniaque, on ne peut condamner à mort un homme âgé de moins de vingt ans. Le récit officiel que nous avons publié plus haut s'était donc empressé de déclarer que Princip n'avait que dix-neuf ans, se gardant bien, par contre, de donner l'âge de Cabrinovitch. Il semble qu'il y ait déjà eu mot d'ordre pour habituer le public à l'idée que ce dernier serait traité autrement que Princip. C'est ainsi que, dans son numéro du 2 juillet 1914, la *Neue Freie Presse* écrivait :

Cabrinovitch (elle l'appelait du reste Gabrilovitch), dont l'attentat échoua, sera poursuivi pour tentative de meurtre et, par conséquent, ne sera pas condamné à mort. Le second meurtrier, Princip, qui ne serait âgé que de dix-neuf ans, ne pourrait être, d'après la loi, exécuté. Les autorités s'efforcent de connaître son âge exact, car, d'après une autre version, il aurait réellement vingt ans.

Il s'agissait de donner le change.

Le *Vidensky Dennik* du 10 juillet remet les choses en place.

D'après les déclarations qu'ils ont faites à la police de Belgrade, écrivait-il, Cabrinovitch est né le 25 janvier 1895 et Princip le 13 juillet de la même année; ils n'ont donc pas vingt ans et ne seront pas condamnés à mort.

Nous ne savons pas quel âge la police austro-hongroise attribua aux meurtriers, car l'enquête fut conduite secrètement, ce qui est au moins singulier lorsqu'il s'agit d'une affaire comme celle-ci, qui, devant mettre en cause un pays étranger, demandait toute lumière. Ce que nous savons, c'est que la sentence, prononcée en octobre 1914, en pleine guerre, sans que, par conséquent, une enquête approfondie eût pu être faite, condamnait : à la peine de mort Cabrinovitch et Grabej qui avaient jeté les bombes ; et à vingt ans de détention seulement, parce qu'il n'avait pas vingt ans révolus (1), Princip, le véritable meurtrier. Ainsi, se basant sur des données plus ou moins discutables, les tribunaux à tout faire de l'Autriche-Hongrie donnaient le moyen de se débarrasser de deux individus qui eussent pu, plus tard, comme le Vastitch faussaire de l'affaire Friedjung (2), dévoiler toute la machination et faire connaître ceux qui les avaient stipendiés et qui avaient armé leurs mains. Ils permettaient en outre de conserver comme témoin précieux Princip, qui avait agi par sentiment national et pourrait être, le cas échéant, la preuve vivante que l'idée serbe avait présidé au crime.

Les bourreaux austro-hongrois n'eurent pourtant pas le courage d'exécuter la sentence. L'œuvre néfaste fut néanmoins accomplie. Nous avons appris en effet qu'en octobre 1915, Cabrinovitch mourut dans sa prison de la tuberculose, et que, en février 1916, Grabej, au fond de sa geôle de Koprivnice (Nesselsdorf), en Moravie, était emporté par le même mal. Cette phtisie s'est faite vraiment bien à propos la complice des tribunaux en tuant ceux qu'ils avaient condamnés à mort et en gardant celui qu'il fallait conserver, celui que pourtant le *K. K. Korrespondenz-Bureau* présentait, le 1er juillet 1914, comme ayant « les yeux caves et l'apparence d'un jeune homme tuberculeux ».

Mais peut-être dira-t-on que François-Ferdinand disparu, son projet sombrait avec lui, Guillaume II ne s'est-il pas écrié en apprenant la mort de son acolyte : « Tout est à recommen-

(1) Les tribunaux bosniaques ne sont pas toujours si attentifs à l'âge des accusés. Nous n'en voulons pour preuve que le procès intenté, en septembre 1915, à trente-huit collégiens de Tuzla. L'un de ces trente-huit enfants, Todor Ilitch, fut, le 5 octobre, condamné à la pendaison pour avoir été en relations avec la *Narodua, Odbrana* de Belgrade. Cf. *Les Persécutions des Yougoslaves*, Edition du Foyer Paris 1916.

(2) Voir notre article la *Préméditation austro-hongroise* dans le *Mercure de France* du 16 juin dernier.

cer ! » C'est que l'on oublie que tous les complices que l'archiduc avait mis à la tête du gouvernement et de l'armée, les Berchtold, les Tisza, les Conrad von Hœtzendorf, y étaient toujours et qu'ils continuèrent son œuvre. Ne voyons-nous pas, le lendemain même de l'attentat, le *K. K. Korrespondenz-Bureau* accuser la Serbie ? « Les milieux dirigeants, affirme-t-il, sont convaincus que l'accomplissement de telles attaques par des sujets bosniaques eût été absolument impossible si depuis longtemps et par des moyens que connaissent bien les populations orthodoxes loyales, l'étranger n'y avait poussé par une propagande acharnée. » La lutte reprenait juste au point où l'archiduc l'avait laissée. Pendant quelques jours pourtant la campagne qu'on amorçait ainsi cessa. Le vieux François-Joseph, qui n'était pas au courant, y contribua sans doute Il est certain, en tous cas, qu'elle fut entravée. La *Neue Freie Presse* du 31 juillet 1914 en donne une preuve :

Le *Hungarische Telegr. und Korrespondenz-Bureau*, écrit-elle, a adressé hier de Sarajevo l'information suivante : « D'après les résul-« tats actuels de l'enquête, il est sans aucun doute établi que l'atten-« tat est le résultat d'un complot. Outre les deux meurtriers, une « foule de jeunes gens ont été arrêtés. Il est démontré que, tout « comme les meurtriers, ils avaient été soudoyés par la *Narodna Od-*« *brana* de Belgrade, pourvus de bombes et de brownings, et qu'ils « avaient accepté leur rôle. »

Tard dans la nuit ce même bureau officiel demandait à tous les journaux de ne pas insérer l'information qu'il avait envoyée l'après-midi. Il publiait en même temps le communiqué suivant : « On nous informe de milieux compétents que l'enquête au sujet de l'attentat de Sarajevo se poursuit dans le secret le plus absolu... »

Notons en passant que les termes de l'information officielle hongroise se retrouvent presque mot pour mot dans l'ultimatum du 23 juillet. Disons aussi que la réserve imposée à la presse de la double monarchie ne dura guère. Il faut croire que l'impotent vieillard qui préside aux mauvaises destinées de l'Autriche-Hongrie avait été vite circonvenu par les complices de François-Ferdinand, devenus ceux de Guillame II. Le drame de Sarajevo, même tragique, put donc servir à ses fins, provoquer un ultimatum dès longtemps conçu et amener la guerre voulue et préparée par l'archiduc défunt.

§

De tout ce que nous venons de dire, et pour résumer, il apparaît nettement, croyons-nous, que le crime de Sarajevo se divise en deux affaires distinctes : l'affaire des bombes et l'attentat à coups de revolver, qu'il faut nécessairement séparer comme ayant des causes différentes. Les coups de revolver ont été tirés par un jeune homme fanatique, poussé seulement par un nationalisme exacerbé encore par la provocation que constituait la visite archiducale en un jour aussi solennel pour les Serbes, et par l'excitation causée par les bombes du Cabrinovitch. Le crime de Princip, commis à un endroit où le cortège ne devait pas passer, ne se rattache en rien à celui de Cabrinovitch.

L'affaire des bombes est, au contraire, le résultat d'un complot. Qui l'a organisé ? Qui a payé Cabrinovitch, fils d'un mouchard autrichien, pour lancer ses bombes ? Evidemment ceux à qui le crime devait profiter. Or la Serbie ne peut avoir aucun intérêt à une affaire de ce genre, susceptible d'amener un conflit. Epuisée par deux guerres, elle a besoin de repos pour organiser ses conquêtes. Elle ne peut donc songer, comme l'en accuse l'ultimatum, à des « mouvements subversifs » contre l'Autriche-Hongrie, sa puissante et incommode voisine. Elle y songeait si peu, qu'au moment où les événements se produisent, elle est en pleine période électorale. M. Pachitch, président du Conseil, voyage en province et M. Putnik, chef de l'état-major, est aux eaux de Gleichenberg, en Autriche même. Cela prouve, à notre avis, une conscience tranquille; celle de l'archiduc François-Ferdinand l'est moins au moment où il arrive à Sarajevo. Ses actes et les menées de la presse qu'il inspire montrent que, depuis qu'il détient le pouvoir, il prépare une guerre qui lui permettra d'assurer le triomphe compromis des Allemands et des Magyars, soutiens de son trône futur ; de remettre de l'ordre dans les finances de l'Empire ou d'en masquer la déconfiture ; enfin de faire oublier ses promesses et de permettre à ses enfants de lui succéder. En 1914, tout prétexte manquant, il fallait en créer un qui assurât le concours de l'Italie et la neutralité de l'Angleterre. François-Ferdinand avait donc le plus grand intérêt à ce que fût organisé un complot qui, semblant tramé à Belgrade, pût faire de la Serbie une provocatrice.

Or une affaire du même genre avait été lancée par la diplomatie autrichienne en 1907. D'autre part Cabrinovitch, l'homme aux bombes, avait, en Serbie, été le protégé d'un représentant de l'Autriche-Hongrie. Pourquoi enfin, après une enquête forcément incomplète puisqu'elle ne put être menée en Serbie, s'arrangea-t-on pour faire disparaître Cabrinovitch et Grabej, instruments de la conjuration, et pour conserver Princip l'assassin ? Certainement pour empêcher des révélations fâcheuses sur les origines du complot, de même que Potiorek, le vaincu de la première campagne de Serbie, devait passer pour fou parce qu'il en savait trop long et pouvait, dans son mécontentement, découvrir le pot aux roses.

Nous pouvons donc en conclure que le drame de Sarajevo n'avait pas d'autre but que de permettre à François-Ferdinand et à ses complices, Guillaume II, Berchtold, Tisza, Forgach et autres, de lancer un ultimatum rédigé de longue date et que, le 23 juillet 1914, on adapta aux circonstances.

JULES CHOPIN.

L'ORGANISATION RÉGIONALISTE

LA LOI HENNESSY ET SES CONSÉQUENCES

I

Parmi tous les projets qui se discutent à l'heure présente comme propres à assurer à la France la coordination de ses forces, une activité plus intense et un avenir meilleur, celui de la décentralisation est des plus importants. On a voulu examiner ici son opportunité, la forme pouvant le rendre possible et ce qu'il faudrait en attendre s'il parvenait à être réalisé efficacement.

Il a un passé de longues controverses et ses partisans actuels se divisent au moins en deux écoles que plusieurs groupes se sont efforcés de faire prévaloir. Ce sont : *La Fédération régionaliste française*, *l'Union régionaliste bretonne*, *la Ligue régionaliste méridionale*, *l'Union régionaliste lorraine*, *l'Union des régionalistes républicains du midi*, *la Ligue de représentation professionnelle et d'action régionaliste*, et d'autres encore.

On pourrait aussi compter, comme de très actifs foyers de propagande, de nombreuses sociétés littéraires provinciales ; mais, elles ne menèrent pas la plus utile campagne, donnant trop beau jeu aux détracteurs de la thèse décentralisatrice.

Une littérature provinciale exploite des effets limités de pittoresque et des particularités de pensée, contractées à une époque d'isolement et de lenteur ; tandis qu'un art provincial est tout à fait désirable pour rendre plus attachante l'âme des différents milieux à l'aspect immuable. Mais que penser d'une « science provinciale », à moins que l'on ne veuille ici faire allu-

sion à l'importance que telle ou telle branche scientifique prendrait dans un centre industriel l'utilisant.

En réalité, la thèse décentralisatrice, soutenue au nom de l'activité intellectuelle, n'est point très bien servie. L'art excepté, la vie intellectuelle doit tout attendre d'une centralisation bien comprise. Nous y reviendrons tout à l'heure.

Au contraire, la vie économique ne peut devenir prospère que si chaque région possède des moyens adaptés aux ressources locales ; aussi assistons-nous depuis quelques années à un phénomène caractéristique de « régionalisme spontané ». En le signalant sous cette expression imagée, M. Charles Brun, dans un travail très documenté (1), a montré par de multiples exemples cette tendance des régionalistes inconscients venant corroborer l'effort des théoriciens. C'est ainsi que la Fédération des mineurs du Nord et du Pas-de-Calais, dans son congrès d'octobre 1902, demanda que la question des salaires fût discutée « régionalement », et que les syndicats ouvriers indépendants réclamèrent dans leur programme que la réglementation des conditions du travail fût décentralisée. Par région, les syndicats agricoles et les caisses du Crédit agricole se fédèrent. En 1904, le congrès mutualiste de Nantes préconise également la Fédération autonome par région des unions départementales. Semblable désir est exprimé par les coopératives de consommation; et même, à la Chambre, on voit s'ébaucher des groupements régionaux comme le groupe du Massif central, sucrier, viticole, cidricole.

En cherchant à systématiser les tendances nées de la loi de 1884 sur les syndicats professionnels et à vérifier leur conformité aux principes essentiels de notre droit public, M. Paul-Boncour, dans son livre *Le Fédéralisme économique* (2), prouva largement qu'elles contiennent « les germes et les possibilités d'un fédéralisme qui devra régler la constitution de demain ». Aujourd'hui, convient-il de se préparer à sa prochaine réalisation ?

L'heure est on ne peut plus propice, parce que les grands événements comme ceux que nous traversons occasionnèrent toujours une réorganisation plus ou moins générale du pays,

(1) *Revue Universelle* 1905, p. 469.
(2) Paul-Boncour, *le Fédéralisme économique*. Etude sur les rapports de l'individu et des groupements professionnels, in-8, Paris, 1900.

parce que la nécessité de donner aux populations redevenues françaises après la guerre une certaine autonomie semble imposer assez justement l'obligation d'accorder des avantages analogues à tous les Français, parce que, avant de donner des successeurs aux fonctionnaires glorieusement disparus, il serait sage de réduire le nombre des emplois pour diminuer ainsi les charges de l'Etat, parce qu'enfin nous aurons subi de graves dommages dans nos moyens de production, nous serons quelque temps appauvris, nous aurons beaucoup à réparer, aussi devrons-nous nous organiser de manière à rendre l'effort de chacun plus productif, et cela ne se peut que par une organisation économique libérée d'entraves inutiles, rendue intense par la centralisation régionale.

Telles sont littéralement les raisons que donne M. Jean Hennessy en faveur de l'opportunité de la proposition de loi qu'il déposa, le 29 avril 1915, à la Chambre et qui tend à la décentralisation administrative ainsi qu'à la représentation des intérêts économiques par la suppression des départements, la constitution des régions et l'élection d'assemblées régionales.

Avant d'examiner les dispositions générales de cette loi, il convient d'écarter les objections de principe qui semblent s'y opposer.

Et d'abord on a vu (1) une sorte d'irréductibilité entre les termes *décentralisation* et *fédéralisme*. « Voulez-vous que les provinces ou les régions se gouvernent ? Vous êtes fédéraliste. — Voulez-vous seulement qu'elles s'administrent ? Vous êtes décentralisateur. » Avec une réforme qui s'abstient de toucher à tout ce qui concerne l'armée, la marine, les affaires étrangères, l'ordre public, les deux termes ne s'excluent pas. Cela est dit afin de prévenir toute confusion possible.

La centralisation actuelle permet d'enrayer la néfaste tendance qu'a la moindre commune à exagérer ses dépenses. L'auteur de la présente loi ne l'a pas oublié et il a voulu instituer à cet effet un système de contrôle. Du reste, à considérer l'ampleur de notre dette publique occasionnée par des dépenses fort mal réparties, nous aurions quelque droit de douter de la prévoyance et de la sagesse financière dont l'Etat fit preuve.

Comme nous venons de faire allusion à l'étude de Paul-Bon-

(1) E. Faguet : *Questions politiques* Paris, 1902, p. 32.

cour sur l'évolution des groupements professionnels aspirant à la forme fédérative et comme la loi Hennessy vise à l'intervention des professionnels et des techniciens dans les affaires publiques, une équivoque peut se produire. Mais l'auteur de la nouvelle loi a bien eu soin de montrer la distinction qui s'impose entre les questions professionnelles qui sont d'ordre particulier et les questions économiques d'ordre général. La défense des intérêts d'une profession est une chose importante que les syndicats facilitent. « Plus leurs capacités juridiques sont accrues, dit-il, plus étendu sera leur droit de posséder, plus sera régularisée leur action, mieux sera résolu un des grands problèmes sociaux de notre époque. Mais ce n'est pas celui que nous visons ici, c'est un autre très différent, celui de la *représentation professionnelle des intérêts économiqves*, pour lequel il faut trouver le moyen de faire participer à la direction des affaires publiques des représentants de toute les grandes catégories professionnelles, munis d'un mandat général qu'ils tirent d'un corps électoral important. » En somme, il s'agit d' « organiser le suffrage universel » et de l'organiser dans la région, celle-ci, imposée par des causes économiques, étant seule à même d'assurer par un travail approprié la prospérité du pays.

Dans ces conditions qui donc discutera les questions plus larges de politique intérieure et extérieure ? Ne serait-il pas illogique de placer au-dessus des assemblées régionales une sorte de Sénat professionnel, une assemblée nationale professionnellement élue ? Et n'y aurait-il pas une cause permanente de conflit dans le fait de juxtaposer une assemblée politique à une assemblée régionale? Ces objections ont été prévues. M. Hennessy admet pour la discussion des grandes questions de politique intérieure et extérieure l'existence d'assemblées élues sur un mode purement politique.

Enfin la loi qu'il propose ne risque-t-elle pas de jeter le désarroi dans notre pays dont l'administration est toute centralisatrice jusqu'à impliquer souvent la coopération de l' Eta et des communes ? Il convenait de préparer la réforme de manière à ce qu'elle pût immédiatement être appliquée, c'est-à-dire en tenant compte de l'état de choses actuel.

C'est bien ainsi qu'elle a été conçue.

II

Le député Jean Hennessy projetait, dès juillet 1914, de soumettre cette réforme à la Chambre qui venait d'être récemment élue, lorsque la guerre éclata. Sa proposition, sous une première forme moins complète, fut signée par plusieurs de ses collègues des Charentes et du Poitou. Il voulut l'exposer dans de nombreuses réunions publiques. A Montpellier, à Lille, à Limoges, à Bordeaux, à Toulouse, elle reçut un accueil favorable, car elle répondait aux aspirations générales et touchait surtout le sens pratique des hommes jeunes. Il est à remarquer que depuis plusieurs années, l'effort de la génération présente s'emploie à réhabiliter et à étendre l'idée du pratique qui a toujours été plus ou moins dédaignée par nous Français, tandis que, faute d'en apprécier l'essentielle vertu, nos meilleures qualités firent souvent de nous des dupes.

Organisons-nous donc pratiquement. Pour cela la loi Hennessy propose : la division de la France en régions, — la représentation des intérêts économiques, — l'administration des affaires régionales par l'assemblée régionale et ses représentants.

Quelle est la valeur de ces moyens ? Comment correspondent-ils aux nouvelles exigences de la vie moderne ? Quels services rendront-ils ? C'est ce que le commentaire de leur auteur, que nous suivrons presque pas à pas, va nous apprendre.

Supprimer le département pour le remplacer par la Région n'est nullement porter atteinte aux principes qui président à l'institution départementale. Les législateurs de 1790 avaient fixé l'étendue du département en tenant compte à la fois de l'état économique et des moyens de circulation de l'époque. Or l'industrie moderne et les moyens de vaincre la distance ont rendu les limites du département bien étroites, tandis que, d'autre part, l'ingestion du gouvernement n'a cessé de devenir plus minutieuse. Sous prétexte de décentralisation, par le décret-loi de 1852, des pouvoirs personnels ont été accordés au préfet ; et celui-ci, depuis la loi du 1871, avec la création de Ministères nouveaux répondant à la complexité des besoins sociaux, est devenu le représentant de chacun d'eux, de sorte

que la tutelle de l'Etat, moins rigoureuse en principe, l'est davantage en fait.

Si le Conseil général n'est plus nommé par le pouvoir central comme en l'an VII, ni lui, ni ses délégués n'ont aucun pouvoir exécutif. Il n'administre rien ; il discute timidement sous la tutelle du préfet et des membres du Conseil de préfecture qui sont ses juges, nommés, eux, par le Gouvernement. Il doit en résulter une gestion fâcheuse des affaires publiques et ainsi voit-on des ministres ne pouvant « résoudre les multiples questions qui leur sont journellement posées par leurs représentants effrayés de se décider eux-mêmes, des bureaux qui trop souvent traitent sans intérêt celles qui leur sont soumises, les étouffent sous les intrigues ou les laissent sommeiller par inertie, des assemblées nationales qui ont à régler toutes choses et s'effritent en de multiples commissions, s'attardent à des discussions peu importantes et ne peuvent se consacrer en toute indépendance, comme elles devraient le faire, à la seule étude et à la solution des grandes questions d'intérêt national. »

Le problème qui se pose est de « décongestionner le travail parlementaire et de diminuer les charges écrasantes du pouvoir exécutif, de ses services et de ses représentants ». Or cela n'est possible que par la création d'assemblées provinciales jouissant de quelque autonomie. En créant la région, les législateurs doivent, en tenant compte de notre actuelle situation économique, répondre aux besoins qui inspirèrent la formation du département.

Comment donc organiser les régions ?

Il est évident qu'elles demandent à être subdivisées en circonscriptions comprenant un plus ou moins grand nombre de communes. Devra-t-on conserver le département, l'arrondissement et le canton ?

La suppression du département et du canton paraît s'imposer, parce qu'une bonne division régionale brisera nécessairement nombre de départements et parce que le canton est à la fois trop grand pour absorber la vie communale et trop petit pour diriger les intérêts généraux des communes (1). Que

(1) Si l'on a pu dire qu'il y a trop de communes en France, on peut également soutenir qu'il y a trop de cantons, et ce reproche est plus grave, car la division du canton est absolument factice et engendre des dépenses qu'on pourrait très bien éviter. Nous citerons l'exemple d'un canton de quelques centaines d'habitants dont le chef-lieu est, par le chemin de fer, à quelques kilomètres à peine d'une grande ville

celles-ci se groupent afin de mieux profiter des avantages accordés par la loi relative aux syndicats des communes ; mais il n'est pas nécessaire pour cela d'organiser une assemblée cantonale et de lui donner des pouvoirs administratifs.

C'est au contraire ce qu'il importe de faire pour le Conseil d'arrondissement, qui est resté jusqu'ici inactif parce qu'il n'a pas de pouvoirs bien déterminés, pas de personnalité civile, pas de domaine à administrer. Par l'organisation de l'arrondissement, on aurait une circonscription administrative de moyenne étendue, laissant aux services et à l'administration de l'Etat la possibilité de fonctionner comme par le passé durant la période nécessaire à l'apprentissage de la vie communale et à l'organisation complète de la région.

La délimitation de celle-ci doit être le travail d'un comité dont les membres, pris en dehors du Parlement et parmi les géographes, historiens, économistes les plus éminents, prendraient conseil des groupements professionnels, syndicats, associations, chambres de commerce, etc., pour soumettre ensuite leur projet à l'approbation du pays.

Sous le contrôle d'une Assemblée régionale, le président de la commission régionale exécutera par délégation les décisions de l'Assemblée concernant la région dont il nommera les employés et administrera les grands services.

La région, à qui sera conférée la personnalité civile et le droit d'ester en justice, ne pourra vraiment gérer son propre domaine que si celui-ci est séparé des biens de l'Etat. La loi de l'an XII, dotant les départements des bâtiments et locaux affectés aux services d'Etat, leur fit un onéreux cadeau. Il est vrai que les autorités départementales nommées par le pouvoir central devenaient logiquement les administrateurs des biens de l'Etat, mais, dès que le Conseil général fut électif, la dotation cessait d'être normale.

Sans vouloir médire de la gestion faite par des administrateurs, représentants de l'Etat, il faut avouer que ceux-ci sont quelquefois portés, dans l'intérêt de leur propre carrière, à satisfaire ou à ménager les partis et les coteries politiques ; et le soin d'entreprendre des œuvres de longue haleine laisse

(6 kilomètres 500). Le personnel de l'enseignement et des travaux publics qui s'y trouve y est d'une utilité incontestable ; mais que penser du juge de paix, greffier, receveur de l'enregistrement et percepteur qui, ensemble, reçoivent, en traitement, plus de 10.000 francs ?

place chez eux à l'ambition qui les conduira vers les préfectures. Il serait donc préférable que l'administration d'une contrée fût confiée à des hommes de cette contrée.

Comme le département, la région n'est pas souveraine, mais tandis que la loi de 1790 indiquant les pouvoirs des conseils départementaux demeurait très vague et celles de 1830 et de 1871 se perdaient dans des détails minutieux de jurisprudence, l'Assemblée régionale aura des attributions très nettes. Elle statuera sur toutes les affaires régionales et elle pourra ainsi entreprendre l'œuvre si importante et si négligée des grands travaux publics, mettant la contrée en valeur par le perfectionnement de l'outillage économique et par l'organisation du crédit.

S'interdisant de toucher aux questions de l'enseignement général, il lui appartient de veiller à l'enseignement professionnel pour qu'il soit approprié à la nature et aux besoins du pays.

Dans le même esprit, elle instituera les services publics et elle s'efforcera de soutenir les grandes organisations sociales. L'uniformité qui a présidé à la confection de la plupart de nos lois sociales les empêche d'avoir toute la bienfaisance qu'elles devraient comporter ; il s'agit de faciliter leur application et de les compléter par des règlements adaptés aux besoins locaux.

Pour que ces différents pouvoirs soient efficaces, il faut que l'Assemblée ait force exécutoire. La loi Hennessy lui concède la faculté de faire exécuter ses décisions si, dans un délai de dix jours, le préfet régional ne s'y oppose pas, celui-ci ayant le droit d'intervenir, s'il y a excès de pouvoir ou si la loi ou les règlements sont violés.

Administrant le domaine de l'Etat, veillant à ses services, le préfet régional pourra contraindre les assemblées régionales à s'acquitter de leurs obligations et exercera un contrôle direct sur les actes de ceux qui exécuteront les décisions des Assemblées. « Libéré des préoccupations de l'administration compliquée qui absorbe le temps du préfet actuel, il pourra avoir, au nom du gouvernement, une très grande action personnelle sur le développement de la région. Au lieu de subir comme ce préfet le contrôle de la Commission départementale et de son président, contrôle qui s'accorde mal avec le

rang et le prestige d'un représentant du pouvoir central, il sera, s'il comprend la grandeur de sa tâche, le conseiller du président de la Commission régionale. » L'aide du sous-préfet, jusqu'ici d'utilité douteuse, lui deviendra indispensable pour lui faciliter sa tâche active.

L'avantage de la présente réforme apparaît en ce que les affaires régionales n'auront plus à souffrir les longs retards qu'elles devaient supporter lorsque leur exécution dépendait tout entière des agents du pouvoir central. Le plus fort argument des centralisateurs demeure : « Dans quelles folles dépenses vont s'engager les Assemblées régionales ? » Mais là encore le préfet exercera son contrôle.

Le budget régional sera calqué sur le budget départemental que la loi du 30 juin 1907 a beaucoup simplifié. Comment l'alimenter pour faire face aux dépenses nouvelles sans diminuer les ressources de l'Etat dans la crise que nous traversons ? Comment concevoir l'impôt cédulaire appelé à remplacer les contributions établies sous forme de centimes additionnels ?

« Si les impôts sur les cédules des valeurs mobilières ou immobilières atteignent le capital déjà acquis ou son revenu, et si leur rendement peut, en conséquence, largement bénéficier de la richesse existante, les impôts sur les deux dernières cédules, celles sur les revenus et les salaires, ne peuvent rendre qu'en proportion du développement économique; les impôts qui ont rencontré de fortes oppositions seraient, s'ils étaient perçus au profit de la région, mieux acceptés, car ceux qui auraient à les payer sauraient qu'ils contribueraient à développer la prospérité régionale, qu'ils seraient dépensés sous leur contrôle direct; d'autre part, du fait même que leurs revenus seraient employés sur place dans des conditions excellentes, ils développeraient la richesse et deviendraient par là même de plus en plus productifs : ainsi la réforme régionale rendra indispensable l'achèvement de la réforme fiscale et lui conquerra de nombreux partisans.

« Mais la formule adoptée par l'école de Nancy : les impôts directs à la région, les impôts indirects à l'Etat, ne peut être reprise par nous ; il y a des impôts directs adoptés par beaucoup de nations, comme l'impôt global sur le revenu, qui ne doivent pas être des impôts régionaux. Enfin il faudra tenir compte du facteur suivant : si le taux de certains impôts

cédulaires était plus élevé dans certaines régions que dans d'autres, de fâcheux exodes de capitaux ou de personnes se produiraient ; tout ce qui pourra être déplacé aisément d'une région dans une autre, devra sous peine d'échapper aux finances régionales, être frappé d'un taux égal dans toute l'étendue de la France.

« Les assemblées nationales resteront seules maîtresses de fixer les bases de l'impôt ; par la loi de finances, elles continueront à régler dans quelles conditions les régions pourront s'imposer elles-mêmes et devront tenir compte, pour éviter de jeter la perturbation dans les finances, des considérations énoncées plus haut. Mais outre ces revenus et ceux qui alimentent déjà les budgets départementaux, revenu du domaine, dons et legs, etc., la région devra accroître son budget par les revenus des travaux exécutés par elle et l'exploitation de ses services publics (1).

« Ceux-ci devront être de plus en plus importants ; ils sont acceptés par les populations et chaque jour se développe l'idée que les bénéficiaires directs d'une grande entreprise publique doivent contribuer à en solder les frais ; c'est une des meilleures solutions du problème fiscal. »

Nous venons de voir quel serait le cadre administratif, le pouvoir et les moyens capables d'assurer aux différentes régions françaises un maximum de prospérité, mais, faut-il ajouter, à condition de recruter un personnel de gens compétents, aptes à composer utilement l'Assemblée régionale. Ce vice qui a été dénommé le « culte de l'incompétence » est bien un des plus grands maux dont nous souffrons. Or, comme nous l'avons déjà dit, la réforme régionale vise à organiser le suffrage universel. Serait-il possible d'obtenir une bonne gestion des diverses activités du pays, si celles-ci étaient mal ou insuffisamment représentées (2) ?

(1) En ces dernières années, les finances municipales subissent une véritable crise. Les villes ne peuvent plus rien entreprendre. Par suite d'une centralisation compressive, les innovations édilitaires demeurent exceptionnelles. — Pierre Léris: *Les Finances des villes au début du XX^e siècle*, Journal des Economistes, octobre-novembre 1913.

(2) Voici à titre d'indication la composition de la Chambre des députés dans une de ses précédentes législatures:

Agriculture.....	72	Professions libérales	270	Fonctionnaires...	95
Industrie.....	41	Clergé.....	2	Sans profession..	43
Commerce.....	22	Armée	6		

Le vice saute aux yeux.

Il importe donc, tout en respectant les principes du suffrage universel et la liberté de l'électeur, d'établir un système qui permettrait une plus juste représentation de nos multiples intérêts.

Pour cela, le vote se ferait au scrutin de liste. Les électeurs de profession analogue voteraient ensemble pour élire des candidats de leur choix. En plus des listes des professionnels répondant aux cinq grandes catégories suivantes : Agriculteurs, — commerçants, — industriels, — professions libérales, — fontionnaires, — il existerait une liste générale comprenant les électeurs sans profession. Un même candidat ne pourrait être inscrit sur deux listes, ni être élu par les électeurs d'une liste où il ne serait pas inscrit, si ce n'est par ceux de la liste générale.

Aux mesures prises pour donner à chaque catégorie professionnelle une représentation proportionnée à la valeur numérique de ses électeurs, s'en ajoutent d'autres afin d'assurer une représentation certaine des salariants et des salariés de chaque profession,et d'autres encore pour s'opposer au cumul des fonctions électives tout en facilitant la coopération des Assemblées régionales et des Assemblées nationales.

On peut fort bien affirmer que ces réformes du mode d'élection seraient déjà à elles seules capables d'apporter un peu de raison dans la conduite des affaires publiques.

III

La loi Hennessy, que nous avons dû à notre grand regret exposer trop brièvement (1), mettrait donc un terme à la plupart des inconvénients actuels en ce qui concerne l'administration régulière du patrimoine et, de plus, elle nous paraît le meilleur moyen de former et de soutenir le complément indispensable à la gestion des affaires publiques, une forte organisation de l'initiative privée. Comme nous l'avons exposée ailleurs en détail, nous voulons seulement ici, d'une façon très

(1) C'est ainsi que nous avons passé sous silence plusieurs détails importants,les pouvoirs de la Commission régionale, les fonctions personnelles des membres de l'Assemblée régionale et aussi la création du tribunal administratif régional dont le projet fut présenté en 1907 par M. G. Clemenceau. La brochure que nous venons d'analyser peut être demandée à la *Ligue de représentation professionnelle et d'action régionaliste*, 52, rue des Acacias, Paris.

succincte, en indiquer le principe, les conditions de fonctionnement et les avantages qu'on en retirerait.

Loin de mériter l'admiration qu'on lui a souvent accordée, l'organisation économique allemande devait tôt ou tard aboutir à une catastrophe, parce qu'elle implique l'idée fausse qu'une nation ne peut devenir prospère qu'au détriment de ses voisines, parce qu'elle exige la contrainte de l'individu et qu'elle est établie en vue d'une surproduction systématique (1). Toutefois une volonté impériale l'agençait d'une manière excellente : les différents éléments de la vie nationale étaient capables de se coordonner. *Cette coordination rendait l'Allemagne maîtresse de faits régis par de multiples facteurs en apparence indépendants.*

Saisit-on toute l'importance de cette remarque ? — Il est clair que les tribunaux pour enfants, les assurances contre le chômage et les primes accordées à la marine marchande ne préviennent ni le vice infantile, ni les crises économiques, ni notamment celles du transport. Les institutions sociales et les mesures prises en faveur de l'activité économique ne seront que des remèdes ou des palliatifs si on n'atteint par elles que des conséquences de causes insaisissables. Pour opérer utilement sur ces causes, il faut préalablement agir sur leurs éléments, les modifier, les mettre en rapport de manière à leur faire produire des effets voulus ; il faut en somme que les divers éléments de la vie nationale soient élémentairement coordonnés.

Or, cela est impossible à une assemblée dont les membres représentent mal ou très imparfaitement les intérêts nationaux. A l'action du parlement actuel joignons celle des assemblées régionales composées comme on l'a vu tantôt ; alors nos intérêts seront réglés avec plus de soin et comme de plus près par des commissions bien qualifiées. Nous remarquerons toutefois que ces commissions ne fusionneront qu'occasionnellement et on n'obtiendra pas tout à fait avec elles cette continuelle solidarité et cette permanente communauté de vue de gens directement intéressés qui, *dans le cours des travaux différents que chacun d'eux exécutent*, se consultent pour économiser et rendre plus utiles leurs divers efforts.

Supposons que toutes les sociétés d'initiative privées se fédè-

(1) H. Hauser : *Les méthodes allemandes d'expansion economique*, 1915.

rent, comme elles y tendent actuellement (1), pour former, partout où il se pourrait, des offices industriels et commerciaux, agricoles, scientifiques, reliés entre eux immédiatement et par un Comité central. Celui-ci serait à même de coordonner toutes les forces productrices du pays et aurait cette communauté de vue et cette prévision sans laquelle on ne peut obtenir un progrès constant et qui n'implique pas nécessairement une conception « étatiste » de l'activité nationale.

Cette vaste organisation de l'initiative privée, établie en dehors de toute idée politique ou confessionnelle, aurait pour objet l'impulsion et le soutien direct de l'effort national en face de l'organisation gouvernementale chargée surtout de régulariser cet effort. Par cela, on posséderait une sorte de congrès permanent où les professionnels de toutes catégories travailleraient de chez eux en toute connaissance de leurs besoins. Il reste à examiner à quelles conditions elle serait efficacement réalisable.

Il conviendrait d'assurer à chaque office ou bureau une administration à l'abri de tout tiraillement et compétition et capable d'esprit de suite. On ne saurait mieux faire que de s'inspirer des sages mesures prises à cet effet par l'« Association française pour l'avancement des sciences ».

Il faudrait ensuite être persuadé que les membres d'un tel groupement ne travaillent bien que si on ne leur demande que *des tâches nettement réparties*, que s'ils sont donc *suffisamment renseignés et soutenus* et que s'ils aperçoivent *des résultats au fur et à mesure qu'ils se produisent*. Alors l'individu tend à produire au delà de ce qu'on lui demande ; son esprit d'initiative est sans cesse excité.

Mais, avant tout, il importe de considérer que les activités commerciales, industrielles, agricoles et scientifiques ne peuvent s'adapter à un type unique d'organisation. Les trois premières demandent à être centralisées par régions et leurs centres ne doivent jouer qu'un rôle de transmission ou de mise en contact, tandis que l'activité scientifique exige un vrai centre qui la dirige et la sollicite.

Lorsqu'à sa fondation l'Association française pour l'avancement des sciences songea à « étendre de Paris à la province, dans tous les centres grands et petits de notre pays », les

(1) Voir *l'Intransigeant*, 4 août 1915 ; *le Temps*, 20 septembre 1915.

moyens de la recherche scientifique, ce n'était pas à proprement parler une œuvre de décentralisation qu'elle voulait accomplir, mais d'extension. Dans un domaine d'idées pures, on ne saurait assez centraliser le travail, afin d'en obtenir la coordination et d'exercer sur lui une action directrice féconde ; le double emploi est ici force perdue ; l'acquis, ne pouvant jamais être définitif, détermine sans cesse de nouvelles recherches auxquelles il importe d'éviter les longs tâtonnements. Pour cela, il est nécessaire que tous les groupes de chercheurs soient fédérés par catégories.

Il est certain que si les deux ou trois cents spécialistes d'une même branche s'employaient collectivement à l'étude de quelque question ardue, quand bien même ils ne lui trouveraient pas une solution satisfaisante, ils l'amèneraient assez vite à une position plus avancée et ils rencontreraient dans le cours de leurs recherches bien coordonnées quelques autres solutions à des questions connexes.

L'aide que l'activité scientifique bien organisée donnerait à l'activité économique n'est pas à démontrer et l'importance d'une étroite collaboration des activités industrielle et agricole ressort du fait qu'on pourrait enfin résoudre le grave problème de l'utilisation en France de capitaux français et de la mise en valeur par nous-mêmes de nos propres richesses naturelles.

Il ne s'agit point ainsi de créer une force nouvelle, mais de mieux utiliser celles qui existent actuellement, les sociétés d'initiative privée. Se fédérant par catégories, tout en conservant leur autonomie, elles acquerraient une puissance d'action que, isolées, elles n'eurent jamais. Par l'emploi de la même propagande, après un temps de préparation assez court, la France posséderait une société de cent ou deux cent mille membres, tous compétents dans leur partie. L'élite productive du pays serait fortement organisée ; elle aurait enfin des moyens efficaces de bon travail.

On le saurait vite, et quels Français ne voudraient point participer nominalement à cette œuvre nationale ? Le nombre primitif des membres sociétaires pourrait être décuplé par celui des membres adhérents. La cotisation des uns et des autres, si minime fût-elle, donnerait un budget considérable.

Et voici un autre avantage.

La création d'offices industriels, commerciaux, agricoles et scientifiques dans les villes où il serait possible d'en recruter les éléments permettrait d'instituer dans des villes plus petites, et même dans certains grands villages, des *offices correspondants*, qui, bien que réduits et ne pouvant comprendre tous les services distincts des autres offices, seraient quand même aptes à répondre à toutes demandes. Par là, on ferait refluer un fertile courant d'activité dans des localités qui s'appauvrissent isolées et qui apporteraient désormais à l'œuvre commune leur contribution d'énergie réveillée.

Les réformes proposées par la loi Hennessy faciliteraient une telle organisation de l'initiative privée dans laquelle elles trouveraient, comme nous l'avons prétendu, leur indispensable complément.

EDME TASSY.

LE BOIS SACRÉ

—

A Jean Ajalbert.

Le soir mystiquement s'endeuille d'améthyste ;
La lumière défaille et le silence croît ;
Un peu d'or au zénith, suprême adieu, persiste,
L'horizon devient plus étroit.

Un ineffable émoi se communique aux choses,
Un oiseau chante encor, comme un lointain espoir :
D'incertaines pâleurs vont remplacer les roses,
L'eau dormante éteint son miroir.

Le château fastueux où veille notre histoire
D'une cendre impalpable enveloppe ses murs,
Suspend à ses balcons un long crêpe illusoire
Et s'orne de festons obscurs.

Au cristal du bassin ne glissent plus les cygnes,
Qui, parmi les roseaux, côte à côte, songeant,
Regrettent la clarté, sœur de leurs belles lignes
Et de leur plumage d'argent.

Regarde ! Plus d'éclat ! Au zénith, plus de flamme !
Le parfum se marie au parfum tendrement,
Comme l'ombre aux rameaux, le crépuscule à l'âme
Et la pensée au sentiment.

C'est l'heure où l'Amitié, parlant tout bas, rassure,
Ange demi-voilé conseillé par le soir,
Et d'un soin vigilant sait panser la blessure
Et dissiper le désespoir.

★

Or, tandis que j'étais près de toi, sous les voiles
De la nuit hésitante où germaient les étoiles,
Sentant, ô mon Ami, se ralentir tes pas,
Tant était lourd le mal que tu n'avouais pas,
Mon cœur crut deviner, reconnaissable à peine,
Héros désincarné, présence aérienne,
Ton fils, toujours fidèle aux jardins d'ici-bas,
Qui foulait les gazons de ses pieds délicats.
Cependant, aveuglé par l'amère tristesse
Dont ton âme ulcérée a fait sa seule hôtesse,
Tu ne le voyais pas s'approcher peu à peu,
Ceint de sa jeune gloire et grave comme un dieu.
Les brises éveillaient des musiques confuses ;
Le spectre paraissait escorté par les Muses.
Une étrange clarté, plus douce que le jour,
Ranimait la blancheur des roses d'alentour ;
Accord comme étouffé, soupir qui se prolonge,
Une fontaine, au loin, semblait l'écho du songe.
Quel charme élyséen s'ajoutait au réel !
Le site familier était surnaturel !
Dans le parc vaporeux la brume indéfinie
Habillait d'azur pâle une pâle harmonie,
Et voici que la voix du fantôme adoré
S'éleva pour moi seul, au fond du Bois sacré :

★

« La mort n'est pas la mort, poète, me dit-elle,
Quand en ouvrant la tombe elle y met des lauriers.
Plus le sang coule et plus notre patrie est belle,
Et plus elle grandit, sous les drapeaux altiers.

Une pareille mort est à jamais féconde,
Mère de la victoire, émule du printemps,
Elle épand sans compter, pour rajeunir le monde,
Les avots somptueux et les lys éclatants.

Quel avril fut jamais si fleuri d'anémones ?
Une pourpre vivante enrichit les sillons !
Quelle saison tressa de si fières couronnes
Et sur les tempes mit de si nobles rayons ?

Aux plus jeunes héros les plus fraîches guirlandes !
La splendeur de leur soir efface leur matin :
Leurs âmes vierges sont les meilleures offrandes
Aux dieux de l'avenir, à l'idéal latin.

Les sapins vosgiens que l'aquilon fréquente,
Les chênes de Lorraine au faîte spacieux
Clament, en leur honneur, une plainte éloquente
Et lancent leur éloge aux quatre coins des cieux.

L'alouette française, amante de l'espace,
Dès l'aurore, si haut qu'on ne peut plus la voir,
Les célèbre ! Et, sans fin, les cigognes d'Alsace,
Sur le Rhin font planer leur triomphant espoir.

Quant à moi, je bénis mon heureuse fortune :
Victime volontaire au regard virginal,
Je ne suis pas tombé d'une chute commune ;
A mon rêve divin, mon trépas fut égal.

Tu peux unir mon nom aux cordes de ta lyre,
Et le soir, pour charmer le tourment paternel,
Sous les rameaux pensifs où ta ferveur m'attire,
Tu peux chanter la mort qui m'a fait immortel.

Au rythme de tes vers que le passé renaisse !
Et, tandis que mon ombre effleure les gazons,
Fais résonner ma gloire et rire ma jeunesse,
Car celui qui me pleure est sensible aux beaux sons. »

La Malmaison, 1915.

ALFRED DROIN.

L'ŒUVRE DE PAUL ADAM
ET LES ÉVÉNEMENTS ACTUELS

I

Les idées naissent au cerveau des philosophes et des prêtres. Elles sont annoncées à l'inertie des foules en des livres obscurs et téméraires. Elles sont prêchées, dans la chaire d'églises hérétiques, à des fidèles qui peu à peu s'exaltent jusqu'au martyre de leur faiblesse ou s'affirment par la force de leurs armes accumulées en secret, fourbies en silence, puis révélées sur l'épaule et dans la main de légionnaires insoupçonnés. Les banderolles d'un étendard traduisent alors des symboles devenus redoutables. Et l'orgueil de savoir, mu en amour et en foi, triomphe sur les champs de bataille avec les pensées suscitées naguère dans les cryptes d'Eleusis et de Memphis, dans les collèges de Chaldée, dans les jardins de l'Académie. Aussi bien n'est-il d'autre dénouement que la guerre au conflit de sociétés pourvues d'une culture et douées d'un instinct. Les traités du commerçant circulent dans la paix. Mais les idées ne vivent que dans la lutte où des peuples s'affrontent pour la défense de leurs morales. Ainsi peut-être se doit-on expliquer que M. Paul Adam, soucieux de commenter les métamorphoses du Verbe helléno-latin, ait souvent étudié les crises belliqueuses où se joua son destin.

De *Basile et Sophia* à la *Ville inconnue* la même idée se fraie un sentier à travers les avatars d'incarnations successives, tantôt simple et droite aux ambitions d'un guerrier macédonien, tantôt vastement épanouie au rêve d'armées libératrices et républicaines, tantôt lucide au vouloir d'un empereur

clairvoyant, tantôt frénétique et obsédante en l'espoir de héros que la mort attendait dans le mystère d'Agadem. Née dans les souterrains de l'Egypte, développée à Athènes, elle a groupé autour de Socrate les métaphysiciens qui élaborèrent les concepts de l'idéalisme moderne, autour d'Aristote les logiciens qui précisèrent les formes de notre pensée, autour de Plotin les syncrétistes qui tentèrent la conciliation de l'Idée et du Fait. Elle a engendré la science des élites qui découvrirent, outre la poudre et le salpêtre, le télégraphe et la vapeur. Elle a marché du même pas que les légions romaines sur le sol des Gaules et de Carthage. Elle a propagé la notion d'une loi consentie, base première des codes et des jurisprudences, inspiratrice des sociologies les plus aventureuses comme des plus rétrogrades. Elle a porté la guerre en Europe, et les peuples lui obéirent en hâtant la défaite des aristocraties féodales. Et qui donc plus qu'elle conduisit au Tonkin, à Madagascar, au Niger et au Maroc les soldats de Joffre, de Galliéni, de Quiquandon et de Lyautey? Tant il est vrai que la guerre n'est qu'apparemment déclarée par le caprice des hommes et que Tolstoï l'eût faite, comme Marc-Aurèle, docile aux idées dont il se savait le geste.

Par le jeu d'une saine logique M. Paul Adam devait donc, à mesure que se fortifiaient les raisons de notre activité latine, discerner dans un avenir plus proche la ruée des Barbares. Et, de fait, son enseignement par la parole, la gazette ou le livre n'a rien célé du péril aperçu. Aucun autre écrivain ne saurait être au même degré loué pour la clarté de la vision et la cohérence de la doctrine. Tous les protagonistes de ses romans ont trouvé sur les côtes de la Méditerranée les principes de leurs philosophies et les fins de leurs élans. Mahaud, la magicienne, y apprit les arcanes poétiques et l'art de commander aux Forces propulsées dans les vastitudes de l'Espace. Basile étaie ses ambitions contre la sagesse manichéenne de Sophia. Bernard Héricourt et le capitaine Michelin affranchissent les peuples au nom du droit qui scella les pactes romains, tandis que les enrichit Manuel et sa science mobile héritée des aïeux phocéens. S'il faut enfin derrière tous les figurants de cet ample décor ouvrir des perspectives idéologiques, c'est à Byzance qu'elles aboutiront et à Alexandrie. Des néo-platoniciens nous apprendrons à considérer l'histoire comme la

métaphore d'un concept unique et qui tend à s'affirmer. Aux hérésies byzantines, à la subtilité de leurs dialectiques nous irons emprunter le sens du complexe dont sera tempérée notre confiance en l'Unité. Dévotion à l'Absolu qui clôt toute vie mortelle et révèle le firmament : voilà sans doute la démarche première de l'esprit que nous étudions ici et qui a conçu *Le conte futur*, poème de la guerre abolie entre les nations christianisées. Mais pour refléter l'Absolu n'est-il pas mille visages ? Et voici que M. Paul Adam évite d'être dupe. Le voici qui, situant l'Absolu dans un Futur exact, appelle autour de lui le sociologue qui l'instruisit sur la prolification des races germaniques, le politique qui lui révela le secret des cours, le philosophe qui pour lui commenta Hegel en même temps que Bernhardi, le soldat qui lui dénombra les forces ennemies. La paix demeure le vœu des heures abstraites, la guerre la nécessité de la minute qui vient. D'ailleurs ne convient-il pas d'instaurer l'avènement d'une confédération latine ? Ne faut-il point accomplir les promesses de l'histoire ? Et laisserons-nous avilir l'espoir des *Cœurs nouveaux* en plus d'équité sociale, en une aise que ne compromettrait plus ni l'obséquieux discours du courtier teuton, ni son consentement à des tarifs dérisoires ?

II

Car M. Paul Adam n'a point renoncé le rêve des prophètes hébreux, ni celui des Catholiques fidèles au communisme des couvents cirsterciens, ni celui des Maçons tel qu'il sortit des Loges, en 1789, pour découvrir sur l'Europe l'immensité tutélaire de son vol. Il croit toujours souhaitable l'instant où se fonderont nos sociétés sur une justice relative. Et l'on se souvient sans doute qu'il réclama plusieurs fois une place dans les rangs des partis avancés.

Entre les articles qu'il publia vers 1890 aux *Entretiens politiques et littéraires* et ceux qu'il continue d'offrir si généreusement aux lecteurs du *Gaulois*, de l'*Information* ou du *Figaro* il n'est point tant de différences. Seul peut-être l'accent a changé. Plus de preuves aujourd'hui viennent confirmer les thèses, plus d'arguments que fournirent les voyages aux Amériques, en Russie, en Egypte et au Soudan. Mais l'essence demeure incommutée. La guerre des classes est déclarée, en

1910, comme aux temps enfumés des réunions libertaires (1). Tandis même que le parti socialiste français semble n'avoir eu du conflit qu'une intelligence politique, M. Paul Adam le situe exactement au domaine économique. Non plus que M. Georges Sorel il ne voudrait énerver la bourgeoisie ou provoquer son abdication. La défaite d'un ennemi fortement organisé et nanti des meilleures raisons de vaincre pouvant seule valoir à l'adversaire les chances d'un durable triomphe, plutôt lui voudrait-il conférer en ses vertus une plus combative confiance (2). Qu'elle se fortifie suivant ses principes propres, qu'elle accroisse ses effectifs militaires, multiplie la puissance de ses marchands et la science de ses élites. Et le travailleur, éclairé par les livres, enrichi par l'œuvre des négoces et des banques, exalté par ses orateurs et ses poètes, ira chercher à la caserne l'âme belliqueuse qui abrasera jusqu'aux fondations de l'antique édifice. Il y conquerra, en même temps que le sens des nécessaires dépendances, le culte de la discipline par quoi ses grèves deviendront efficaces. Il y apprendra le maniement des armes et comment elles le pourraient, un jour, conduire à la victoire. Il y connaîtra que l'Allemand médite encore contre les hommes de la Méditerranée l'agression plusieurs fois repoussée des races nordiques. Il y comprendra qu'il faille tenir sèche la poudre de nos arsenaux en vue du jour inéluctable. Puis, ayant forcé les cadres de la bourgeoisie et mieux qu'elle gardé les traditions de Rome, il sera prêt à exiger enfin toute la justice des sociétés harmonieuses (3).

Ainsi M. Paul Adam n'a cessé de blâmer la politique étrangère et coloniale de M. Jaurès. Soit qu'il réclamât pour la France républicaine le droit de protéger le nègre soudanais et son inquiétude de pasteur dont un Samory déjà captura les troupeaux, soit qu'il insistât sur la témérité de prématurément abjurer notre gloire militaire, soit qu'il indiquât, dès 1890, comment s'affranchiraient peut-être les travailleurs urbains au

(1) Cf. *Contre l'Aigle*, ch. xxi, p. 237. La place du fossé : « Il s'agit de savoir si le prolétariat, créateur de tout doit, ou non ne recueillir indéfiniment rien de la joie humaine, et si l'armée doit être mobilisée pour empêcher quelque autre exécution d'un Ferrer, ou pour assurer indefiniment la quiétude à des actionnaires à qui les grévistes demandent un partage de bénéfices. Il s'agit de savoir si la France fera au vingtième siècle la révolution sociale en ébranlant le monde par le chant de la « Marseillaise », ou si elle continuera de croupir et de s'amoindrir entre les formidables croissances des nations rivales. »

(2) Cf. *Le Malaise du monde latin*, ch. v, p. 47.

(3) Cf. *Contre l'Aigle*, ch. v, vi et ix, p. 61-68, 68-79 et 95-102.

lendemain d'une guerre victorieuse, soit qu'en 1910 il soulignât le péril de livrer nos provinces à la discrétion des monarques oppresseurs de la Pologne et de l'Alsace, toujours il sembla soucieux de prouver comment le vœu de préserver l'intégrité du peuple en qui s'affirma l'évolution des plus nobles idées se peut associer aux conclusions des sociologies les moins timides. Et d'ailleurs le mythe par lequel M. Paul Adam souhaite grouper les énergies ouvrières n'est-il pas formé de la chair même de la nation ? Libérer l'Europe de toutes servitudes anachroniques, fût-ce par la force de baïonnettes hérissées par millions sur la paix effarée des champs : que soit telle la fin de notre labeur plutôt que l'organisation d'une grève générale au succès incertain.

L'essentielle vertu d'un mythe semble être de susciter la convergence des gestes humains vers un possible immédiat ou lointain. Or il n'est point de théoricien politique, de M. Bouglé à M. Parodi, qui n'ait maintes fois démontré combien l'idée de grève générale fut inefficace à provoquer cet élan. Il n'en est point non plus qui ne reconnaîtrait que, vêtu des diverses confiances dont furent animées nos armées aux temps révolutionnaires, le même mythe deviendrait obsédant. Derrière la force d'une France redoutable aux tyrans du négoce et du sabre, plaçons donc le décor plus vaste de la planète pacifiée, gouvernée par l'intelligence des élites (1). Et puisse le mystère de la *Ville inconnue* unifier nos démarches et nous attirer, au prix même de notre vie, vers toi, Agadem au nom grelottant et joyeux, vers toi, Tipperary ironique et fuyante, et tes feux clignotants.

III

Mais la route d'Agadem est gardée par l'Allemand à qui trente ans suffirent pour corroborer son prestige sur l'Europe exorbitée. Nul plus souvent que M. Paul Adam, ou même avec un bonheur égal, n'a dit le péril de notre inertie latine et comment se répète en notre histoire le symbolique péché de cette Eve qui aux communions du premier matin préféra l'égoïsme de jouir sans réjouir et de savoir sans enseigner. Un livre entier, *les Impérialismes et la morale du peuple*, dénonce à notre émoi les intrigues qui s'élaborent dans la prospérité

(1) Cf. *Lettres de Malaisie, Le conte futur, la Cité future*, passim.

croissante des industries rivales. Un autre nous prie d'admirer comment un empire voisin sut ne laisser en jachère aucune des richesses de son sol, quintupla le trafic de ses ports, creusa dans des plaines inhabitées l'ouverture géante de Kiel, accrut annuellement de mille kilomètres la longueur de son réseau ferré, suppléa à l'insuffisance de son génie par l'obstination de son travail et la coordination de ses efforts, répandit sur le continent l'armée silencieuse de ses négociants exportateurs de matières colorantes et de produits pharmaceutiques, sans omettre de menacer de ses cinq millions de soldats l'impuissance affligée de nos ambassadeurs (1). Et s'il nous faut comparer les sentiments des races et leurs idées et leurs cultures, on devine de quel secours nous seront telles pages où M. Paul Adam découvrit, avec quelque malice les secrets du caractère teuton (2). Aux feuillets de la *Morale de l'éducation* et de *Contre l'Aigle* nous les irons chercher toutes les fois qu'il nous paraîtra désirable d'unir à la rectitude du présent geste l'orgueil d'une pensée haute.

A l'appel des plus diverses actualités M. Paul Adam a fait de brillantes réponses. Groupons-les. Et voici toute entière l'Allemagne moderne, et la férocité de ses hobereaux et l'audace de ses marchands et l'arrogance de ses philosophes. Tout ici vient du laboratoire. Le courtier en sort comme le soldat. Le fermier y entre, à l'imitation de son empereur paradant parmi les cornues et les acides. Des milliers de professeurs penchent, des ans entiers, leurs têtes sur d'aveugles microscopes. Et ne relèvent leurs yeux brûlés que pour lire et signer, sans l'oser discuter, un mémoire menteur. Peuple musicien, a-t-on dit. Non : peuple pharmacien, et qui a son Flaubert. Peuple docile, et qui reste à l'école. On insista trop sur les abstractions apparentes de sa métaphysique. Et nul n'a confessé combien pourtant est pauvre sa science de l'Absolu. Le philosophe allemand ne discute pas la Nature. Il élit un fait, et passe à la limite. Kant lui-même masqua derrière ses vérités nouménales les morales apprises et qu'il transmit sans les modifier. Schopenhauer et Hartmann abdiquèrent en faveur des forces confuses soupçonnées au principe des mondes. Et

(1) Cf. *Les Disciplines de la France*, passim.
(2) Cf. Les pages consacrées, dans *La Morale de l'Education*, au *Prestige de la Race*.

puisque Hegel créa le dogme qui justifia Bismarck, Schlegel la mystique qui exalta son orgueil, seul Frédéric Nietzsche pensa peut-être avec désintéressement.

Maintes fois, comme Alfred Fouillée, M. Paul Adam voulut définir, en ses diverses modalités, la culture transrhénane. Sans doute s'approcha-t-il d'une solution lorsqu'il considéra l'Allemand sous les espèces du grammairien, le Français sous le symbole du rapin (1). Antithèse trop simple, soit, mais point simpliste. Car elle ne fausse rien du réel qu'elle prétend circonscrire. Et je veux bien qu'elle pèche, mais c'est par défaut et du tout par excès. L'individualisme qui libéra des lois non consenties l'intelligence du rapin jamais n'obnubile la cervelle du pion. De ce qui est assimilable celui-ci n'ignore rien. Il sait toutes les grammaires, celles de l'Art et celles de la Science. Il se meut jusqu'à cette lisière mystérieuse où l'intuition commence. Et ses entreprises il les mène avec tant d'inquiétude technique que l'illusion parfois fait danser sur leur faîte la fuite étonnée de ses mirages. Les voyageurs revenus de Berlin avouent unanimement le même bref vertige. Le labeur enfin triomphe dans l'ancienne Germanie enivrée de la Force qu'elle conquit sur les bancs du gymnase (2).

Ivresse d'un peuple surpris de sa fortune et traître à ses origines. Ivresse qui galvanise les foules pressées sous les fenêtres d'où tombe l'éloquence d'un empereur aux visages divers. Et dans le décor annuel de Corfou, ivresse qui suscite un cortège à la vanité du monarque, à son vœu d'apparaître tel qu'un dieu légendaire assis parmi la foudre. Ivresse qui, par Marschall de Biberstein, vainquit à La Haye notre foi dans les temps annoncés par le Galiléen. Ivresse qui, à Copenhague, dans la salle d'un congrès socialiste, opposa l'impérialisme allemand à la confiance étonnée de Jaurès : toutes ces ivresses M. Paul Adam les a décrites, avec clairvoyance et

(1) Cf. *Le Pion et le Rapin* (l'*Information*, n° du 19 avril 1915).

(2) Par malheur la richesse économique d'un pays, sa puissance militaire et navale ne sauraient être accueillies comme indices de culture, mais comme témoignages de labeur technique. Aussi le déséquilibre était-il certain entre les forces matérielles et les forces spirituelles de l'Europe. L'Allemagne y pesait d'un poids d'autant plus lourd qu'aucun vœu généreux, qu'aucune idée largement ailée n'y faisait contrepoids. A la richesse qui multiplie la camelote de bazar elle ne pouvait opposer que la richesse qui multiplie les canons. Danger patent que Paul Adam eût aimé conjurer.

ferveur, avant que M. Andler ne s'en fût ému, et cependant que Barrès poursuivait au Parlement sa campagne nationaliste. Il fut le maître véritable de mon adolescence, trop vouée au rêve de Robespierre et de Saint-Just pour accueillir l'enseignement de Barrès. Mais j'aime les associer dans l'émotion spirituelle de l'instant. Ils ont instruit deux jeunesses, l'une éprise des institutions politiques de la Monarchie, l'autre en espoir d'une cité dont les fondements sont visibles déjà dans la France républicaine. Les morts susurrèrent à l'un le conseil que l'Encyclopédie transmit à l'autre. Ainsi créèrent-ils l'unité de la pensée française, parmi la renaissance de cet impérialisme latin auquel Sorel, Vandal et le baron Seillère avaient préparé les voies (1).

Ces maîtres nous transmirent de saines méthodes spirituelles. Dans le silence du cabinet ils ne connurent à leur pensée nulle limitation que ses propres contradictions. Ils eurent le privilège d'oser jusqu'aux bornes mêmes de l'audace. Et sous la coupole du ciel logique, nul ne dressa plus jalouses Eglises. Architectures rigoureuses dont s'émeut la pensée. Demeures habitables aux esprits que l'action n'entraîna point aux délires vulgaires. Ce divorce de la pensée et du geste, si remarquable dans les entretiens de Remy de Gourmont, confère à l'œuvre entier de M. Paul Adam son essentielle signification. Méthode purement française et qui, toujours, semblera suspecte à nos voisins pour le scepticisme qu'initialement elle commande. Méthode de l'esprit libre et du corps contraint. Car ces mêmes écrivains qui laissèrent à leur pensée sa nécessaire liberté dans les vastitudes de l'Esprit pur déférèrent par ailleurs aux exigences de la vie collective. Penser pour penser : oui, sans doute, à certaines heures. Penser pour vivre la seule vie qui, peut-être, nous soit donnée : il le faut aussi bien ; mais d'autres heures y seront consacrées.

L'Allemand confond les hiérarchies et les valeurs. Il traîne la pensée dans les boues de l'Utile. Métaphysique, ethnographie, biologie, philologie : le hobereau a tout commis au soin de proclamer la gloire de la plus grande Allemangne. M. Paul Adam a dit exactement les moyens et le but de cette exploitation géante de la pensée par des soldats et des marchands.

(1) Cf. Jean Muller et Gaston Picard : *Les tendances présentes de la littérature française* (Basset). Etienne Rey : *La Renaissance de l'orgueil français* (Grasset).

On devra lire avec attention, au meilleur peut-être de ses traités politiques, tel chapitre consacré à l'étude des déformations subies à Berlin par la pensée de Gobineau (1). C'est un chapitre-clef. Car le pangermanisme a non seulement son ethnographie dont Houston Chamberlain jeta les fondations arbitraires, mais aussi sa psychologie, sa logique et même sa science de l'Absolu. Ne cherchons pas ailleurs les preuves de l'infériorité intellectuelle de la nouvelle Allemagne. Elles sont là; ce peuple a avili la pensée.

IV

Entre l'Allemagne de Novalis et de Heine, entre le pays que Mme de Staël vanta et celui que visita Jules Huret aucun parallèle ne doit être tenté. Et c'est l'honneur de Barrès comme de M. Paul Adam d'avoir consenti aux renonciations indispensables. La philosophie de Bérénice, celle même de l'*Homme libre* doit à Hartmann et à Fichte ce qu'empruntèrent à Hegel les dogmes historiques de M. Paul Adam. Or, tandis que Barrès prouvait aux *déracinés* les dangers pédagogiques de la culture kantienne, on a pu voir M. Paul Adam assouplir sa dialectique et l'harmoniser dans un sens platonicien. Esprits misérables, ceux qui n'ont rien à sacrifier. Et comme je me craindrais pauvre, si, devant moi, je ne distinguais encore le vol diaphane de deux ou trois chimères que je viens d'éloigner.

Par la vertu d'une attitude morale exemplaire, M. Paul Adam mérite le respect que dédient à sa parole les générations neuves. Aussi bien nous put-il, en certitude de succès, dénombrer les félonies de l'avant-guerre. Et j'ai souvenir que tels paragraphes de *Contre l'Aigle* nous émurent plus sûrement qu'un volume entier de M. Léon Daudet (2). Nous y connûmes qu'en Pologne, en Alsace, et en Belgique l'esprit d'oppression inspira le crime d'aristocraties défiantes, pressées d'écarter, avec les chances de leur défaite, le soulèvement des multitudes. Et nous approuvâmes qu'il faille s'armer afin d'assurer le triomphe de la pensée abstraite sur la coalition des forces et, sur le désordre, le triomphe aussi de la beauté latine, organisatrice d'équilibre et d'harmonie. C'est merveille de discerner quelle

(1) Cf. *la Morale de l'Education.*
(2) Cf., dans *Contre l'Aigle,* les chapitres intitulés : *l'Esprit d'oppression* et *les Visages fardés.*

minutie M. Paul Adam voulut apporter à l'étude de la guerre, comment il en apprit la science et la psychologie, comment en des livres qui vont de la *Bataille d'Uhde* à *Combats* il en exposa les méthodes, avec une exactitude que durent admirer bon nombre d'officiers. Les récits que la piété de son père lui légua précisèrent encore ses intuitions. Ses lectures les fortifièrent. Ses voyages les confirmèrent, lorsqu'ils le conduisirent au pays où Galliéni combattit avec Vallière, où Marchand, Baratier, Dodds, Archinard et Lyautey vainquirent héroïquement.

Au savoir de Bonnal ou de Foch, à la prudence de M. Pierre Baudin, à la fougue de M. Charles Humbert, M. Paul Adam ajouta le prestige d'une inégalable érudition. *La Morale des Sports* est ainsi lourde de suggestions qu'il développe pour le public qui lit nos gazettes. Contre la jalousie d'officiers sans génie il approuva, après Langlois, l'œuvre de *l'Ecole de Guerre*, où nos Etats-majors apprennent à penser stratégiquement. N'avait-il pas déjà, dans *la Bataille d'Uhde*, opposé aux conceptions purement littéraires des généraux du second empire l'intelligence militaire de Raxi-Gresloup, imaginant les différentes unités de son armée, non plus glorieuses et séparées comme le souhaitaient les cuirassiers de Morel, les sapeurs de Bertrand, mais dans la convergence de leur démarche et l'unité de leurs efforts ? Ainsi furent induits en confiance les lecteurs de *la Dépêche* ou de *Paris-Journal*, plusieurs fois avertis de nos intérêts historiques, plusieurs fois préparés à supputer les conséquences d'une guerre (1). Et lorsque fut discutée par le Parlement la réforme de la loi militaire, que ne s'est-il trouvé un théoricien pour rechercher dans les volumes de M. Paul Adam les indications qui eussent permis à nos mandataires d'assurer à la fois le recrutement d'une armée nombreuse et de n'accroître point les charges de la nation. Pourquoi ne s'est-il présenté un Joseph Reinach, un Paul-Boncour qui s'étonnât des idées incluses aux chapitres sur les *Sports de la Guerre* ou *l'Education hippique* ? Les mêmes qui, économistes, se montraient soucieux d'établir, puis de répartir l'impôt avec équité, n'avaient-ils donc cure de consacrer enfin, contre l'uni-

(1) Cf. *Pendant la guerre* (*Paris-Journal*, n° du 13 février 1912) ; *Nous sommes assez forts* (*Paris-Journal*, n° du 19 août 1911) ; *Pour la Vie de la République* (*Dépêche de Toulouse*, n° du 8 janvier 1914).

formité des obligations militaires, le principe chrétien de l'égalité? Il le semble bien. Et les lois de la troisième République ont toutes tendu, sous le couvert des vocables inscrits au fronton de nos mairies, à faire supporter au prolétaire des charges iniques, puisque égales, non inférieures, à celles qui grevaient les détenteurs de la fortune. Problème qu'avait sondé la fièvreuse intelligence d'Henry Houssaye et dont je sens peser l'obsession sur les pages de *la Patrie guerrière*. Problème qu'il ne suffit pas d'éluder pour l'avoir résolu, et qui se posera demain, parmi les cris peut-être et les menaces.

Quoi qu'il en soit, il reste que pas un instant de sa vie d'écrivain, M. Paul Adam n'oublia quelles forces la France devrait opposer à l'envahisseur éventuel de nos provinces. Mérite rare, surtout lorsque l'intuition du poète apparaît étayée des connaissances du politique et du soldat. Veut-on par exemple songer que M. d'Annunzio n'inaugura la campagne d'action latine qui présentement l'honore que plusieurs années après que M. Paul Adam eût prévu la défection de l'Italie et préconisé l'institution d'une fédération des peuples méditerranéens ? Les *Disciplines de la France*, la *Morale de l'Education* commentèrent cette thèse qui a cessé d'être audacieuse. Développée après M. Paul Adam par Marcel Barrière, Louis Bertrand ou M. Robert Randau, entrevue par Péguy et par Psichari, défendue par Richepin et M. Clemenceau, elle sembla longtemps un paradoxe dont on pouvait sourire. Aujourd'hui, voici qu'elle suggère le secret des traités prochains. Et les meilleurs de nos diplomates et hommes d'Etat, de M. Deschanel à M. Hanotaux, de M. Etienne à M. Pierre Baudin, l'ont approuvée, avant même que ne retentît sur le roc du Quarto, devant la mer des Mille, le verbe d'Annunzio mêlant sa clameur aux voix éparses confondues dans la poitrine des eaux.

V

A la dogmatique de M. Paul Adam je ne dirai point ici combien s'ajoute d'enthousiasme, ni quelles vertus l'écrivain suscita parmi les latins. Plutôt voudrais-je indiquer comment les héros qui pacifièrent le Congo, le Soudan, le Sénégal et Madagascar connurent enfin, par M. Paul Adam, la plus austère gloire. Je parlerai avec l'émotion de me savoir fils de l'un

d'eux, et qui est mort trop tôt puisqu'il n'a point vu les tirailleurs africains traverser l'Océan. J'imagine sa gratitude s'il avait pu lire la *Ville inconnue* et s'il lui avait été donné d'en calculer l'écho dans le temps et l'espace. N'est-il pas significatif, en effet, que, depuis le *Trust*, les deux plus vastes efforts de M. Paul Adam l'aient mené vers la *Ville inconnue*, puis vers *Notre Carthage* ? Plus augurale coïncidence pouvait-elle lier un poète aux destinées de la Méditerranée ? Et se peut-il qu'il y ait des élites pour ne s'en point réjouir ? S'il faut à un mythe, pour conquérir sa meilleure efficace, qu'il puisse à travers l'histoire engendrer une suite jamais brisée d'héroïsmes, quelle charité s'égale à l'espérance qui rassembla les Croisés sous la chaire de Pierre l'Ermite, la garde impériale sur les champs d'Austerlitz,les artilleurs de Psichari aux oasis mauritaniennes ? Charles Péguy l'a compris. Et l'*Epitre Votive* prolonge les *Mystères de Jeanne d'Arc,* comme la *Ville Inconnue* parachève la *Force.*

L'œuvre est la même à Jemmapes et à Rabat. Et l'ordre imposé par Lyautey est celui de la même France qui, de 1789 à 1807, traversa l'Europe en maudissant les tyrans. Vérité évidente à qui vécut en Afrique et sut combien le nègre est encore loin du rêve de Voltaire (1). Le nègre pille ou est pillé. Il est esclave ou potentat, mais pareillement désarmé devant la mort prématurée, devant la famine, devant les épidémies, devant la violence des tribus belliqueuses. Cet homme que Bernardin de Saint-Pierre admirait en ignorant, nous savons qu'il était le moins libre des hommes. Et si nous l'avons affranchi des forces naturelles et des contraintes inhumaines, nous ne l'avons point trouvé ingrat.

Je compte entre mes souvenirs insignes une nuit froide de Guinée que la lune vêtait d'argent mat. Autour de feux allumés sur la place d'un village indigène, quelques Européens pensaient à l'œuvre de la veille, à cette voie ferrée qui relierait bientôt Conakry au Niger, et dont cent cinquante kilomètres étaient déjà posés. Ils se rappelaient que plusieurs étaient morts à la tâche, et leur sourire ne célait pas leur peine. D'autres tomberaient avant la victoire. Il avait fallu lutter contre l'effritement des rocs, creuser des tranchées, côtoyer des torrents. Les soirées n'avaient pas toujours consolé des hommes

(1) Cf. *Contre l'Aigle*, ch. X.

d'une vaillance égale. Certains frissonnaient un peu, vomissaient et mouraient. La nostalgie en rongeait d'autres qu'on ne pouvait rapatrier. Mais le labeur avait quand même triomphé, loin de nos politiques de hameau, de nos vaudevilles de boulevard. Le brasier qui flambait, cette nuit-là, entre Conakry et le Niger signifiait notre gloire. Mon père la savourait, tandis que m'intéressait, parmi les chants et la musique, la venue d'un cortège. De jeunes négresses découvraient leurs dents, et leurs rires brisaient en éclats le cristal de l'air. Leurs mères marchaient, matrones dédaigneuses, au torse trop cambré. Toutes dansèrent autour des flammes affolées par leur ronde, puis chantèrent de longues proses flexueuses, traversées de refrains. Les cymbales retentirent. Et la joie souleva les Tropiques qui, un instant, semblèrent virer avec l'ivresse des nègres saluant leur liberté devant un feu de brousse.

Avec raison, M. Robert Randau peut donc prétendre que notre effort africain nous valut la sympathie des noirs. Et son livre sur l'*Islam* confirme de toutes ses pages les thèses de M. Paul Adam. Le fait d'aujourd'hui prouve le droit d'hier. Qu'il soit autrichien, turc ou malgache, le despotisme est le même, en effet. Et la tâche de nos soldats devient une mission. Voilà pourquoi, entre les œuvres nationalistes de ce dernier quart de siècle, je relirai surtout la *Ville inconnue*, celle qui, de toutes, témoignera le mieux que la guerre de 1914 ne nous a point surpris. J'y connaîtrai la psychologie du présent conflit et à quelle place il convient de l'insérer dans la courbe du temps. J'y lirai la louange de mes morts, de ceux qui avaient vingt ans et sont déjà partis au cortège du Prince de la paix. J'y méditerai de quelles luttes la liberté des peuples est le prix. Et s'il faut que je meure, c'est encore à ce livre de m'en dire les raisons.

GUSTAVE-LOUIS TAUTAIN.

LES

ALLEMANDS, ESPÈCE PSYCHIQUE

—

La guerre, au fur et à mesure de son développement, a rendu manifeste le désarroi des intellectuels du monde entier, non compris, bien entendu, les dirigeants cyniques et imperturbables de la pensée allemande.

Ce trouble du monde intellectuel ne vient pas du seul fait de cette guerre, de l'ampleur de ses hécatombes ou de l'horreur de sa technique moderne. Cela ne s'était jamais vu, mais il faut bien constater que ce qui est concorde avec les découvertes et le savoir-faire du siècle.

On éprouve plus d'étonnement de ce que les véritables causes du cataclysme ne sont pas, comme pour les guerres du passé, à chercher principalement dans la situation économique des peuples, la maladresse des gouvernements ou l'ambition des princes. L'état politique et les raisons d'intérêt ne peuvent être invoqués que pour expliquer la date de l'éclosion des hostilités, mais non comme motif réel de cette guerre qu'un seul belligérant à préparée, voulue et déclarée à son heure. Sans doute nous commencions à comprendre que notre pacifisme était vain, nous perdions peu à peu l'espoir de ne pas en venir aux mains ; mais croire à la possibilité de la guerre et vouloir la guerre sont deux choses sans rapport entre elles. En définitive il y a eu surprise matérielle, il y a à peine eu surprise morale... sauf dans les milieux intellectuels. L'instinct propre aux masses les avait prévenues qu'il pourrait bien y avoir un cataclysme, tandis que les gens de science et d'étude, privés de l'instinct des foules, se sont aperçus pour la première fois

au mois d'août 1914 que le pangermanisme n'est pas une plaisanterie : et cette découverte les a remplis de stupeur.

Le pangermanisme des Bernhardi et des Treitschke !

Cela, pendant la paix, avait un tel air de fantaisie extravagante que bien peu avaient daigné s'en informer sérieusement. Parmi ceux qui avaient étudié le phénomène de près, qui connaissaient l'Allemagne et qui accordaient à cette élucubration vésanique quelque velléité de réalisation, en était-il qui eussent supposé un gouvernement capable de faire sienne cette théorie et un peuple d'en faire sa religion ?

Et tout-à-coup le voile tombe : c'est la ruée de toute l'Allemagne avec des hurlements et des gestes de cannibales ; c'est le cynisme de ses diplomates ; bref, la mise en action du pangermanisme le plus exalté. Alors cette barbarie non pareille ouvre aux intellectuels de tous pays des yeux effarés : à eux qui n'y croyaient plus au nom de la science et de la philosophie ; à eux qui, travaillant à cultiver l'âme humaine, à l'étudier dans l'histoire, à l'affiner dans le présent, qui, continuant son développement méthodique et séculaire, croyaient aux résultats. Et ils ont vu un esprit de meurtre et de destruction générale, une volonté de sauvagerie systématique bouleverser leurs travaux et les fondements même de notre civilisation. Ils ont vu que la cause réelle, substantielle de cette guerre était la mentalité pangermaniste, à laquelle ils ne voulaient pas attribuer d'importance.

Ce n'était donc pas la folie de quelques énergumènes, mais la mystique d'une race, la loi nouvelle de ses gouvernants, hier pourtant semblables au commun des hommes, la religion d'un peuple conduit à des déchaînements d'apocalypse par son Empereur devenu Chef de hordes au nom d'un Jéhovah national !

Même aujourd'hui, plongé dans ces horreurs depuis deux ans, on se demande en relatant ces faits si plus tard, en dépit de l'histoire et des vestiges du présent, nos descendants pourront imaginer *le détail vrai de ces choses* et y croire autrement que par un acte de foi ! Le désarroi des philosophes s'explique bien ainsi et l'attitude sinistrement indifférente des Etats neutres, du Pape et des sectes religieuses à l'égard de la Belgique acheva de pulvériser leurs certitudes. Ils croyaient, ces penseurs, ces savants, à la conscience universelle, à l'é-

bauche d'une solidarité humaine au-dessus des variations politiques; ils croyaient que dix siècles de progrès avaient créé avec les mots le sentiment du Droit, la vertu de la Loi, le consentement à une règle sociale ; ils croyaient à la Civilisation morale presque autant qu'au progrès matériel. Et non seulement, aux heures tragiques des premiers jours qui semblaient décisifs, nous avons vu le monde entier déjà prosterné, prêt à baiser le glaive exterminateur du vieux dieu allemand, mais encore aujourd'hui nous voyons qu'Humanité est un mot creux, qu'il n'existe dans la Société aucun absolu moral autrement qu'en formules ; nous voyons que Droit, Liberté, Justice, Civilisation sont des relatifs dont la définition pratique sera demain celle que lui donnera le vainqueur. En vérité, le monde attend ; il se demande ce que demain il faudra croire, penser et vivre. Les vieux impératifs, déracinés au premier souffle, reprendront-ils racine avec les Latins ou deviendront-ils synonymes de féodalité et d'esclavage avec les Germains ? Tradition antique et Culture, ou table rase et Kultur? Les armes en décideront, leur verdict sera obéi. Les gouvernements civils et religieux qui ont accepté, aux premiers jours de la guerre, ce pacte de lâcheté sont prêts, suivant le cas, à crier haro sur le baudet ou à lui tresser des couronnes.

§

On a déjà tenté de marquer les différences essentielles entre la Culture et la Kultur, et une génération d'écrivains s'apprête à parfaire cette analyse. Sans chercher en quoi consistent ces caractères distinctifs, tenons-nous-en au fait brutal. Qu'on découvre soudain cette extraordinaire antinomie de cœur, de pensée, de moyens, de but, d'idéal, dans notre Europe si petite géographiquement, mais si vieille et si malaxée dans son histoire, cela déroute en même temps la pensée philosophique, la foi religieuse et la raison scientifique.

Voici coude à coude, dans un même monde politique et social, deux méthodes de développement individuel et général, deux règles de l'esprit, deux morales, deux visions ou deux formes intellectuelles, deux catéchismes de vie, bref deux états de l'âme humaine et à l'opposite l'un de l'autre. Comment ce schisme a-t-il pu se produire dans une société qu'on croyait tellement homogène sur certains principes élémentaires de la raison et de la conscience ? Trouve-t-on dans le passé des

exemples analogues ? L'histoire, tant philosophique que sociale, démontre, au contraire, une tendance constante à l'unification de l'humanité sous le joug des croyances, des savoirs, des volontés, des idéals lentement définis et perfectionnés par les siècles et dont le bloc se nomme la Civilisation tout court. C'est le développement progressif de ce bloc qui maintient l'idée et le mot de « progrès ». Avant la guerre, on ne concevait pas le progrès sans le qualifier d'universel, et on entendait par là que le progrès humain est solidaire d'une forme de raison et de conscience identique chez tous les êtres appelés hommes. On constatait que le milieu, les traditions, l'ancienneté, apportent des variations au mode de vivre en société, mais on avait reconnu dans chaque société des éléments essentiels qui étaient considérés comme le propre de l'Homme. C'est pourquoi, malgré des mœurs, des lois et une science variables, on n'imaginait pas deux types opposés de civilisation, tels que pourrraient les produire deux *substances* humaines. Cette unité psycho-métaphysique de l'Homme fait partie du fond commun des philosophes.

Avouons cependant que, d'un certain point de vue, la question comporte quelque obscurité, tout au moins historique. S'il est d'usage chez nous de n'admettre les différences entre les races que comme un arrêt ou un retard de l'évolution normale, il n'est pas certain que le monde antique ait pensé de même. Peut-être les Anciens faisaient-ils des différences de *nature* entre les hommes, comme nous en faisons entre les hommes et les animaux. On ne sait pas si les Grecs et les Romains, les Grecs surtout, estimaient les Barbares des quatre points cardinaux comme des brutes perfectibles et capables par nature de les égaler un jour. On ne voit pas bien Socrate, Platon, Aristote, dissertant de l'âme et de ses attributs, prétendre parler sous le nom d'âme humaine d'une âme plus générale que celle de l'élite pensante des bords méditerranéens. Et nous savons que pour eux, comme pour tous les Anciens, les esclaves ne formaient pas un groupe social simplement inférieur. Ils étaient exclus de la dénomination véritable d'Homme. Le monde des esclaves constituait un genre d'animalité et non un genre d'humanité.

Mais s'agissant du monde moderne, la question est parfaitement limpide. L'ère nouvelle a accordé dans toute sa pléni-

tude l'universalité à l'âme philosophique. Elle a précisé sans restriction aucune le concept d'Homme. Ce fut, en effet, l'immense succès du christianisme d'avoir révélé, défini et unifié l'humanité. En libérant les esclaves et les incultes, en affirmant « la valeur morale de la personne humaine », non seulement il fit entrer dans la métaphysique du dogme chrétien, mais encore il classa psychologiquement dans les principes de la philosophie rationnelle tous les êtres à face humaine, passés et à venir. Il rendit inséparable de l'ontologie la spiritualité telle qu'il la définissait et telle à bien peu près que les Grecs l'avaient définie avant lui, mais pour eux-mêmes. Par ce procédé de généralisation, Aristote fut dissous dans le dogme et toute philosophie finit par se confondre avec la religion.

Ce grand œuvre, développé au cours des siècles qui suivirent les persécutions, aboutit avec saint Thomas d'Aquin à une cristallisation définitive. Saint Thomas marque le point culminant d'une phase de l'évolution philosophique et sociale. Il est l'auteur pleinement représentatif non seulement de l'apogée d'un système religieux, mais encore de la prise de possession du monde par la pensée nouvelle d'un esprit humain spécifiquement universel.

L'émancipation des Ecoles et le déclin du sentiment religieux ont laissé cette pensée intacte. C'est un axiome qu'on ne discute pas. On n'imagine pas un autre spiritualisme. Au XVII^e^ et au XVIII^e^ siècles on revise ou on combat tout, mais on ne touche pas à ce principe. On se contente de délimiter le domaine spécial de la métaphysique, de laïciser la psychologie et de la mettre en contact avec les sciences. De ce travail naît un spiritualisme qui, à juste titre, est appelé moderne, mais qui ne diffère de l'ancien que par l'abandon de la forme théologique. Auguste Comte en trace les règles. Cet auteur arrive au milieu d'un pêle-mêle de réformes mal définies. Il joue dans la philosophie contemporaine un rôle analogue à celui que saint Thomas avait assumé en faveur de la théocratie chrétienne. Par un puissant et minutieux travail de synthèse, Comte fait un amalgame de toutes les acquisitions et de tous les efforts philosophiques depuis la Renaissance jusqu'au XIX^e^ siècle, auxquels il ajoute le sens scientifique, qui est une nouveauté, et il parvient ainsi à déterminer et à fixer les éléments de la Méthode rationnelle. Comme saint Thomas, il dit ce qu'on doit conserver d'un

certain passé et il décrète comment on doit penser à l'avenir.

En ce qui nous intéresse ici, constatons que Comte conserve de ce passé l'idée maîtresse de l'identité et de l'universalité de l'esprit humain ; il fortifie même cette idée de toutes ses forces, au point de faire de la sociologie une véritable religion de l'Humanité. Et constatons aussi qu'après lui, le rationalisme scientifique des temps présents est, moins encore s'il est possible que le spiritualisme théologique d'hier, capable de remettre en question ce principe élémentaire.

C'est cependant ce principe élémentaire que nous sommes obligés d'interroger au sujet des Germains d'aujourd'hui. Nous devons nous demander si, en contredisant par leurs idées et par leurs actes le type mental traditionnel, ils ne prouvent pas qu'ils ont en eux une spécificité différente de celle des autres hommes ; si l'antagonisme de pensée et de sentiments, de jugement et de morale qu'il manifestent en face des autres peuples ne provient pas d'une différence de *nature* dans leur humanité. Eux-mêmes nous l'affirment. Il paraît inadmissible, en effet, qu'une race entière déraisonne depuis plusieurs générations et il faut se demander s'il n'est pas possible qu'il y ait entre les Germains et les autres une différence, originelle ou acquise, mais spécifique. Leur âme, pour parler théologiquement, ou leur cerveau, en style matérialiste, serait conformé de telle façon que les Germains, qui ne sont pas une espèce anatomique, seraient *une espèce psychique du genre humain*.

§

Est-il besoin de prouver qu'il s'écartent du type mental universel ? Eux-mêmes s'en font gloire. De leur propre avis, cet écart ne consiste pas seulement dans leur prétention d'être une race supérieure. Il ne s'agit pas ici de ce qu'on appelle le « gobinisme ». Cette théorie est purement politique et sociale ; la psychologie et la métaphysique n'ont rien à y voir. Le gobinisme traite des degrés plus ou moins élevés dans la pratique humaine, mais seulement de degrés. Les dolichocéphales blonds seraient plus forts et plus intelligents, mais de la même force et de la même intelligence en soi que le commun des mortels.

Bien différente est la théorie pangermaniste, théorie qui est la foi, la logique et la morale des Germains, *en quelque point*

du globe qu'ils habitent. La question que soulève la philosophie pangermaniste est psycho-métaphysique. Elle prétend à une différence de nature, elle invoque des arguments originels et de création divine. La base fondamentale du système est le vieux dieu allemand, un dieu qui les créa, eux Germains, d'une pâte spéciale. Eux seuls l'intéressent, eux seuls aussi peuvent le comprendre et en Lui réside, pour les Germains seuls, l'essence d'une philosophie et d'une éthique inaccessibles aux autres hommes. Est-ce clair ? N'est-ce pas la réelle prétention d'être une espèce psychique du Genre Humain ?

Or, ceci n'est pas l'élucubration d'une secte politique ou religieuse. Avant la guerre, le pangermanisme était développé dans des livres et des journaux dont le public passait pour être restreint, parce que les chefs de file de la pensée allemande gardaient le masque. Ils se rendaient compte de l'effet ahurissant et ridicule que ces théories produisaient à l'étranger. Mais au bruit du canon, ils ont déchiré le voile et fait éclater leur propre foi. Tout ce que la Germanie compte d'intellectuels qualifiés, ses savants, ses philosophes, ses écrivains, ses poètes, ses ecclésiastiques de toutes confessions, a frémi d'enthousiasme, a approuvé le kaiser, les ministres, les députés, a proclamé le nouveau dogme et a affirmé sa volonté d'imposer au monde la métaphysique pangermaniste. Peut-on appeler cela la foi et l'œuvre d'une secte ? Bien mieux : les historiens prouvent que les origines de ce psychisme sont très anciennes et alors il devient surprenant jusqu'à l'incompréhension qu'une théorie, pour nous si extravagante, ait normalement grandi au cours des âges et atteint le degré d'évolution où on la voit. Voilà bien la cause du désarroi intellectuel du reste du monde dont nous parlions ci-dessus.

On dit parfois que la Kultur est un artifice imposé au peuple allemand par ceux qui l'ont conçu dans un but de domination politique. Les conséquences épouvantables de leur plan ne seraient qu'un phénomène passager, les effets fugaces d'une éducation de circonstance. Pure illusion, si on trouve, dans un lointain passé, toutes sortes de racines à la Kultur. Nous voyons aujourd'hui que cette religion spéciale a absorbé toutes les couches de la société allemande : n'est-ce pas à dire qu'une semence si anormale a dû trouver, pour pousser, un terrain également spécifique, une âme appropriée par nature à ce qui

ne serait ainsi une anomalie que pour les autres ? Ne doit-on pas aussi être frappé du fait évident que cette éthique n'aurait pu être apprise ou imposée à aucun autre peuple que le peuple allemand, quel que soit l'effort du Prince et de ses aides? Ne faut-il pas qu'ils aient un cerveau spécifique pour qu'à l'heure actuelle où le monde entier les accable et les hait, à cette heure où tous les abusés peuvent y voir clair et où les déments peuvent réagir sous la douche, il n'y en ait pas un seul qui se repente, un seul qui dise s'être trompé, un seul qui abandonne la religion excentrique du vieux dieu allemand et fasse retour à l'humanité ?

Qu'on ne donne pas comme exemple les très rares dissidents, militants socialistes ou amateurs et artistes cosmopolites que leur sens critique, leur tour d'esprit européen, leur sentiment de la civilisation universelle incite à mettre les choses au point et à blâmer leurs compatriotes. Cette attitude met davantage en lumière la distance énorme qui les sépare à la fois du bloc des intellectuels et de la masse qui vibre et agit sous leur influence. Du point de vue officiel et populaire, ce sont des métèques ou des dégénérés. Ils sont de bien peu de poids, ces dissidents, en face d'un Maximilien Harden dont le cas est typique et représentatif de l'ensemble des Allemands cultivés. Voici un homme supérieurement intelligent, connaissant à fond son pays et l'étranger, qui, avant comme pendant la guerre, a crié de toute l'énergie de son talent pamphlétaire les plus crues et les plus certaines vérités à son gouvernement. Ses écrits prouvent depuis de nombreuses années qu'il n'est pas en Allemagne d'homme plus averti, plus lucide, plus instruit des chemins que suit la Civilisation. Cependant, en fut-il de plus cynique, de plus féroce, de plus acharné au triomphe de la psycho-métaphysique kulturale ?

Que pèsent les dissidents à côté des Germano-Américains ? Ils n'ont ceux-là que les œillères qu'ils veulent bien avoir. Ils ne suivent pas l'entraînement du milieu. Ils ne vivent pas dans un bain de Kultur. Le plus grand nombre n'a jamais mis les pieds en Allemagne. Ils ne sont pas exposés à la démence collective. Et, d'emblée, les voici traîtres, félons, assassins, incendiaires, contre leur patrie d'adoption pour celle qu'ils ne connaissaient plus. Quel plus fort exemple de mentalité spécifique!

D'ailleurs, depuis un demi-siècle, les Germains s'efforcent de

donner au monde l'impression qu'ils sont ainsi constitués : différemment des autres hommes. Et on ne peut pas dire qu'ils n'ont pas réussi à donner cette impression à maints gouvernements, lorsque sont devenus patents la préméditation pangermaniste, le calcul et l'organisation méthodique de la sauvagerie, la conscience absolue du but et des moyens, les causes accumulées et les effets prévus jusqu'aux détails les plus horribles... De ces gouvernements qui ont été paralysés d'effroi par les hurlements des hordes germaniques, je n'en citerai qu'un, celui dont l'attitude a causé dans le monde un étonnement qui peut-être ne s'apaisera jamais : le gouvernement de l'Eglise Catholique. Il est bon de commenter brièvement son attitude, parce qu'elle donne une réponse singulièrement affirmative à la question d'espèce psychique ici posée.

En sa qualité de puissance spirituelle, le Saint-Siège devait être le premier à prendre en mains la défense de la Belgique, par ailleurs nation essentiellement pratiquante. Ce fut une stupeur générale de voir le Pape garder le silence. Même aujourd'hui, malgré la preuve lumineuse des atrocités du début, après deux ans de violation quotidienne du Droit et de la Justice, malgré le martyre des prêtres, les messes noires, le pillage des églises, et malgré les documents et les supplications que les évêques belges sont allés lui porter à Rome, le Pape refuse non seulement de protester, mais encore de se prononcer publiquement. Il ne protestera jamais, parce que les raisons de son silence subsisteront après la guerre. La Papauté, en effet, a compris qu'avec la mentalité allemande elle se trouvait en face de catholiques capables d'aller jusqu'au schisme, donc de catholiques anormaux. Elle s'est rendu compte que la seconde moitié de l'Allemagne était prête à passer au protestantisme si le Souverain Pontife ne gardait pas une attitude strictement neutre au sujet des Belges. La neutralité du Pape devant le viol, le meurtre et le pillage systématiques, annoncés à l'avance, ordonnés par les chefs, voilà une chose qu'on n'aurait pas imaginée avant la guerre. Le Pape a accepté ce renoncement à ce qu'on croyait être son premier devoir. Pour tous, c'est une honte; pour l'Eglise, c'est une règle traditionnelle de sacrifier la religion à la politique religieuse. Le Saint-Siège est un gouvernement et non pas un concile. Benoît XV est pape, il doit être pape et non pas prêtre ; chef

d'État et non prédicateur. Ayant à choisir entre abandonner les Belges à leur malheureux sort et le risque de voir la moitié de l'Allemagne se détacher de la communauté romaine, il n'a pas hésité et aucun de ses prédécésseurs n'eût hésité. D'une part, que peut perdre l'Église à sacrifier les fidèles de Belgique et de France ? Fort peu de chose, et elle le sait. Ne connaît-on pas la discipline absolue de l'église de France et des pays latins? Quoi qu'il arrive le Pape sait qu'on lui donnera raison : c'est une nécessité de la vie des partis politiques chez ces peuples. Son abandon sera nié, expliqué, transformé peu à peu en une attitude de faveur. Il lèvera le petit doigt et les fidèles de France se prosterneront. Il suffira de mêler à l'affaire un peu de politique intérieure, d'y faire entrer la passion des partis et tout sera dit. Personne n'en doute. Pourquoi donc risquer en Allemagne un schisme si important, surtout dans un siècle où, par suite de l'affaiblissement du sentiment religieux, la grande préoccupation des Papes doit être de sauver les apparences, de faire nombre, pour garder l'illusion que partout la foi subsiste ? Alors, le Pape a toléré et tolère chaque jour les pires hérésies de la part des prêtres et des fidèles d'outre-Rhin ; les excitations au massacre, au vol, à l'incendie du haut de la chaire; le nom et la personne du Christ mêlés aux plus abracadabrantes fantaisies pangermanistes ; le Dieu des chrétiens dont il est le Vicaire devenu un Moloch sanguinaire ; le dogme faussé et commenté en faveur de gestes et de théories effroyables ; d'éminents ecclésiastiques signant le manifeste des intellectuels qui est la profession de foi la plus matérialiste qu'on puisse écrire, tandis que des Lamennais et des Didon ont été châtiés pour mille fois moins. Le Pape tolère tout, parce qu'il sait bien, lui, que la mentalité germanique n'est pas semblable aux autres dans son fond et dans sa nature ; il sait qu'il ne faut pas en user avec elle comme avec la mentalité humaine traditionnelle, celle générale et unique de saint Thomas. Voilà le mobile secret de l'attitude du Vatican : c'est un mobile politique basé sur une profonde psychologie.

§

Le monde entier est donc pleinement édifié aujourd'hui sur cette désharmonie des Allemands et du reste des hommes. Mais tandis que les uns, passivement neutres, la constatent

simplement comme un fait pénible; tandis que d'autres l'attribuent à une erreur coupable, mais passagère d'un peuple en proie à une crise d'orgueil; tandis que la plupart enfin appellent cette dissonance, sans exemple dans le passé, crime d'un homme, le Kaiser, et folie collective d'un peuple surchauffé par ses dirigeants, — nous ne pouvons admettre ici : ni qu'on se trouve en présence d'un fait si fantastique sans en chercher l'explication ; ni qu'on appelle crise passagère un phénomène que nous savons calculé savamment et de si longue date, qui a de si lointaines origines et qui a évolué si régulièrement depuis que les anciens Romains l'avaient soupçonné ; nous ne pouvons admettre enfin qu'un peuple entier entre en démence, et l'expression de folie collective, expression de style qui fait image, est sans valeur scientifique. C'est pourquoi nous avons prononcé plus haut le mot d'espèce psychique par analogie avec espèce au sens anatomique.

Cette proposition est-elle si extraordinaire ? Elle l'est pour l'intelligence courante, moulée sur des poncifs séculaires, ceux-là même des saint Thomas et des Comte. Si bien que, par suite d'une hérédité et d'une éducation « formelles », *nous confondons les manières de voir et de penser classiques avec la raison tout court.* Mais vraiment, les truismes philosophiques sont-ils autre chose que la codification de certaines conventions nécessaires à la vie sociale? Ce qu'on nomme les caractéristiques de l'esprit humain, les principes essentiels, bref le formulaire du mécanisme de l'intelligence, qu'est cela? Un amas d'axiomes ancestraux auxquels on obéit.

On dira : « Si conventions il y a, elles ont acquis droit de cité, elles sont des bases positives pour la pratique et, dès lors, que nous importe qu'elles soient fausses métaphysiquement? Les questions métaphysiques sont inexistantes ; prenons les faits tels qu'ils sont sans en chercher l'origine et la nature. La raison, ses principes et son identité universelle sont des faits ; la conscience est un fait, la loi morale est un fait. Partons de tout cela sans nous égarer au fond, dans l'insoluble et l'inconnaissable. »

Des faits! On appelle cela des faits! Quotidiennement la raison, la conscience, la loi morale s'expriment différemment selon les hommes et, chez le même individu, suivant l'heure, l'humeur, le climat, et on prend cela pour une base positive!

Non seulement il n'y a pas de vérité absolue, mais encore il n'y a jamais eu de vérité humaine. S'il y en avait une, elle se confondrait avec la vérité scientifique. Or, la science proclame que ce qu'elle donne comme vérité est simplement une probabilité relative et provisoire, acceptable pour aller plus loin dans l'étude, nécessaire pour se mettre à l'abri d'un nirvâna contraire à notre instinct actif. Acceptons-la parce qu'il nous plaît d'en user, mais sachons-le et soyons des dupes volontaires. Et puisqu'il n'y a pas une vérité scientifique définitive, que peut signifier une vérité de provenance philosophique? La philosophie n'est même pas une branche de la science. Elle est un art ; un art qui consiste non pas à savoir, mais à imaginer ce qu'on ne sait pas. La prétendue évidence des principes philosophiques ne repose sur rien d'autre que le sens commun et le consentement universel, bases éminemment subjectives. Pourquoi serait-il défendu de prétendre que ces principes laissent la place à des exceptions?

On ne peut pas sortir de la biologie sans tomber dans la métaphysique. Or la science n'est pas encore arrivée à des résultats qui permettent de traiter scientifiquement le problème de l'esprit. C'est pourquoi les adeptes de la psychologie expérimentale, après quelques essais, ont dû s'arrêter net; ils sont obligés d'attendre. En dehors de ces sages, dont le sens positif se double d'un tempérament calme, nous voyons, aujourd'hui comme hier, que tout travail philosophique est œuvre de rhéteur ou fantaisie d'artiste.

L'éternelle dissertation commencée, disent les manuels, avec Thalès inscrit dans l'histoire un tracé des plus simples. Pendant l'antiquité et au moyen âge, elle proclame : tout se ramène à une forme de l'absolu et tout s'offre objectivement à l'esprit de l'homme. C'est la formule que saint Thomas croyait avoir gravée définitivement au frontispice des Ecoles. Après lui, on gratte peu à peu le vieil axiome et, cinq siècles plus tard, Auguste Comte constate et proclame qu'il n'a plus de valeur. Alors commence l'ère scientifique. Aujourd'hui la dissertation philosophique démontre que tout est relatif et les progrès de la biologie cérébrale conduiront fatalement au subjectivisme intégral. De même qu'il n'y a pas de maladie : il n'y a que des malades ; de même il n'y a pas de psychologie : il n'y a que des cerveaux. Il faudra plusieurs généra-

tions pour mettre au point la formule de demain, mais elle dira qu'il ne saurait y avoir une activité psychique distincte de l'activité physiologique. La seule distinction ressortit à la nature inconnue de ces activités et non pas à leur fonctionnement. Ainsi sera close l'ère des inductions idéologiques qui bat son plein de nos jours, après avoir succédé à l'ère des affirmations théologiques.

Rien ne s'oppose, par conséquent, à ce que l'empirisme scientifique évolue et rectifie, s'il y a lieu, les concepts rationnels. L'identité universelle de l'esprit humain fait partie de ce bloc de principes qui peuvent subir d'indéfinis contrôles et retouches. Le cas des Germains doit être examiné sous cet angle. Leurs idées et leur conduite sont anormales; ils ne le nient pas, ils s'en font gloire. Ils prétendent être pourvus d'une âme spécifique, de qui ils tiennent une base intellectuelle et morale différente de celle des autres hommes. Dire que cette prétention est absurde serait commettre nous-mêmes une absurdité, car nos conventions et notre philosophie artificielles manquent d'autorité pour résoudre un tel problème.

Il serait d'autant plus intéressant de se faire une opinion que cette opinion pourrait être une arme très efficace et des plus solides pour défendre contre le psychisme de l'espèce germanique notre psychisme personnel, c'est-à-dire celui de l'immense majorité, celui de tant de siècles évolutifs, celui de l'humanité en général. En attendant que la biologie plus mûre permette à la psychologie de s'évader de l'art philosophique, ne nions pas et méfions-nous. Peut-être prouvera-t-on un jour que nous n'avons pas à lutter contre des bandits responsables et coupables, mais contre des fauves inconscients de par leur instinct spécifique.

Au milieu des sages et géométriques étoiles zigzaguent follement les comètes. Existe-t-il aussi dans le Genre Humain une race de cerveaux paraboliques?

GEORGES DAUVILLE.

SUR L'ENSEIGNEMENT DES BEAUX-ARTS

—

> A toute époque, la sculpture, la peinture, offrent non seulement des modèles à l'imitation, mais les textes les plus féconds à l'initiation intellectuelle. Ces textes se marient à merveille à ceux de la littérature, les suppléent. Ce que Rabelais, Shakespeare, ne peuvent exprimer de telle idée, de telle nuance, de tel aspect de leur siècle, est dit par Vinci, par Corrège, par Michel-Ange ou Jean Goujon.
>
> MICHELET.

Ce n'est pas seulement par nos littérateurs et par nos écrivains que notre influence se fait sentir à l'étranger. C'est aussi et surtout par nos artistes. Pour eux, d'ailleurs, l'étranger n'a pas besoin de s'en rapporter à des traductions. C'est à la source même qu'il puise et leurs œuvres parlent pour toute la terre le même langage. Les artistes, surtout les peintres et les sculpteurs, tant anciens que modernes, sont les plus grands propagateurs de notre civilisation. Leurs interprétations de la vie et de la nature se répandent par leurs œuvres. Un exemple : les Américains, malgré le petit nombre d'œuvres françaises qu'ils possèdent, viennent en foule apprendre dans nos musées et se « fournir à Paris », sachant que le bon goût est l'apanage de la France.

Malheureusement, chez nous-mêmes bien peu connaissent nos grands maîtres. Les gloires artistiques de la France ne sont-elles donc rien que l'on ne s'inquiète pas de les faire connaître? Il faut vraiment à un Français une volonté de savoir

pour avoir des notions d'histoire de l'art. Nous constatons volontiers avec un sourire que les étrangers visitent p[illegible]re nous les chefs-d'œuvre de nos musées. La grande majorité des Français est trop confiante dans l'instinct artistique de la race: le bon goût inné, l'intuition du beau nous suffisent ; on se préoccupe trop peu de cultiver ces dons par l'étude du passé ; la richesse de la production artistique contemporaine nous absorbe et nous détourne de l'histoire de l'art.

Quelques érudits, un certain nombre d'amateurs, quelques marchands se tiennent au courant. Cela ne suffit pas. L'histoire de l'art ne doit pas demeurer le domaine de rares élus. Ses résultats doivent être intensément vulgarisés. Les conséquences sociales et nationales d'une éducation artistique étendue n'ont pas besoin d'être rappelées.

D'où vient cette indifférence du grand public? — C'est qu'il n'a pas été préparé à cette étude; on n'a pas enseigné à nos écoliers les éléments de cette science. Nos gloires sont nombreuses ; l'histoire nous apprend celles militaires et politiques, chaque autre science les siennes propres et pour former l'esprit de nos enfants on recourt surtout à nos gloires littéraires. Mais nos artistes sont complètement exclus de nos programmes d'enseignement.

Tout ce que nous avons appris, ce fut par bribes et par morceaux. Une anecdote, un roman, une image nous ont donné un vernis, non pas un fond solide de connaissance.

Voilà pourquoi les groupements très compétents qui étudient l'histoire de l'art voient leurs revues, leurs bulletins végéter, sans susciter l'intérêt dont ils sont dignes. A l'étranger, les historiens d'art foisonnent. En dernier lieu, les Allemands s'étaient attaqués aux artistes français ; leurs compilations étaient assurées d'une propagation très grande et notre réputation artistique mondiale allait subir là un rude assaut; car l'impartialité scientifique allemande est au moins douteuse. Nous ne devons pas nous en remettre à d'autres pour perpétuer la compréhension de notre goût. Il est d'intérêt national de répandre notre sentiment de l'art. L'histoire n'en sera faite avec pénétration et sincérité que par nous-mêmes.

§

Pour donner au public français les bases d'une éducation

artistique il faut que l'histoire de l'art soit enseignée dans les écoles.

Jusqu'à présent, dans l'enseignement secondaire, les programmes n'en font pas mention. Tout au plus dans les cours d'histoire, à propos de chaque période, on consacre quelques pages en fin de chapitre aux « Lettres, Sciences et Arts » à telle époque. C'est une kyrielle de noms, sans commentaire, propre à rebuter plus qu'à séduire.

Dans l'enseignement supérieur, cette science a bénéficié d'une chaire. Mais les cours professés, par des maîtres d'ailleurs compétents, sont facultatifs. Nos licenciés, nos agrégés, nos docteurs chargés d'enseigner les lettres, la philosophie, l'histoire sont officiellement autorisés à tout ignorer de nos productions artistiques. Du reste, un enseignement supérieur suppose à sa base un enseignement élémentaire.

C'est ce qu'il faut organiser.

Evidemment, les programmes sont très chargés. Comment y greffer cette branche nouvelle ? La chose est possible de plusieurs manières :

D'abord, dans les classes de lettres, les exercices littéraires pourraient être étendus à des sujets d'histoire de l'art. Les sujets de composition française y gagneraient en nouveauté. Au lieu de demander à nos élèves de comparer le sentiment de la nature dans Lamartine et Chateaubriand (ce qu'ils font à coups de manuels), on pourrait leur dire : « Allez au Louvre, voyez des œuvres de Millet et des œuvres de Claude Lorrain ; donnez votre impression sur leur interprétation de la nature. » De tels canevas feraient appel aux mêmes qualités d'observation, d'esprit critique, de style, d'érudition historique et amèneraient le maître à enseigner des notions précises d'histoire de l'art.

De classe en classe les élèves amasseraient des connaissances artistiques élémentaires. Les professeurs de lettres feraient concorder cet enseignement de l'art avec l'enseignement de l'histoire générale. Ce synchronisme de l'étude des œuvres d'art avec l'étude des littératures et de l'histoire proprement dite compléterait l'enseignement sur les mœurs, les faits, les goûts, l'esprit d'une époque. Des albums, des reproductions, des gravures, des collections de documents garniraient la bibliothèque de la classe et seraient certainement très volontiers consultés.

En second lieu, l'enseignement secondaire, tout en ayant égard à l'encombrement des programmes, pourrait assurer une place spéciale à l'histoire de l'art. Cette matière pourrait être réservée à l'une des divisions entre lesquelles les élèves ont à choisir : le baccalauréat avec mention « Lettres pures » ou « Latin-Langues vivantes » pourrait comprendre une épreuve de cette sorte. Les jeunes gens ayant un goût spécial pour cette étude, et entrevoyant l'utilité pour leur carrière de ces connaissances élémentaires, choisiraient cette « matière à option ». Et ce serait un public tout désigné pour les cours supérieurs.

L'organisation de cet enseignement secondaire est, on le voit, un problème facile à résoudre, et d'heureuses tentatives ont été faites pour composer des livres attrayants illustrés à souhait. A côté du livre, l'enseignement par la projection a pris un remarquable développement, surtout en Amérique où une grande partie des classes se passe à faire défiler des vues sous les yeux des élèves. On a fait de grands efforts pour développer l'usage du cinéma scolaire; au point de vue de l'histoire de l'art, il est sans emploi. Seule la projection fixe est indiquée. Elle permet l'étude attentive des explications du professeur, et seule elle a le degré de finesse suffisant pour la connaissance de l'œuvre d'art, permettant la projection de détail à des échelles variées, jusqu'aux dimensions mêmes de l'original. En dehors des vues sur verre difficiles à manier et à transporter, on fait actuellement des vues fixes sur film, offrant les mêmes qualités.

Ces vues seraient complétées heureusement par des autochromes, ou des moulages pour la sculpture, précieux si l'on est loin des grandes villes où la visite des musées reste le moyen de choix.

Une idée directrice pourrait être les ynchronisme entre l'histoire proprement dite, l'histoire des littératures et l'histoire de l'art. Une autre règle serait de ne pas chercher à donner aux élèves une teinte générale et superficielle, mais plutôt un fond solide et précis. Il importerait que les jeunes esprits ne soient pas amenés à adopter des formules toutes faites d'appréciations littéraires sur les œuvres d'art. Il faudrait aussi ne pas former des générations animées d'un esprit de dénigrement. Evidemment il ne faudrait pas tout louer et inspirer une

admiration béate pour tous les artistes également. L'histoire comporte une part de louange ou de blâme. Mais l'enseignement de cette science a pour but de faire savoir pourquoi tel artiste est déclaré grand, quelles sont les qualités qui lui ont valu l'applaudissement de son temps ou de la postérité, en quoi il exprime le sentiment d'une époque et le tempérament de sa lignée : discerner le beau et le faire aimer. La critique n'est pas toujours aisée, si elle veut être impartiale et juste. Il s'agit moins de paraître avisé, subtil, que d'enseigner le résultat d'une consciencieuse recherche.

Il serait nécessaire avant tout de mettre sous les yeux de nos écoliers des documents sains et abondants : le plus souvent possible les œuvres elles-mêmes, par les musées et les expositions ; — à défaut, on aurait des reproductions fidèles et nombreuses. Ce n'est pas là une difficulté, car les historiens d'art, augmentant en nombre et voyant l'importance de leur rôle enfin reconnue, collaboreraient à cet enseignement par l'organisation, à Paris et en province, d'expositions vraiment édifiantes, méthodiques, pourvues de catalogues raisonnés, vraiment historiques et scientifiques. Les historiens d'art, sûrs de voir le nombre de leurs lecteurs s'accroître, donneraient à leurs publications une allure, une vie nouvelle. L'intérêt s'éveillant autour d'eux, leur travail serait plus intensif, ils produiraient plus et nous doteraient des études documentaires qui nous font déplorablement défaut à l'heure actuelle. Il y aurait dans ce domaine une activité qui prendrait un triple caractère : enseignement supérieur et secondaire — vulgarisation — travail scientifique.

§

La vulgarisation de nos chefs-d'œuvre artistiques et de la vie des grands maîtres est une entreprise déjà ancienne. Tentée de cent façons, elle a cependant peu contribué à l'édification du grand public. Cela pour deux raisons : la première est l'absence chez ce public de connaissances précises élémentaires, défaut signalé plus haut et dont le seul remède est l'enseignement scolaire de l'histoire de l'art. L'autre raison est l'absence de caractère scientifique de la plupart des travaux de vulgarisation.

Vulgariser, ce n'est pas écrire de plaisantes fantaisies sur un sujet sérieux. C'est mettre la science et ses difficiles pro-

blèmes à la portée de lecteurs non spécialisés. C'est donner en langage clair les résultats acquis, les faits certains, les documents indiscutables.

Le choix qui doit être fait entre les divers éléments du travail complexe de la science est des plus difficiles. Vulgariser, ce n'est pas donner crédit à des anecdotes ressassées, faire de la littérature à propos d'un peintre ou d'un sculpteur.

Ce doit être, au contraire, faire œuvre de vérité et de simplification et il n'y a qu'une bonne façon d'instruire : c'est de mettre sous les yeux du public l'œuvre de l'artiste en d'exactes reproductions.

Nos musées sont riches en chefs-d'œuvre et la matière ne manque pas à qui veut s'instruire. Mais il faut être guidé, et des expositions devraient être organisées de telle sorte qu'il en résulte un enseignement précis, concret. Mettre dans une salle les tableaux d'un même peintre ou d'une même école, jusque-là épars dans des musées ou des galeries privées, les classer dans un ordre raisonné, établir un catalogue méthodique et complet faisant connaître la vie des artistes, leur place dans l'histoire de l'art et rappelant les faits historiques de leur temps, annoncer et commenter dans la presse cette exposition comme on fait d'une pièce de théâtre ou d'un livre récent, c'est mettre les amateurs d'art en mesure de s'instruire sérieusement et facilement.

§

Au-dessus de cet enseignement et de cette vulgarisation, l'histoire de l'art en tant que science doit prendre tout le développement nécessaire.

La méthode est tracée par le but même de cette science.

L'objet de l'histoire de l'art est de conserver leur intégrité à des œuvres que le temps laisserait oublier. L'historien coordonne les données éparses; il met à la portée du présent les détails inconnus et les faits certains du passé; il environne une œuvre de tous les renseignements relatifs à sa production; il fait connaître la vie d'un artiste, les influences de métier, les circonstances sociales, politiques, etc., où a évolué son génie.

L'historien d'art préserve de l'oubli les gloires nationales.

Car il ne suffit pas d'une statue ou d'un nom gravé sur le marbre pour perpétuer un souvenir. Un monument peut perdre toute signification en peu d'années; un nom peut n'évo-

quer aucune notion dans l'esprit. Des recueils de faits, des commentaires, des reproductions d'œuvres sont d'un autre pouvoir. Par là sont connus l'homme et l'œuvre.

L'histoire de l'art se propose de maintenir la compréhension d'œuvres anciennes chez des générations de mentalité nouvelle. Elle rend saisissables les idées et les conceptions du passé.

L'histoire de l'art, comme toutes les sciences historiques, doit reposer sur des bases solides. L'élément principal de la connaissance, c'est l'œuvre de l'artiste. L'historien d'art a cet avantage considérable d'avoir à sa portée la matière même de son travail. Il faut qu'il entre en contact direct avec l'artiste par son œuvre.

Il est entendu que les musées de France possèdent des pièces incomparables. Les plus importantes productions y sont rassemblées. Les musées de l'étranger sont aussi pourvus d'œuvres belles et variées. Cependant, la documentation de l'historien ne peut pas se borner aux musées. Il lui faut de plus consulter les galeries particulières. L'accès n'en est pas toujours facile; les collectionneurs craignent de voir dénigrer des richesses chèrement assemblées. Mais l'historien de l'art rentrera en confiance auprès des amateurs à mesure que son influence s'accroîtra par la diffusion de l'enseignement artistique. Il sera aisé d'apprécier le caractère scientifique de ses recherches désintéressées. Les documents nécessaires s'offriront d'eux-mêmes. Il s'établira une sorte de collaboration générale par des sociétés privées sans cesse plus nombreuses, ou par quelque autre procédé de liaison entre historiens et amateurs.

Les livres documentaires d'Histoire de l'Art seront de deux sortes :

D'une part, l'ouvrage consacré à toute une *période*, expliquant les tendances, l'esprit d'un moment, d'un siècle, d'un pays, ou envisageant toute une *école*, ses attaches, son épanouissement, sa descendance.

D'autre part, le livre se limitant à un sujet plus restreint, mais avec l'abondance de détails que permet une étude plus définie : monographie d'un artiste, catalogue de ses œuvres, avec grand luxe de reproductions.

Ces travaux sont dès à présent réalisables, les historiens

d'art ne manquent pas, travailleurs, méthodiques, érudits et doués des qualités des vrais savants. C'est le public qui manque. Le jour où les lecteurs seront nombreux, quand on pourra avoir la certitude d'un « grand tirage » pour un ouvrage documentaire d'histoire de l'art, alors le principal écueil sera évité et rien n'empêchera de publier d'admirables travaux richement illustrés et scientifiquement documentés.

GEORGES WILL.

DANS LES REMOUS DE LA BATAILLE

(DES ARDENNES A PARIS PAR RÉIMS)

(*Suite* [1])

—

Samedi 29 août. — Je ne sais si, cette nuit, le canon s'est arrêté de tonner. Je me suis endormie dans le grondement, et l'aube m'a réveillée dans un crescendo de l'orchestre. Ah ! la puissante musique, et combien, au prix d'elle, apparaît mesquin le souvenir des concerts donnés avec les instruments de convention ! Voilà bien la maîtresse symphonie, dont vibrent éperdument les ondes aériennes ! Le roulement trépidant des batteries sur le macadam de la route, le ferraillement des fourgons, le cliquetis des armes, le pas des chevaux et celui des hommes sont les accompagnements normaux et le prolongement du grandiose leitmotiv. Les yeux se ferment, l'oreille se dilate, le cœur bat, la respiration s'arrête, la sueur perle, mille visions se dressent. Par instants, une détonation gigantesque, l'explosion d'une mine : c'est cent milliards d'éclairs et de tonnerres qui se déchaînent ensemble et ébranlent la terre. Et ce n'est point de terreur que je suis émue en ce moment. Je subis un envoûtement ; l'enthousiasme circule avec mon sang, qui charrie l'intrépidité des sauvages ancêtres aimant la bataille ou allant au supplice en chantant. Mais cela n'est qu'une illumination. Je me reprends vite à réfléchir que le temps presse, que je n'ai pas le loisir de m'abandonner à ce charme insolite.

Pendant que je termine les préparatifs de départ, dehors,

(1) Voy. *Mercure de France*, n° 434.

sous la chaleur torride, c'est un enchevêtrement, un fourmillement de matériel militaire, parmi lequel se déroule sans trêve le film dramatique de l'émigration : piétons, charrettes et chariots bondés d'objets hétéroclites, sur lesquels sont couchés des vieillards et des malades abrités d'une bâche tendue et soutenue par des bâtons fichés aux quatre coins du véhicule. Des vaches, des poulains, des veaux sont poussés au petit bonheur dans ce fouillis. Les gens sont mornes, toujours. Je remarque que beaucoup ont revêtu leurs plus beaux habits, pensant probablement que ce serait autant de gagné sur l'ennemi. Et c'est un spectacle lamentable et ridicule que de voir des femmes à l'allure provinciale et campagnarde clopinant sur les talons Louis XV éculés par la marche, suffocant dans les corsets droits et les collantes jupes fripées et salies, arborant sur leurs fronts humiliés des chapeaux garnis de prétentieux panaches et exhibant, par l'échancrure de chemisettes décolletées, des gorges recuites par le soleil. Des gendarmes à pied, à cheval et à bicyclette dirigent et font circuler tous ces effarés, comme un bétail, dans la direction du midi ; car si par malheur le cortège s'arrêtait, le tohu-bohu deviendrait inextricable. Parmi les fuyards, nous reconnaissons des personnes de villages voisins, dont les visages, naguère joviaux et prospères, sont aujourd'hui tirés et amaigris. Nous leur crions : « Comment, c'est vous ! Que se passe-t-il? » Ils lèvent vers le ciel leurs regards désolés et, tandis que les gendarmes leur font signe de ne pas s'arrêter, ils balbutient quelque chose que le tumulte empêche d'entendre.

A midi, frôlant les volets mi-clos de la cuisine, où je suis occupée, défile une suite dont l'apparition me bouleverse. En tête marche un prêtre de haute taille, le visage ruisselant de sueur ; il tire par la bride un cheval attelé à une charrette où siègent, chacun dans un fauteuil, un homme et une femme semblant avoir atteint les dernières limites de l'âge et de l'infirmité. Derrière, s'avance un groupe de piétons en lesquels je reconnais bon nombre d'habitants de Neuville et de Day, villages situés à quatre et cinq kilomètres au nord de Roche. Je sors. Le curé de Neuville — car c'est lui — explique à des voisines, accourues aussi, que des batteries françaises sont depuis le matin postées sur les hauteurs de Neuville et de Voncq et qu'il a cru devoir soustraire ses grands-parents aux

risques d'un proche combat d'artillerie. Il les emmène au hasard, vers le sud. Il ne poussera pas d'ailleurs plus loin aujourd'hui et passera la nuit avec ses vieux à Roche, dans une ferme amie. Ses paroissiens, eux, poursuivent leur chemin. Le flot, canalisé par les gendarmes, s'éloigne.

Voici que descendent et passent en foule les gens de Rilly, de Semuy, de Voncq, d'Attigny même. Chez nous, ils sont en pays de connaissance. Aussi, c'est une précipitation, une bousculade vers les maisons et vers les puits. Ils sont partis de chez eux en hâte, sous le coup de l'émotion, sans rien prendre, et ils défaillent de besoin, de chaleur. Maintenant, certains laboureurs de Roche, qui ce matin encore engrangeaient du blé, sont dans la consternation. Ils commencent à comprendre qu'en effet leur travail a été vain et qu'il portait à faux. La question du départ se pose aussi pour eux, et, au point où semblent en être aujourd'hui les opérations militaires, ils n'auront le temps de sauver que bien peu de chose. De même que les autres, il leur faudra s'arracher à presque tout ce qui les retient au pays.

Nelly entre en coup de vent : « Mon oncle, avez-vous une place pour moi et Hélène dans l'auto ? » Nous voici fort embarrassés. Le loueur s'est engagé à conduire deux personnes et non quatre. Si de la prendre avec nous est impossible, nous lui disons du moins de se faire conduire dans sa voiture, par son domestique, sans aucun retard, à Reims, où nous lui fixons rendez-vous. « C'est que, répond-elle, je n'ose pas contrarier mon beau-père. Il me fait honte d'avoir peur, me blâme de vouloir m'en aller, dit que toutes ces craintes sont des bêtises, et que ceux qui fuient sont des fainéants. Et puis, je ne voudrais pas le priver du domestique et de la jument, dont il a besoin pour moissonner les avoines. » Toujours la moisson pour le roi de Prusse ! De fait, à cet instant, le beau-père sort de la cour de la ferme, assis sur le siège d'un râteau mécanique. Il n'ira pas bien loin dans cet équipage. Une colonne d'infanterie pénétrant dans le village le refoule, et il rentre chez lui furibond, maugréant contre ceux qui ne font rien et empêchent les autres de travailler.

Pour un pur paysan, quiconque ne travaille pas la terre ne fait rien. Ils ne semble pas être des paresseux, pourtant, ces soldats qui s'avancent, hâves, exténués, couverts de poussière

et de sueur. Pas un officier ne les conduit. Quelques-uns, épuisés, se laissent choir sur les talus de la route en déclarant ne pouvoir faire un pas de plus. A défaut d'autre chose, nous leur portons des seaux remplis d'eau fraîche, où ils puisent avec avidité. Les sous-officiers, attentifs, leur recommandent de ne pas trop boire, car ils se feraient du mal. Ce sont les restes d'un régiment de Bretagne, conduits à dix kilomètres en arrière du front de bataille, afin de leur donner un peu de repos. Il ne leur est pas permis de s'arrêter dans le village; ceux qui se sont affaissés seront ramassés par les voitures régimentaires. D'où viennent-ils? Qu'ont-ils vu? Nous désirerions ardemment savoir. Ils ne répondent pas, peut-être répondre leur est-il défendu.

Cinq heures. Un de nos fermiers se rend en voiture à Attigny. Mon mari le prie de voir l'automobiliste et de lui demander si nous devons toujours compter sur lui. Depuis le matin, en présence du mouvement extraordinaire, Pierre me répétait : « Nous ne pourrons nous en aller, tu verras; c'est aujourd'hui qu'il eût fallu partir, demain il sera trop tard. » Je lis dans son attitude que les événements l'intéressent énormément, et je sens que s'il désire être loin, c'est pour me voir en sécurité. De même moi, si je regrette d'être encore à Roche, c'est parce que je crains pour lui et que je le sens plus exposé que moi-même aux vexations de l'ennemi. Il faut bien avouer que, sauf cette crainte réciproque, la page de vie qui s'offre à nous présente trop d'intensité pour que nous ne nous y attachions passionnément.

Le chant du canon est une puissante berceuse. Maintenant que les gendarmes ne les harcèlent plus, les émigrants s'affalent sur la terre, à côté de leurs paquets, et s'organisent pour passer la nuit, sans réfléchir, tant leur fatigue est grande et leur stupeur profonde, qu'il leur faudrait manger. Leurs enfants, insoucieux et plus osés, quêtent par le village. On leur donne ce qu'on a : peu de chose, hélas ! du lait, du bouillon, des légumes, des fruits, les œufs du jour.

Le soleil se couche; au-dessus de la prairie monte un brouillard léger et frais. C'est le crépuscule. A ce moment je suis en haut, dans l'atelier, songeant à Nelly dont les préparatifs de départ sont terminés. Tout soudain, une effroyable détonation et un fracas d'écroulement ébranlent la terre. La maison, je

crois, s'est soulevée sur sa base; les vitres ont grelotté à se rompre, les meubles et les toiles ont dansé, se sont entrechoqués. La commotion a été si forte que je suis tombée sur les genoux. Je m'imagine que le village est bombardé. D'en bas mon mari me crie : « Isabelle, es-tu là ? — Oui. Qu'est-ce, ce bruit ? Allons-nous-en, sauvons-nous ! » Je descends en courant, tenant la valise d'une main, de l'autre mes habits de sortie. Je hèle Nelly : « Prépare-toi vite, prépare Hélène, il faut s'en aller de suite. — Pourquoi, ma tante ? — Tu n'as donc pas entendu : c'est la bataille ici. Tout va être écrasé. Mais hâte-toi donc ! » Elle me regarde, ébahie. En moins de deux minutes, je suis habillée et chaussée. Pierre, qui est sorti un instant et que j'appelais à grands cris, rentre et avec calme me dit que c'est le pont de Rilly-aux-Oies qui vient de sauter. « Quoi ! tu es habillée ? interroge-t-il, étonné. Tu as peur ? — Je ne veux pas que nous soyons écrasés, fais-je un peu rassurée, et je tiens à être prête à tout événement. »

Le fermier, retour d'Attigny, s'arrête devant la porte et nous apprend que le voyage en auto est devenu impossible : le loueur est réquisitionné avec sa machine pour demain matin. Nous nous y attendions. Le fermier nous explique en outre que l'armée française est massée dans les terres entre Attigny et Roche; que, de l'autre côté du canal, vers Saint-Lambert, les Marocains sont campés ; la vallée est noire de troupes ; aux alentours, sur les hauteurs, l'artillerie est braquée.

Débouchant du nord et de l'ouest, un escadron de cavalerie s'engouffre à Roche. Les hommes, sous le manchon kaki de leurs casques, ont le visage brun, les yeux noirs, et leur accent chanteur indique qu'ils sont du Midi. Bruyants, hâbleurs, goguenards, fats, il ne semblent pas éprouvés par les privations ni la fatigue. Ils entrent en maîtres partout et exigent bien haut leur dû. La plupart des émigrants abrités dans les bâtiments sont obligés de décamper devant eux. Leurs chevaux sont mis à l'attache dans les écuries, les cours et les granges, dans les rues même. Les villageois, tout de suite, détestent ces hommes ; on ne leur consigne pas les portes parce qu'on n'en a pas le droit, mais on leur laisse voir le peu de sympathie qu'ils inspirent. Après eux, viennent se ranger devant notre maison des voitures d'ambulance. Les chevaux et les mulets

sont dételés, mais point dégarnis ; on leur donne à manger sur place. Nous avons deux médecins-majors à loger.

Voici donc la veillée d'armes. Le canon, en roulements prolongés, approfondit la nuit. L'explosion de tout à l'heure m'a été l'avertissement de me tenir sur le qui vive. J'ai le pressentiment très fort que la fin de tout va survenir. Je vois d'avance le choc dans le village même, les habitations croulant sous la mitraille et l'incendie. Pierre me questionne : « As-tu peur pour toi-même ? Crois-tu pouvoir supporter l'émotion du combat ? » Je réponds : « S'il ne s'agissait que de moi, je ne demanderais qu'une chose : voir la suite. » Comme il est faible encore, il monte alors se mettre au lit. Les majors, dont les cantines sont apportées, font prévenir qu'ils ne mangeront pas chez nous.

Voir la suite ! Oui, j'ai ce désir ; mais il ne va pas jusqu'à me faire consentir à m'immoler, ni surtout à laisser immoler mon mari, et c'est pourquoi, puisque nous sommes condamnés à rester sous la bataille, je vais m'assurer d'une retraite pour le temps qu'elle durera. Notre maison, bâtie sur une espèce de roche tendre, nommée gaise dans le pays, a ses caves de plain-pied : ce n'est pas un abri suffisant contre les obus. Je me rends au château, dont les souterrains remplissent les conditions voulues, et je préviens le garde d'avoir à laisser s'y réfugier, en cas de besoin. Au retour, dans la ruelle qui va de notre propriété au château, je rencontre l'adjoint. Mon mari étant empêché par la maladie, ce vieillard a dû pourvoir seul aux exigences des méridionaux, et il paraît outré : « Quoi qu'y voulont tertous ? Y sont tout le temps chez nous. C'est point ça qu'avancera la moisson des maïs. » Je tente de lui faire comprendre la gravité de la situation. « Hé !... Quoi que vous disez ? sursaute-t-il. On se battra demain à Roche ?... Vous voulez me faire peur... » Je le laisse défait, bègue de consternation, mais encore incrédule.

J'ai tenu à attendre la rentrée des médecins-majors. Assise sous la lampe, dans la cuisine, j'écoute, mêlés à la grosse voix du canon, les éclats de rire des dragons, leurs jurons sonores et le piétinement des chevaux. Parfois, l'ordre tonitruant d'un sous-officier impose un silence relatif ; et le tapage reprend aussitôt. A onze heures, un des majors entre. C'est un petit homme à cheveux gris, dont le masque maigre et hâlé se

ravine de rides profondes. L'ensemble de sa physionomie exprime le désespoir et la fièvre. Il s'excuse de retarder mon repos et m'annonce que son collègue ne viendra pas; puis il demande s'il verra le maître de la maison. Je lui réponds que mon mari est souffrant et repose. Cela le rend, me semble-t-il, perplexe. Croyant pénétrer sa pensée, je lui conte l'avortement de nos projets de départ et le questionne sur les dangers que nous encourons : « Qui peut savoir? fait-il anxieux. A la guerre l'imprévu tient une place prépondérante. On se figure mal ce que peuvent être pour les civils les risques d'un combat dans un village. Hier, à Raucourt, j'étais avec mon service dans une maison autour de laquelle les obus pleuvaient. Les éclats entraient par les fenêtres et dans le corridor, et cependant personne ne fut touché. Il y a des hasards imprévus, incompréhensibles. Pour ce qui est de l'inhumanité des Allemands, c'est là aussi un point mystérieux, chanceux. A côté de faits atroces, incontestables, se produisent des actes très dignes, très larges. Les Sedanais en savent quelque chose. Moi-même, sur le champ de bataille, pendant le relèvement des blessés, je fus surpris par l'ennemi. Je nous considérais, moi, mon personnel et mes blessés, comme prisonniers. Je ne bougeais pas. Des officiers allemands s'approchèrent et me demandèrent ce que j'attendais. Mon étonnement de ne point être fait prisonnier dut se laisser deviner : « Mais non, mais non, me dirent-ils, allez-vous-en, rejoignez au plus vite votre formation. » J'avouai ignorer où le corps auquel j'appartiens se trouvait alors. Je le leur nommai. Aussitôt, les Allemands me fournirent les indications les plus précises et, pour plus de sûreté, me donnèrent une escorte qui nous dirigea jusqu'au point d'où je pus découvrir mon régiment. » Enhardie par cette confidence, je lui demande s'il sait ce qui s'est passé à Charleville. « Mézières et Charleville sont intacts. Après avoir combiné un plan de résistance et fait évacuer Charleville, le commandement a renoncé à la défense et les Allemands sont entrés sans lutte. A Sedan, l'affaire fut plus sanglante : il y eut des incendies, involontaires selon moi. A Raucourt, la bataille a été très meurtrière, et des faits déplorables se sont produits. Mais cela n'est rien auprès de ce qui s'est passé en Belgique.» A ce souvenir, les traits du major se contractent, ses mains sèches se crispent : « C'est abominable, profère-t-il sourdement. Aucune

description ne répondrait à la réalité.» Je lui demande quelles armes font le plus de ravages. « C'est notre 75 ; les blessures qu'il produit sont terribles. Ce sont leurs mitrailleuses. Nos fusils valent les leurs. Je n'ai point eu jusqu'ici de blessés atteints par des balles explosives, mais je sais que les Allemands en ont employé... Oui, il est vrai aussi que des cours d'eau furent comblés de cadavres et qu'ils ont débordé de sang. Je crois, hélas ! que nos pertes sont aussi élevées que celles de nos ennemis et que, si la guerre dure trois mois dans ces conditions, il faudra compter un million de chaque côté. » Je suis atterrée. Je lui demande quand il se remettra en route. Il me répond qu'il l'ignore. Son rôle, consistant à ramasser les blessés, commencera quand une nouvelle action aura été engagée. Il gagne sa chambre.

Dimanche 30 août. — Le canon s'est tu vers minuit, mais l'exubérance des cavaliers et l'impatience des chevaux m'ont tenue en éveil. Avant deux heures, grand remue-ménage. Ce sont des ordres donnés, des heurts de sabres, des hennissements, des imprécations, de brèves querelles ; puis le bruit de grêle des sabots de chevaux sur la route, le roulement des fourgons avec appels et claquements de fouet. Vers quatre heures, le rez-de-chaussée de notre maison, dont la porte demeure obligatoirement ouverte, est envahi. Je descends. Ce sont les brancardiers et les muletiers qui viennent prendre les ordres de leur chef.

Dehors, c'est bien le plus délicieux matin d'été : ciel immense, légèrement gazé de rose ; brise haute, fraîche, purifiante, sous laquelle la verdure couverte de rosée scintille. Les oiseaux chantent à tue-tête.

En quittant la maison, le major m'a simplement saluée ; il n'a pas touché au café préparé à son intention. Mais, comme ses ambulances et ses fourgons démarrent, il refranchit le seuil pour me conseiller de partir. « Oui, vraiment, insiste-t-il, cela vaudrait mieux. » Je l'accompagne sur le pas de la porte. A ce moment, je remarque que les hirondelles, comme à l'époque de la migration, sont assemblées sur les toits et pépient, tandis qu'au-dessus d'elles leurs chefs de file décrivent de grands cercles dans l'air en poussant des cris aigus. Nous ne sommes pourtant pas encore à la date habituelle de leur départ.

Se concerteraient-elles pour fuir, elles aussi, la bataille ?

Il règne ce matin sur la place et dans les rues du village, après le départ des troupes, une saleté repoussante. Au crottin de cheval, aux débris de foin et de paille se mêlent des ordures disparates, des morceaux de viande faisandée, des boîtes de conserves vides ou entamées, des pains, des chaussettes russes, et surtout des bouteilles. C'est la première fois que les soldats de passage laissent des traces aussi mal odorantes. A la ferme où je vais tous les jours chercher du lait, je trouve tout le monde en émoi. C'est dans cette ferme que le curé de Neuville a gîté, avec ses vieux et plusieurs de ses ouailles. J'apprends que pendant la nuit, à la faveur sans doute du remue-ménage, on a volé la charrette du curé : une charrette qui lui avait été confiée, clame-t-il avec désespoir. Il vient de faire vainement le tour du village afin de trouver une autre voiture. Personne n'a pu ou voulu lui prêter de véhicule sur lequel on puisse installer les fauteuils des deux paralytiques. Ceux-ci ont passé la nuit adhérés à leurs sièges, immobiles et ne paraissant pas se rendre compte de ce qui arrive. La fermière, digne et vaillante femme d'un mobilisé, est désolée. Sa sœur, la jeune fille aux yeux mystiques, lui répète avec insistance : « Je veux m'en aller. Si tu ne viens pas avec moi, j'emmènerai tes deux petites filles et nous irons n'importe où. Je ne veux pas tomber aux mains des Prussiens... Ta ferme ! tes bêtes ! Qu'est cela au prix de l'honneur et de la vie menacés ?... Et si tu ne nous donnes cheval et voiture, nous partirons à pied. Le bon Dieu et nos anges nous aideront. »

De retour, je trouve Nelly à la maison, en train d'insister auprès de son oncle, pour que nous nous rendions à Reims avec elle et sa fillette, dans notre phaéton auquel on attellerait la jument Rosette.

Sur le seuil des habitations, les villageois pauvres se consultent. Partiront-ils ? Les aisés, on ne les voit pas : ils agitent sans doute la question en famille. Dans la rue, des soldats isolés, à mine patibulaire, débraillés, d'aucuns ivres, cherchent où se cacher. Des gendarmes leur font la chasse, battent les granges et les remises et forcent même à déguerpir les émigrants attardés. Tout-à-coup, le canon, ample, joyeux, de sa voix terrible retentit comme s'il était braqué derrière nos maisons. Les femmes en conciliabule dans la rue se dispersent avec

des cris, en étreignant leur poitrine. Ce n'est pourtant qu'un prélude, l'aubade de batteries qui s'éveillent. Après une salve, silence. Nous nous consultons du regard, Pierre et moi. Partirons-nous avec Nelly ? Je m'interroge : ai-je peur ? Certes, mon cœur bat et je me sens toute blême. Mais une musique profonde chante en ma tête. Quelque chose de suprême va se produire, dont il m'est loisible d'être le témoin. Je murmure : « Tout de même, je voudrais bien voir ce qui va arriver. » Mon mari sourit : « Oui, voir, comme dit ton frère Arthur, les certitudes qu'il sera donné à l'être sérieux de surveiller. Moi aussi : mais... » Baoum ! baoum ! baoum ! Le dos se voûte, les genoux fléchissent, on cherche d'instinct un abri. Du côté opposé, d'autres détonations répondent sèches, impérieuses. C'est un colloque de fin de monde. La trompette du Jugement dernier aurait-elle sonné ? Elle sonne sûrement pour ceux qui tombent là près.

Nelly accourt et demande en haletant la clef de la remise voitures. Elle veut partir tout de suite ; elle est prête. Dans le même moment, un messager, envoyé par un garde-voie à sa femme, arrive dans Roche, porteur d'une lettre enjoignant de partir sur le champ. L'avis se répand aussitôt, levant beaucoup d'indécisions. On se prépare fébrilement. Mon mari a accompagné notre nièce à la remise. Je les rejoins. Dans la cour, je trouve la timide, la flottante Nelly en train de débarrasser la voiture de son enveloppe, de décrocher les harnais ; elle crie à son domestique d'amener la jument, Pour la première fois de sa vie, je crois bien, elle a pris d'elle-même une résolution : la peur la fait agir avec une fermeté inattendue. Je vois que maintenant rien ne la retiendra à Roche.

La canonnade s'enrage. L'air s'emplit d'une pénétrante odeur poivrée et poussiéreuse. Et voici qu'au bruit du canon se mêle le crépitement des mitrailleuses et de la fusillade. Le lieu exact où l'on se bat, personne du village ne le sait ; mais des soldats sont postés dans les terres proches. Aussi loin que la vue puisse s'étendre, ce sont des troupes en arrêt, tandis que sur les routes et à travers champs des batteries d'artillerie semblent se replier par ici.

Le domestique de notre nièce refuse de conduire sa maîtresse et entend demeurer à la ferme avec le beau-père. Cela nous donne à réfléchir. Laisserons-nous partir cette jeune

femme, seule avec sa fillette ? Au devant de quels embarras son inexpérience la conduirait-elle ? Notre résolution de rester est ébranlée.

Des roulements d'autos, des trots de chevaux sur la route attirent l'attention. Ce sont des ambulances militaires et des voitures réquisitionnées qui, venant du côté d'Attigny, transportent des blessés. A cause de la chaleur, ces véhicules sont ouverts ou découverts. Il vont à allure pressée, l'un derrière l'autre, les automobiles dépassant les autres transports. Quel spectacle ! C'est du sang partout. Des visages terreux, des bras, des torses entourés de linges tachés de rouge vif. Formes sans mouvement, étendues sur des civières, des matelas ou de la paille et s'abandonnant aux cahots. Dire que ces formes inertes étaient, il y a deux heures, des jeunes gens pleins de force et que les voici avec l'expression de la mort et râlant dans une indicible souffrance ! On discerne des gémissements. De certaines voitures le sang vermeil dégouline, forme traînées sur la route. J'étouffe d'affliction. « Allons, soupire Pierre, le major, ce matin, avait raison; il faut partir. »

Tandis que je monte chercher dans ma chambre quelques babioles chères, mon mari, en bas, dans la grande salle, jette un dernier coup d'œil. Moi, je m'attarde en haut dans la tristesse d'abandonner tout ce qui est autour de moi, et, de la fenêtre dont le rideau est tiré, je regarde l'exode des gens du village. Nelly a fait avancer le phaéton devant notre porte; la jument, arrachée à son poulain, est impatiente. Vis-à-vis, le break de la voisine est aussi attelé ; l'on y jette des paquets et des vêtements. Dans le bas du village, des charrettes démarrent. Au sommet d'un monceau de literie, de corbeilles, de sacs de grains et de bottes de foin accumulés sur un grand chariot attelé de six chevaux, la fermière qui me vendait du lait et sa sœur sont assises avec les deux petites filles et d'autres personnes. Le jeune fils de la fermière s'efforce à maintenir l'attelage sur un des bas-côtés de la route; les valets de ferme peinent à faire suivre des poulains et des vaches s'en allant à regret. Des cours, des étables, des pâtures s'élève le meuglement du bétail lâché et abandonné. Les petits animaux de basse-cour, poules, lapins, les porcs, les veaux s'enfuient de tous côtés; c'est la panique aussi pour eux. Et voici, arrivant par la ruelle, l'omnibus du château où ont pris place le

gardien, sa femme, la bonne et le chien de chasse. Je ne puis m'arracher au spectacle et je ne me décide pas à descendre, enchaînée que je suis en outre tout-à-coup par les lares de la maison ancestrale. Une lassitude extrême m'abat sur un siège, lorsque la voix impatiente de mon mari me rappelle à la réalité. Je descends. Il vient de faire sauter du cadre une photographie et me la tend. Comme je n'ai pas le loisir de rouvrir la valise, je glisse dans mon corsage, pour l'emporter sur mon cœur, ce portrait de mon frère Arthur au jour de sa première communion.

Au moment où nous montons en voiture, le beau-père de Nelly se présente pour nous faire ses adieux et recevoir les clefs. Il est toujours résolu à demeurer, quoi qu'il advienne; il gardera la maison aussi bien, mieux même, que si elle était à lui. Il n'a peur de rien, et entend achever sa moisson et prendre soin du bétail. Nous lui conseillons de se tapir contre un talus ou au creux d'un fossé pendant la durée de la bataille. Cependant il embrasse sa petite-fille en pleurant à chaudes larmes, exprime la crainte de ne plus la revoir tout en protestant qu'étant attaché là, à Roche, il y restera, dût-il être tué (1).

Nous partons.

Passé le pont sur la Loire, le convoi des blessés prend un autre itinéraire que nous. Il suit la route de Vouziers, tandis que, par un chemin communal coupant au court, nous nous dirigeons vers Chuffilly et traversons ainsi Méry. Le même émoi, la même consternation, et aussi les mêmes traces de cantonnement de troupes, règnent dans ces villages. Sur le chemin, par places, gisent des carcasses couvertes de mouches. A Chuffilly, tous les gros cultivateurs sont partis, le maire en tête; et les émigrants des villages plus au nord, échoués là hier soir, ne semblent pas avoir le courage de poursuivre leur route. Rien de plus triste, rien de plus navrant que les campements de ces fuyards terrassés par la fatigue et le chagrin. Libérés de la peur qui les fit se sauver, ils ne peuvent se résigner à l'exode tragique où ils sont entraînés. Quelques-uns, hommes mûrs ou gamins, cyclistes, ne résistent pas

(1) Le surlendemain matin, comme l'infanterie se battait encore derrière la grange et que des éclats d'obus tombaient dans la cour, il s'enfuit sans même prendre le temps de passer sa veste.

au désir de retourner voir les lieux abandonnés. Ils n'iront pas loin, car le passage à travers les lignes leur sera refusé.

Nous rejoignons inopinément l'omnibus du château et nous le suivons un temps, bien que Rosette, plus vive et plus intelligente que le grand cheval de luxe, veuille sans cesse le dépasser. C'est qu'il n'est pas aisé de circuler parmi tout ce brouhaha militaire où pas une fois nos laissez-passer ne sont demandés. Si l'armée s'occupe de nous, ce n'est que pour régler notre fuite selon les mouvements des colonnes, nous assignant tantôt la droite, tantôt la gauche, ou nous faisant stationner en faveur de sa propre circulation. Lorsque, ayant dépassé Chuffilly, nous approchons de Coulommes, une vision magnifique et terrible s'offre à nous. La campagne est entièrement couverte de troupes d'infanterie, l'arme au pied; de dragons, de cuirassiers, de chasseurs, en selle. Les uniformes, rouge et bleu, éclatent sous le soleil et les armes étincellent. A l'entrée du village, dans un clos que nous longeons, des goumiers, face à l'orient, s'étirent avec des mouvements de fauves, lèvent les bras au ciel dans leurs blancs burnous sous lesquels chantent crûment l'orange, le bleu, le rouge, le jaune de leur tenue. L'ivoire de leur large sourire, dans le bronze de leur masque sous le turban, n'est pas moins saisissant. L'heure du combat n'a sans doute pas sonné pour eux, car leurs armes sont en faisceaux et leurs petits chevaux arabes sont entravés dans le bout du clos. C'est vers un point de l'horizon se trouvant sur notre droite, presque derrière nous, que l'armée, dans une émouvante immobilité fait front. Les officiers, à cheval, braquent leurs jumelles dans la même direction. Nous sommes sous la capote de la voiture et nous ne pouvons par conséquent rien voir de la bataille. En ce moment, on a autre chose à faire que de s'occuper des émigrants, pas plus de ceux qui sont en voiture que de ceux à pied, lesquels ont l'air de ramper entre les files armées. Me sentant de plus en plus près de la bataille, j'ai peur. J'imagine que le premier mouvement de recul va nous mettre sous la coupe des engins dont la formidable voix tonne. C'était bien la peine de quitter Roche pour venir nous jeter dans la gueule du monstre! Du moins, à Roche, nous aurions été frappés chez nous, au milieu des choses aimées; tandis qu'ici, sur cette route!... Je tremble et recommande mon âme à Dieu, ainsi que celles

de mes compagnons. A Nelly, qui me fait une réflexion puérile, j'enjoins de se taire et de faire son acte de contrition, car nous sommes, lui dis-je, en danger de mort... Un gros homme nu-tête, apoplectique, se jette à la tête de notre jument. C'est l'instituteur de Coulommes, qui vient de nous reconnaître. « Ah! clame-t-il avec épouvante, tout le monde est parti, me laissant seul pour garder la commune. Si encore ma femme et mes sept enfants étaient en sûreté! Il faudrait pourtant que nous nous en allions, car le téléphone militaire est installé à l'école et, tout à l'heure, si les Allemands le trouvent... » Mon mari, navré, lui fait sympathiquement remarquer que notre voiture de deux places est déjà occupée par quatre personnes.

Sortis de ce sinistre village — avons-nous mis une heure, une année, un siècle pour le traverser? — nous retrouvons le dramatique spectacle de l'armée immobile, attendant des ordres. Des gendarmes nous ordonnent durement de nous arrêter contre un des fossés de la route. Le soleil darde; on bout littéralement sous la capote en cuir du phaéton ; la poussière et l'odeur nous suffoquent, les mouches torturent Rosette, dont mon mari a peine à contenir l'impatience, — et cette canonnade insensée! Des commandements se font entendre, un mouvement de repli général se produit. Nous voici engouffrés dans le remous. Autour de nous la cavalerie rue, les chevaux des émigrants s'effraient ; nous craignons de verser dans le fossé. La position où nous ont mis les gendarmes est critique. Les soldats pestent contre les émigrants gêneurs. Nous nous faisons tout petits. Cependant notre passage parmi les lignes est organisé; et le flot charriant les épaves du grand naufrage avance dans le couloir cédé par l'armée. Je revois la haute silhouette du curé de Neuville marchant à côté du tombereau où, dans leurs fauteuils, ses vieux ont été hissés. Notre tour vient enfin de suivre. Terminant le cortège, nous cheminons longtemps au pas, entre les rangs des soldats qui se referment derrière nous. Et j'ai la sensation de glisser trop lentement hors d'un lieu maudit, hors du vestibule de l'Enfer, quand — ô délivrance! — un officier de hussards vient très aimablement, très noblement, nous prier de prendre le trot.

La plupart des émigrants s'engagent à droite et à gauche, dans des chemins de traverse, qui pour aller vers Pauvres, qui pour piquer vers Sommepy. Nous, précédés de l'omnibus

du château, nous suivons tout droit, vers la ferme-auberge de Mazagran, où se croisent six routes. Un cycliste civil, venant à nous, donne avis au cocher du château que nous faisons fausse route. L'omnibus fait demi-tour. Mon mari, assez énervé, entend poursuivre le chemin dont il s'est tracé l'itinéraire d'après la carte du calendrier postal des Ardennes. Son sens topographique ne l'a d'ailleurs pas trompé.

Nous arrivons à Mazagran. Les fermiers-aubergistes se sont enfuis. Les vitres sont brisées, les portes ouvertes, les clôtures défoncées, les pompes démolies. Des uhlans, la nuit dernière, seraient venus en éclaireurs jusqu'à ce point qui, à cause de la jonction des routes, est de grande importance stratégique. Des débris de régiments d'infanterie française s'y trouvent maintenant, parmi lesquels nous reconnaissons des soldats passés hier à Roche. Il y a aussi beaucoup d'émigrants arrêtés à l'ombre des arbres. Pas moyen de se procurer ici même un verre d'eau! Dans la triple croix des routes, mon mari va reconnaître la voie que nous devons suivre. Et nous voilà repartis.

Nous sommes, à présent, éloignés de l'Aisne. Le fracas de la bataille s'atténue. Le long de la route, où circulent seulement des autos militaires et des cavaliers, mon angoisse s'apaise. Cependant, midi arrive. Les villages, dans cette plaine de Champagne, sont très espacés. Tout-à-coup, me voici ressaisie de terreur. Devant nous, à gauche d'un village tout blanc, sur une terre crayeuse où sont encore, à moitié effondrés, les tas de gerbes de blé, je viens d'apercevoir un parc d'artillerie dont les canons ont la gueule tournée vers nous. Je me figure qu'ils sont réellement braqués et prêts à vomir la mitraille. Mon mari dissipe mon erreur. « Nous nous éloignons vraiment du champ de bataille, me fait-il observer; cette artillerie est au repos. »

Leffincourt. A la première ferme d'aspect important, nous demandons l'autorisation de dételer et de faire manger Rosette. Les fermiers sont accueillants ; ils mettent à notre disposition ce que l'accaparement de leur domaine par de remuants artilleurs du Midi y a laissé. Il faudra nous contenter de peu. Pour ce qui est de nous restaurer nous-mêmes, les passages de troupes, et particulièrement celui d'aujourd'hui, ont mis à vide et à sec vivres et caves ; les habitants sont

obligés de se sustenter sur le ravitaillement des soldats, et, comme nous arrivons après l'heure de la soupe, nous ne devons rien espérer. Tandis que nous grignotons des tablettes de chocolat emportées avec nous, le maître de la maison explique qu'à partir de demain chaque cultivateur d'ici, à tour de rôle, sacrifiera une tête de bétail pour les besoins de la population. Nous nous demandons ce que sera demain pour Leffincourt.

Dans la cuisine de la ferme c'est, parmi de la vaisselle sale éparpillée et dans une repoussante odeur d'ail, un va-et-vient continuel d'artilleurs puants d'haleine, débraillés, effrontés, loquace, hilares. Ils sont naguère montés de Toulouse et de Montauban vers la Belgique, d'où ils reviennent pour se reformer en arrière. Des sous-officiers au pittoresque langage nous convient à prendre le café avec eux. Quand Nelly arrive avec son enfant, son apparition est saluée par la faconde galante des Méridionaux qui, nullement retenus par la réserve septentrionale de notre nièce, entonnent, pour l'amuser sans doute, des refrains languedociens. Ils se trémoussent, en frappant du poing sur la table, braillent et rient à faire crouler les murailles. Nous nous retirons de cette étourdissante agape. Pendant ce temps, d'autres Gascons bavards et complaisants s'emparent de Rosette, la bourrent de son et d'avoine, la baignent, la bouchonnent, l'étrillent, la peignent, la traient. La douce bête en paraît tout heureuse. Nous remarquons que quelques-uns de ces palefreniers bénévoles arborent, cousus sur le côté gauche de leur chemise ou de leur veste, de larges scapulaires à l'image du Sacré-Cœur.

Dans la rue passent de longs convois de voitures rustiques de formes diverses, attelées de petits chevaux ou de mulets bizarrement harnachés, dont les colliers à grelots sont surmontés d'une longue corne. Les conducteurs chantent à gorge déployée et activent les attelages par des claquements de langue et de fouet. Pour les regarder passer, nous nous sommes assis dehors, sur un fruste banc. Près de nous, un artilleur vient s'affaler. Il nous parle de son pays, le plus beau de la terre, incomparablement plus beau que ces régions du nord, de son pays où règnent l'abondance et la joie et où l'on n'a rien à craindre de la guerre; il en parle avec amour et comme si sa Gascogne était indépendante de la France, ou comme si elle était uniquement la France...

Mais il est temps pour nous de reprendre la route. Vingt mains diligentes ont harnaché, attelé Rosette, et se tendent au pourboire. Nous partons accompagnés de remerciements, de compliments, de recommandations et de souhaits. Il est trois heures.

Leffincourt traversé dans la cohue des militaires et des convois, nous roulons facilement sur une belle route plate. La jument trotte vaillamment, la tête haute. Les émigrants sont moins nombreux ; nous les dépassons tous. La canonnade s'éloigne peu à peu.

Machault. Les troupes cantonnées dans ce bourg encombrent moins les voies de communications. Passé Machault, sur la route de Cauroy, une caravane d'allure connue se silhouette devant nous. En approchant, nous reconnaissons un cultivateur de Roche et sa famille, avec chariot, charrette, char-à-bancs et tape-cul. Nous savons que ces gens sont partis dans le seul souci de mettre à l'abri de violences possibles les deux filles de la maison, dont l'une a vingt-deux ans et l'autre dix-neuf, et, comme ces jeunes personnes ont refusé de se séparer de leurs parents, tout le monde ensemble s'en est allé, abandonnant une ferme très importante à la garde de deux petits domestiques, enfants de l'Assistance publique, dont la gaminerie n'est pas sans donner de l'inquiétude. Cette famille se rend chez une parente à Pont-Faverger, bourg sur la Suippe situé à vingt-cinq kilomètres de Reims. Rosette prend le pas des chevaux de la caravane et nous y voici incorporés. Le cultivateur, d'origine rémoise et bourgeoise, vient nous causer. Il ne voit pas les faits de la guerre sous le même angle que les paysans de pure race. Tout en cheminant, il nous confie qu'il a offert à l'intendance militaire ses chevaux et ses bêtes à cornes et qu'il n'a pas reçu de réponse. Parti cette nuit à la hâte, pour une raison sentimentale, il regrette de n'avoir point avancé de quelques jours son départ. De cette façon, il aurait pu emmener avec lui son cheptel, ses machines, ses instruments, son mobilier de ménage et même une partie de sa récolte. Ce que nous voyons du chargement de ses voitures n'est pas la vingtième partie de ce qu'il aurait pu sauver s'il eût été prévenu de l'approche de l'ennemi; et son départ, effectué plus tôt, aurait peut-être décidé les autres cultivateurs du pays à faire de même. Il est navré à penser que ce

qui est resté dans sa ferme sera non seulement perdu pour la France, mais encore servira à ravitailler les Allemands.

Hauviné. Bétheniville. Le soir descend, un beau soir frais, d'une admirable sérénité. La scie des cris-cris, la clochette des crapauds font la nique au canon, maintenant lointain. Beau soir en vérité. Mais mauvais soir, après une journée si chaude, pour un convalescent des bronches éreinté, presque à jeun, et malgré cela condamné à poursuivre sa route. Car, dans ces bourgades où nous venons de passer, il n'y a pas eu moyen de trouver à se restaurer ni à loger. Des troupes occupent tout et ont tout absorbé. Nous poussons donc plus loin dans l'espoir d'être accueillis par la parente de nos compagnons de route.

La nuit tombe quand nous arrivons à Pont-Faverger. Après avoir franchi un passage à niveau, en vue de la grande rue du bourg, nous apercevons de nombreux cavaliers d'artillerie avec leurs caissons, qui descendent vers le pittoresque petit pont sur la rivière, torrentielle et limpide, que nous devons traverser. Cela menace de créer des embarras. Aussi, le cultivateur renonce-t-il à pénétrer dans la localité avec ses chariots. Il va ranger sa caravane sur un terrain planté d'arbres, au long d'un large fossé à sec, qui donne l'idée d'un ouvrage de fortification.

L'une de ses filles monte au village. Nous autres, nous rétrogradons un peu pour attendre que le pont soit moins obstrué, et, comme nous allons décidément y prendre pied, la jeune fille partie en éclaireur revient, nous annonce que sa tante s'est enfuie le matin même, avec ses enfants et d'autres personnes amies. Les hôtelleries regorgent de monde; il n'y aura pas moyen de se loger. La femme du cultivateur, qui vient de rencontrer le loueur d'automobiles d'Attigny transportant des blessés, s'approche de nous à son tour et nous conte qu'Attigny est au pouvoir des Allemands, que les villages alentour sont en feu; puis, nous désignant des groupes campés, avec leurs chariots et leurs bêtes, dans l'herbe rare et flétrie, sur le glacis, parmi les arbres du rempart : « Voici donc, achève-t-elle désolée, comment nous allons être obligés de passer la nuit! » La plaine environnante est un vaste camp d'émigrés, où l'on voit, mêlés à eux, des fourgons militaires : les enfants sont déjà endormis, tandis que les parents tristement songent et veillent.

Pour mon mari, passer la nuit dehors serait mortel. Il me faut à tout prix trouver un gîte. Je descends de voiture et me mets en quête. La localité, station de chemin de fer, est grouillante de soldats et de réfugiés. Pas une maison, pas une écurie, pas une grange, pas un hangar, pas un chartil, pas un angle de muraille qui ne se trouvent occupés. Le long des rues, les chevaux de l'armée, attachés de court à des piquets, non loin des caissons, sont croupe à croupe et si serrés qu'il leur serait impossible de se ruer.

L'atmosphère, saturée d'exhalaisons et de poussière, est irrespirable. A la porte d'une auberge, je reconnais, jouant sur le trottoir, l'un des garçonnets de ma nièce Emilie. Celle-ci sort de l'auberge, comme j'y entre pour demander s'il y a de la place. Il n'y en a pas. Emilie me dit qu'elle est ici depuis une heure, avec son beau-père et les enfants. Je la quitte et poursuis mes recherches. Je vais de porte en porte, je supplie, demandant seulement et à n'importe quel prix un lit pour une personne souffrante. On me renvoie de l'un à l'autre. Je cours dans la nuit, haletante. Je ne trouve rien. Je désespère. Deux officiers, témoins de mon angoisse, me prennent en pitié et m'accompagnent chez le maire, au château, où ils logent. Le châtelain vient précisément de partir. On m'indique son suppléant, chez qui je me rends aussitôt. Je lui expose la situation. Il réfléchit ; devant mon peu d'exigences, il m'adresse, avec un mot, à une méchante auberge se trouvant au fond d'une ruelle en pente caillouteuse. L'aubergiste, auquel je présente la recommandation, consent à laisser entrer notre voiture dans la cour et à héberger la jument. Pour ce qui est de nous donner un lit et à souper, impossible, déclare-t-il, ses chambres sont prises et, en fait de vivres, il ne lui reste ni une bouchée de pain ni un verre de vin. Je lui demande s'il n'a pas un peu de café ou de l'eau bouillante pour une infusion dont je fournirais l'élément. Il refuse, disant que le couvre-feu est sonné et qu'à cause du convoi de munitions stationnant dans le pays, les ordres sont très rigoureux. J'insiste pour obtenir un lit, pleurant presque, disant que je paierai la somme qu'on voudra, remontrant qu'il s'agit d'un malade et d'un petit enfant. La femme de l'aubergiste vient à mon secours, et, me désignant son aide-cuisinière qui, un gros bébé endormi dans ses bras, se dispose à regagner son

propre logis : « Cette personne, fait-elle, va vous donner une chambre. »

La voiture garée dans la cour de l'auberge et Rosette remise aux soins de l'aubergiste, nous partons à la suite de l'aide-cuisinière, étouffant nos pas, à travers les ruelles noires et sonores. Le couvre-feu sonné, il est, paraît-il, défendu de circuler et même de parler dans les rues. Parmi l'obscurité, le long des maisons, on heurte des masses tièdes qui sont des dormeurs ou des silencieux accroupis. Les chevaux seuls, de tous côtés, se répondent, s'essayant par d'enragés piétinements à élargir l'espace dévolu à chacun.

Dans la pauvre maison de l'aide-cuisinière, un autre gros garçon est couché et endormi. L'homme est à la guerre. Je demande un peu de feu pour confectionner une boisson chaude; notre hôtesse déclare n'avoir plus d'alcool à brûler pour son réchaud et ne pouvoir rallumer sa cuisinière. Il lui reste un fond de bouteille de vin; elle nous l'offre. Et nous sommes conduits à la chambre. Un seul lit. Nous posons le matelas par terre avec un des draps, pour Nelly et son enfant. Mon mari et moi, nous nous étendons sur la paillasse rugueuse. Sous la fenêtre, les chevaux piaffent furieusemen contre une porte de grange : on dirait encore le bruit du canon. De temps à autre, une voix coléreuse impose silence aux animaux, qui reçoivent aussi des coups de trique. Le piaffement cesse une minute, puis reprend. Voici qu'à distance l'on entend, sur les pavés de la grande rue, déferler une marée d'infanterie. On la devine longue, énorme, innombrable, cette armée qui, muette, passe, passe.

Dans l'obscurité retentissante de cette chambre, sur la couche misérable, mon insomnie évoque les péripéties de la journée. La fuite parmi la bataille trouve ici, dans cette bourgade florissante hier et qui sera ruinée demain, son complément de détresse et d'épouvante. Cet océan humain, ces armées dont les vagues nous poussent, ces populations humiliées et enveloppées dans les remous, fuyant le sort réservé aux vaincus et cherchant la route de l'exil, sont bien la répétition des antiques migrations dont les livres nous ont conservé l'horreur et la terreur. Puis se dressent devant moi les spectacles nous intéressant plus personnellement et qui sont suscités par les paroles proférées tantôt par la femme de notre

compagnon de voyage : Attigny pris, les villages flambant alentour (Roche est à quatre kilomètres d'Attigny), notre chère vieille maison détruite, et ceux restés, emmenés captifs, martyrisés, fusillés! Je me représente à tout le moins le pillage, le sacrilège. Anéantis, les précieux souvenirs dont nous nous étions avec piété constitués les gardiens! Mon esprit va à nos morts. « Vous le voyez, leur dis-je, il n'était pas possible de faire plus que nous avons fait. Ni vous ni nous ne pouvions prévoir ce qui arrive aujourd'hui, et qu'une catastrophe sans précédent viendrait détruire le dépôt de tendresse et de gloire reçu de vous. » Après tout, ne serait-ce pas une consolation d'être assurés que ces reliques, sans être profanées par des mains indignes, ont été consumées par la flamme purificatrice? Je me sens désormais sur un autre plan que celui de la vie ordinaire, le plan d'une existence nouvelle, presque immatérielle, où n'entrent d'aucune façon les misérables petits calculs dont se tisse ce que l'on appelle la vie normale. La vanité des efforts d'antan m'apparaît, et je la considère avec étonnement, tant, à cette heure, je me sens intérieurement, de cœur, d'âme, d'esprit, renouvelée... Cependant, du matelas étendu sur le parquet, monte le souffle égal, ininterrompu de Nelly endormie. La petite Hélène se débat et geint en dormant. Son corps léger soudain roule à terre. Je me lève et, sans éveiller l'enfant, la replace doucement sur la couche, que je borde de mon mieux.

Lundi 31 août. — Le brouillard, épais, entoure d'un linceul de fraîcheur les soldats étendus ou accroupis sur le pavé des rues. Des troupes arrivent, d'autres se remettent en marche, sous la menace sourde du canon qui reparle.

L'hôtesse s'est levée avec le jour. Profitant du sommeil de ses petits, elle réunit quelques hardes pour s'enfuir, elle aussi. Je lui emprunte un pot, et pars à la recherche d'un peu de lait.

Après nous être vaguement restaurés, nous nous acheminons vers l'auberge. L'aubergiste nous apprend que nos compagnons de voyage d'hier sont venus dire qu'ils avaient décidé d'obliquer à gauche, vers Sommepy. Je me représente ces braves gens, transis par le brouillard après une nuit passée dehors, se remettant en route aussitôt que le jour et les règle-

ments militaires l'ont permis et marchant maintenant au hasard. Nous-mêmes, après avoir payé royalement l'hospitalité de cette nuit, nous partons vers Reims au moment où le soleil perce la brume.

A peine sur la route, nous nous apercevons que la jument, d'ordinaire si soumise, est capricieuse, marche comme à regret, hennit singulièrement, tourne la tête à droite et à gauche. Son flanc creux et ses regards de convoitise vers des champs de sainfoin nous dévoilent alors que l'aubergiste, en dépit de ses affirmations, ne lui a rien donné à manger. Nous tâchons à atteindre rapidement un village où pouvoir convenablement sustenter notre bête.

A Epoye, nous ne trouvons rien : l'armée a fait la rafle. Nous passons et arrivons au pied d'une longue côte, au sommet de laquelle se trouve Berru. Pour soulager Rosette, Pierre et moi descendons de voiture et gravissons à pied. Peu d'émigrants ce matin. Des automobiles militaires nous dépassent ou nous croisent, à vertigineuse allure.

Berru, situé sur le mont du même nom, est un très ancien bourg compris dans la ceinture des forts de Reims, à huit kilomètres de cette ville, dont la proximité se fait d'ailleurs sentir. Là, il n'y a pas de troupes en retraite des batailles de Belgique et des Ardennes. On n'y respire pas la désolation, mais bien plutôt une sorte de réjouissance affairée. Les territoriaux rencontrés ont l'aspect serein, la tenue reposée et contrastent avec les combattants dont nous venons de traverser les lignes convulsées. Nous reconnaissons parmi eux des visages d'Attigny et de la région; ces visages reflètent je ne sais quoi d'allègre et de fleuri qui pourrait bien être l'effet du délicieux vin de la contrée. Ce sont de braves pères de famille des gens établis, partis de chez eux le cœur gros et la larme à l'œil, qui ont trouvé dans le régime du camp retranché de Reims, et aussi dans les visites réitérée de leurs épouses, un adoucissement à leur chagrin. On les croirait à présent engagés dans une villégiature, dont certes ils se seraient bien dispensés, mais dont il convient, puisqu'on est forcé de l'accomplir, de tirer le plus de bien-être possible. Des événements de la guerre, ils ne savent que ce qu'ils ont lu dans les journaux. Pas un ne soupçonne ce qui se passe à trente ou quarante kilomètres d'ici. Leur service consiste à se rendre de temps en

temps et tout doucement, armés de bêches dont le fer est peu luisant, à d'illusoires travaux de fortification. Parfois ils montent la garde, armés des dites bêches en place de fusils, à des postes de barrage non moins illusoires. Ils ne paraissent pas extrêmement surpris de nous voir, nous sachant plutôt Parisiens; mais, quand nous leur disons que tous les villages du canton d'Attigny sont depuis hier dépeuplés de leurs habitants, ils ont peine à le croire. Bien qu'ils fassent partie de la garnison des forts, la plupart sont logés chez les particuliers, et c'est pourquoi, à Berru encore, nous ne trouvons pas à manger. Aucun aubergiste ne consent à hospitaliser notre jument. Un fermier, apitoyé, nous cède une botte de sainfoin et nous ouvre sa remise, où nous entrons.

Il vient faire la causette avec nous, se montre surpris des nouvelles que nous apportons. Peu d'émigrants jusqu'ici ont escaladé le mont de Berru; leurs récits, décousus et troubles, n'ont pas eu le don de le convaincre. Il pense évidemment que nous exagérons. La guerre, selon lui, ne pourra étendre ses désastres jusqu'à ce pays. L'armée française aura le temps de repousser l'ennemi avant qu'il puisse investir Reims, et Reims, si bien protégé par ses forts et sa garnison, résisterait victorieusement. Quelque chose pourtant déroute un peu l'optimisme de cet homme : l'autorité militaire l'a récemment avisé, lui et ses concitoyens, d'avoir à dresser l'inventaire de ce qu'il possède dans le village et dans les champs; puis on est venu, par ordre supérieur, vérifier les caves creusées à une très grande profondeur et qui, en cas de bombardement, constitueraient d'inviolables abris.

Vers une heure, nous nous remettons en route. Au sortir de Berru, le regard embrasse un vaste panorama de bois, de cultures et de vignes, parsemé de villages riants. La descente devient rapide ; nous voici sous bois. De grands arbres joignent leurs ramures au-dessus de nos têtes, nous font un dôme de fraîcheur. Nous traversons les forêts de Berru et de Cernay où les Rémois, en été, viennent passer leurs dimanches. Aujourd'hui, ces magnifiques ombrages, témoins de tant de joyeux pique-niques, donnent asile à une multitude de familles en fuite, qui ont contourné le mont. Cette halte, où règnent la panique et le désespoir, est poignante. Ah! ce ne sont plus dans la forêt les rires et les jeux d'antan! De la futaie pro-

fonde s'échappent des murmures de plainte et de crainte, des sanglots d'enfants et des malédictions. Les infortunés ont avec eux des troupeaux de vaches et de moutons, lesquels, sous la garde de gamins, beuglent et bêlent en réponse aux hennissements inquiets des chevaux. De petits tas de cendre et de braise sur le sol souillé, des branches cassées, je ne sais quel air de dévastation, racontent les bivouacs des nuits précédentes et annoncent les bivouacs prochains. Aucune communauté ne paraît exister entre ces groupes. Ce sont, en quelque sorte, des tribus venues chacune d'un endroit différent et qui, toutes, traînent avec elles leur fardeau particulier de détresse. On ne se cause pas, de l'une à l'autre tribu ; chacune a assez à faire de songer aux siens. Les souffrances de la route, les drames vécus ou redoutés ont retiré à ces malheureux tout goût de voisinage. L'instinct égoïste de conservation les anime seul et les guide ; les riches, possesseurs de voitures, n'offrent pas assistance aux pauvres qui iront à pied. Ces derniers, d'ailleurs, ne songent pas à demander aide ; à peine s'inquiètent-ils de leur baluchon trop pesant, qu'ils rêvent de jeter ou d'alléger.

Au sortir de la forêt, Reims nous apparaît, vague encore. C'est un amas de taches grises, bleuâtres et blanches, dominé par les tours de la cathédrale, brillantes comme si le soleil concentrait sur elles ses rayons, comme si elles accaparaient toute la lumière. D'où nous sommes, le regard et l'esprit sont impérieusement attirés par elles. Cela devient une magnifique obsession. Quand nous approchons, je crois les voir et entendre vibrer, aimant et diapason gigantesques !

Passé Cernay, le caractère de la campagne se modifie. Le long de la route, plus de spectacles de misères, plus de désarroi, plus de champs dévastés, plus de chemins défoncés, plus de charognes gisantes. Le service de voirie a ramassé les pierrailles, a ratissé, mis en tas géométriques sur les bas-côtés, la poussière et les immondices. On dirait que de zélés gardes-champêtres ont refoulé et caché derrière les buissons les émigrants, les sempiternels émigrants, qu'on devine au large, masqués par des meules et des clôtures afin que leur aspect n'offense et n'inquiète pas les Rémois en ballade. Mais on a eu beau faire : dès l'entrée dans Reims, le premier spectacle qui nous frappe est une agglomération de réfugiés parquée

dans un terrain vague et mal dissimulée derrière quelques pans de murailles. Et tout le long du faubourg Cernay, comme au cœur de la ville, ce seront des faces ravagées de campagnardes, des tignasses blondes d'enfants du Nord, des statures tordues de vieux laboureurs se laissant entrevoir dans les corridors et dans les cours.

Nous devons traverser tout Reims pour atteindre l'habitation de l'amie à laquelle nous nous proposons de confier Nelly et son enfant.

Cette dame est précisément à l'entrée de sa maison, lorsque nous arrivons. Elle nous accueille avec surprise et, comme je m'enquiers aussitôt du train pour Paris, elle nous apprend que depuis une heure, les communications avec la capitale sont supprimées. Il y aurait bien encore le train de banlieue, menant par des détours à Epernay, où peut-être la ligne de Paris fonctionne encore, mais... A ce moment même, le long du canal sous nos yeux, ce « tortillard » passe, convoyant lentement des wagons bondés de soldats et d'émigrants, les uns et les autres entassés pêle-mêle avec baluchons et fourniments, si serrés que, pour tenir moins de place, plusieurs laissent pendre leurs jambes en dehors des wagons à marchandises. Je regarde mon mari, et je me sens soulagée lorsque son geste répond : non ! à ma muette interrogation. Notre amie, madame X..., qui a remarqué la mine défaite de Pierre, nous offre l'hospitalité. Elle possède écurie et remise pour notre équipage.

Notre amie fait partie de la bonne société de Reims. Par ses relations, elle est à même d'être renseignée officiellement. C'est peut-être pour cela qu'elle ignore les événements réels de la guerre. D'autre part, sa nature ronde, gaie, confiante, la porte à un parfait optimisme. Aussi, refuse-t-elle d'admettre nos récits et demeure-t-elle assurée que le recul de l'armée française est volontaire, purement stratégique, et que les Allemands seront battus bien avant d'arriver à Reims. Elle sait, par ces messieurs du conseil, que la ville est inexpugnable. Des mesures ont été prises pour sa sécurité : les interdits de séjour ont été évacués; les espions sont surveillés; les gouvernantes allemandes ont été envoyées dans des camps de concentration et, de toutes celles de langage tudesque, on n'a gardé que les suisses; la bonne société s'est organisée et se dévoue; l'initia-

tive privée a créé des ambulances. Ces ambulances n'ont pas encore reçu de blessés, c'est bon signe ; ces dames de la Croix-Rouge constatent avec ennui que le costume d'infirmière se généralise trop. Le sous-préfet lui-même se tient prêt à partir. Vainement Pierre explique-t-il que l'imminence du départ de ce dernier est une confirmation des nouvelles nullement mondaines dont nous sommes porteurs. Rien ne peut entamer la sérénité de notre aimable hôtesse. On croirait, ma parole, qu'elle prend les émigrés dont regorge Reims pour des aventuriers risquant un voyage de plaisir, et nous-mêmes pour des cerveaux brûlés s'offrant une frasque ambulatoire.

Mardi 1er septembre. — La fatigue a eu raison des fantômes de la nuit précédente ; le sommeil dans un bon lit a chassé la sensation de naufrage où l'insomnie me chavirait. Céans, c'est un havre. L'hospitalité y est large et confortable. La maison, entre autres profusions, contient les trésors de librairie amassés par le bibliophile passionné qu'était M. X... Quel dommage que les circonstances et notre état d'esprit ne permettent pas de se délecter à la lecture et à la contemplation de ces livres, parmi lesquels la générosité de notre amie nous donne liberté de fouiller !

Le matin, de bonne heure, Nelly va voir son mari à la caserne de Neufchâtel. Je rejoins en bas notre hôtesse. « Figurez-vous, me dit-elle, que ma fille et son mari sortent d'ici et qu'ils ont tenté de m'enlever. Ce matin, mon gendre, mobilisé sur sa demande dans le service sanitaire, a reçu l'ordre de rallier à Troyes. Ma fille le suit. De Troyes, elle ira probablement rejoindre ses enfants installés dans leur villa au bord de la mer. Ne voulait-elle pas que je parte avec elle ! Mais non, je ne quitte pas ma maison ; je ne cours aucun danger. Je resterai sous la protection de mon bon saint Remy et de notre bienheureuse Jeanne d'Arc. Rien de fâcheux ne m'arrivera. D'ailleurs vous verrez que ces affreux Allemands n'entreront pas dans Reims. » Comme Pierre reste dubitatif et explique que dans trois jours l'ennemi pourrait bien être ici. « Que vous êtes singulier, mon bon ami, s'exclame-t-elle. Dans trois jours? Mais nous avons nos généraux, notre armée, nos braves alliés. Croyez-moi, les Russes seront à Berlin avant que les Prussiens soient à Reims. Le rouleau compresseur avance,

rien ne saura lui résister. En outre, des renforts anglais accourent à marches forcées. Quant au canon qui fait rage : tant mieux, cela prouve que nous nous défendons et que nous en exterminons, de la maudite engeance ! Il vous semble plus rapproché qu'hier? Non, c'est que nos pièces sont plus grosses. » Nous agitons la question de nous en aller par Epernay. Avec bonté et bon sens, elle nous en détourne : « Remarquez que le train emmène des voyageurs et n'en ramène point. Si la communication est rompue quand vous arriverez à Epernay, que deviendrez-vous dans cette ville où vous ne connaissez personne et où vous ne trouverez même pas un gîte? Reposez-vous donc tranquillement chez moi durant quelques jours. Nos braves soldats vont donner une râclée à l'ennemi, et le chemin de fer pour Paris sera rétabli. »

Nelly rentre. Elle a vu son mari, qui s'attend à partir d'un instant à l'autre ; il lui a remis divers objets de vêtement, disant qu'il sera toujours trop chargé pour marcher et se battre sous cette chaleur. Prétextant des emplettes à faire, je m'esquive. Tout bonnement je brûle d'aller contempler la cathédrale. Je monte doucement la rue Libergier. En face de moi se dresse la merveille. Mais, de même que l'abord d'une personne de haute majesté intimide au point de vous faire reculer au moment d'être mis en sa présence, de même, ce matin, je n'ose pénétrer dans Notre-Dame. Je me contente d'en admirer l'extérieur.

Pierre, sorti de son côté, rentre peu après moi. Il vient de la caserne de Neufchâtel. Il a voulu aller serrer la main d'Emile Lecourt. Après une entrevue particulière de quelques instants, il l'a vu partir avec son bataillon, sac au dos, pour le fort de Fresnes.

La chaussée du Port, sur laquelle passe le petit train de banlieue, est une large voie plantée d'arbres, le long du bassin du canal de l'Aisne à la Marne où stationnent de nombreuses péniches. Sur le quai, il y a des dépôts de bois et d'autres matériaux de construction, en plein air ou sous des hangars. Au delà de l'autre rive du canal, séparée de lui par une digue de peupliers, la Vesle coule. Au delà de la Vesle, c'est le faubourg Saint-Anne et la route de Paris. La propriété où nous sommes réfugiés fait donc face au sud-ouest. Elle est en bordure de la chaussée, dont la sépare une grille, et se compose

du pavillon d'habitation, des bureaux y attenant, des écuries, des hangars et d'un vaste chantier de bois de construction. Entre la porte cochère et la porte d'entrée du pavillon se trouve un jardinet de plaisance. Le personnel domestique se compose de la bonne, du jardinier et du camionneur. Celui-ci, qu'on nomme le père Jude, n'a pas grand chose à camionner, les affaires commerciales étant suspendues ; ses fonctions se bornent à soigner le cheval laissé par les réquisitions, auquel notre Rosette est venue s'adjoindre. En passant, ce soir, prendre les ordres de sa maîtresse, il conte qu'il attend de la famille de Pont-Faverger, menacé par l'invasion.

Les journaux de Paris ne sont pas arrivés aujourd'hui. La laitière aussi a fait faux-bond, cet après-midi. Le lait de Rosette remplacera le lait des vaches de la marchande.

Mercredi 2 septembre. — A la cathédrale, où je me rends de bonne heure, je trouve enfin la note juste. Dans la nef irradiée et dans les chapelles du chœur et de l'abside, les fidèles, hommes et femmes de bonne volonté, sont nombreux. Des messes à tous les autels. Les prêtres officient nimbés d'abnégation, les assistants prient sans regard, enfermés en eux-mêmes. On reçoit le pain des forts avec la ferveur des premiers chrétiens aux catacombes. Aux confessionnaux, chanoines et vicaires exhortent les pénitents à la préparation dernière, en vue du martyre possible et de la mort. Ni mensonges, ni amollissantes illusions ne sont prodigués ici. La cathédrale reprend aujourd'hui la sublime fonction pour laquelle elle a été érigée et qui est d'élever les âmes en les détachant de la terre. Vénérable, et magnifique comme au temps de sa jeunesse, elle se retrouve la réelle maison de Dieu et la vraie porte du Ciel, « le lieu saint et ravissant dont toutes les parties sont parfaites et concordent entre elles ». Aussi, est-ce singulièrement raffermi et grandi que l'on sort de ce lieu.

Dehors, je ne puis m'empêcher de faire le tour de la basilique, car cela a toujours été pour mes sens spirituels le plus haut festin d'harmonie. Les animaux du chevet, dressés là-haut dans l'air bleu, semblent, vigiles de pierre, écouter le canon et observer au loin quelque spectacle d'horreur.

Quand je rentre à la maison, je trouve une agitation inaccoutumée. De pauvres femmes se présentent et implorent pour

obtenir un secours pécuniaire qui leur permette de fuir. La bonne, revenant du marché, annonce que les vivres n'ont pas été amenés ce matin ; les bouchers sont sans viande et les boulangeries, sauf à certaines heures, demeurent fermées ; il faut faire queue pour avoir du pain. Un monsieur survient et demande à notre hôtesse de vouloir bien lui prêter un cheval et un camion pour aller mettre ses filles en sûreté. Il a vainement parcouru la ville à la recherche d'un moyen de transport plus léger. Tout est retenu par l'élément civil fuyant Reims, ou réquisitionné par l'armée se repliant. Il nous apprend que les Allemands approchent de Compiègne, que Paris est menacé. Madame X... renvoie le pessimiste.

Nous nous sentons dorénavant dans l'impossibilité de gagner Paris, et, comme nous nous sommes aperçus que les ressources en foin et en paille de la maison sont limitées, nous décidons dès maintenant d'offrir notre jument à la réquisition militaire. Il y a à l'Hôtel de ville, nous dit madame X..., un bureau à cet effet.

Après le déjeuner, j'entraîne Nelly vers ce bureau. L'aspect de la ville est curieux. La quantité d'hommes en âge d'être mobilisés circulant dans les rues m'étonne. Partout, des groupes animés commentent le défaut de nouvelles ; des controverses s'élèvent sur la question de savoir si Reims sera par l'ennemi considéré comme ville ouverte ou comme ville fortifiée. La confiance des Rémois s'est muée en angoisse. Tandis que ceux qui ont le moyen de partir partent, les rues et les promenades de plus en plus s'emplissent d'émigrants de la campagne. La plupart de ces derniers, accablés et muets, sont assis sur le bord des trottoirs, sur les bancs des avenues, ou adossés aux maisons. L'Hôtel de ville en regorge; il y en a jusque dans les sous-sols ; les cours, ainsi que la place, en sont couvertes. Ils ont couché là, selon que l'atteste la jonchée de paille. Au bureau des réquisitions, on nous recommande, après avoir pris note, de rentrer chez nous de suite, les objets proposés devant être visités à bref délai.

Nous rentrons, et, en effet, au bout de quelques minutes se présente un vétérinaire de l'armée se disant excessivement pressé. Après avoir examiné, il demande les prix. Je dis celui de la voiture, mais mes lèvres se refusent à articuler la parole qui livrerait la fidèle Rosette à l'effroyable destin des chevaux

de guerre. La pauvre bête nous regarde avec bonté et hennit à mi-voix, ce qui est sa manière de montrer son affection. Je m'en remets de la sentence à Nelly qui, en fait, est propriétaire de l'animal. Nelly balbutie et se tourne vers son oncle qui, brusquement, s'en va. Le vétérinaire s'impatiente. La sueur coule de mon front. Je baisse la tête et murmure si bas que je crois seulement penser : « Laissez-la-nous, monsieur l'officier. » Durant deux secondes, je sens sur moi le regard de celui-ci, qui, sans dire un mot, salue et se retire. Notre hôtesse et Nelly l'accompagnent. Restée seule, je prends dans mes bras le cou de Rosette et je l'embrasse tendrement.

Quelques instants après, des parents de madame X... arrivent. Ils se joignent à nous pour l'engager à mettre en lieu sûr les bijoux et autres objets précieux encombrant chez elle les meubles et les étagères. Les visiteurs décrivent la cachette maçonnée de leurs propres mains dans leur cave ; ils ont élargi et consolidé les soupiraux de cette cave, afin de pouvoir s'en sauver au cas où, y ayant cherché refuge, la maison frappée par un obus viendrait à s'écrouler. Remplie d'étonnement, notre amie les écoute, puis les raille. « Ce sont des froussards, nous dit-elle après leur départ. Voilà quinze jours qu'ils délibèrent, pour savoir si oui ou non ils partiront. »

Nous sommes dans le jardin. Le bruit du canon ne cesse pas. De plus en plus rapproché, il gronde des quatre points cardinaux, ininterrompu, pressé. Par instants, les ondes se prolongent en vibrant à la façon de roulements de tonnerre interminables ; parfois ce sont des claquements comme de portes énormes assaillies par le vent; parfois aussi, on croirait qu'un cyclope agite un gigantesque tonneau où cent mille kilos d'airain seraient enfermés.

Le père Jude, sur le soir, vient nous dire que ses parents de Pont-Faverger, au nombre de dix-neuf, sont chez lui. Au cours de leur voyage à pied, ils ont de loin assisté à des épisodes terrifiants. Sommepy est en flammes ; Sainte-Marie-à-Py aussi, et Tahure, dit-on. Les femmes et les enfants fuient sous la mitraille ou sont rejetés au brasier par les remous des flots armés se disputant le pays. Leurs cris de douleur et de terreur, mêlés aux hurlements des chiens et aux mugissements des troupeaux, se font entendre à dix kilomètres. Rethel est bombardé et brûlé. A Aussonce un combat se livre.

Tout, sous le ciel si bleu, si tendre, est au carnage. L'horizon flambe et saigne. C'est la fête du fer et de la flamme. Imperturbable, madame X... affirme que l'ennemi recule et que nos soldats tiennent la victoire.

Jeudi 3 septembre. — Par condescendance envers ses amis, plutôt que par retour sur elle-même, notre hôtesse s'est décidée à emballer ses objets précieux et à en faire descendre les caisses à la cave. Aidée de Nelly et de moi, elle place ces caisses dans un angle, sur un plancher improvisé. Nous recouvrons le tout d'un amas de houille. Cette opération terminée, sans l'ombre d'une émotion, elle vaque à ses devoirs de maîtresse de maison.

Mon mari et moi, nous cherchons à nous représenter le sort qui sera fait par les Allemands à la capitale champenoise et le caractère que prendra l'occupation. Nous tâchons à deviner ce qui nous adviendra personnellement, à nous qui avons essayé d'esquiver l'ennemi. Il semble que, sous tous rapports, on doive être plus en sureté dans une ville importante et régulièrement administrée que dans un hameau perdu, où n'existent nul contrôle et nulle protection. Mais le sac de Louvain, appris ici avant-hier, paraît contredire ce raisonnement.

Le petit train a cessé de glisser devant nous, sur son rail, au flanc de la chaussée. C'est fini : plus de sifflets, plus de ronflement essoufflé, plus de convois lamentables. La ville se recueille. Il n'y a plus, dit-on, de soldats dans Reims. A travers la grille du jardin et par les fenêtres ouvertes, des enfants affamés demandent du pain, des restes, de l'eau, n'importe quoi pour apaiser leur faim et leur soif. La suppression des bruits accoutumés rend cette détresse plus navrante.

Dans l'après-midi, un voisin qui fréquente à l'Hôtel de ville nous annonce que Reims est déclaré ville ouverte. La municipalité s'est assuré la rançon pouvant être exigée par l'ennemi. Peu après, mon mari, allé aux nouvelles, rapporte copie d'un édit du maire invitant la population au calme, défendant les rassemblements, dictant leur conduite aux habitants en cas d'occupation et ordonnant le dépôt immédiat des armes. Ainsi donc, le sort de la cité est officiellement fixé. Dans la cruauté de l'heure, et bien qu'au fond de nous-mêmes nous sentions Paris et la France en grand danger, nous éprouvons de cette

décision la sorte de soulagement qu'on ressent à constater qu'un moribond cher a cessé de souffrir. Nelly et moi plaçons dans les meubles de nos chambres le contenu de nos valises et portons celles-ci au grenier, afin de cacher à l'envahisseur notre situation de réfugiés et de n'être point, comme tels, dépouillés et expulsés de la ville.

ISABELLE RIMBAUD.

(*A suivre.*)

REVUE DE LA QUINZAINE

—

ARCHÉOLOGIE, VOYAGES

Emile Verhaeren : *Villes meurtries de Belgique ; Anvers, Malines et Lierre*, E. Van Oest, 1 fr. 50. — Marguerite Moreno : *Une française en Argentine*, G. Crès, 1 fr. 50. — Stanislas Millot : *Pékin et ses Palais en avril 1914*, E. Leroux, 2 fr. — Les églises massacrées par la guerre. — Memento.

Chargé de rédiger une notice sur **Anvers, Malines et Lierre** dans la Collection des *Villes meurtries de Belgique* de la librairie Van Oest, Emile Verhaeren, qui devait faire, on peut le penser, un métier nouveau, nous explique qu'il a cru devoir se restreindre à ne parler que de quelques coins surtout curieux des lieux précités, — des édifices les plus remarquables des villes qu'occupe encore l'ennemi. Il nous présente ainsi le port toujours affairé, fourmillant d'Anvers et l'ancien *Steen* sur l'Escaut, où l'on a entassé tout un bric-à-brac de vieilleries ; la cathédrale, devant laquelle se trouve le puits de Quentin Metsys et à propos de laquelle il parle surtout des peintures de Rubens ; l'Hôtel de Ville et la maison Plantin-Morétus ; le Musée enfin, dont il ne signale que quelques tableaux, mais heureusement choisis. — A côté d'Anvers se trouve Lierre, au confluent des deux Nèthes, remarquable par son béguinage et l'église Saint-Gommaire, qui possède un admirable jubé. Malines, enfin, se trouve rapidement décrite, avec quelques mots sur la Dyle, le pont gothique et les pittoresques maisons du quai aux Avoines, la Cathédrale Saint-Rombaut, le palais de Marguerite d'Autriche, l'ancien Parlement, l'église Notre-Dame-au-delà-de-la-Dyle, etc... Emile Verhaeren a joint à son texte deux pièces sur *Rubens* et sur *l'Escaut*. L'éditeur a donné dans le volume des reproductions photographiques d'édifices, de tableaux, de sites et scènes populaires, même d'anciennes estampes figurant des édifices disparus ou transformés se rapportant à l'histoire d'Anvers. C'est *la Vieille Bourse*, avant la reconstruction, estampe de H. Causé, à côté de *la procession de Klapdrop ; la Citadelle* d'après une estampe de H. Bol ; *l'ancien Hôtel de ville*, reproduction d'un tableau de Mostaert ; la *procession de la paix de Munster, le 5 juin 1648*, gravure de F. Van Vijngaerde d'après une peinture de W. Hollar. — Mais j'imagine qu'en fait de procession, la catholique Belgique en fera une

bien autre à la paix qui viendra terminer l'effroyable guerre actuelle.

§

Partie pour l'Amérique du Sud, Mme Marguerite Moreno nous en a rapporté un joli livre d'impressions, — un récit de femme, ses aventures personnelles peut-être? — l'existence d'**une Française en Argentine**, où il y a, vers la fin, un mariage comme dans toute pièce de bonne tradition, et aussi nombre de choses charmantes, d'observations curieuses sur la vie et la société, même des scènes populaires et des paysages de montagne dans la Cordillère d'où l'on arrache de fabuleuses richesses, et que hante le roi des sierras, — le Condor, planant « les ailes toutes grandes ». Il y a aussi, chez Mme Moreno, avec une sensibilité aiguë et beaucoup de tendresse, un sens humouristique resté très en éveil, et qu'on retrouve par exemple lorsqu'elle nous présente le directeur du jardin zoologique à Buenos-Ayres, qui zézaye en parlant et a institué « un jour de sortie pour les animaux inoffensifs », — à l'intérieur de l'enclos d'ailleurs. — Mais voyez comme nous sommes peu libres dans nos appréciations. Ces histoires d'Amérique, dont bien des territoires sont encore à demi-sauvages, des mots qui reviennent continuellement dans le récit : l'*estancia*, *les gauchos*, *la pampa*, finissent par rappeler de vieux mélos romantiques comme *les Pirates de la Savane* que le Châtelet reprenait il y a quelques années encore; et pour imaginer les paysages somptueux de là-bas et les êtres parfois désagréables qui les hantent, j'en revois toujours la cascade de tableau mécanique, que les acteurs passaient sur une planche peinte en tronc d'arbre, et le serpent de bois qui faisait « cli-cli-cli » en descendant le long d'une ficelle, à travers des lianes, pour manger un enfant.

Sur **Pékin et ses Palais en avril 1914**, M. Stanislas Millot, officier de marine de son état, a publié une curieuse brochure d'exploration qui peut aider à élucider divers points encore assez obscurs dans la topographie de la capitale chinoise. Séjournant avec le *Pascal* dans le golfe du Tche-li, M. Stanislas Millot en profite pour visiter Pékin, — excursion toujours assez laborieuse, car les « facilités de communication » en Chine ne rappellent que d'assez loin celles de notre Occident ; pourtant, de Tien-Tsin à la capitale, on peut maintenant voyager en chemin de fer. — Pékin, comme il est indiqué assez couramment, se compose d'une ville chinoise et d'une ville tartare ; à l'intérieur de la ville tartare se trouve la ville Impériale, qui contient encore la Cité interdite. M. Stanislas Millot nous décrit divers palais et des sites de Pekin, mais dont les noms rébarbatifs, à moins d'avoir une traduction française, ou tout au moins une désignation de fortune, se retiennent difficilement. Ce sont surtout des palais ou pagodes, à toiture incurvée, devant lesquels des ponts de marbre franchissent des canaux ou des étangs. L'île de Jade porte

une colline artificielle couverte de temples et de futaies que domine une tour blanche de forme bizarre, tant que les Français de là-bas l'appellent volontiers « la Bénédictine ». De nombreuses constructions se trouvent encore dans cette île, qui est du reste comptée au nombre des « merveilles de Pékin ». Une autre porte le « Pavillon du Vent d'automne » ; plus loin se trouve le « temple des Dix mille Bouddhas », le « temple du Grand Bouddha », le « temple des Mille Bouddhas ». — L'auteur explore le « Palais d'Hiver » dont il décrit abondamment les diverses « Salles du Trône », puis visite dans la ville chinoise le Marché du Sud, — et enfin, avant de repartir, quelques édifices dans la partie nord de la ville tartare : « la Tour des Tambours », qui date de 1272 et en contient une certaine collection, mais tous crevés ; la « Tour de la Cloche », — une cloche qu'on frappe extérieurement à coups de maillet selon l'usage d'Extrême-Orient ; le « temple des Lamas » où se trouve un grand Bouddha de bois ; le « temple des Lettres » (*Wen-Miao*), où l'on honore Confucius et qui conserve les tambours de pierre des Tchéou (XII^e^ siècle avant notre ère) où se trouvent encore des traces de caractères gravés remontant à l'époque, sur lesquels les sinologues ont beaucoup discuté et, je crois bien, discutent encore.

Quelques photographies accompagnent le texte de M. Stanislas Millot, mais dont la reproduction, on peut le regretter, n'est pas toujours heureuse.

§

Au Petit Palais, en même temps que les vestiges et reliques des villes belges saccagées de la région de l'Yser, la *Commission des Monuments historiques* et la *Section photographique de l'armée* avaient exposé des séries de photographies relatives aux ravages et déprédations de l'ennemi en France, et surtout dans la région de l'Est. — On a souvent parlé du bombardement de Soissons, dont la cathédrale a été atteinte par les bombes ; où Saint-Jean des Vignes, ruiné depuis le commencement du XIX^e^ siècle et qui avait souffert encore pendant la guerre de 1870, a été détérioré de nouveau, — au moins une des flèches, le cloître du XVI^e^ siècle — par le tir des canons allemands. La cathédrale de Senlis, par chance, a peu souffert ; mais Arras et Reims ne sont plus que des décombres, — et du dernier endroit on pouvait voir surtout des clichés donnant les portails de la cathédrale, aux statues cassées ; l'emplacement de l'archevêché où n'apparaissait plus, parmi des écroulements de pierres et des ferrailles tordues, que la cheminée à peu près intacte de la salle du Tau ; plus loin le cloître de la rue des Trois-Raisinets, dont il subsistait quelques arcades ogivales. — Mais il faut bien se rendre compte que cette dévastation est à peu près générale dans la France du Nord et de l'Est, et si des villes comme Beauvais et Amiens

ont peu souffert, la ruée allemande n'ayant fait que passer, très nombreux sont les endroits, — des villages, des bourgs — où l'incendie, le bombardement n'ont laissé que des ruines. Parfois les dégâts semblent réparables, comme le montrent les clichés pris à Saint-Thibault de Thann; mais beaucoup d'autres édifices sont très abîmés, sinon ruinés complètement. C'est *Saint-Michel-sur-Meurthe* (Vosges); les églises de *Craonelle* (Aisne); de *Nettement* et de *Saint-Agnant* (Meuse); plus loin celles de la Marne, à *Saint-Thierry*, *Corfelix*, *Keuves*, *Dompremy*, *Cauroy-les-Hermonville*, *Cormicy*, *Merson*, *Pargny-sur-Saulx*, *Betheny*, *Saint-Prix*, etc.. Certaines avaient un intérêt d'archéologie ou d'art, comme l'église romane de *Sommesous*; celle de *Sermaize*, de l'époque ogivale, mais dont la façade plus ancienne portait la date de 1093; celle de *Heiltz-le-Maurupt*, des XII^e^ et XVI^e^ siècles et que surmontait une haute flèche.

L'ennemi, en somme, a partout saccagé, et le sort souvent est le même des bicoques modernes servant à célébrer le culte, ou des délicieuses églises qui subsistaient du vieil art médiéval. Cette première liste est d'ailleurs fort incomplète, et l'on sait déjà qu'il y faut ajouter les églises de *Barcy* (Seine-et-Marne), *de Suippes* (Marne) XI^e^ siècle), d'*Ablain-Saint-Nazaire* (XVI^e^ siècle) et les ruines voisines de *Mont-Saint-Eloi* (Pas-de-Calais, XVIII^e^ siècle). — Il y aura en somme tout un martyrologe à établir pour les régions dévastées, et il sera l'heure d'y revenir quand nous n'aurons plus qu'à estimer les dégâts causés par la guerre.

MEMENTO. — Aux derniers numéros de l'*Intermédiaire*, à côté de choses toujours très nombreuses concernant les événements actuels, on trouvera de curieuses discussions sur *Shakespeare à Elseneur*; *le tombeau de Napoléon I^er^ à Sainte-Hélène*; *les compagnies de Routiers*; *la Vierge Noire de Notre-Dame de Délivrande*; *le quartier du Petit-Picpus et « les Misérables » de Victor Hugo*, etc. — *L'Edition Française*, 30, rue de Provence, publie avec une illustration abondante un nouveau Journal de Voyages : *En Route*, dont les premiers numéros parus contiennent des articles de Carlos Fischer, *La Terre Promise*, promenade en Alsace; *les Maures*, par Robert Scheffer, excursion sur la Côte d'Azur, du côté de Saint-Tropez, de Porquerolles, de Lavandou; l'*Alpe d'Eté*, par Georges Casella, qui nous conduit au Val d'Isère, dans le massif de la Chartreuse, au Mont Pourri; la *France plus belle*, par Paul Adam, lequel donne pour l'après-guerre d'excellents conseils de tourisme, surtout aux conseillers municipaux de province et aux hôteliers.

CHARLES MERKI.

QUESTIONS MILITAIRES ET MARITIMES

L'offensive générale. — « Le plan mûri par les conseils de la coalition est maintenant en pleine exécution ». C'est en ces termes

que le général en chef annonçait le 12 juin aux troupes de Verdun la victorieuse offensive des armées du général Broussilof sur le front Volhynie-Galicie-Bukovine. Cet ordre du jour n'était communiqué aux journaux qu'un mois plus tard, le 7 juillet, au lendemain des premiers succès franco-anglais, obtenus entre Arras et Péronne, succès qu'on a appelés la première phase de la bataille de la Somme. Nos troupes certes méritaient d'être informées avant tout le monde qu'un plan concerté entre les alliés entrait en voie d'exécution et ne tarderait plus à alléger l'effrayante tâche que depuis cinq mois elles supportaient seules sur les glacis de Verdun. Sans doute, des raisons que nous ne connaissons pas ont fait reculer d'un mois la prise de l'offensive sur le front franco-anglais. Après que la manœuvre fut commencée dans les plaines de Picardie, qu'elle se fut développée avec succès pendant plusieurs journées, il fut enfin permis au grand public de pénétrer lui-même les secrets des Dieux. Il existe donc un plan concerté entre les Alliés. Dieu soit loué! Nous ne verrons plus l'adversaire libre de concentrer ses masses sur tel ou tel point de son dispositif, et les manœuvrer impunément pendant des semaines en dégarnissant jusqu'à l'imprudence les fronts où il savait qu'il ne serait tenté aucune diversion, parce qu'existait la volonté bien arrêtée de faire « la guerre dans le temps et non dans l'espace. » La situation atteint enfin à un degré tragique, comme il s'est rarement vu dans le passé. Le destin de l'Allemagne est en jeu. Nous ne voulons pas dire, et nous n'osons pas espérer que ce destin va se jouer en quelques semaines. Ceux qui conduisent chez les Alliés manquent trop d'une foi robuste capable de provoquer des miracles ; ils comptent pour le succès sur les facteurs matériels. En plus, leur propre destin est en balance; ils n'ont nulle envie de le compromettre. Ils sont enfin obligés à des concessions si opposées, si divergentes que leur action n'est plus libre d'obéir à l'impulsion de l'esprit. Leur génie n'est plus fait que de patience et de méthode.

§

Sur le vaste champ stratégique, qui couvre près de la moitié de l'Europe, trois points fixent actuellement l'attention : Kovel, Verdun, Péronne. A la menace qui pèse sur la ville lorraine, nous avons opposé la pointe vers la vieille citadelle picarde. Si Verdun tombait, ce serait une victoire morale pour nos ennemis, et, il faut le reconnaître, un affaiblissement sensible de notre front ; mais Péronne en notre pouvoir, ce sont les lignes de communication du front allemand de l'Aisne directement menacées, et en particulier le saillant qui s'avance jusqu'à 80 kilomètres de Paris, avec Chaulnes, Nesles, Haim, Roye, Lassigny, dont l'évacuation s'imposerait pour l'adversaire. Si nous conservons Verdun, ce qu'il est permis d'espérer aujourd'hui plus que jamais, c'est une défaite sans nom pour le grand Etat-major

allemand, une humiliation pour l'héritier de la Couronne, en même temps que le signe de l'impuissance le plus avéré, car personne, parmi les neutres, ne pourra plus mettre en doute que notre ennemi a employé à nous arracher ce lambeau de territoire une obstination acharnée avec des moyens matériels formidables et, sans compter, le sang et l'héroïsme de ses troupes.

Mais c'est autour de Kovel, surtout, que se joue, au moment où nous écrivons, la partie capitale. Depuis plus d'un mois, l'offensive russe se poursuit sur le front galicien avec une ténacité indomptable. Elle grignotte, elle ronge, elle désagrège peu à peu, à coups de boutoir répétés, les armées autrichiennes. Elle a réussi à nettoyer la Bukovine et à menacer sérieusement le centre du dispositif autrichien, où elle se prépare à tourner l'armée du général Bothmer. Mais toutes ses victoires en Bukovine et sur le front de la Strypa ne seront rien si elle éprouve une défaite devant Kovel. Tout serait à recommencer. C'est à Kovel qu'est le nœud de la situation. Cela n'a pas échappé à l'Etat-major allemand, qui tenait trois corps d'armée en stationnement stratégique dans la région de Brest-Litowsk, prêts à être lancés soit au Nord-Est, dans la direction de Baranovitchi, en cas d'une attaque frontale, soit sur Kovel pour prendre en flanc toute offensive vers Lemberg ou Wladimir-Wolinsky. Trois jours après l'offensive de Broussilof, ces trois corps d'armée étaient à pied d'œuvre, déversés par le chemin de fer de Brest-Litowsk à Kovel, obligeant les armées russes à faire front et à suspendre leur marche ver l'Ouest. La victoire décisive à Kovel, c'est la retraite qui s'impose pour les armées du Prince Léopold de Bavière, talonnées par les troupes du général Evert, car la distance n'est pas plus grande de Kovel à Varsovie par Lublin-Ivangorod que de Baranovitchi à la ligne de la Vistule par Brest-Litowsk, et cette distance est encore moins grande que de Vilna, et à fortiori de Dwinsk. Le plan du vieux maréchal von Hindenburg peut s'écrouler en quelques jours. D'ici un mois, nos ennemis se trouveront peut-être dans une situation qui rabattra leur morgue insolente. Au pis aller, si la fortune des armes ne tourne pas en notre faveur, l'échiquier stratégique ne se trouvera pas profondément modifié, et il nous faudra encore faire provision de patience et de stoïcisme.

§

Mais si nous cherchons la rupture d'équilibre, il faut enfin que nos amis les Anglais se mettent délibérément à la besogne. La guerre n'est pas un sport et elle ne peut pas être non plus seulement une source d'enrichissement pour un monde de fournisseurs dont les liens avec les administrations des Etats sont tout puissants. Nous ne mettons pas en doute le courage individuel des troupes britanniques, nous comptons dans leurs rangs trop d'amis personnels pour ne pas

être édifiés à cet égard. Ce que nous voulons dire, c'est que la méthode préconisée ne nous inspire qu'une médiocre confiance. La guerre ne se fait pas uniquement à coups de marteaux-pilons. Il y a plus de vingt mois, en octobre 1914, le critique militaire du *Times* écrivait :

Nous avons actuellement 1.200.000 soldats dans les Iles Britaniques, et leur nombre augmente sans cesse. Comme les Etats-Unis, notre coutume est de faire l'appel aux armes seulement après la déclaration de guerre et nous continuerons les hostilités jusqu'à ce que nous ayons atteint notre but. C'est ce que nous faisons actuellement, nous envoyons en France une partie de notre avant-garde; nous enverrons le reste au printemps, et le gros de l'armée entrera en campagne à la fin de 1915. Nous ne sommes pas pressés. Nos alliés pourront alors se reposer et en seront heureux. Alors nous pourrons lutter seuls...

Nous sommes heureux plus que jamais de la collaboration anglaise, mais nous sommes en 1916 et non plus en 1915 ; nous ne demandons pas à nous reposer, et eussions-nous cette pensée que la nécessité nous contraindrait à n'y pas songer. Nous ne sommes pas pressés plus que de raison, et nous conservons tout notre sang-froid. Mais vraiment il nous est permis de trouver que cela commence à trop durer. Il faut que nous nous estimions les uns et les autres assez mûrs pour asséner sur notre adversaire les coups répétés qui feront s'écrouler sa puissance militaire. Les hautes traditions de sacrifice, d'abnégation complète ne manquent pas en Angleterre, et ces traditions cultivées n'ont pas cessé de fournir des exemples d'héroïsme et de valeur militaire. Ceux-ci ont abouti souvent aux plus francs succès et quelquefois à retourner les situations les plus compromises. Tel fut le cas dans la journée du 31 mai, au cours de la bataille navale du Jutland, où le V. A. Beatty a maintenu haut les traditions anglaises, avec un dévouement et une abnégation qui n'ont peut-être jamais été atteints. Aujourd'hui que le rapport du Commandant en chef de la flotte anglaise vient d'être publié, ce sera pour nous un sujet de fierté de parler à nouveau de cette mémorable passe d'armes entre deux flottes cuirassées et de compléter ainsi une précédente chronique.

JEAN NOREL.

LES REVUES

Le Correspondant : MM. Antoine et F. de Curel jugés par M. Alfred Poizat.— *La Revue de Paris :* M. Ernest Lavisse, à propos de « la Direction de l'Opinion publique ». — *La Revue :* une Alerte dans un puits de mine, racontée par un lieutenant du génie. — *Revue des Deux Mondes :* une lettre de Bazaine à M. Thiers. — Memento.

La fréquentation des tragiques grecs n'a pas doté M. Alfred Poizat d'une belle âme. Sous ce titre : « La comédie nouvelle et le rôle

d'Antoine », il attaque avec injustice et passion l'œuvre du fondateur du Théâtre-Libre et sa fertile influence sur la scène française. Les lecteurs du **Correspondant** (25 juin) peuvent être, en général, peu amateurs de théâtre. Beaucoup sont incapables de contrôler les dires de leur informateur. L'action de celui-ci est d'autant plus blâmable. « Antoine fut un grand primaire », écrit-il. A ce propos, son insistance révèle une cuistrerie peu commune, moins révoltante pourtant que son parti pris de violateur des chefs-d'œuvre antiques, contre un moderne de la qualité d'Antoine. Le génie d'un Sophocle, si humain, si vrai, tellement *réaliste*, est très proche des conceptions scéniques d'André Antoine. S'il arrive qu'un Poizat transmette à ses contemporains quelque clarté de la lumière antique, ils la doivent à la vertu de la Beauté ; car, les pires médiocres n'arrivent pas à l'anéantir toute, dans leur opaque versification.

Comparez les œuvres et vous aurez la différence de niveau entre les hommes. Antoine n'a pas achevé son fécond labeur. M. Poizat demeurera toujours un figurant, dans le tableau littéraire de cette époque, même si la brigue brodait les palmes d'académicien sur ses revers d'auteur plat.

Quand il a encensé M. Lavedan, M. Brieux, exalté Paul Hervieu, dénigré Becque, cité avec une insolente négligence M. Courteline, Jules Renard et M. Tristan Bernard, M. Alfred Poizat en arrive à parler de M. François de Curel. Il débute par un portrait caricatural du grand dramaturge. Ensuite, vient ce qu'on va lire et que nous tenons pour fort empreint de la plus venimeuse perfidie ou de la moins pardonnable sottise :

Avec un visage comme le sien, je suis persuadé que M. de Curel ne peut s'intéresser beaucoup à d'autres qu'à lui-même. Ce n'est pas égoïsme, ce n'est pas vanité, c'est le sentiment d'avoir une pensée assez riche pour se suffire à elle-même. Plus volontiers, il inviterait les gens à y faire avec lui le tour du propriétaire. Il y a là des bois, des rivières, des usines, des moulins, des fermes, des châteaux bien aménagés. C'est un bon coin de province cossue, laborieuse et lointaine, d'une province de la Marche Lorraine où s'est fondu l'esprit germanique avec l'esprit français. On pourrait presque dire une pensée germanique de langue française.

N'ayons pas peur des mots. Il y a une pensée germanique honnête, sérieuse, copieuse, fortement réfléchie, pareille à la vie grave que mènent, depuis des siècles, certaines populations des frontières et qui n'exclut aucunement le plus ferme patriotisme français, mais donne au contraire à l'âme française plus de densité. C'est de cette pensée-là que je veux parler ici.

Il est certain que, lorsque Antoine monta les pièces de M. de Curel, son public ne fut pas dépaysé. Au sortir d'Ibsen, d'Hauptmann, de Sudermann, personne n'était plus indiqué pour représenter le côté français de l'art allemand ou, si vous aimez mieux, le côté allemand de l'art français. Même

manière un peu lourde de composer, même manière de vous présenter l'idée philosophique de la pièce, en y insistant. Ajoutez à cela une langue propre, sans bavures, mais sans grand relief et qui donne l'impression d'une excellente traduction.

A son œuvre consciencieuse, élevée, profonde, il manque ce je ne sais quoi de vif, de léger, d'aérien, de cristallin, de lumineux, de provocant qu'on retrouve chez tous nos maîtres. Aucune de ses phrases correctes et pleines ne reste dans la mémoire. On en retient le sens, mais le texte vous fuit. Disons le mot : M. de Curel manque un peu de style. Il en manque presque plus qu'Erckmann-Chatrian à qui un fort provincialisme, une sorte d'accent du terroir en tenaient lieu. M. de Curel l'a perdu, sans prendre l'accent parisien. Il s'est neutralisé, en sorte que ses pièces auraient été traduites de l'allemand, elles ne seraient pas différentes et tout le monde y trouverait le génie même de l'allemand. Leur originalité grande est même là. Il n'y a pas un autre auteur français qui fasse des pièces comme celui-ci ni qui pose un problème philosophique avec tant de rigueur, d'assurance et de méthode. Les Français sont plus pressés. Ils disent leur idée tout de suite.

M. François de Curel, — à l'écart de ces Lorrains qui ont abusé de la Lorraine pour se pousser dans le monde, — est un grand homme authentique aux vastes conceptions, aux réalisations heureuses. Il est le plus original, le plus fort et profond des auteurs français que nous ait révélés Antoine. Et c'est à propos d'un tel auteur que M. Alfred Poizat parle d'une « pensée germanique de langue française », et écrit textuellement : « ses pièces auraient été traduites de l'allemand, elles ne seraient pas différentes et tout le monde y trouverait le génie même de l'Allemand. » Suit un parallèle, établi en quatre lignes, entre M. François de Curel et « les Français ».

Si M. Poizat avait émis de telles opinions avant la guerre, on aurait pu les négliger ou ne lui reprocher que leur sottise. Il la double d'une inqualifiable perfidie, en les formulant aujourd'hui.

§

Une fois de plus, nous nous plaisons à reproduire ici la pensée de M. Ernest Lavisse. Il entretient de « La direction de l'opinion publique » ses lecteurs de **La Revue de Paris** (1er juillet). Il constate chez le gouvernement « la volonté de maintenir le pays dans un état d'esprit optimiste » et il déclare tout net : « c'est une volonté dangereuse. » En effet, si le pouvoir assume la charge de diriger l'opinion par l'exercice d'une sorte de dictature morale, il ne le peut sainement qu'en ne refusant pas la vérité au pays. On a laissé dire, dès l'hiver de 1914-1915, que l'Allemagne mourait de faim. On imprime les chiffres des pertes ennemies, sans fournir d'indications sur le nombre de nos morts. Tout se saura, un jour. Qui sait ce qui peut résulter d'une surprise trop forte ? Par sa « patience », son

« endurance », sa « foi en la victoire », notre peuple « a droit à toute la vérité », dit M. Lavisse.

Pour sa part, il n'hésite pas à écrire que « les forces de l'ennemi demeurent très considérables » et que « son suprême effort sera formidable ». En effet, vaincue, l'Allemagne est entraînée dans une telle débâcle que « jamais peuple, à aucun moment de l'histoire, ne fut menacé d'une catastrophe pareille ».

Et l'empereur ? — écrit l'illustre historien. — Il a maintes fois parlé d'un empire universel des Hohenzollern. Sur le caractère de cet Etat, il ne s'est pas nettement expliqué. Il s'est contenté de dire que ce ne serait pas un empire à la façon de ceux d'Alexandre, de César ou de Napoléon. Imiter Alexandre, César ou Napoléon, quand on est Guillaume II, fi donc ! Ce serait un empire comme on n'en a jamais vu. Mais lui, qui s'est imaginé maître du monde, il doit vivre aujourd'hui des heures très dures. Il ne dort pas bien toutes les nuits.

C'est un esprit imaginatif, du genre théâtral ; il a inspiré des sujets de pièces, présidé à des répétitions. Une fois, il a demandé à l'ambassadeur de France, M. Herbette, comment le cygne de *Lohengrin* est « manœuvré » sur la scène de notre Opéra. Il y a quelques années, à Berlin, il me parlait des Chevaliers teutoniques, conquérants de la vieille Prusse ; je lui dis mon étonnement que cette histoire pittoresque et poétique n'ait inspiré en Allemagne aucun musicien dramaturge, et je lui racontai une légende rapportée par un des *Scriptores rerum prussicarum* : le soir d'une bataille, où les chevaliers avaient été vaincus, la sainte Vierge, leur patronne, descendue du ciel, se baissa vers les corps des martys, cueillit leurs armes, et les remit aux deux anges qui l'accompagnaient. L'empereur devint très attentif. Il imagina tout de suite les âmes figurées par de petites flammes électriques et conclut : « Cela se fera. »

Or, nous pouvons être sûrs que cet homme, qui cherche toujours la « scène à faire », a plus d'une fois pensé à la grande scène historique de la « rentrée de troupes » à Berlin, après la victoire.

Avant qu'un homme pareil s'avoue défait, veuille renoncer à une rentrée victorieuse à Berlin, nous devons nous attendre à de « terribles sursauts ». M. Lavisse rappelle cette prédiction de M. de Bülow : « Le ciel et la terre trembleront. »

Voici la conclusion de l'article de M. E. Lavisse :

Toute la vérité, la voici donc : une grande force de résistance reste à l'ennemi ; des moments d'inquiétude sont encore possibles ; prévoyons de vives émotions, des coups inattendus (1). Mais la force de résistance décroît, et cette décroissance va se précipiter. Gardons-nous à la fois contre les effarements et contre les joies prématurées. Acceptons tous les sacrifices nécessaires. Que le Gouvernement et le Parlement ne nous en dissimulent aucun. Qu'ils nous « organisent » sévèrement pour la rude veillée de la

(1) Souhaitons que les frontières de la Hollande, et surtout celles de la Suisse, soient bien gardées. — Note de l'auteur.

victoire. Et fortifions en nous le courage et la patience. Et toujours représentons-nous ce dont il s'agit, c'est-à-dire — très exactement, à la lettre, — de notre honneur, de notre vie ; de préserver nous et le monde de la domination hautaine, pédantesque, hypocrite dont nous étions menacés par les artilleurs, les prédicateurs, les docteurs, les marchands de l'Allemagne prussifiée.

Nous ne saurions trop méditer la leçon ci-dessus, ni prêter attention à cette note où M. Lavisse parle des frontières suisses. L'espérance, en 1914, a inspiré à l'Allemand les moyens que l'on sait. Le désespoir, en 1916 ou en 1917, pourrait le jeter sur la Suisse, pour atteindre Lyon, à défaut de pouvoir, ailleurs, porter des coups capables de lui ramener la fortune.

§

De **la Revue** (1er-15 juillet). Extrait des lettres d'un officier du génie : le lieutenant J.-M. :

Vers 10 heures, j'ai eu une alerte amusante... après coup. J'avais quitté la mine 45, et écoutais, par acquit de conscience, dans le puits 47, à quelque cent mètres de là. Un puits de tout repos, car jamais on n'y a rien entendu. D'ailleurs, il est si loin des Boches, qu'il ne sert guère que d'abri pour les occupants de la tranchée, les jours de bombardement. J'étais donc au fond du 47, et j'y fumais une cigarette, très tranquillement, en dépit de mes propres règlements, quand tout à coup, j'entends piocher, tout près de moi — vite et fort — un bruit, qui, dans ce silence, semble infernal. Je juge qu'il vient en arrière de moi, et de plus haut. Au bout de quelques instants, il cesse, et j'entends remuer bruyamment les cailloux. Ces deux bruits se succèdent pendant cinq minutes environ, à moins de deux mètres de moi peut-être, dans la terre, puis cessent brusquement. Diable !

Le silence absolu n'est plus troublé. — J'écoute un quart d'heure. Malgré tout, je veux douter encore. Cela vient peut-être de la tranchée ? Pourtant, j'y ai commandé le silence et l'immobilité absolue, et le fantassin, qui sait bien que c'est pour lui d'abord que travaille le sapeur, obéit en général scrupuleusement. Dans la tranchée, je vois un « pitou » qui, placide, déguste un « quart de jus » fumant. Trait de lumière : le « jus » de l'intendance arrive à peine tiède en première ligne. J'interroge l'homme :

« Qu'est-ce que ce café ? C'est vous qui l'avez fait ?

— Oui, mon lieutenant.

— Vous l'avez fait ici ?

— Mais oui, mon lieutenant.

— Quand ?

— Il y a un quart d'heure à peu près.

— Comment ? »

Il me montre son procédé : il met les grains dans sa gamelle, les écrase à coups de crosse, puis achève de les broyer en faisant tourner et frotter la crosse au fond de la gamelle. Je lui ai dit de recommencer, après que je serai redescendu au fond de la mine. Aucun doute : quand il tape avec la crosse, cela imite absolument un bruit de pioche. Quand il moud, en la tournant, on jurerait le bruit de la terre qui se détache et roule. Ouf ! Ce

n'est qu'une fausse alerte. Mais heureusement que je suis remonté à temps pour voir le poilu savourer son café !

§

La **Revue des Deux Mondes** (1er juillet) donne une nouvelle série de la « correspondance de M. Thiers » pendant la guerre de 1870-71.

Nous en détachons cette lettre, en vérité très curieuse :

Le maréchal Bazaine à M. Thiers.

Cassel, 8 mars 1871.

Monsieur le Président,

M. le comte de Mornay-Soult, mon officier d'ordonnance, aura l'honneur de remettre cette lettre à Votre Excellence ; elle a pour but de lui offrir mes services, s'ils peuvent être utiles à mon pays, dans les circonstances actuelles, et d'exprimer mes sentiments de respect et de dévouement au chef de la République.

Votre très obéissant serviteur,

Maréchal Bazaine.

§

Memento. — *La Grande Revue* (juin) : — M. A. Sarraut : « Ecole, Tradition, Patrie ». — M. Ch. Saunier : « L'imagerie satirique de guerre hors de France ». — M. G. True : « La force latine ».

Revue des Deux Mondes (1er juillet) : — M. H. Bidou : « Le front britannique et les fronts voisins ». — M. C. Bellaigue : « D'Annunzio et la musique ». — M. C. Nordmann : « Un peu d'aérotechnique ».

La Revue (1-15 juillet) : — M. Jean Finot : « Le génie russe et sa déformation ». — MM. Henri Robert et Louis Martin : « L'autre ennemi (l'alcool) ». — M. Norbert Dolec : « Une Crise Anglaise ».

La Revue hebdomadaire (24 juin) : — M. Francis Jammes : « La rose à Marie ». — Pouchkine : « Voyage à Erzeroum ». — (1er juillet) : « Les Normaliens morts pour la France », par M. A. Chuquet. — « Entre deux rives », roman de Paul Acker. — M. Péladan : « De la Sociabilité dans l'Art ».

CHARLES-HENRY HIRSCH.

THÉATRE

Concours du Conservatoire : *Tragédie*, 30 juin. *Comédie*, 1er juillet. — Un vieux comédien. — Le Guignol de la guerre. — Poésie de gens de théâtre. — Madame Cora Laparcerie-Richepin et Jean-Jacques. — Un mot de Madame Louise Silvain.

Je suis retourné aux **Concours du Conservatoire**. Qu'on se rassure : je ne referai pas l'énumération de l'année dernière. Je la referai d'autant moins que c'est à peu près le même concours que j'ai revu. Je vous donnerai les noms des concurrents, hommes et femmes, tant en tragédie qu'en comédie. Vous remplacerez par eux les noms de l'année dernière. Je vous assure que vous aurez ainsi une

assez bonne esquisse du concours de cette année. Ce sont, en effet, toujours les mêmes Phèdres, les mêmes Hermiones, les mêmes Victorines..., les mêmes leçons récitées de son mieux, sans que l'esprit ni le cœur y soient beaucoup. Et je répéterai ce que je disais l'année dernière : il est bien difficile à de si jeunes gens et à de si jeunes personnes de mettre de l'émotion pour de bon dans des choses si passionnées, et ils sont encore trop novices pour savoir donner l'illusion de cette émotion.

Dans la tragédie, nous avons entendu Mesdemoiselles Colliney, Loukia, Ducraine, Gisèle Picard, d'Arezzo, Rachel Bérendt, Aubry, Parisis, Tauzia, et MM. Armand Bernard et de Rigoult. Un rappel de second prix a été donné à Mlle Rachel Bérendt, qui concourait dans Hermione. Un second prix a été donné à Mlle Ducraine, qui concourait dans Phèdre. Un rappel de premier accessit à Mlles Parisis et Tauzia. Un premier accessit à Mlles Aubry et Gisèle Picard. Un second accessit à Mlles d'Arezzo et Loukia. Je me garderai bien de dire quoi que se soit sur ces récompenses. Toutes ces jeunes personnes en méritaient une, ou n'en méritaient aucune, au choix.

Pour les hommes, une seule récompense a été décernée, un second prix, à M. Armand Bernard, pour sa scène d'Amaury, de *La Fille de Roland*. Il la méritait de tous points.

Dans la comédie, nous avons entendu Mlles Andrée Bauer, d'Arezzo, Risse, Parisis, Roseraie, Nivette, Dahon, Limoges, Sodiane, Rachel Bérendt, Gisèle Picard, Cocea, Aubry, Chardey, Nadine-Phédia, Lysis, Ducraine, Colliney, Yolande Laffon, Jeannine Henry, Jordaan, et MM. Lemaître, Lehmann, Castelli, Pizani, Sarment, Alcover, Armand Bernard, Coutant, Hiéronymus, Krimer et Desty. Trois premiers prix ont été donnés : à Mlle Colliney, dans une scène de *Daniel Rochat*, à Mlle Rachel Bérendt, jolie et assez pathétique dans *Lorenzaccio*, et à Mlle Nivette, la meilleure des trois, dans le rôle de Clara, du *Fils naturel*, qui lui a valu, au surplus, les bravos de l'assistance (moins le jury). Deux seconds prix ont été donnés : à Mlle Laffon, même rôle de Clara, du *Fils naturel*, et à Mlle Parisis, pour une scène de la *Princesse Georges*. Un premier accessit à Mlles Lysis, Sodiane, Risse, Cocea et Jordaan. Mlles Roseraie et Chardey ont eu un second accessit.

Les hommes ont été moins brillants, du moins de l'avis du jury. Un seul premier prix a été donné, à M. Lehmann, pour une scène de *l'Ami des femmes*. M. Armand Bernard, peu remarquable, il est vrai, dans le *Tabarin* de Mendès, n'a obtenu qu'un rappel de second prix. Mais deux seconds prix ont été très justement donnés à M. Alcover, qui est déjà un comédien expert, sachant tous les rôles et les sachant bien, qui nous a joué très sobrement la scène du rêve, dans *le Juif polonais*, et à M. Pizani, autre homme de talent, chez

qui on sent également le don du théâtre et qui ne nous a pas mal dit du tout, grimé en conséquence, la petite tirade de Bazile, dans le *Barbier*. M. Hiéronymus, que nous avons déjà vu jouer à la Comédie dans l'exquise petite pièce de M. Sacha Guitry, *les Deux Couverts*, a eu également un second prix dans une scène de l'Intimé, des *Plaideurs*. Deux accessits ont enfin été donnés à M. Lemaître, dans une scène de *Bataille de Dames*, et à M. Castelli, dans une scène du *Chatterton* de Vigny.

Dieu veuille maintenant, étant donnée la profonde impression que ces deux concours ont faite sur moi, que je ne me sois pas trompé ni dans les noms ni dans les récompenses.

Si je l'osais, je vous prierais à présent de relire les noms d'une grande partie des concurrents que je viens de nommer. Je n'en dirai pas plus. A vous de comprendre. Le personnel des élèves du Conservatoire, surtout les élèves femmes, continue de plus en plus à se transformer. Autrefois, pour la majeure partie, il venait de milieux bien différents. Une gamine de faubourg était allée, un soir, au théâtre Montmartre voir *les Pirates de la Savane* ou *les Deux Orphelines*, ou, par hasard, à la Comédie Française, à une représentation de classique. Elle en était revenue troublée, enthousiasmée, un coin de sa petite personne éveillé soudain. L'amour du théâtre lui était né, et l'ambition d'être un jour, elle aussi, une de ces héroïnes si belles et si touchantes. Dire qu'elle avait tout de suite du talent, non. Mais il y avait de la sincérité, quelque chose de la vocation véritable, ceci surtout, bien réellement : l'amour du théâtre. Et souvent, elle était vraiment jolie, ce que nous ne voyons plus guère. Or, l'amour de son métier, quel que soit celui qu'on a choisi, et être l'homme ou la femme de son métier, c'est quelque chose qui compte, vraiment. Il semble bien, à voir d'où nous viennent maintenant les élèves du Conservatoire, que le goût de paraître, de faire de l'effet, d'être remarqué, les guide plus que le véritable et sincère amour du théâtre.

Et tenez, puisque je parle d'un certain genre de comédien, je vais vous donner un petit croquis d'un vieil acteur pour qui j'éprouve, sans lui avoir jamais parlé et sans l'avoir même jamais vu jouer, une très vive sympathie. Il faut d'abord que je vous le dise : j'aime infiniment l'observation, je suis extrêmement curieux du visage humain. Des gens sur qui je ne sais rien, que je ne connais que de vue, m'intéressent par cela seul qu'ils ont une figure, — une mise aussi, quelquefois, — qui tranche sur l'ordinaire. Dans le quartier où je circule quotidiennement depuis vingt ans, j'en connais ainsi tout un petit groupe. Chaque fois que je rencontre l'un d'eux, je me détourne de mon chemin pour le suivre un peu, à fin de satisfaire une nouvelle fois ma curiosité, l'intérêt qu'ils m'inspirent.

S'il s'arrête, je m'arrête aussi, et je feins de regarder ailleurs, pour le regarder sans qu'il s'en aperçoive. Il m'arrive même quelquefois, si mon personnage entre dans une maison, d'y entrer derrière lui et de tâcher d'obtenir quelque renseignement sur son compte. Je dois dire que ce sont généralement des hommes, et presque tous fort pauvres, à en juger par leur aspect. Ils me sont profondément sympathiques. En parlant d'eux en ce moment, je les revois tous en pensée. Que de fois j'ai désiré partager avec eux le peu d'argent que j'avais sur moi ! Jamais je n'ai osé. Au nombre de ces personnages est X..., l'ancien acteur de l'ancien Odéon, l'Odéon de Marck et Desbeaux. Il m'intéresse à l'extrême par sa pauvreté, sa mise soignée, son visage et ses airs de vieux beau (j'ai une grande admiration pour les vieux beaux, j'aime cette force qui ne veut pas mourir), et ses amours avec cette dame de la rue ....., une bourgeoise, assez jolie, mariée et mère de famille, que je connais aussi, depuis longtemps, de la même façon. Souvent, ces dernières années, sortant le soir du *Mercure*, je les ai vus tous les deux en conversation fort animée rue ..... se dissimulant dans un coin moins éclairé, ou quelquefois, à midi, rue ....., le long du Luxembourg, se croisant, s'arrêtant à peine, échangeant quelques mots rapidement, comme des gens qui craignent d'être rencontrés. Il a tout l'air, lui, d'un vieil amant qui se raccroche, qui ne veut pas finir, et elle tout l'air d'une femme lassée, qui vient chaque fois pour terminer et qui ne continue que par souvenir et par bonté. Je rêve à cela, moi que les choses de la passion, sur mes vieux jours, sont arrivées à intéresser si profondément. Sans doute, leurs amours remontent loin, au temps où il jouait à l'Odéon les jeunes premiers du répertoire, les Valère, les Clitandre, dans un joli costume plein de rubans et de dentelles, faisant de beaux saluts comme au grand siècle, avec des airs plus ou moins copiés de Delaunay. Elle en eut une petite chaleur au cœur, et il dut achever sa conquête, à la ville, avec les meilleures phrases de ses rôles. Combien de temps de cela ? Au moins vingt ans ! Le jeune premier est loin. Il ne reste plus qu'un vieil acteur démodé, sans emploi, et, qui plus est, si pauvre ! Je l'ai rencontré plusieurs fois, le matin, rue Saint-Jacques, à la hauteur de la rue des Feuillantines, en négligé, faisant lui-même ses provisions. Il y a quelque temps encore, il se teignait, et avec son visage rose et frais, malgré les rides, cela faisait illusion, Mais l'autre jour, j'ai eu une surprise. Je sortais à midi du *Mercure*, et je passais rue de Médicis, pour aller prendre le train à la gare de la rue Gay-Lussac. Dans le Luxembourg, dans l'allée qui monte en longeant la rue de Médicis, je vois de dos un homme grand, mince, marchant dressé de toute sa taille, la tête haute, avec une allure mesurée de théâtre, lissant de temps en temps d'une main ses cheveux d'un blanc de neige encore plus.

accusé par sa mise complètement noire. Ma curiosité est éveillée. Je presse le pas pour le voir de face. C'était X..., toujours soigné dans ses vêtement râpés, un col droit immaculé, une jaquette moulant sa taille, son chapeau à la main comme un marquis de comédie et ses cheveux au naturel. Ils lui vont fort bien ainsi, ses cheveux, et lui donnent je ne sais quel air jeune, vif, plus agréable que sous sa teinture. Tel qu'il est dans son ensemble, il attire le regard, et la preuve c'est que des gens le regardaient passer et se retournaient pour le voir encore. Il devait attendre là la dame de la rue ..... Arrivé dans l'allée à la hauteur de la colonne Morris qui est en face de la pâtisserie Arnoult, il a tiré sa montre, a regardé l'heure, est sorti du jardin, a regardé dans la rue de Medicis du côté de l'Odéon (c'est toujours par là qu'elle vient), a donné un coup d'œil à l'affiche de la Comédie Française (la Comédie Française, pour lui!) puis est parti d'un pas décidé, comme s'il sortait de scène, par le boulevard Saint-Michel, toujours tête nue, le visage levé, son chapeau à la main, droit, mince, léger, jeune encore de cette jeunesse des jeunes premiers de soixante ans. Parfois, pour le voir de plus près, plus en détails, j'ai cette idée de lui écrire, de lui demander un rendez-vous, de lui raconter que j'écris quelque chose sur l'ancien Odéon, que je viens lui demander de me documenter. Quelle joie il en aurait! Je l'imagine, se dressant devant sa glace, avec son air le plus répertoire : « Hé! je ne suis pas si oublié! On me connaît! » La dame de la rue ..... serait capable, là-dessus, de lui trouver un regain de séduction.

Ma réputation commence à s'étendre. Vous verrez que je finirai un jour par être connu. M. Gaston Cony, le créateur et le directeur du *Guignol de la Guerre*, qui se tient dans le Parc des Buttes Chaumont, a bien voulu m'inviter à aller assister à une de ses représentations. Je n'ai pas boudé et un jeudi, juste le jour des enfants, j'ai été m'asseoir, au milieu d'une foule de bambins, sur une des banquettes de bois qui reçoivent les spectateurs. M. Gaston Cony n'a nullement fermé son théâtre à cause de la guerre. Il a adapté son répertoire aux circonstances, voilà tout. La petite pièce que j'ai vue nous montrait Guignol, domestique, obligeant son maître, un vieil avare, à porter son or, au lieu de le cacher, à la Banque, pour la défense nationale. Les enfants qui l'écoutaient avec moi s'amusaient fort. Je ne ferai qu'une petite critique au récitant du Guignol de la guerre. Pourquoi met-il, à la façon populaire, le mot *argent* au féminin? Les enfants qui l'écoutent ne peuvent que se confirmer là dans un vice de langage dont quelques-uns, au moins, pourraient, au contraire, se corriger.

La poésie des gens de théâtre, auteurs et acteurs, est encore du théâtre. C'est pourquoi je me permettrai de reproduire ici les deux

pièces qu'on va lire. Elles sont dues, la première à M. Romain Coolus et la seconde à Madame Cora Laparcerie-Richepin.

ILS ONT MENTI

Ils ont menti quand ils ont dit que la Belgique
Félone s'apprêtait à livrer leur pays.
La vérité, c'est que, pris de hâte tragique,
Pour vaincre vite ils ont tous les traités trahis.

Ils ont menti quand ils ont dit que l'Angleterre
Sournoise confisquait la mer à leurs dépens.
La vérité, c'est que leur orgueil militaire
A préparé pour la réduire un guet-apens.

Ils ont menti quand ils ont dit que la Russie
Despote lèverait sur tous le knout des tsars.
La vérité, c'est que leur aristocratie
Contre nos libertés a lancé ses hussards.

Mais nous, quand nous disons que toute la jeunesse
De France s'est dressée et ruée aux combats
Pour casser leur mauvaise puissance et que naisse
L'aube d'un monde neuf, nous, nous ne mentons pas (1).

L'EMBUSQUÉ

Ah ! combien je te hais, toi qui n'as rien donné
Tandis que nos martyrs ont défendu ta race,
La terre maternelle où tes frères sont nés,
Je te hais, de n'avoir pas réclamé ta place !

Je te hais, de n'avoir pas fait ta part d'effort,
Préférant demeurer près des vieillards, des femmes :
Embusqué, tu choisis l'infamie à la Mort,
Tu t'es évanoui, rien qu'à l'aspect des lames !...

Toi malade ? Qui donc a détraqué ton cœur ?
Qui mit la pâleur sur ta figure hagarde ?
Tu le sais mieux que nous... c'est la peur... c'est la peur,
Mais nos héros vainqueurs vont revenir... prendre garde !

Tu n'affronteras pas la sublime grandeur
Des nobles, des vaillants qui sauvèrent le monde,
Sans entendre aussitôt les murmures grondeurs
Qui t'accompagneront jusqu'au seuil de la tombe !

L'homme qui n'aura pas défendu son pays,
Avec ses fils, ses bras, sa plume ou sa parole,
Mourra seul, détesté, misérable, haï,
Quand nos soldats vainqueurs graviront l'Acropole ! (2)

(1) *Bulletin des Cigales*, nº 13.
(2) *Intransigeant*, 24 juin.

On voit par là quels ravages la guerre a causés dans tous les domaines. Il ne semblait pas que les auteurs de ces deux petites merveilles pussent rien désirer. M. Romain Coolus était connu comme un mauvais auteur dramatique, et Mme Cora Laparcerie-Richepin comme une piètre comédienne. Cette réputation solidement établie ne leur a cependant pas suffi. Ils ont voulu y ajouter le laurier du poète.

Il est vrai que Mme Cora Laparcerie-Richepin est assez lettrée. On m'en a rapporté récemment un exemple. Il y a quelque temps, au cours d'un voyage en Savoie avec des amis, elle visitait les Charmettes, où, comme on sait, vécut Jean-Jacques auprès de Mme de Warens et qui sont quelque chose comme un petit musée Rousseau. Une petite table, dans une pièce, retint toute son attention. « Oh ! s'écria-t-elle, quand on pense que c'est sur cette petite table qu'il a écrit les *Confessions d'un Enfant du Siècle.* »

J'étais placé, aux Concours du Conservatoire, à côté d'une femme charmante que son devoir de critique, elle aussi, amenait en cet endroit. Elle m'a raconté un mot amusant de Mme Louise Silvain, la femme du sociétaire de la Comédie Française. C'était il y a quelques années, un dimanche, dans le salon d'un critique connu, dont c'était le jour de réception. Vers cinq heures, sortant de la matinée de la Comédie, Mme Louise Silvain arriva. On s'empressa autour d'elle, et quelqu'un lui demanda des nouvelles de son mari. « Mon mari ? répondit-elle, il va très bien. Il joue toujours ses rôles de vieux confidents. — Comment ?... dit alors quelqu'un qui n'avait probablement pas bien entendu. — Ah ! non, répliqua vivement Mme Louise Silvain. Je vous ferai remarquer que j'ai bien dit les trois syllabes. »

MAURICE BOISSARD.

MUSIQUE

A propos du snobisme. — Les circonstances ont amené nos Grands Concerts à passer en revue notre musique symphonique française, et c'est excellent. Qu'il soit agréable ou fâcheux, fût-il même cruel, le *gnôti seauton* est toujours intéressant. En résumé, sans nous flatter, nous sommes fort loin d'avoir à nous plaindre de l'épreuve, et surtout en pensant qu'il y a cinquante ans elle aurait été impossible. Il n'est guère d'exemple d'une renaissance symphonique aussi intégrale en un pareil délai. Du néant morne ou nauséabond de notre Second Empire expirant, où Berlioz mourait isolé, plus inconnu encore que méconnu, nous sommes parvenus à la vie et à la productivité musicales les plus intenses. Du néoclassicisme mendelssohnien qu'inaugura M. Saint-Saëns jusqu'au dénouement ravé-

iste, non seulement nous avons abordé tous les genres et tous les styles, mais nous en avons épuisé quelques-uns : c'est chez nous que, depuis Wagner, s'est effectuée l'évolution de l'art sonore. Nous avons su fournir les plus divers aspects du talent et certains du génie. Sans doute, comme il est naturel, il y eut aussi du déchet dans une telle surabondance, laquelle n'évita point quelque notable équivalent de ce que, outre Rhin, on dénomme de la musique de capellmeister. La nôtre s'attesta pourtant, sinon toujours moins vide, plus spécieuse, moins lourde, plus élégante que celle de là-bas. Il est remarquable d'ailleurs, dans tous les arts comme en littérature, que la médiocrité chez nous fait plus aisément illusion qu'autre part ; à ce point même qu'il n'y a guère qu'une bonne moitié peut-être des Membres de notre Académie à s'accuser capables d'échapper au bienfait de cette grâce tutélaire. Durant ce laps, nous n'eûmes de rivaux que les Russes qui, eux, depuis Glinka, se créaient leur musique, et dont l'art savoureux paraissait, avec Glazounow, avorter à la scolastique teutonne quand surgit impromptu M. Stravinsky, qui n'a pas dit son dernier mot. Sans M. Richard Strauss et quelques très récents Hongrois, la *Mittel-Europa* d'aujourd'hui étalerait le plus oiseux désert entre ces deux forêts luxuriantes : c'est simplement rendre hommage à la vérité que constater cette évidence. Si Wagner revenait au monde, il ne serait peut-être pas aussi surpris de tout cela qu'on pourrait croire. Il semble même en avoir eu comme un obscur pressentiment. Cependant cette revue de nos forces musicales demeura quelque temps incomplète, tronquée des derniers contingents. Il fallut attendre d'abord que l'habileté de M. Chevillard, qui est décidément un éducateur hors de pair, réussît à métamorphoser l'orchestre incohérent et assez empêtré des débuts, suffisamment pour pouvoir s'attaquer sans trop d'encombre aux œuvres d'exécution ardue et délicate de notre jeune école contemporaine ; de celle qui, héritant de la longue assimilation indispensable et fatalement peu ou prou épigonique de Bach, de Beethoven et de Wagner, put enfin, quoique issue de *Tristan*, rester indemne de wagnérisme et constituer l'art le plus foncièrement « français » que depuis bien longtemps il nous ait été donné de produire. C'est ainsi qu'en janvier et février de cette année on eut la satisfaction tardive de réentendre des fragments de *Daphnis et Chloé* de M. Maurice Ravel et des *Evocations* de M. Albert Roussel. On eut aussi la joie de ravoir *l'Après-Midi d'un Faune*, ce chef-d'œuvre entre tous accompli, en soi sans précédent ou analogue, d'une beauté novatrice exquise, ingénue et subtile à la fois, et qui, autant que *le Freischütz* ou *Tristan*, marque dans l'art musical une date à jamais mémorable. L'auditoire l'écouta, ce dimanche, aussi religieusement que le fut *Parsifal* au seuil de 1914, et comme hypnotisé par la magie

sonore jusqu'au déchaînement de l'ovation finale. Et, dans la frénésie des bravos inapaisables, je me remémorais le concert où le regretté Colonne osa jouer pour la première fois cette œuvre extraordinaire. L'ahurissement était presque unanime. Après qu'eut résonné l'ultime accord, ce cri parti du cœur et jailli des galeries paradisiaques retentit au milieu des sifflets : « J'aime encore mieux du Dubois ! » Ressemblante aventure échut à M. Maurice Ravel à l'audition, unique sauf erreur, d'*Une Barque sur l'Océan* au Châtelet. Les applaudissements étaient maigres, les protestations effarées l'emportaient, et j'ai souvenance qu'une dame replète et agitée à laquelle, je ne sais trop pourquoi, j'assignai *in petto* la profession de maîtresse de piano, s'écriait tout ébaubie et indignée en s'adressant à sa voisine : « Mais y a pas d' thèmes ! y a pas d' thèmes ! » Les temps ont bien changé depuis. Et j'en vins à songer aux effets éventuels du snobisme. On ne doit pas trop en médire. Il a ses avantages comme il a ses inconvénients, et plus peut-être de ceux-là, au fond, que de ceux-ci. Si son autorité est basée sur la mode, le bénéfice est évident lorsque c'est, par hasard, d'un artiste de génie qu'il s'agit. Il procure aux badauds dont la sensibilité prédisposée s'ignorait, une occasion involontaire et insoupçonnée de culture, tandis que, par ailleurs, son impuissance est absolue à assurer une gloire imméritée autant qu'à édifier pour un vulgaire industriel ou amuseur un succès qui ne soit éphémère. Il est notoire que ce qu'on baptisa « le debussysme » fut prôné tout d'abord par un groupe assez restreint d'admirateurs ; il n'est guère niable que le snobisme ait contribué à en imposer la vogue, et on ne peut certes douter pourtant que ne soit aussi spontané que sincère l'enthousiasme qu'inspire actuellement, à un toujours plus grand public, cet art qui le déconcertait jadis. Et il en fut de même à l'égard de Wagner, comme aussi bien pour tout art novateur. C'est là surtout qu'est précieux le snobisme. Il se trahit parfois d'une candeur naïve, témoin cette anecdote authentique. Après l'exécution du *Quatuor* de M. Maurice Ravel, un monsieur et sa femme applaudissent chaleureusement, et le dialogue suivant s'engage : « C'est bien, cette chose-là, c'est très bien. » — « Oui, mais, c'est drôle, il n'y a pas de thèmes. » — « Oh ! tu sais, c'est toujours comme ça dans ces machines classiques. » En dépit de l'inconscient compliment qui termine, on peut estimer que M. Ravel n'a pas de chance avec ses « thèmes » ; mais, si ce couple persévère, peut-être bien lui arrivera-t-il, par un beau soir, de se les fredonner sans y penser en rentrant chez soi dans la nuit. Le snobisme, au surplus, n'est nullement particulier aux profanes. Maints mélomanes indurés pourraient dire avec le poète : « Et, si c'est du Mozart, que l'on m'en avertisse ! » On en eut une bien jolie preuve à certain concert de la Société Musicale Indépendante où

les noms des auteurs n'étaient pas inscrits au programme. Les *Valses nobles et sentimentales*, sous cet anonymat, reçurent un accueil de la plus ironique fraîcheur. A quelque temps de là, dûment signées Ravel, on les applaudissait à tout rompre. C'est peut-être que la plupart des gens sont plus ou moins dans le cas de Candide, « qui avait été élevé à ne jamais juger de rien par lui-même ». Il est de fait que le jugement parfois d'esprits éclairés même se décide souvent volontiers d'après l'étiquette ou pour le moins en est influencé ; et c'est ce qui rendrait notre Académie redoutable malgré son ineffable inanité, n'était le ridicule qui depuis deux cents ans est inhérent à cette institution cardinalesque. Peu de personnes ont des idées vraiment à soi et des impressions personnelles ; moins encore oseraient les proclamer sans gêne envers et contre tous. Bien rare est assurément le courage de ce quidam indépendant et explicite qui, à l'audition de la *Sonate*, op. 108, en *si* ♭, de Beethoven, qu'exécutait un virtuose célèbre, interrompit soudain la fugue horripilante de laideur et de vacuité en hurlant d'exaspération : « Oh ! Assez ! Assez ! » Un grand nom entraîne tous les suffrages et capte l'admiration fascinée. Je me souviens qu'il y a bien longtemps un musicien distingué jouait devant moi la seconde des *Partite diverse sopra : O Gott, du frommer Gott* de Bach, dans le cinquième cahier de l'Edition Peters. Et, ce faisant, il buvait littéralement du lait, souriait, se pâmait, dodelinait de la tête, soulignait d'exclamations ravies les intentions du maître : « Voyez comme il l'amuse avec sa basse !... Et maintenant son thème !..: » Je lui avouai pourtant ne point partager son émoi et, ayant consulté Spitta, nous découvrîmes que cette composition datait de la seizième année de Bach, alors élève de Georg Boehm, organiste à Lunenburg, et que précisément la variation qui l'excitait à ce degré était, mieux qu'un pastiche, un véritable décalque de la manière du professeur dont l'oubli eût probablement anéanti tout souvenir s'il n'avait servi de modèle à Bach adolescent. Une réputation bruyante aboutit fréquemment aux mêmes résultats. Il faut certes une jolie juvénilité ou un aveuglement intrépide pour décerner le titre de penseur et la considération qui s'ensuit au perpétreur de l'amphigouri que voici :

Le soleil chassait les longueurs de l'horizon quand le jeune homme releva son front rafraîchi par l'ombre du temple et le frisson des hymnes. Ces éternelles sacrifiées, les mères et les amoureuses, et les blêmes enfants un peu morts, de qui les pères escomptèrent la vie pour animer une formule, toutes les victimes des égoïsmes supérieurs, transverbérées de ces flèches qui sont les pensées des sages, gisaient sur les parvis du lieu que nous rêvons.

Cette phrase lapidaire, qui garantit à l'infinie postérité des chats le régal d'une éternité de langues, fut découpée par M. Victor Snell

à la page 110 de *Sous l'Œil des Barbares* et sertie dans un petit joyau de finesse et d'humour intitulé *le Jardin de Marrès, par Bérénice*. Que le snobisme lui-même n'ait point récalcitré devant les « enfants un peu morts », la chose est digne de mémoire. Le bilieux Pococurante néanmoins exagérait en opinant : « Un sot admire tout d'un auteur estimé. » Il peut y avoir là autant et même plus de modestie insue que de sottise, et ce serait un des côtés par quoi le snob pourrait, non seulement attirer la sympathie, mais profiter de son snobisme. On ne doit pas pécher d'orgueil en face d'une œuvre d'art. Il serait d'une arrogance assez niaise de prétendre trancher tout de go sur la qualité d'un ouvrage auquel un individu doué a travaillé pendant des mois ou parfois des années. Quand on ne comprend pas, il est bon de se dire qu'on est soi-même l'imbécile et non pas l'autre, et de s'efforcer de comprendre. Je me suis toujours bien trouvé, pour ma part, d'adopter humblement ce principe; aussi continué-je à le mettre en pratique. Je me rejoue périodiquement les œuvres dont la valeur, le sens ou la beauté m'avaient semblé d'abord indiscernables, dans l'espoir de les percevoir quelque jour. C'est une telle joie que d'admirer ! Je relis ainsi tous les ans, par exemple, les deux importantes sonates que MM. Dukas et d'Indy ont écrites pour le piano, et, si mon premier sentiment n'a malheureusement pu se transformer encore à leur égard, cette persévérance appliquée à *Ariane et Barbe-bleue* m'induisit tout au moins à un plus haut respect pour l'effort et la probité du musicien. Le désir d'admirer est un ferment fécond de culture, et sans doute est-ce dans le snobisme qu'il se présente avec le plus d'ingénuité. En somme, c'est le cas ou jamais de tomber d'accord avec M. Saint-Saëns qui, n'ayant, à vrai dire, alors que quarante et un ans et dissertant en 1876 sur le snobisme wagnérien, déclarait avec sa netteté coutumière :

> A tout prendre, je préfère hautement ceux qui s'inclinent devant une évidente supériorité et ne marchandent pas leur admiration, dussent-ils admirer de confiance, à ceux qui dénigrent de parti pris et font parade de ne rien comprendre à des œuvres que beaucoup d'autres comprennent et qu'ils comprendraient fort bien eux-mêmes, s'ils voulaient s'en donner la peine.

Le snobisme ingénu, en effet, est le signe d'une âme enthousiaste d'un naturel sociable et d'un esprit ouvert d'instinct. C'est peut-être pourquoi il fleurit particulièrement chez nous, si prompts à l'engouement, déférents à la mode et sensibles à l'opinion du prochain. Car « le Français est glorieux », ainsi qu'observait Clauzewitz en croyant nous lancer un sarcasme, « il a plaisir à se montrer sous le jour le plus favorable » : ce qui est un des traits du snobisme, et même son meilleur. Il est réel que le Français souhaite être aimé et admiré, et, après tout, ça vaut encore mieux que le contraire. Cela prouve un cœur généreux, innocemment crédule à la bienveillance des hommes.

Il faut sans doute quelque bassesse pour supporter imperturbablement la froideur ou l'hostilité d'autrui. Oui, le Français est « glorieux », ce qui ne signifie pas vaniteux, soit dit en passant. C'est un défaut qu'on nous attribue quelquefois, mais, au fond, bien à tort. La vanité ne va jamais sans la morgue ou le pédantisme et ce n'est assurément pas chez nous que perchent ces deux oiseaux-là.

JEAN MARNOLD.

MUSÉES ET COLLECTIONS

Les enrichissements du Musée du Louvre (suite) : les médaillons de bronze de l'ancienne place des Victoires; le reliquaire de Jaucourt, donations diverses. — Nouveau don de M. Zoubaloff au Petit-Palais. — L'exposition du Mobilier national au Musée de Toulouse. — Les collections Edouard Detaille au Musée de l'Armée et au Musée de Versailles. — La *Vénus* de Cyrène. — Une statue grecque archaïque au Musée de Berlin. — Encore la question des revendications artistiques : l'hypocrisie allemande. — Nouvelles des Van Eyck et des Memling de Gand et de Bruges. — Memento bibliographique.

Outre les nouvelles œuvres dont notre dernière chronique a signalé l'entrée au **Musée du Louvre**, quelques autres, venues enrichir nos collections à la veille de la guerre et dont nous n'avions pas eu le loisir de parler, méritent aussi de retenir l'attention.

Ce sont, d'abord, cinq médaillons de bronze provenant de l'ancienne décoration de la place des Victoires, offerts par le roi d'Angleterre lors de sa visite à Paris au printemps de 1914 et exposés actuellement dans la salle Coysevox. On sait comment, au lendemain de la paix de Nimègue, en 1679, le maréchal de La Feuillade, voulant témoigner à Louis XIV son admiration par un monument digne du Grand Roi, créa cette magnifique place et, au milieu, sur un haut piédestal décoré de bas-reliefs de bronze représentant les événements glorieux du règne, et flanqué aux angles de quatre esclaves de bronze représentant les nations soumises par Louis XIV, fit dresser la statue du monarque couronné par la Victoire. Autour de ce monument, dû au sculpteur hollandais Martin Desjardins (Van den Bogaert), La Feuillade fit disposer aux angles des rues débouchant sur la place quatre gigantesques fanaux de bronze doré qui, chaque soir et toute la nuit, éclairaient de leurs feux ce pompeux ensemble et que décoraient eux-mêmes, six à chaque pylone, des médaillons dus au sculpteur Jean Arnould et au fondeur Pierre Le Nègre retraçant, d'après les dessins de Pierre Mignard, les événements mémorables de la vie du roi (1). Ce sont cinq de ces médaillons, émigrés après divers avatars au château de Wind-

(1) On trouvera l'histoire détaillée de cette décoration de la place des Victoires (avec une vue de l'ensemble et la reproduction des médaillons entrés au Louvre) dans un intéressant article de M. Vuaflart publié dans le n° 4 de 1914 de la revue *Les Musées de France*.

sor, où ils avaient été encastrés dans les boiseries de la salle des Gardes, que la générosité du roi d'Angleterre a rendus à leur patrie d'origine. Ils représentent *Le Rétablissement de la discipline militaire*, *La Pyramide élevée à Rome abattue avec la permission du roi*, *Valenciennes prise d'assaut*, *Les Suédois rétablis en Allemagne*, enfin *La Soumission de Gênes*. Avec les quatres superbes *Esclaves* de Martin Desjardins transportés à l'hôtel des Invalides, où ils ornent, à la base du toit, les pavillons d'angle du côté de l'Esplanade (1), et les bas-reliefs du piédestal recueillis par Alexandre Lenoir au Musée des Monuments français lors de la destruction du monument en 1792, puis transférés au Louvre, c'est tout ce qui reste aujourd'hui de cet ensemble grandiose.

Avant la guerre également, une autre pièce de notre patrimoine national était venue s'adjoindre aux richesses de la Galerie d'Apollon : le reliquaire de la Vraie Croix de l'église de Jaucourt (Aube) admiré en 1900 à l'Exposition rétrospective de l'art français, ouvrage composite, mais charmant, formé d'une boîte en or due à un artiste byzantin du XII^e^ siècle et supportée par deux angelots délicieux en argent doré ajoutés au XIV^e^, agenouillés sur un socle où une inscription rappelle le nom de la donatrice : « noble dame Marguerite Darc, dame de Jaucourt ». Combien ne faut-il pas regretter l'indifférence d'une municipalité qui se sépare ainsi, de gaieté de cœur, d'un chef-d'œuvre incorporé depuis six cents ans à la vie de son pays et — plus encore peut-être — l'égoïsme de notre Conseil des Musées qui contribue à ce divorce et à ce dépérissement, si souvent déploré, des traditions et de la vie intellectuelle provinciales, étouffées sous le poids d'une excessive centralisation! Avec un de nos confrères, M. Emile Dacier (2), nous croyons de notre devoir de protester contre ce système néfaste qui tend sans nécessité (puisque, comme jadis la *Pietà* de Villeneuve-lès-Avignon, le reliquaire de Jaucourt était classé) à rassembler à Paris tous les trésors artistiques de la France. Arrachées au milieu auquel elles étaient destinées, dont elles faisaient partie intégrante et d'où elles tiraient leur signification, quelle figure font désormais dans nos galeries ces pauvres œuvres placées sous vitrine au milieu de cent autres, comme de simples objets de curiosité ? Combien peu ajoutent-elles à l'enseignement du Louvre, et, par contre, quelle diminution leur départ ne fait-elle pas subir à la province ou au village qui perd en elles une partie de son âme et de son histoire! Ce sera encore une tâche utile d'après-guerre que de réagir contre de pareils errements et d'essayer de rendre à chacune de nos régions, pour le plus grand bien de la communauté nationale, la conscience

(1) L'histoire en a été contée également par M. Vuaflart dans un article récent du *Temps* (21 juin 1916.)

(2) *Bulletin de l'art ancien et moderne*, 11 juillet 1914.

de sa valeur et de ses énergies dans le passé comme dans le présent.

D'autres enrichissements récents ont été procurés par diverses donations. Il faut signaler particulièrement celles que M. Robert Duseigneur et M. Paul Garnier ont faites au Louvre à la veille de leur mort. La première se compose de huit pièces : un petit tableau de l'art siennois représentant la légende de saint Nicolas, une statuette en bois de sainte Barbe, un pot italien aux armes des Médicis, un plat de céramique de Faenza et un autre hispano-moresque, un flambeau de cuivre vénitien et un autre oriental. — La seconde donation, plus importante, comprend, outre une série de soixante montres en argent gravé d'après les petits maîtres ornemanistes français du XVI^e^ siècle Etienne de Laune, Théodore de Bry, etc., une plaquette du XIV^e^ siècle en argent incisé préparée pour l'émaillage et représentant un donateur devant la Vierge, cinq plaquettes de bronze italiennes du *quattrocento* qui comptent parmi les plus belles que l'on connaisse, entre autres une admirable épreuve du *saint Georges* de Riccio, enfin — *last but not least* — cette charmante *Vierge* française en ivoire du XIII^e^ siècle que n'ont pas oubliée ceux qui la virent en 1900 au Petit-Palais où elle faisait pendant à l'*Ange de l'Annonciation* de la collection Chalandon et qui sera un des plus beaux joyaux de la collection des ivoires de notre musée.

De son côté, le généreux amateur russe M. Jacques Zoubaloff (qui vient encore d'ajouter à ses précédentes libéralités en faveur du **Musée des Beaux-Arts de la Ville de Paris** une série de trente-neuf pièces, — aiguières et plateaux, services à thé, vases montés, plats, coupes, bijoux, de l'invention la plus ingénieuse et de l'ornementation la plus délicate — dues au maître ferronnier et orfèvre Henri Husson récemment décédé, puis une vingtaine de petites sculptures, maquettes en plâtre ou en cire ou œuvres définitives, frémissantes de vie, accompagnées de bijoux et objets d'art du statuaire Desbois, et dix tableaux, pastels et dessins du savoureux artiste Odilon Redon qui vient de mourir, a offert au Louvre une œuvre significative qui comble un vide dans nos collections de peinture, où l'art russe n'était pas encore représenté : le portrait de Maria Pavlovna Narychkine par le peintre D.-G. Levitski (1), toile doublement précieuse et par sa valeur artistique et par les souvenirs qui s'y rattachent : provenant, en effet, des héritiers de M^me^ de Vandeul, fille de Diderot, il est à présumer que ce tableau fut offert par le modèle au philosophe et rapporté par celui-ci de Russie en même temps que son effigie par le même artiste, actuellement conservée à la Bibliothèque publique de Genève.

(1) Cf., pour plus de détails, l'érudite et pénétrante étude de M. Denis Roche sur le peintre Levitski dans la *Gazette des Beaux-Arts*, 1903, t. I, p. 49' et t. II, p. 318, où cette toile est reproduite.

En attendant que ces nouvelles pièces nous soient montrées dans le Louvre que la victoire nous rouvrira et nous fera paraître plus beau que jamais, l'administration des Beaux-Arts se rendant au désir des habitants de **Toulouse**, a consenti à exposer dans le musée de cette ville, au profit de l'Œuvre des orphelins de la guerre, quelques-uns des chefs-d'œuvre exilés au bord de la Garonne : tapisseries, sièges, tapis, meubles et bronzes choisis parmi les plus belles pièces du Mobilier national.

Nous avions été menacés d'avoir à Paris un nouveau musée particulier comme la vanité des collectionneurs est trop portée à en fonder : Edouard Detaille avait laissé ses collections et quelques unes de ses œuvres à l'Etat avec son hôtel pour une installation de ce genre. Ce qui a sa raison d'être quand il s'agit de l'ensemble de l'œuvre d'un grand artiste tel que Gustave Moreau ou Rodin ne s'explique guère dans un cas comme celui-là, et l'exécuteur testamentaire du peintre et l'Etat ont été bien inspirés en s'entendant pour répartir entre des musées déjà existants où leur place était toute marquée — le **Musée de l'Armée** et le **Musée de Versailles** — les pièces léguées par Edouard Detaille. Au premier sont allées les collections d'armes et de costumes militaires, avec une série de grandes toiles qu'on a installées dans la galerie Bugeaud — devenue ainsi salle Detaille — au rez-de-chaussée du Musée historique : dans des vitrines sont disposés les uniformes multicolores, « par la victoire usés » ou encore tout rutilants, de la Révolution et de l'Empire, de la Restauration, de la Monarchie de Juillet et du second Empire, les étendards offerts aux régiments d'élite, une série d'armes diverses, et une curieuse et riche collection de casques, colbacks, chapskas, etc.; des esquisses de grandes toiles de l'artiste et des tableaux de dimensions réduites les séparent, et à la partie supérieure des murailles trônent de vastes compositions : *Le Départ des volontaires* (*1792*), *Le Transfert au Luxembourg des drapeaux de la campagne de 1805*, *La Barricade* (*1830*), *Les Obsèques du général Damrémont*, *La Distribution des drapeaux le 14 juillet 1880*, et, au milieu le grand triptyque du *Chant du Départ*, — imagerie héroïque qui, dans les circonstances actuelles et près de ces glorieuses défroques, exercera encore plus d'attrait sur la foule des visiteurs. — A Versailles iront les autres œuvres de Detaille : tableaux, esquisses, pochades, dessins, en nombre considérable, qui seront exposés dans une salle spéciale.

§

Deux nouvelles statues grecques ont été récemment remises au jour. L'une, découverte en 1913 sur l'emplacement de l'ancienne Cyrène, dans la nouvelle province italienne de Libye, est une admirable *Vénus* de marbre, à laquelle manquent malheureusement la

tête et les bras, mais dont le corps merveilleux, dépouillé de tout voile, se dresse comme une blanche fleur aux délicates inflexions, avec une pureté de lignes délicieuse. La pose de la déesse et la présence près d'elle de ses vêtements posés sur un dauphin indiquent sans aucun doute une Vénus anadyomène qui, au sortir de l'onde, relevait probablement de ses deux bras dressés et tordait dans ses mains sa chevelure mouillée. Cette belle œuvre, datant de l'époque hellénistique et dans laquelle les archéologues voient l'imitation d'un modèle ancien où survivent même les traditions du v^e^ siècle (1), a été placée à Rome dans le **Musée national des Thermes**.

Plus précieuse encore, par sa date et sa rareté, est l'autre statue, et malheureusement, au lieu du musée italien qui devait la recueillir, c'est le **Musée de Berlin** qui s'en est enrichi. Un article du *Neues Wiener Journal* en date du 23 avril et, peu après, un « radio » allemand lancé dans toutes les parties du monde, ont annoncé bruyamment à l'univers cette conquête de nos ennemis, obtenue, on le verra tout à l'heure, par un de ces moyens louches qui sont dans leur habitudes et que nous avons déjà signalés (2). Il s'agit encore d'une statue de déesse en marbre, mais du vi^e^ siècle avant J.-C., offrant toute la rude et puissante saveur avec le type traditionnel des œuvres de cette époque archaïque — telles que les statues de jeunes filles provenant du premier Parthénon qui sont au musée de l'Acropole à Athènes, — et se présentant dans un état de conservation presque parfaite : seules les mains manquent ainsi qu'un fragment du trône en arrière, et la partie droite du visage a été corrodée par un long séjour dans la terre. Assise sur un siège d'aspect assez lourd et les pieds reposant sur un tabouret, vêtue d'un peplum et d'une tunique plissés, les cheveux calamistrés retombant sur le front en mèches régulières et partagés, sur le derrière de la tête, en six tresses ondulées qui descendent symétriquement, trois par trois, sur la poitrine, les bras collés au corps, elle présentait, avec le sourire stéréotypé qu'offrent toutes les statues de cette époque, des attributs dont l'absence actuelle empêche de déterminer son nom. De tout l'ensemble se dégage une impression de grandeur solennelle à laquelle devaient ajouter le diadème et les pendants d'oreilles en or qui sans doute complétaient autrefois sa parure et la polychromie dont, comme toutes les statues grecques, elle était revêtue. — Trouvée en Sicile, elle avait été apportée avant la

(1) V. sur ce point la savante discussion de M. Salomon Reinach dans le *Courrier de l'art antique* publié dans le numéro de juin 1916 de la *Gazette des Beaux-Arts*, et aussi l'étude consacrée à cette statue dans le *Bollettino d'Arte* du Ministère de l'Instruction publique d'Italie (1914, fasc. VI, où l'œuvre est reproduite en de belles phototypies, sous trois faces différentes), par M. Lucio Mariani, directeur du service archéologique des colonies italiennes.

(2) V. *Mercure de France*, 1^er^ décembre 1915, p. 718.

guerre chez un antiquaire autrichien de la rue Saint-Honoré et y avait excité un assez vif enthousiasme. Il est cependant inexact que le Louvre ou la Société des Amis du Louvre aient tenté de l'acquérir, comme l'ont prétendu les journaux allemands : le prix très élevé — qui variait, dit-on, de un à deux millions, — qu'en demandait l'antiquaire, et qui effaroucha un riche amateur étranger désireux de nous l'offrir, était trop élevé pour leur budget. La guerre étant survenue et le marchand autrichien ayant pris la fuite, la statue fut mise sous séquestre ; mais un beau jour, ce séquestre fut levé — bien à la légère — sur la présentation par un antiquaire italien de titres établissant qu'il était propriétaire de l'œuvre. Nos magistrats n'auraient-ils pas dû à ce moment, puisque la statue était sortie en fraude d'Italie, la loi Pacca interdisant l'exportation des œuvres d'art trouvées sur le territoire national, la faire déposer à l'ambassade d'Italie à Paris? Au lieu de cela, à sa sortie de France, elle s'achemina tranquillement vers le Musée de Berlin. Nous espérons qu'au lendemain de la victoire nos amis d'Italie, qui finiront bien par régler leurs comptes avec l'Allemagne, ne manqueront pas de se la faire restituer.

§

Et puisque nous voici amené à reparler des revendications artistiques à formuler vis-à-vis de l'Allemagne, qu'on nous permette un postscriptum à notre chronique du 16 février dernier.

On se rappelle peut-être avec quelle indignation, au mois de janvier de cette année, la *Tægliche Rundschau* de Berlin dénonça comme la manifestation de l'« instinct éhonté de pillage » propre uniquement aux Français et, dans l'antiquité, aux Romains, le désir, exprimé ici, de voir au moment de la discussion du traité de paix des œuvres de musées allemands indemniser la France et la Belgique des pertes artistiques incalculables que leur ont fait subir les armées germaniques. Or voici ce que, dans un article publié *en octobre 1914* dans la plus importante revue d'art berlinoise, la *Kunat und Künstler* — article dont nous avons connaissance seulement aujourd'hui, mais que la *Tægliche Rundschau* n'ignorait certainement pas — un critique d'art allemand, M. Emile Schaefer, écrivait sous le coup de l'enthousiasme suscité en Allemagne par l'envahissement et le sac de la Belgique :

A Liége et à Bruxelles on rend déjà la justice au nom de l'empereur allemand ; Namur est tombé ; sur Malines et Anvers croisent des zeppelins ; dans quelques semaines, dans quelques jours peut-être, le quartier-maître von Stein annoncera : « Le royaume de Belgique a cessé d'exister. » Conservera-t-il son indépendance ? Personne ne peut le prédire aujourd'hui, et c'est uniquement de la contribution imposée à la résidence de Bruxelles que l'on pourrait tirer quelques déductions sur le montant de la contribution de

guerre que l'Allemagne pourrait exiger des Belges aveuglés. Mais nous ne réclamons pas seulement de l'or monnayé : chaque ville de ce pays a été autrefois une patrie des arts, chaque église un sanctuaire de la peinture. Bien des œuvres ont disparu, bien d'autres ont été dispersées par le monde ; mais les petits-fils des Van Eyck et des Rubens ont conservé beaucoup de tableaux qui possèdent, outre leur inappréciable valeur idéale, une valeur matérielle qui ne peut s'exprimer qu'en millions, et sur cette partie aussi du patrimoine national de l'ennemi le poing du vainqueur devra s'abattre. En d'autres termes, les pièces les plus précieuses du butin artistique en Belgique devront passer dans les musées allemands.

Suit l'énumération de ces pièces : la *Madone* de Jean Fouquet, les chefs-d'œuvre d'Antonello de Messine, de Titien, du Tintoret, de Paul Véronèse, de Roger van der Weyden, de Memling, de Gérard David, de Quentin Metsys, de Rubens, de Van Dyck, etc., et — perle entre ces perles — le célèbre polyptyque des Van Eyck à Saint-Bavon de Gand avec les deux panneaux du Musée de Bruxelles « qui, cela va de soi, doivent être transportés à Berlin. »

Nous n'avions parlé, nous, que de réparations basées sur la justice ; le journaliste berlinois, lui, clame le droit de l'Allemagne, qui n'a aucune perte à combler, à s'emparer sans vergogne et par la force, comme d'un butin de guerre sur lequel « le poing du vainqueur doit s'abattre », d'œuvres d'art dont la valeur en millions ne l'hypnotise pas moins que la valeur idéale. Et c'est nous que la *Tœgliche Rundschau* accuse d'« instincts de pillage » ! — Rapacité brutale, impudence, hypocrisie : toute l'âme « boche » se trouve résumée dans cette typique histoire.

Après s'être ainsi délectés d'avance de tant de belles proies, la direction du musée de Berlin et M. Emile Schaefer ont dû éprouver quelque déception en apprenant que le **polyptyque de Saint-Bavon** a, de même que la **châsse de sainte Ursule** à Bruges, quitté la Belgique et été mis en lieu sûr. Cette heureuse nouvelle nous a été donné comme certaine dans un récent numéro de la *Renaissance* (1). Ce n'est pas la première déconvenue qu'éprouve l'Allemagne. Ce n'est pas non plus la dernière.

Memento. — Deux élégantes plaquettes nous ont été adressées, que nous signalons aux amateurs de choses délicates (malheureusement la seconde est hors commerce). Dans l'une (*L'Hôtel Carnavalet et la marquise de Sévigné;* Paris, H. Laurens, in-8, av. 2 planches), M. Prosper Dorbec, conservateur adjoint au Musée Carnavalet, qui connaît à fond l'histoire de l'ancienne demeure de Mme de Sévigné, retrace en des pages dont le charme évocateur se complète de la reproduction du portrait de la marquise par Robert Nanteuil et d'une vue de l'hôtel au XVIIe siècle, la vie intime de Mme de Sévigné et de ses hôtes dans ce vieux logis.

Dans l'autre, un de nos meilleurs écrivains d'art, M. Alphonse Germain, décrit *Les Ravier de la collection de M. Gabriel de Magneval* : cinquante-

(1) Livraison du 27 mai, p. 10.

trois aquarelles ou dessins au crayon, au lavis ou aquarellés, et analyse de la façon la plus pénétrante et la plus juste le charme subtil de ce rare paysagiste qui sut tirer de motifs et de contrées presque toujours les mêmes des effets d'une poésie si variée et si intense.

AUGUSTE MARGUILLIER.

LETTRES RUSSES

Le lyrisme hébraïque et les écrivains juifs. Nahum Slousch : *La Poésie hébraïque contemporaine* (Mercure de France, 3 fr. 50). — Isaac Péretz : *Bontché le Silencieux* (Mercure de France, 3 fr. 50).

Tant que les illusions d'une guerre de classes n'avaient pas rencontré un démenti de fait, on a pu croire que le peuple juif comme les autres s'y acheminait par une pente naturelle. Mais une guerre, identique à toutes les précédentes, est venue renverser le jeu des conventions et des systèmes. Le peuple juif ne pouvait manquer de suivre le sort commun. Il s'est donc efforcé de rassembler ses membres épars. Quelque chose d'aussi difficile, sinon plus, que l'union sacrée : une véritable alliance s'est fondée, ayant à sa tête des représentants choisis dans tous les milieux, indifféremment. De cette initiative toutefois l'honneur revient à l'intellectualité, qui forme dans le peuple juif une classe foncièrement distincte.

Le jeune israélite initié à la culture moderne, qui ne saurait par conséquent garder la neutralité de ses congénères, souffre néanmoins de se sentir isolé. C'est même là un phénomène de conscience assez connu et que l'on a cru définir du nom de « mal juif ». Ce mal, à mon avis, semble moins la caractéristique d'une race que celle d'une époque. Nous le retrouvons comme un dernier avatar du romantisme chez les principaux adeptes du socialisme chrétien. Il est la marque d'un désaccord entre l'adhésion aux principes et l'esprit de libre soumission à la règle. Pour la même raison que l'on a vu des athées religieux, des renégats qui ont été presque des saints, l'intellectuel juif, sous une apparence de fidélité à la tradition, abandonne le plus communément le judaïsme, sans se désintéresser pour cela de la cause juive.

Religion encore, mais renfermée, limitée dans la conception d'un bien être plus parfait, le meilleur de ces théories forme aujourd'hui le noyau du Sionisme. Faut-il s'étonner si plusieurs mettent à les défendre une âpreté digne de la réputation que de tout temps la race israélite s'est acquise ? Ils sont la voix de milliers d'autres qui, ainsi que Bontché, ne savent pas se taire.

L'antisémitisme, croit-on, pour sa part n'a pas peur de contribuer à rendre au peuple juif la notion de son identité, à lui conserver une mentalité plus spécifiquement juive. « Chaque nation — dit Israël Zangwill — a les Juifs qu'elle mérite. — Oui, et aussi les an-

tisémites. En France il peut y avoir quelque fierté à s'avouer cela. La malheureuse affaire Beïlis, qui tient par tant de côtés à la psychologie du peuple russe, ne saurait nous faire oublier l'autre : l'affaire Dreyfus, source de tant de maux, et dont nous ressentons si durement la répercussion.

Voilà pourquoi, à une situation sans issue, certains poètes ont cru remédier en faisant entrevoir la Porte d'or lointaine et tout idéale du Sionisme. Mais les Sionistes ne sont guère qu'une poignée, encore les trouve-t-on surtout dans l'Europe occidentale. Les écrivains judéo-russes, eux, ont préféré abandonner cette fiction pour suivre la voie tracée par leurs ancêtres, par les grands romantiques et les romanciers slaves.

Les symptômes de cette renaissance apparaissent ouvertement dans les premières années du vingtième siècle. J'omets à dessein la foule des traducteurs et la pléiade peu nombreuses des poètes juifs mais non hébraïsants, les Nadson, les Froug, les Than — ainsi que certains romanciers comme Tchirikov et Ossyp Dymov. Vers cette époque, on apprenait que l'immense ghetto formé par la région d'Odessa et la Pologne comptait aussi des poètes et des romanciers, ceux-ci écrivant en yidisch et ceux-là en hébreu. M. Nahum Slousch, si compétent dans ce genre d'études, en même temps qu'il a su mettre en évidence l'existence d'une sensibilité juive, nous montre, dans son **Lyrisme hébraïque et les écrivains juifs,** une véritable filiation littéraire existant entre les poètes romantiques du XIX^e^ siècle et le lyrisme des prophètes de la Bible.

Deux grands mouvements parallèles vont s'inaugurer dès le milieu du XIX^e^ siècle, l'école de Vilna et celle d'Odessa. Celui que l'on nomme le Père de la Poésie, Lebensohn, est d'éducation rabbinique et de pensée rationaliste. Ce type se retrouvera fréquemment. Révolté, comme tout romantique, il réserve ses effusions à la science. Dans un poème, « A ceux qui méprisent la science », il s'écrie : « Le jour viendra où le nom des Berlinois deviendra glorieux. » Un pareil hommage semblera moins imprévu si l'on réfléchit que la langue préférée du peuple juif est le yidisch, sorte de jargon allemand. Gros grief, et que je note en passant pour plus d'exactitude.

Le néo-romantisme hébreu proprement dit date des années 80. Il commence avec Dolitsky succédant à Gordon, poète ironique et sceptique, et se traduit en poèmes de résignation et de désespérance conformes à la note des Psalmistes de toute époque. Après Chapira, Halévy, Yavezh, qui, tous, dans quelque ordre nouveau ou simplement repris de la tradition, peuvent être considérés comme des promoteurs, la véritable phalange des lyriques modernes s'affirme avec J. Péretz, Tchernichevsky, Schneour et Bialik.

Je m'aventurerais certes beaucoup en disant qu'ils sont nôtres, et

toutefois tant par leur manière de concevoir que par les alternatives de foi et de doute, de passion et d'angoisse, nous les sentons si proches ! Il y a plus encore ; il y a l'accent, la flexion, le style même. L'étude de M. Nahum Slousch, bien moins littéraire que psychologique, ce dont il faut le féliciter, puisque nous ne pouvons confronter les textes, y souligne par endroits l'influence de notre symbolisme. Elle est indéniable chez Schneour, qui vécut longtemps à Paris et de ses flâneries dans l'Ile a laissé un poème remarquable : Sur les rives de la Seine.

Mais la plus haute manifestation du génie de la race est assurément la poésie de Bialik. La traduction de M. Sorani l'a depuis longtemps fait admirer en Italie : nous ne pouvons que déplorer, en France, une pareille lacune. Poèmes où le sang accusateur a pris voix alors que venaient d'être révélées au monde les féroces mesures de répression de Kichineff et de Gomel. Des noires ruines aujourd'hui accumulées par l'envahisseur, ils semblent encore se détacher comme une immense rosace de feu. Aussi bien la malédiction que le poète avait proférée jadis contre ses coreligionaires s'est élargie depuis jusqu'aux « persécuteurs ».

Et vos yeux se tourneront alors vers les mouches qui meurent sur les fenêtres et vers les viles araignées.

Et ce sera la misère qui gémira sur votre sort, auprès de l'âtre, et les murs de la ruine trembleront dans la gelée.

J'arrive à **Bontché le Silencieux** d'Isaac Péretz, contes juifs traduits par Charles Bolz et préfacés par Pierre Mille. De la vie de Péretz on sait peu de chose. Il habitait Varsovie où il remplissait une modeste fonction auprès du tribunal du Saint-Synode. Que l'on s'étonne, après l'ironie d'une telle destinée, qu'il en ait tant laissé paraître dans son œuvre. Et cependant malgré cette médiocrité voisine du dénuement, il connut les honneurs de l'envie. Tout en classant sa copie, aussi attentif que le pouvait être un Spinoza à polir des verres de lunettes, il s'arrêtait volontiers en imagination à dégager le sens de quelque scène populaire qui l'avait frappé. Il la reconstruisait ensuite avec un art parfait, et Pierre Mille a raison de considérer en Péretz un écrivain de premier ordre. Cette fois la pensée sort du judaïsme pour n'y plus rentrer. Elle s'appliquera indifféremment à tous les hommes, à tel point que lorsque l'ironie s'élève à un ton d'âpreté dont on ne retrouve pas l'équivalent dans tout le volume, le récit emprunte aussitôt la forme de l'allégorie. On en verra l'exemple dans : le Chat dévot.

L'ironie juive serait-elle d'un caractère particulier, ou bien, mise au service d'un esprit spéculatif, cette ironie ne semble-t-elle si cruelle que parce qu'elle touche à quelque point plus sensible du

cœur ou de la raison ? Si elle surabonde chez Heine, on ne la trouve pas moins en Villiers de l'Isle-Adam. C'est encore une des originalités de Péretz.

Le premier oiseau dévoré par le chat sifflait de façon irrespectueuse en regardant droit au ciel... Un pieux chat osa-t-il jamais siffler aussi effrontément?

Si le chat a été roué de coups pour l'avoir mangé, il ne méritera plus de coups désormais. « Il ne fallait pas laisser voler des plumes ni laisser tomber des gouttes de sang. »

Battu encore, il comprit enfin. Et ce fut plein de pitié qu'il s'approcha du troisième serin : « Ne t'effraie pas ! » Mais l'oiseau meurt dans sa cage. Il ne pouvait vivre dans cette atmosphère de chat. —

Conclusion qui n'aurait pas déplu à l'auteur de *Tribulat Bonhomet*.

Il existe en certaines régions de Pologne et d'Ukraine des chevaux, non pas les petits chevaux paysans que l'on voit trotter toujours dociles et patients, les poulains à côté des mères mais de vrais chevaux de race, qui, flairant le Juif et le reconnaissant peut-être aussi à sa longue houppelande, se précipitent comme pour le fouler sous leurs sabots. Ceci est plus ou moins, si l'on veut, qu'un apologue. Il s'en dégagera pour toute nature généreuse le vœu que les belles idées de pitié et d'humanité répandues à travers l'œuvre des Dostoïevsky, des Tourguenev et des Tolstoï ne soient plus trahies désormais par la rébellion et l'astuce profonde de l'instinct.

JEAN CHUZEVILLE.

OUVRAGES SUR LA GUERRE ACTUELLE

Charles Maurras : *Les Conditions de la Victoire*. III. Ministère et Parlement, de septembre à fin de décembre 1915, Nouvelle Librairie Nationale, 3 fr. 50. — Yves Guyot : *Les Causes et les Conséquences de la Guerre*. Deuxième édition, avec préface nouvelle, Félix Alcan, 3 fr. 50. — Ernest Daudet : Les Auteurs de la Guerre de 1914. I. *Bismarck*. Attinger frères, 3 fr. 50. — Pierre de Lanux : *La Yougoslavie*, avec une préface de M. Paul Adam, 3 fr. 50. — Maurice Maeterlinck : *Les débris de la Guerre*. Fasquelle, 3 fr. 50. — Lucien Hubert : *L'Effort brisé*, Alcan, 1 fr. 25. — Paul Otlet : *Les Problèmes internationaux et la Guerre*, Kundig, Genève, et Rousseau, Paris, 8 fr. — André Chéradame : *Le plan pangermaniste démasqué*, Plon, 4 fr. — Baronne J. Michaux : *Journal d'une Parisienne pendant la guerre*, Perrin, 3 fr. 50. — Robert de Larmandie : *Blessé, captif, délivré*, Bloud et Gay, 3 fr. 50. — Capitaine Olivier : *Onze mois de captivité dans les hôpitaux allemands*, Chapelot, 3.50.

Les Conditions de la Victoire, par Charles Maurras. — Le titre particulier de ce nouveau recueil d'articles de guerre (« Ministère et Parlement ») montre que l'auteur s'applique à, notamment, analyser « les difficultés soulevées entre le gouvernement, les Chambres et la presse, expression visible du conflit de souveraineté contenu dans toute démocratie ». Il faudrait louer l'esprit dont s'inspire cette analyse, l'esprit gouvernemental, si cet esprit n'était trop

naturel chez un bon Français (même de doctrine opposée) pour qu'on ait à le louer. France, d'abord. C'est tout ce qu'il y a de plus élémentairement naturel ; et pour ne point contrarier, je crois, M. Maurras tout le premier, je m'abstiendrai d'expliquer, en des mots qui, si prudents qu'ils soient, pourraient contenir du désordre, comment pareille sagesse patriotique ne régna peut-être point toujours chez certains autres opposants, il y a quelque cinquante ans bientôt. Rejetons bien vite le voile là-dessus. Plus tard, on verra. A cette heure, les Français sont supérieurs aux questions politiques.

Je me sens incité, de nouveau, à songer à diverses choses, au sujet de M. Maurras. Et, par exemple, combien un opposant tel que lui serait précieux pour le régime même qu'il combat ! Adhésion d'un tel opposant ? Point, naturellement : mais la valeur exceptionnelle des critiques elles-même, le parti à tirer de ces critiques. J'ai déjà parlé de cela, naguère. Aujourd'hui, le gouvernement de la France peut, s'il le veut, recueillir, de la même bouche, des paroles très utiles sur le « conflit de souveraineté », conflit dont divers incidents ont montré la permanence. Il faut prendre garde à de telles paroles, car il est inquiétant que l'esprit de la Démocratie, même aux temps où nous sommes, puisse, doive (tel étant son destin) ruminer, pour son compte, les mots que Charles Maurras, au temps de paix, prononçait pour le sien propre, mais avec un sens bien différent quant à lui : « Politique, d'abord. » Et politique d'abord, en ce qui concerne la souveraineté. Je me borne à dire qu'en présence de ces mots fatidiques de la Démocratie, « Politique, d'abord », une bonne façon de tenir la barre est celle désirée par M. Maurras. Entre M. Renaudel et lui, on n'hésite guère. La Révolution, en matière de souveraineté nationale, au fort de la guerre étrangère, a fait des choses qui ne se refont pas. Les temps sont très changés. L'ordre des ressources s'est modifié. Aujourd'hui, d'une dictature socialiste au Parlement, on a des raisons de penser qu'il en sortirait surtout des effets *intérieurs*, trop intérieurs, qui, entre tous les moyens que nous avons de chasser l'étranger, ne seraient peut-être pas les plus indispensables. On arriverait seulement à nous montrer, ce que nous savions déjà, que la Démocratie, au point de vue politique, c'est le mouvement perpétuel, la bougeotte perpétuelle. Nous ne demandons pas qu'on renouvelle l'expérience en ce moment.

D'autres traits, dans ces articles de M. Maurras, seraient à recueillir. Je ne puis m'étendre là-dessus actuellement (me réservant d'y revenir à la prochaine occasion). Mais, avant de finir, je voudrais dire une chose. M. Maurras, qui a pulvérisé dans sa conscience toute intimidation en ce qui concerne le prétendu dogme de la force allemande, est en même temps un des bons Français qui ont su *découvrir* cette force, et qui se sont fait, là-dessus, un esprit libre de

surprises. Ailleurs, des intelligences longuement bercées par les caresses de l'Abstraction rationaliste et pacifiste, en seraient peut-être encore à la découvrir, cette force, pour l'avoir trop ignorée. M. Maurras, point. C'est que M. Maurras est une intelligence positive, et qu'une bonne idée de la force est parmi les ressorts d'une intelligence positive. De telles intelligences ne pensent pas qu'on ait tout dit lorsqu'avec un sourire l'on a cité la comparaison d'un fort de la halle. On peut toujours sortir de telles raisons : cela fait penser seulement à ces controversistes qui, à bout d'arguments, désarçonnèrent Berkeley par une grimace. La réalité demeure, et la réalité, c'est que le péril de l'agression allemande doit trouver, dressé contre lui, dans la nation, un sens critique égal à la foi même de cette nation. Certes, les insuffisances de ce sens critique, durant toute une première période des hostilités, pouvaient dénoter seulement que la foi suffisait et, à elle seule, déplaçait les montagnes. Aujourd'hui, il faut tout faire « à la pointe de nos mathématiques », et la foi ne dispense plus d'y voir clair. M. Charles Maurras a la foi et il a la critique.

L'ouvrage de M. Yves Guyot sur **Les Causes et les Conséquences de la Guerre** se recommande par des mérites solides. Ces pages ne portent pas le caractère de l'improvisation. En sa qualité d'économiste, M. Yves Guyot a l'habitude de recueillir des faits. On en trouve ici, et des plus minutieux même. Cela doit être dit surtout en ce qui concerne les exposés économiques. Les causes économiques de la Guerre, fort importantes (quoique d'une importance *relative*), n'auront jamais encore été étudiées, — autant qu'on peut les étudier en ce moment, — avec plus de patience. M. Yves Guyot s'est particulièrement préoccupé de savoir, avec quelque détail, ce qu'était l'Allemagne, sous ce rapport économique, à la veille de la Guerre : très florissante, mais, par le régime des Cartels, conquérante et accapareuse. « Les Cartels n'ont pas amené la paix économique. » On ne sait si, de là, l'opposition de l' « échange » (libéralisme) et de la « rapine » (impérialisme) n'est pas une déduction abstraite, et si le chapitre des conséquences ne se trouve point, dans cette mesure, éclairé d'une lumière artificielle. Mais enfin le lecteur dispose de faits. A lui de voir ce qu'ils donnent.

Sous le rapport plus particulièrement historique, on notera l'étude des rapports de la diplomatie allemande avec la Russie, l'Angleterre, la France, l'Italie et les petits Etats. Les causes historiques se confondent avec les causes politiques pour les récentes époques. La période proprement historique s'arrête à 1870 : M. Yves Guyot a donné, d'après les renseignements les plus récents, le résumé de cette période.

Quant aux « Conséquences », comme un Français ne saurait avoir qu'une préoccupation : la victoire, c'est de ce fait de victoire que

naturellement M. Yves Guyot les déduit. Qu'il me soit permis de le dire, je trouve ici la plupart des publicistes chimériques, non, bien entendu, pour leur foi patriotique en la victoire, mais à raison des merveilles politiques qu'ils tirent de cette victoire même. Tous nos gens voient ici, plus ou moins, en ce qui concerne l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, des « groupements volontaires substitués aux amalgations par la Force ». C'est l'optique libérale et son éternelle erreur sur les possibilités de la vie. « Groupement volontaire » : regardez-y, vous avez ici une façon de concevoir l'histoire des nations délivrées par la victoire assez pareille aux vues du libéralisme sur l'histoire après 1815. Or, il s'agit de tout autre chose. Groupement volontaire, c'est-à-dire groupement naturel, comme pour les Yougo-slaves, par exemple, ce peut être très bien (pas pour nous, peut-être). Mais alors c'est très bien aussi pour l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, car un groupement naturel y donnerait-il, après tout, autre chose que ce qui existe actuellement par le fait de la force ? On s'illusionne sur l'Autriche-Hongrie. On la traite comme une simple Turquie. Il vaudrait mieux même ne point souhaiter là un groupement trop volontaire qui fortifierait le bloc germanique. Alors ? Je ne comprends plus. La vérité est qu'un libéral a toujours tendance au républicanisme, et qu'il voudrait bien jouer le tour à l'ennemi de le « républicaniser » en même temps qu'il le « nationaliserait » (les deux ne font qu'un pour lui). Il s'agit de groupement volontaire, peut-être ; mais de libéralisme, de république, assurément. Eh bien, l'Europe, si elle connaît notre histoire, peut discerner que les idées libérales, en France, après 1815, n'ont pas été une si merveilleuse panacée pour notre pays. Je sais, il y a les choses de « style » qu'on répète dans le langage officiel, pour nous faire plaisir. Mais l'Europe doit savoir à quoi s'en tenir sur le règne de Louis-Philippe, et sur 1848, et sur l'Empire libéral, et sur la République, sur la libérale comme sur la socialiste. L'ennemi, fût-il encore plus éclairé par la Guerre, va-t-il avoir l'obligeance, tout exprès pour nous être agréable, d'introduire des nouveautés, c'est-à-dire toutes les vieilleries du XIXe siècle, dans ses constitutions et statuts politiques ? Il faudrait qu'il y fût rudement forcé ! Et même, dans ce cas, ça ne serait pas si simple. Pour nous, après la victoire de la France, nous ne voyons guère au delà d'une Allemagne assagie et analogue à la France monarchique (monarchique, non libérale) du lendemain de 1815. De cette Allemagne-là, comme de cette France d'alors, l'équilibre européen pourra s'accommoder. Et puis, assez d'anticipations ; mais la faute en est à M. Yves Guyot, et à la plupart de nos publicistes.

Quant à l'ouvrage de M. Ernest Daudet sur **Bismarck**, lequel occupe le n° 1 parmi « les auteurs de la guerre de 1914 », c'est une

biographie facile, agréable, avec de ci de là des détails oralement recueillis. Mais on s'étonne, dans une étude qui veut rechercher, aussi loin qu'il le faut, les causes de la guerre actuelle, de ne presque rien trouver sur le Congrès de Berlin (sauf quelque écho des rancunes que ce Congrès laissa à la Russie), dont cette Guerre est très directement issue. C'est, on se le rappelle, par le Congrès de Berlin que la Bosnie et l'Herzégovine, tout en continuant à faire nominalement partie de l'Empire ottoman, furent placées sous l'administration de l'Autriche, — sorte de protectorat transformé en annexion il y a peu d'années, cette annexion à son tour suscitant le mouvement panserbiste qui, d'une façon ou d'une autre, aboutit à l'attentat de Sarajévo. Mais M. Ernest Daudet semble avoir principalement voulu tracer un portrait politique du Chancelier, portrait valant surtout pour la période qui a suivi 1871.

D'un voyage aux pays slaves du Sud, — **la Yougoslavie**, — M. Pierre de Lanux a rapporté les principaux éléments de ce livre, qui est un peu l'histoire politique et pittoresque du Panserbisme, histoire que M. Pierre de Lanux donne pour ce qu'elle est sous sa plume d'écrivain voyageur : « Si nous nous proposions, en pleine mêlée européenne, dit-il prudemment, de fixer l'image d'un pays, de tracer son rôle à venir, de définir ses conditions actuelles et prochaines d'existence politique, notre entreprise serait certainement la plus vaine du monde. » Il s'est donc surtout préoccupé d'utiliser ceux des traits relevés par lui dont la guerre ne saurait faire évanouir la permanence. Permanence ethnique et permanence politique. Sous ce dernier rapport, l'auteur s'est efforcé de préciser la place du serbisme dans le monde slave, d'une part, et, en second lieu, la situation de la France relativement à la Yougoslavie. « Le rôle qui se propose, croit pouvoir conclure M. de Lanux, dépasse de loin tout ce que pouvait nous offrir l'ancien état de choses. Car une similitude de culture, une étrange parenté de goûts et de tendances, l'influence déjà profonde de nos idées ont préparé les Sud-Slaves à notre action, et justifient l'accueil réservé désormais auprès d'eux à notre expansion. » M. Pierre de Lanux estime encore que, jusqu'ici, nous étions restés dans l'ignorance du monde serbe. « Les renseignements émanaient de Vienne. C'est tout dire. » Quoi qu'il en soit, ce livre a pour lui d'avoir, autant que possible, été documenté sur place.

EDMOND BARTHÈLEMY.

§

Réunis sous le titre : **Les Débris de la Guerre**, on trouvera en ce volume quelques-uns, les plus anciens, des articles que Maurice Maeterlinck a donnés, depuis le début des hostilités, à plusieurs

des journaux de France, d'Angleterre, d'Amérique, une préface, deux ou trois allocutions prononcées en des circonstances diverses, la réimpression de son premier écrit, le *Massacre des Innocents*, paru dans la première *Pléiade* et reproduit plus tard dans *Vers et Prose*, et d'un essai, *les Dieux de la Guerre*, qui fait partie du volume *l'Intelligence des Fleurs*. Un avant-propos, un épilogue encadrent les parties de ce recueil et en fixent le sens général. On y découvrira aisément les fragments d'un livre qui n'a pas vu le jour, d'une étude suivie et complète, l'histoire d'une sensibilité profondément réfléchie, avec ses indignations, ses espoirs, ses retours vers le passé, ses regrets, son bondissement vers l'avenir, ses apitoiements, ses inquiétudes, et la persistance sereine de sa certitude radieuse à travers toutes ces vicissitudes.

J'aimerais voir ce livre de sincérité passionnée qui sans cesse s'interroge et se confirme à soi-même ses motifs de haine et d'amour aux mains de tous ceux à qui la guerre a ravagé le cœur et en qui elle a tari toutes les sources de l'espérance. Ils n'y trouveraient aucune déclamation vaine qui tende à leur faire honte de leurs douleurs ou seulement de leurs doutes. Non, virilement, il accepte le destin, il sait déplorer sa rudesse et compatir aux abominables souffrances, mais il en recherche l'enseignement salutaire et il y trouve l'occasion de magnifier quelques-unes des plus rares et des plus pures vertus de la race humaine, toutes ces réserves d'abnégation, de courage, d'énergie et de confiance qui seront l'éternel honneur des nations et des vivants d'aujourd'hui.

Non seulement frappé aux fibres les plus intimes de son être par l'odieuse agression du malfaiteur contre le sol, les souvenirs pieux, les gens de sa patrie, exalté par la grandeur de son sacrifice inouï dans l'histoire de tous les temps et de tous les peuples, il rend à la Belgique et aux Belges, au roi Albert, aux villes de Flandre et de Brabant l'hommage de son admiration et de sa vénération enthousiaste et justifiée, mais sa ferveur n'est pas moindre vis-à-vis de tout ce qu'endure dans sa résistance obstinée et magnifique la France, vis-à-vis du geste inoubliable de la généreuse Angleterre, vis-à-vis de l'élan de sacrifice spontané de l'Italie, vis-à-vis du martyre de la Serbie et de la lamentable Pologne à qui l'on ne songe pas assez et à qui la censure française ne permet pas qu'on rende le courage et l'espoir en l'assurant d'une sympathie réparatrice et peut-être vengeresse. Qui sait ce que Maurice Maeterlinck en eût dit, si la moitié au moins de son article n'eût été *supprimée ?*

Qu'on lise des études de signification plus générale, comme celle dont le titre est *Héroïsme*, d'une noblesse et d'une grandeur frémissante, radieuse, ou cette tendre, énergique et si simple méditation *sur la Mort d'un petit soldat*, d'un petit prévôt de boxe, qu'il con-

nut à Nice, enfant heureux « de cette Provence qui, chaque jour, efface à grands flots de son sang des calomnies auxquelles on ne peut plus penser sans pâlir de colère et d'indignation » — (n'est-ce pas une des plus sinistres misères de ce temps que ces perpétuelles et mesquines imputations dont se déchirent entre elles les populations unies et cependant rivales?) — il n'est pas vrai que de telles pages ne portent en elles que leur valeur d'actualité ; elles comptent parmi les plus fières et les plus profondes dont l'art des moralistes puisse s'enorgueillir, et elles sont toutes trempées d'une émotion contenue.

Et Maeterlinck se souvient, cependant, de cette Allemagne qu'il a aimée, qu'il a crue grande et généreuse et qui lui fut toujours hospitalière et bienveillante. Il y comptait des amis qui maintenant, morts ou vivants, sont pour lui dans la tombe. Il eût aimé écarter toutes paroles de haine et de malédiction, estimant que « quiconque se permet d'écrire s'engage à ne rien hasarder qui puisse porter atteinte au respect et à l'amour que nous devons à tous les hommes ». Mais devant de tels crimes qui anéantissent le passé et ferment l'avenir, écarter la haine, ne serait-ce pas trahir l'amour? Il n'est pas de ceux, néanmoins, qui s'amoindrissent en déniant, d'avance et de parti-pris, à tous les Allemands indistinctement toute espèce de vertu. De vertus militaires, ils n'en ont fait montre que trop sûrement. Leur esprit de sacrifice a été évident, quoiqu'il provienne de sentiments bien différents des nôtres : servitude acceptée docilement d'une part, esprit libre et spontané, ennemi des contraintes, de l'autre. Maeterlinck s'arrête devant le malheur des uns avec pitié comme il salue les nôtres avec une plus tendre ferveur.

Il confesse qu'il eût aimé « s'élever au-dessus de la mêlée » ; il n'a pas pu ; c'est l'instinct même et la clairvoyance de sa justice qui lui ont imposé précisément de haïr, en raison, en proportion de son amour, et ainsi, par la réflexion, le philosophe hausse sa sérénité méditative au niveau où d'emblée a atteint le poète, son frère de race et d'indignation, à cette haine féconde et purificatrice qui est une forme nécessaire de l'amour.

ANDRÉ FONTAINAS.

§

Au livre qu'il avait jadis donné sur *l'Effort allemand* et dont il a été ici rendu compte (16 décembre 1911, p. 829), M. le sénateur Lucien Hubert a voulu avec raison donner un pendant, **l'Effort brisé**, et, grâce à ce travail très documenté sur la *Situation économique de l'Allemagne à la veille de la guerre*, nous pouvons voir par quelle formidable machine nous avons failli être broyés. Chez elle surproduction entraînait sur-domination qui réengendrait surproduction, et l'orgueil pangermaniste aidant, la guerre devait forcé

ment en résulter. L'Allemagne le savait d'ailleurs, et cette guerre, elle l'a déclarée, non pas d'un cœur léger, comme notre Emile Ollivier, mais d'un cœur lourd, lourd de haine, de cupidité et de confiance absolue dans son triomphe. Oui, mais maintenant aussi, lourd de rage et de désespoir, car elle sait bien, depuis la bataille de la Marne, qu'elle est frappée à mort, et ses victoires de Pologne et de Serbie n'auront fait que rendre plus atrocement angoissant son « supplice de l'espérance ». pour parler à l'Edgar Poe. Ce qui, de plus, devrait exaspérer son haineux remords, c'est l'idée qu'avec un peu moins d'arrogance brutale et un peu plus de fourberie machiavelique, elle arrivait à son but ! Car enfin supposez qu'après Agadir l'Allemagne, voyant son coup raté, eût brusquement changé d'attitude, eût parlé d'erreur, de regret, de réconciliation, et nous eut proposé de régler à l'amiable la question d'Alsace-Lorraine, qui de nous eût mis en doute sa bonne foi, et à l'espoir d'une paix honorable et durable n'eût sacrifié même l'alliance russe ? Il aurait suffi au Kaiser d'échelonner l'indépendance de l'Alsace-Lorraine, de dire, par exemple, qu'un dixième de ses troupes l'évacuerait chaque année ; il n'y aurait eu qu'acclamations pour sa grandeur d'âme, et que vœux pour ses armes s'il avait alors commencé une croisade contre notre ancien allié, soi-disant pour délivrer la Pologne, les provinces baltiques, l'Ukraine, la Bessarabie. Et si quelque vieux patriote méfiant s'était obstiné chez nous à crier : prenez garde ! de quelles injures n'aurait-il pas été accablé par tels et tels partis ? Or le Kaiser une fois vainqueur de la Russie, et il l'aurait vite été, n'aurait pas été en peine de faire naître un prétexte quelconque, bien avant la complète évacuation de l'Alsace-Lorraine, et de nous écraser à notre tour, car hélas ! seuls contre lui, et même avec l'Angleterre, n'aurions-nous pas fini par être vaincus ? Tout cela n'est sans doute qu'hypothèse, mais qui fait réfléchir...

Le livre de M. Paul Otlet, **Les Problèmes internationaux et la Guerre**, est une véritable encyclopédie de toutes les questions soulevées par la guerre ; aussi compte-t-il 500 pages très compactes de grand format. L'auteur, secrétaire général de l'*Union des Associations internationales* de Bruxelles, était tout à fait qualifié pour analyser et apprécier les multiples facteurs de la vie internationale ainsi que pour indiquer comment, après cet effroyable conflit, pourra peut-être s'organiser cette Société des nations qui serait si souhaitable. Et sans doute, à ces derniers mots, bien des gens vont froncer les sourcils avec impatience : on nous a si saturés de ces plans de Société des nations, de tribunaux d'arbitrage et de police internationale ! Mais tout de même, si, à force de parler de l'Ange, on finissait par le faire paraître !

Les premières esquisses de cette Société des nations ont laissé à

désirer, il faut le reconnaître. L'égalité absolue de tous les États indépendants, de l'empire russe et de la république de Saint-Marin, par exemple, était vraiment excessive, et l'exclusion de tous les États non indépendants était même injuste. Que Monaco traite d'égal à égal avec l'Angleterre, cela peut encore enthousiasmer certaines gens, mais que Monaco existe et que l'empire des Indes n'existe pas, c'est ce qui ne sera admis que par des diplomates.

Il y a en ce moment dans le monde 52 États indépendants, dont 8 très grands, 25 moyens et 19 médiocres ou insignifiants. Quant aux États dépendants, leur liste varie au gré d'un chacun et tels régionalistes en proposeraient même chez nous ; mais sans tomber dans le paradoxe, on ne peut vraiment pas dénier une personnalité à des pays comme l'Hindoustan et le Canada. Seulement encore moins peut-on admettre l'égalité absolue de l'Hindoustan et de l'Angleterre. Aussi ceux qui ont essayé d'organiser une Société des nations un peu raisonnable ont-ils tout de suite pensé à des votes de qualité différente ; dans ce sens, si on voulait établir un Parlement, par exemple, de 121 membres, le chiffre impair étant voulu, voici comment on pourrait le composer (1), en ne modifiant que légèrement un des projets de M. Paul Otlet.

D'abord les 8 grandes puissances : France, Angleterre, Italie, Russie, Allemagne, Autriche, Etats-Unis, Japon. Chacune aurait 8 voix, et, à elles seules, elles auraient la majorité, 64 voix, dans l'assemblée, ce qui n'est que justice. Ensuite les puissances de second ordre : Espagne, Argentine, Brésil, Chili et Chine auxquelles il convient de joindre, à raison de son importance, l'Hindoustan ; à chacune 4 voix, ce qui fait 24. Les autres États moyens ne devraient avoir qu'une voix chacun ; cependant cinq d'entre eux mériteraient par leur population, leur richesse ou leurs colonies, d'en avoir 2 ; ce sont la Belgique, la Hollande, la Suède, le Portugal et la Roumanie. Soit 10. Ensuite les Etats ordinaires, indépendants au nombre de 15 ou dépendants au nombre de 4, soit 19 en tout. Les premiers sont la Norvège, le Danemark, la Suisse, la Serbie, la Bulgarie et la Grèce ; le Mexique, Cuba, la Colombie, l'Equateur, le Pérou, la Bolivie, l'Uruguay, le Paraguay et le Vénézuela. Les seconds seraient le Canada, le Cap, l'Australie et l'Algérie. Enfin se grouperaient tous les autres petits États, avec quatre voix ; une voix pour ceux d'Europe : Luxembourg, Lichtenstein, Monaco, Saint-Marin, Monténégro, Albanie ; une voix pour ceux d'Asie et Malaisie, les trois premiers seulement indépendants : Turquie, Perse, Siam, Birmanie, Annam, Afghanistan, Arabie, Transcaucasie, Turkestan, Sibérie, Philippines, Java ; une voix pour ceux d'Afrique, les deux premiers indépendants :

(1) Les amateurs de ce petit jeu trouveront un autre plan dans le *Mercure* du 16 février 1910, page 709. Je supposais là un Parlement de 40 voix seulement.

Abyssinie, Libéria, Egypte, Soudan, Congo, etc. ; une voix pour ceux d'Amérique, Honduras, Guatémala, San Salvador, Nicaragua, Costarica, Panama, Haïti et Saint-Domingue. En faisant l'addition, on obtient les 121 voix annoncées.

Ce procédé aurait néanmoins l'inconvénient d'affronter dans les mêmes votes des pays bien inégaux et d'une inégalité bien discutable. Comme il est conventionnel de dire qu'une grande puissance en vaut deux moindres, ou quatre plus petites! Et puis l'Angleterre aura en fait 15 voix quand la Russie n'en aura que 8. Peut-être, pour ces diverses raisons vaudrait-il mieux remplacer le système des coefficients par celui des groupes, des collèges, au sein desquels les puissances auraient le même nombre de voix. Il y aurait le collège des 8 grandes puissances, celui des 11 états suivants, celui des 19 états ordinaires, et celui des petits pays. La vanité allemande se gonflerait à ce réveil des traditions de la Diète du Saint-Empire.

Mais tout cela ne sera-t-il pas à modifier demain ? Qui sait si les grandes puissances ne seront pas réduites à sept, chiffre sacré, par la désagrégation de l'empire des Habsbourg? et s'il ne se créera pas alors de nouveaux États : Bohême, Croatie, Transylvanie, et aussi Pologne, Prusse, Finlande, et encore Macédoine, Thraces (au pluriel, il pourrait y avoir une Thrace de la Mer Noire avec Varna, une Thrace de la mer de Marmara avec Constantinople, une Thrace de la mer Egée avec Dédéagatch) et encore, qui sait, Rhénanie, Palatinat, La Mark, Nassau et même Francfort, Bade, Souabe ?

Tout cela, dira-t-on, n'empêchera pas les gens de se battre s'ils en ont envie. Assurément, mais ceux qui n'en auront pas envie seront mieux à même, avec ces divers collèges délibérants, de voir venir les choses. S'il y a des « machinateurs », on aura le temps de mettre des grains de sable dans les rouages de leurs machines, et s'il y a des fous furieux, de leur passer la camisole de force.

HENRI MAZEL.

§

M. André Chéradame, dans un volume de discussion serrée et de documentation consciencieuse, **le Plan Pangermaniste démasqué**, a voulu établir quelles ont été réellement les intentions de l'Allemagne dans la guerre présente, et en rechercher les causes. La question dépasse de beaucoup en effet une chicane de frontières et c'est tout le plan de domination germanique qu'il s'efforce de mettre en lumière, d'ailleurs avec le secours de très nombreuses cartes, de cartons et de schémas. — M. Chéradame a étudié depuis quinze ans avec attention les projets gigantesques du Pangermanisme et ce qu'il nous revèle peut paraître bien autrement redoutable que la domination romaine dans l'antiquité (1).

(1) On peut indiquer que la question des appétits allemands a été discutée ailleurs •

C'est en effet un plan général, on peut dire d'accaparement. L'Allemagne a toujours eu de forts appétits ; elle les a senti grandir encore depuis la constitution de l'Empire en 1870 et a rêvé d'absorber divers pays à sa convenance, et l'Autriche-Hongrie d'abord. L'Allemagne a voulu la conquête du Monde pour le gouverner, exercer tous les droits politiques, — être un « peuple de maîtres », — tout au plus en acceptant que les besognes inférieures soient exécutées par ses sujets, les étrangers qui lui seraient soumis. C'est en somme une doctrine de cambriolage international qu'appliquerait la Prusse à la collectivité des nations. Le plan de 1914 prévoit non seulement le vasselage de l'Autriche-Hongrie, mais de la Pologne, des Etats Balkaniques, de la Hollande, comme de la Belgique, une partie de la Suisse et de plus un coin de la France, — jusqu'à la Somme. Mais on avait compté sur la neutralité de l'Angleterre et, pour brusquer les choses, on avait même préparé un débarquement dans le Cotentin, en Bretagne et jusque près de Bordeaux. L'intervention anglaise alors eût été inefficace ou se fût inclinée devant le fait accompli.

Depuis les débuts de la guerre, l'Allemagne a donc occupé, non des gages, mais des territoires qu'elle voudrait s'annexer. Comment le plan de domination fut préparé, de quel outillage s'est servi l'Empire pour arriver à ses fins, M. Chéradame l'explique longuement, et doit conclure que la possibilité de telles machinations force à reconnaître la faillite de la diplomatie européenne. — Le plan pangermaniste rencontra un obstacle inattendu dans le traité de Bucarest, qui suivit la dernière guerre balkanique; la Serbie, la Roumanie, le Monténégro, la Grèce se trouvèrent une barrière dressée devant les ambitions allemandes sur la Turquie et l'Orient, et l'on peut incriminer ici la politique à courte vue de l'Entente qui fit les plus grands efforts, même en guerre avec l'Allemagne, pour satisfaire la Bulgarie. L'Allemagne, pour réaliser ses vues, avait déchaîné la guerre à propos de la question d'Orient et lancé l'Autriche déjà mise en tutelle pour ouvrir la route de Constantinople. L'heure aussi bien semblait favorable, car l'évolution intérieure de l'Empire Autrichien, dont les sujets surtout slaves sont plus nombreux que les Allemands, menaçait à bref délai de soustraire l'Empire des Habsbourgs à l'influence de Berlin, — La guerre déclarée cependant, les Allemands ont envahi la France, puis repoussés à la bataille de la Marne se sont accrochés aux territoires industriels et miniers qu'ils prétendent conserver. A l'Est ils occupent également les régions qu'ils convoitent, — des territoires agricoles, une province dont ils voudraient faire de ce côté un état-tampon. Vers la Turquie, quasi-vassale, ils ont réalisé de même en grande partie leur programme, — et l'on peut com-

Cf., la brochure d'Alexandre Gray : *La peau de l'Ours*, London, Darling and son, 1916.

prendre pourquoi ils désirent ardemment la paix, — la paix qui les laisserait les mains pleines. La continuation de la lutte, en effet, ne peut que compromettre et peut-être anéantir les résultats acquis, — contrarier leurs ambitions qui visent désormais l'Orient. C'est pourquoi ils ont inventé la suggestion de la « partie nulle », qui rendrait sans doute les territoires occupés, mais les laisserait en possession effective de l'Autriche-Hongrie, libres du côté des Balkans et des Turcs, et prêts à reprendre sous peu, après reconstitution de leurs forces, la série de leurs envahissements.

M. Chéradame s'efforce de démontrer ensuite que tout le plan de domination sur la planète est lié à la réalisation du « Hambourg-Golfe Persique », qui supprimerait non seulement l'indépendance des Etats Balkaniques et de la Turquie, mais permettrait aux Allemands d'avoir au besoin de 15 à 20 millions d'hommes sous les armes. De plus, l'Allemagne s'emparerait de tous les points stratégiques du globe pour y établir des colonies. Tout cela est *kolossal* sans doute, mais assez dans les idées d'outre-Rhin. M. Chéradame n'y voit d'autre remède que la suppression de l'Empire d'Autriche dont les États, de nationalités très diverses, formeraient une sorte de confédération, les Etats-Unis d'Europe, servant de barrière aux ambitions germaniques. — Je passe sur nombre de considérations affectant les États voisins ou les deux Amériques; sur la neutralité gardée par plusieurs peuples, — qui ne tiennent évidemment pas à mettre le doigt dans l'engrenage. — L'ouvrage en somme semble logiquement déduit et appuyé sur une documentation sérieuse ; mais il ouvre des perspectives qui ne nous réjouissent nullement. Si nous devons nous élever contre les ambitions que dénonce M. Chéradame, je ne crois pas que nous soyons arrivés de sitôt à la fin du conflit.

Le volume de Mme la baronne J. Michaux, **Journal d'une Parisienne pendant la guerre** (1914-1915), a incontestablement une physionomie spéciale. C'est un récit non tant des événements au jour le jour que de l'effet qu'ils produisirent; un commentaire sur les faits et les personnages, souvent alerte et juste, et dont le ton sarcastique ou gouailleur peut aller jusqu'à l'invective. La baronne Michaux est une amoureuse de Paris, dont les fins paysages et les nuances de ciel la séduisent toujours, et n'a pas voulu l'abandonner au moment de la ruée tragique des hordes du Kaiser ; mais elle est surtout très française et bataille sans arrêt de la plume contre les lourdauds d'Allemagne dont l'invasion a déjà causé tant de ruines. Sous une forme légère, cursive, souvent badine, elle leur sert ainsi un éreintement en règle, car elle a son franc parler, — et collectionne même, pour s'en gausser, des poésies allemandes sur la guerre qui ne sont pas dans une musette, on peut le croire. Ce sont aussi des carnets allemands qui ne parlent que de

mangeailles et de beuveries, et des lettres de leurs fiancées, — certaines déjà connues mais qui mériteraient bien l'encadrement. Il y a aussi l'ordre du jour d'un général, qui met en avant « le bien-être que chaque soldat trouvera dans la victoire », — bien-être qui sera de bâfrer et de vider les futailles. Sur cela, le besoin continuel de mensonge de l'Allemand, qui est brave, mais se conduit partout comme un mufle ; son bonheur, répète la baronne Michaux, est de déposer des ordures dans les plus jolis meubles, d'y tremper le doigt et d'écrire son nom sur le beau linge et les tentures...

Le fait est que ce fut une des caractéristiques de l'invasion et qu'on nous en a rapporté à ce propos « de vertes et de pas mûres ». — Le journal de la baronne Michaux, qui contient du reste bien d'autres histoires, se lit sans fatigue. Il nous conduit des débuts de la guerre à la fin de septembre 1915 et peut être considéré comme une des bonnes publications de la librairie Perrin.

Parmi les relations qui nous viennent de prisonniers, aujourd'hui revenus en France, une des plus curieuses est celle du lieutenant Hubert de Larmandie : **Blessé, captif, délivré**, qui commence dès l'origine du conflit. L'auteur se trouva sur la frontière et prit part aux marches et contres-marches qui aboutirent aux combats de Longwy. C'est là qu'il fut blessé et capturé. On l'évacua sur l'Allemagne par le Luxembourg, trajet direct, et le train qui l'emportait finit par arriver à Brandebourg, près Berlin, après cinquante-quatre heures de route. On le remit au Lazaret-Gärden, à 3 kilomètres de la ville, où il séjourna cinq semaines, et comme il s'ennuyait il entreprit de confectionner un journal qui s'appela simplement le *Petit Français*. C'était au moment de la bataille de la Marne, dont les nouvelles, défigurées, parvinrent bientôt en Allemagne. Le 10 octobre, on conduisit les prisonniers à Halle-sur-Saale, et l'auteur fut enfermé dans un bâtiment très malpropre, une vieille usine où étaient déjà 5 ou 600 prisonniers, dont beaucoup de Russes. La nourriture était infecte, l'aération insuffisante, — et la saleté générale. De plus, un système de véritable persécution était exercé sur les détenus, souvent pour des niaiseries et avec l'esprit du caporalisme prussien. Le conseiller national suisse, A. Eugster, qui visita le camp, crut devoir consigner dans son rapport que « les relations entre les prisonniers et le commandant du camp étaient dépourvues de cordialité », ce qui ne surprendra personne. Un des détenus, ajoute M. de Larmandie, ayant exprimé cette idée que l'allemand était destiné à devenir une langue morte ramassa six mois de prison. De fait, c'était insulter l'âne jusqu'à la bride. Comme distractions dans cette geôle, on installa un théâtre, genre cabaret montmartrois ; on fit de la musique ; puis il y avait des offices religieux : catholique, russe, protestant. Mais sitôt les lumières éteintes après la

ronde de nuit commençait un tintamarre de cris d'animaux, d'imitations diverses, tant que la sentinelle au dehors devait frapper à la fenêtre avec sa baïonnette en criant : *Bleibe ruhig, meine Herren !* et qu'un capitaine anglais, prenant l'auteur à part, lui demandait en son jargon : « Petit gosse de moi, dites-moi quel est le nom de cette jeu après les lumières éteintes. Taisez-vous, il faut dormir ! » — D'ailleurs, il continuait la rédaction de son journal, qui atteignit le 100e numéro le 22 décembre 1914. Il put enfin quitter Halle-sur-Saale puis rentrer en France ; mais le trajet par Mersebourg et Konstance fut encore fertile en épisodes, et les prisonniers durent encore passer devant une commission de médecins avant de gagner la Suisse, qui leur fit d'ailleurs l'accueil enthousiaste dont elle a coutume. — Mais en France, ce fut une déception ; rien, les gares étaient désertes ; on avait donné des ordres pour empêcher les manifestations, et il fallut l'affabilité, l'empressement des infirmières de Lyon pour effacer cette impression fâcheuse. L'auteur put enfin gagner Paris, où, malgré une opération qu'il dut subir, il eut le terme de ce cauchemar.

A peu près dans la même note mais d'un intérêt plus grand, sans doute par la variété des péripéties, pourra sembler la narration du capitaine Olivier : **Onze mois de captivité dans les Hôpitaux allemands.** — L'auteur se trouva blessé en Belgique et par chance ne fut pas achevé ; relevé enfin, emporté, il fut dirigé sur l'hôpital du Châtelet, entre Charleroi et Namur. L'hôpital était comble ; on dut le trimballer plus loin, dans un patronage catholique, pour le rapporter au premier lieu dès qu'il y eut de la place. Le capitaine Olivier donne un curieux tableau de l'établissement où venaient plastronner les officiers allemands, où se trouvaient mélangés les blessés des deux partis et dont le médecin avait les allures d'un croquemitaine. On finit par le transporter à Liége, au Düsseldorfer Lazareth, où il trouva un compagnon de misère dans un capitaine de zouaves qui avait eu le pied percé d'une balle. Là, il dut subir une opération désastreuse, qui le priva d'une jambe, et il fut envoyé à l'hôpital de Bavière, mais où les soins étaient donnés par un personnel belge. Il y avait aussi la population qui venait visiter les blessés, leur apportait des fruits, des friandises. Réformé par l'autorité allemande, le capitaine Olivier fut réclamé avec d'autres blessés par la ville de Liége, et transporté dans une ambulance de la Croix-Rouge, où il passa deux mois qui furent un répit dans ses tribulations. Dès ce moment, il fut question de l'échanger ; mais il n'était pas encore arrivé au terme de l'aventure. Bientôt, il dut partir pour Namur, en effet, et séjourna dans un hôpital d'ailleurs infect ; puis pour Mayence, où il fut enfermé dans la citadelle ; mais sa blessure allait plus mal et il dut passer à l'hôpital militaire. Plus

tard, on le transféra à Stralsund en Poméranie, et un incident curieux se produisit durant le trajet : à un arrêt, un Ecossais, qui se trouvait du voyage, crut devoir descendre à reculons du wagon qui était placé sur une ligne surélevée ; il avait son costume national et, montrant le dos à la population assemblée, provoqua de véhémentes clameurs de grosses Allemandes qui n'en pouvaient croire leurs yeux. — A Stralsund, les prisonniers furent enfermés dans une île ; le capitaine Olivier n'en sortit que pour être échangé et fut conduit à Fribourg-en-Brisgau ; après un court séjour dans la ville, on embarqua de nouveau l'éclopé, cette fois pour Constance, où du reste la Commission d'examen refusa de l'échanger. Il dut reprendre le train et débarqua au camp de Villingen ; mais au bout de quatre jours, on vint le prévenir qu'il devait retourner à Constance. La Commission d'examen avait eu des remords et, cette fois, il se trouva libéré. C'était la fin, le voyage pour la Suisse, le retour. — A noter que si le prisonnier parle du chaud accueil de la population helvétique, il ne dit rien de sa réception en France. Mais peut-être l'administration avait changé d'avis et les ordres avaient pu se trouver modifiés.

CHARLES MERKI.

A L'ÉTRANGER

Allemagne.

LE CAS DU PROFESSEUR FR. W. FŒRSTER. — La presse alliée s'est émue de l'attitude du professeur Fœrster et du blâme que lui a infligé la faculté de philosophie de l'université de Munich. Cette affaire avait fait grand bruit en Allemagne et les journaux de toutes nuances ne manquèrent pas de renseigner leurs lecteurs sur la nature du crime dont M. Foerster s'était rendu coupable. Sans connaître les pièces du procès, on s'est alors empressé chez nous de louer l'attitude de l'accusé et de lui délivrer un brevet de clairvoyance. Un grand journal du soir, dans un article intitulé « Les cinq d'Allemagne », est même allé jusqu'à appeler M. Fœrster « le Liebknecht universitaire », comme si ce professeur s'était livré à une manifestation directe contre l'entreprise belliqueuse du germanisme déchaîné.

La colère de l'université bavaroise était évidemment absurde. Elle a pu paraître intéressante à signaler comme le symptôme d'un état d'esprit très significatif, mais il était tout aussi absurde de s'imaginer que le professeur Fœrster eût écrit quoi que ce fût qui pût faire plaisir aux peuples de l'Entente. Avant de l'accabler de nos témoignages de sympathie, tâchons de savoir de quoi il s'agit.

L'article de M. Fr. W. Fœrster a paru dans la *Friedens-Warte*, cette revue qui avait été, avant la guerre, une véritable *endormeuse*

de l'opinion européenne, poussant jusqu'au paradoxe l'affirmation du pacifisme allemand, et qui, de Berlin, a transporté son siège à Zurich, pour poursuivre une besogne presque identique. M. Maurice Muret, dans un excellent article de la *Gazette de Lausanne* (13 juin), a eu l'occasion de caractériser l'attitude un peu spéciale de son directeur, M. Alfred Fried. Après avoir signalé un manifeste des Femmes françaises pour la paix publié par l'organe pacifiste et dont l'origine est plus que douteuse, M. Muret ajoutait : « La *Friedens-Warte* publie, depuis la guerre, soit des articles gémissants sur la mauvaise réputation imméritée de l'armée allemande et du gouvernement allemand, soit des articles suspects dans le genre de ceux que nous venons d'analyser. » En accueillant la prose du professeur Fœrster, M. Fried restait donc fidèle à l'attitude qu'il a adoptée jusqu'à présent et qui consiste à jeter le trouble dans les esprits en illusionnant les neutres.

M. Fœrster intitule son article : *Bismarcks Werk im Lichte der grossdeutschen Kritik*. Il attaque l'œuvre de Bismarck et il s'en prend à la théorie de l'Europe centrale, telle qu'elle a été formulée l'an passé par M. Friedrich Naumann, dans sa brochure *Mitteleuropa*. Ce n'est pas que le professeur munichois soit l'adversaire d'une union plus intime entre l'Autriche-Hongrie et l'empire allemand. Tout au contraire ! Seulement il critique les bases sur lesquelles l'entente doit s'établir ; il les trouve trop étroites et voudrait que le lien fédéral qui unira les deux empires, dans l'hypothèse d'une victoire allemande, fût assez souple pour pouvoir s'étendre aux nations voisines. Il reproche à Bismarck d'avoir asservi l'Allemagne à la Prusse et d'en avoir écarté l'Autriche. M. Fœrster est un fédéraliste égaré dans l'Allemagne unifiée. Pour donner plus de poids à ses idées, il s'appuie sur les doctrines de Constantin Frantz, écrivain bien oublié aujourd'hui, mais qui est un des classiques du pangermanisme. L'article de la *Friedens-Warte* n'est qu'un simple fragment détaché d'un ouvrage considérable que M. Foerster se propose de consacrer à ce créateur de la *Weltpolitik*, dont Richard Wagner célébrait déjà l'œuvre comme « la philosophie politique *véritablement allemande* ».

Or, quelles étaient les idées de Constantin Frantz ? Pour être renseigné, il nous suffit d'ouvrir le premier volume des *Documents sur le Pangermanisme*, publiés sous la direction de M. Charles Andler (1). Dans sa très substantielle préface M. Andler consacre un chapitre spécial au « pangermanisme antibismarckien ». L'analyse des écrits de Constantin Frantz y tient une très large place. Passons sur la biographie du personnage. Qu'il nous suffise de savoir que né en 1817, dans un village près de Halberstadt, en Prusse, fils de pas-

(1) *Les Origines du Pangermanisme* (1800 à 1888). Paris, Louis Conard, 1915.

teur, il passa quelques années dans la diplomatie, pour commencer ensuite, à quarante ans, une carrière d'écrivain indépendant qu'il poursuivit jusqu'à sa mort survenue en 1891. Durant cette dernière période il publia une cinquantaine d'opuscules et de gros ouvrages « sur les fautes de la politique de Bismarck et du parti national-libéral, et sur la politique de l'avenir ».

Constantin Frantz avait une âme religieuse. « Sa philosophie propre de l'histoire est toute d'inspiration chrétienne. » La politique prussienne de Bismarck lui paraissait être la négation du christianisme qui est d'essence universelle. La chrétienté germanique ne saurait être escamotée au bénéfice de la Prusse.

Frantz, écrit M. Andler, est, en effet, le dernier féal du Saint-Empire romain germanique. Ces termes sont à prendre dans leur sens littéral. Il s'agit d'un Empire où l'esprit romain serait « régénéré » par le christianisme et dont la nation allemande ne serait que le support. A ce compte, le Saint-Empire a toujours été une institution supérieure aux nations. Notion assurément étrangère à la Prusse, qui est un Etat étroitement national et formé artificiellement dans cette période de dissolution de l'Europe, où tous les peuples, resserrés sur eux-mêmes, se consolidaient au dedans par la force, sans égard aux voisins. A cette période critique déjà révolue, une ère organique nouvelle de reconstruction succédera, selon Constantin Frantz, qui sera l'ère de l'Allemagne impériale restaurée.

Ces idées nous sont familières. Ce sont celles des romantiques allemands de la première période. Novalis les avait ébauchées dans son fragment *Die « Christenheit » oder « Europa »*. Elles hantèrent l'esprit de certains révolutionnaires de 1813 et troublèrent encore la vue de quelques utopistes du Parlement de Francfort. Mais les faits ont démontré qu'elles étaient irréalisables et il fallut la brutale intervention de Bismarck pour faire l'unité de l'Allemagne « par le fer et le sang ». L'anarchisme individualiste des Allemands faisait obstacle à la réalisation de l'idée impériale que la Prusse ne parvint à imposer que par la force. Sans doute, cette force avait ses limites — « les frontières de la Prusse ce sont ses canons », disait Gutzkow, — mais entre l'empire voulu par Bismarck et l'empire irréalisable, auquel aspirait l'Allemagne, il fallait choisir et les Allemands acceptèrent de se subordonner à une réalité tangible.

Le Saint-Empire romain germanique, depuis la Réforme de Luther, n'était plus qu'une fiction. Malgré ses luttes avec Rome, il n'avait pu exister qu'en s'appuyant sur la catholicité. Le lien fédératif, si relâché qu'il fût, était maintenu par l'usage d'une langue commune, le latin. Quand le germanisme se sépara de la tradition latine, quand les Allemands prétendirent à leur tour incarner l'humanité et parler leur langue qu'ils appelaient la « langue mère », c'en fut fait de

l'unité. Toute annexion devenait une germanisation par la force, toute incorporation une contrainte.

Constantin Frantz méconnaît les moyens dont dispose l'Allemagne. Ses aigres récriminations s'appuient sur une erreur de psychologie commune aux Allemands. Il exalte le germanisme et ne comprend pas que l'instinct de tous les peuples qui se civilisent leur commande de s'en détourner. Il passera donc toute sa vie à démolir l'œuvre de Bismarck. Pour lui, ni la Prusse, ni l'Autriche n'incarnent l'Allemagne vraie. Ces deux Etats sont des *Marches*, entreprises coloniales en pays slaves. L'Allemagne de l'ouest est la véritable Allemagne, foyer de sa civilisation la plus ancienne, mais qu'un morcellement infini a rendu impuissante.

Au centre de la nouvelle Allemagne, telle que la rêve Constantin Frantz, il y aurait cette Allemagne de l'Ouest, réunie en un tout fédératif et avec laquelle seraient réunies, par un lien fédéral, et non par un lien de suzeraineté, les Marches anciennes, Prusse et Autriche, qui émanent d'elle et qui, plus tard, ont voulu la tyranniser.

Mais cette nouvelle Allemagne n'arrêterait pas son œuvre de colonisation. Les Marches poursuivent leur activité jusqu'à la Mer Noire au sud, jusqu'à Riga dans le nord. « La colonisation et la germanisation de l'Orient est à considérer comme une question vitale pour l'Allemagne. »

Ainsi se constituera, écrit encore M. Andler, en interprétant Frantz, au centre de l'Europe, une fédération en tout comparable à l'ancien Saint-Empire. Le noyau central se composera des vieux Etats allemands à l'ouest de l'Elbe. La Prusse et l'Autriche-Hongrie, pays de colonisation, s'adjoindraient par un traité offensif et défensif perpétuel à cette fédération vraiment allemande, et où l'esprit prussien ne serait plus dirigeant. Des traités plus lâches, des conventions militaires et douanières, délibérées dans un Parlement commun, réuniraient dans une *Confœderatio latissima* tous les Etats échelonnés des rives lithuaniennes par la Bérésina jusqu'aux bouches du Danube, et tous ceux de langue hollandaise, flamande, française ou allemande, qui, de la mer du Nord jusqu'aux Alpes de Savoie, formaient un chapelet de duchés rattachés à l'Allemagne. Grande œuvre qui vaut bien une guerre, dit Constantin Frantz, mais cette guerre serait la dernière ; et cette œuvre serait aussi l'anéantissement de la Prusse, puisqu'elle fonderait une Allemagne qui aurait pour fonction propre, comme au moyen âge, de réaliser l'union entre les peuples.

On voit que, pour les appétits de conquête, Constantin Frantz vaut Tannenberg. Si les points de vue sont différents, le résultat est le même. Il suffira d'un exemple pour le démontrer. En 1871, Frantz protesta contre l'annexion de l'Alsace-Lorraine. Loin de voir dans cette annexion un abus de la force et une violation du droit, il la trouva parfaitement légitime. Seulement elle ne lui paraissait pas suffisante et il eût souhaité qu'elle s'accomplît d'une autre manière.

Il écrivit donc tout un volume intitulé la *Nouvelle Allemagne*, pour montrer « comment il aurait fallu traiter la France en 1871 ». Constantin Frantz, s'il s'était trouvé à la place de Bismarck, ne se fût pas contenté d'annexer l'Alsace et la Lorraine allemande avec Metz. Voici le projet qu'il préconisait : L'Alsace avec Belfort étaient réunie au grand-duché de Bade (capitale Strasbourg) ; un grand-duché de Lorraine, comprenant le Luxembourg et toute la Lorraine (capitale Metz), devenait partie intégrante de l'empire; il entrevoyait même la possibilité de reconstituer, dans les mêmes conditions, la Franche-Comté et la Savoie, nouveaux duchés de l'empire. Sans doute, il ne demandait pas la prussification de ces régions, il n'entendait même pas qu'elles fussent germanisées, mais seulement que l'Allemagne les « organisât » : « françaises quant à la langue et à la forme, allemandes quant à la substance », ajoutait-il.

Inutile d'aller plus loin pour comprendre à quelle catégorie d'esprits appartient Constantin Frantz. C'est un pangermaniste de la plus belle eau dont la *Friedens-Warte* a essayé de répandre la doctrine dans un pays neutre. Et voilà ce que M. Paul Seippel appelle « la voix de la vieille Allemagne chrétienne et humanitaire » ! (*Journal de Genève*, 8 mai.)

Sans doute, la philosophie politique de Constantin Frantz ne fait pas partie des doctrines officielles de l'université allemande et M. Fr. W. Foerster a gravement manqué à la discipline en la faisant sienne. L'indignation de ses collègues munichois, pour comique qu'elle soit, n'en est pas moins compréhensible. Après s'être copieusement indignés, ils ont rendu publique la déclaration suivante : « La Faculté de philosophie, première section, exprime à l'unanimité sa désapprobation de ce qu'un de ses professeurs ait publié, dans une époque aussi sérieuse, en dehors de nos frontières, de telles idées sur un tel ton. Ses membres s'opposent de toutes leurs forces à toutes tentatives de les répandre, sous l'autorité du professorat, parmi la jeunesse académique. » Dans l'Allemagne actuelle il n'est permis d'écrire que par ordre.

Le professeur Foerster a essayé de se justifier dans un long article du *Berliner Tageblatt* (14 juin), empreint d'un singulier mysticisme. Il s'y plaint de « l'attachement craintif et irritable aux traditions » qui empêche les Allemands de tirer des événements actuels les enseignements qu'ils comportent et se croit victime des plus sombres machinations tramées par l'Union évangélique, association ultra-protestante de Berlin, pour avoir rendu justice au « patrimoine culturel » de ses concitoyens catholiques. Une feuille volante de cette association aurait invité le commandant supérieur de Munich à se saisir de sa personne. Cet exalté est évidemment en proie au délire de la persécution. La *Gazette de Francfort* du 26 juin est ensuite

revenue sur son affaire avec assez de détachement. Les idées « discutables » de Constantin Frantz ne l'intéressent pas, écrit-elle, mais ce qui lui paraît singulier, c'est qu'aucun des collègues du professeur Foerster ne semble savoir qui il est exactement ni quelles sont ses idées. La noblesse de sa personnalité, la distinction des sentiments qu'il a toujours professés eussent dû le mettre à l'abri de critiques qui, en l'espèce, sont aussi absurdes qu'injustifiées.

Pour nous, le « cas Foerster » n'est intéressant que parce qu'il nous laisse apercevoir le complet désarroi qui règne dans les sphères intellectuelles allemandes. Mais gardons-nous de voir dans ce professeur autre chose qu'un vulgaire pangermaniste. Ses vues sur l'hégémonie germanique sont identiques à celles des savants par qui il fut blâmé avec tant de véhémence. Comme eux, il est persuadé que les armées impériales combattent pour une cause sacrée. Il partage même leur avis concernant les annexions à l'Orient et à l'Occident. Ce qui le sépare de ses collègues, c'est qu'il n'admet pas la méthode bismarckienne. Ses ambitions sont plus subtiles. Il veut bien participer au dépeçage de la France et de la Russie, mais il tient à ce qu'on y mette les formes. Peu importe, du reste, car, quand il s'agit de cuisine pangermaniste, il nous est indifférent de savoir à quelle sauce nous serons mangés. Nous faisons appel à nos soldats pour renverser la marmite.

HENRI ALBERT.

§

Balkans.

Que d'événements au cours de ces dernières semaines dans les Balkans ! Blocus étroit des côtes grecques, démarche des Alliés à Athènes, retraite du gouvernement Skouloudis, appel au pouvoir de M. Zaïmis, démobilisation générale, dissolution de la Voulé, ouverture de la lutte électorale, ce qui signifie : libération du peuple grec et, par conséquent, amélioration sensible de la situation de l'Entente en Grèce et dans les Balkans en général. Car les événements qui viennent de se dérouler à Athènes ont eu une grande répercussion dans les autres capitales de la Péninsule. A Sofia, les cercles politiques et militaires ne cachent pas leur inquiétude. La possibilité du retour de M. Venizelos au pouvoir est déjà considérée par eux comme un coup porté aux aspirations de leur pays. En vain la presse officielle bulgare persiste à déclarer que « les rapports avec la Grèce continueront d'être bons ». L'opinion publique ne semble pas rassurée par ces affirmations, et nombreux sont les journaux bulgares qui trahissent la nervosité populaire en se livrant à de furieuses attaques contre les vénizelistes, « ces mauvais patriotes qui ont transmis les droits concernant l'indépendance et l'autonomie du pays aux puissances de l'Entente » (!)

Pour contrebalancer cette impression, les organes de M. Radoslavoff essaient de faire de la diplomatie. Ils ne lancent pas d'injures contre les Grecs, mais ils veulent leur persuader d'interdire au gouvernement futur de déclarer la guerre à la Bulgarie. La pression de l'Entente, disent-ils, ne s'exercera que tant que se poursuivra l'offensive russe. « Or celle-ci ne durera pas et ne réussira pas. »

La méthode officielle, qui consiste à amadouer les Grecs, a pourtant le défaut de pécher par la base. Les journaux gouvernementaux de Sofia ont prédit dans cette intention toute une série d'échecs russes. Mais, par malheur pour les Bulgares, le général Broussilof a opposé à toutes ces balivernes un démenti formel. Les quelque trois cent mille prisonniers qu'il a faits au cours de sa récente offensive constituent un témoignage dont les gazetiers de Sofia ne pourront pas nier l'importance. Les brillants succès franco-anglais, ainsi que l'avance italienne, n'ont rien non plus pour renforcer l'argumentation bulgare, qui, réduite dans sa plus simple expression, ressemble étonnament à une lamentation. « La Bulgarie n'aimerait pas voir la Grèce entrer en guerre aux côtés des Alliés, car les forces allemandes et autrichiennes dans les Balkans sont très faibles actuellement pour secourir les Bulgares dans le cas d'une offensive des Alliés et de la Grèce. Elle craint ainsi qu'après les offensives russe, italienne, anglaise et française, l'Allemagne et l'Autriche ne soient encore moins en état de lui porter une aide suffisante. Les Bulgares savent en plus que si la Grèce entrait en guerre, la Roumanie pourrait bouger aussi et alors ils auraient à faire face tout seuls ou avec une aide insignifiante à ces deux adversaires. »

C'est à peu près dans ces termes que le correspondant du *Morning Post* à Bucarest résumait l'autre jour les inquiétudes bulgares. Elles sont justifiées et rationnelles, d'autant plus qu'il semble être dans le destin de la Bulgarie de s'effondrer juste au moment où elle croit être près de réaliser son rêve de domination dans la péninsule balkanique.

Ainsi par les commentaires mêmes de la presse ennemie, par l'agitation de l'opinion publique aussi bien à Sofia qu'à Vienne et à Berlin, l'importance de prochaines élections grecques apparaît dans toute son ampleur. Certes, il n'est guère dans l'intention des Alliés de forcer la Grèce à participer au combat. Si le fait que les puissances protectrices ont exigé la démobilisation de l'armée gellénique n'est pas assez probant aux yeux des sceptiques, les déclarations de M. Demidoff, ministre de Russie à Athènes, recueillies par la *Patrie* ont dû dissiper les moindres restes de doute.

Une certaine partie de la presse hellénique a commis la faute très grave de vouloir faire croire que les puissances de l'Entente cherchent à entraîner la Grèce dans le conflit et que, d'accord avec M. Venizelos, elles nour-

rissent de sombres desseins contre la couronne. Il est impossible d'avoir une conception plus fausse de la politique de l'Entente qui ne prend parti ni contre la couronne, ni pour M. Venizelos, mais qui lutte simplement contre l'influence morbide de ses ennemis en Grèce.

« Avant peu la Grèce reconnaîtra le service que lui ont rendu les puissantes garantes de son intégrité en mettant le doigt sur la plaie.

Ainsi s'exprime l'éminent diplomate russe et il est définitivement établi que l'Entente ne cherchera aucunement à faire sortir la Grèce de la neutralité. Mais, une fois ceci établi, la question n'est pas épuisée, car il reste à savoir si les Grecs eux-mêmes, de leur propre initiative, ne jugeront pas que le moment est arrivé de se jeter dans la mêlée. L'Entente leur a rendu la liberté de se prononcer sur leurs problèmes nationaux. A eux, maintenant, de prendre des décisions. Mais pour qu'ils puissent aboutir à une conclusion, il faut aussi que la campagne de fausses nouvelles d'origine allemande qui sévit en Grèce soit enrayée. Il faut qu'une contre-campagne de presse de la part de l'Entente mette les choses au point.

Je viens de lire deux correspondances d'Athènes parues récemment dans la *Gazette de Lausanne*. Elles sont à retenir à cause de leur documentation et aussi parce qu'ayant été publiées par un journal de l'importance et des tendances de la *Gazette de Lausanne*, elles offrent les meilleures garanties d'impartialité. En voici deux fragments qui en disent long. Je me borne à les citer sans les encadrer de commentaires :

La Grèce était avant la guerre unanimement favorable à la France. D'irréductibles affinités de race et d'esprit, des souvenirs bien toujours vivants, des traditions fidèlement entretenues, font considérer en Grèce les Français comme des amis loyaux et désintéressés. Mais, dès le début de la guerre, le germanisme actif se révéla. Des bonnes d'enfants, bavaroises ou prussiennes, font rêver les gamins qu'elles soignent des atrocités anglaises et françaises en Belgique. Des journalistes vendus célèbrent sur tous les tons les beautés de la *Kultur*. Des littérateurs, séduits par le culte de la force, en chantent les bienfaits. Des gazettes rédigées en français, soit pour donner le change sur leur origine, soit pour tenter le public grec qui a toujours ignoré la langue allemande, énumèrent les difficultés économiques qui accablent la France, les discordes qui règnent entre Alliés. L'une d'elles annonce, par exemple, que les officiers français internés en Suisse demandent au Conseil fédéral de les loger dans d'autres cantonnements que les Anglais...

A ce chœur de louanges, à cette succession ininterrompue de plaidoyers, pas une voix ne répond. De fades brochures françaises sont distribuées, sans méthode et sans suite. La cause des Alliés n'a pas besoin d'être défendue, pense-t-on. C'est une erreur grave. La Grèce est loin des théâtres principaux de la guerre et elle ne sait pas... Pour tout Grec, les atrocités bulgares commises lors des luttes de 1912 et 1913 représentent le comble de la barbarie. Mais ce même Grec ignore la plupart du temps que

les cruautés bulgares sont un pâle essai de méchanceté si on les compare aux méthodes de guerre que le peuple qui veut éclairer le monde applique avec frénésie.

Et plus bas :

De ces premières observations, on peut déjà tirer une conclusion : l'Allemagne, en Grèce, a étudié à fond le milieu où elle devait opérer, sinon pour se rattacher les sympathies populaires, du moins pour inspirer par sa soi-disant toute-puissance des craintes si fortes que s'opposer à elle fût jugé fou par tout être raisonnable, et pour jeter à tel point le doute sur la puissance militaire des Alliés que se ranger à leurs côtés fût considéré par les gens raisonnables comme une course volontaire à la défaite.

L'Entente, d'autre part, négligeant avec une insouciance qui étonne de s'opposer à l'effort allemand et même, tout simplement, de faire connaître sa détermination, sa force, son inébranlable confiance dans la victoire, a laissé l'adversaire gagner du terrain lentement, mais sûrement, alors que sa tâche pouvait être bornée à conserver les voix unanimes qui se donnaient à elle au début de la guerre. Combattant en terrain insuffisamment étudié, presque inconnu, elle s'est trouvée en face d'un ennemi préparé et qui, ses positions déjà prises, n'a eu qu'à lancer en avant ses soldats mieux orientés et plus aptes à répandre le mensonge et la calomnie que les autres à défendre le riche trésor de sympathies qu'ils avaient à garder.

La démarche des Alliés a porté un coup terrible à l'influence allemande en Grèce. Mais il reste encore bon nombre de foyers hostiles, qu'il ne serait peut-être pas superflu d'anéantir, de cautériser ou tout au moins de neutraliser. La lutte électorale est virtuellement ouverte en Grèce et le baron von Schenk s'ingénie, avec une ardeur accrue, à dénaturer les faits de guerre. Une juste interprétation des événements militaires de la part des Alliés s'impose plus que jamais pour que le peuple grec ne soit pas abusé. « Des canons ! Des munitions ! » c'est évidemment le principal pour écraser les Allemands. « Des journaux ! De l'information ! » ce n'est pourtant pas de trop pour éclairer les neutres. La portée du canon qui tonne sur le champ de bataille est toujours singulièrement allongée par l'écho qui gronde dans les pays restés jusqu'à présent spectateurs du combat.

ALEXANDRE MAVRODIS.

Belgique.

LA VOIX DES TRANCHÉES ET NOTRE POLITIQUE. — Des « places belges » provisoires de France et d'Angleterre, nos recrues de la nouvelle classe, nos petits « bleuets » de dix-huit ans ont rejoint leurs camps d'instruction. Ils sont partis comme de braves petits hommes derrière notre drapeau, aux accents des vieux chants de Flandre et de Wallonie. Et c'était spectacle vibrant d'espoir, d'accord et de fraternité belges. Les autres « appelés » suivront dans l'ordre voulu par l'arrêté-

loi. Les Belges en état de porter les armes, réfugiés dans les pays alliés, se trouveront en nombre suffisant pour maintenir notre effort jusqu'à l'heure de la Victoire et des réparations.

Il se trouve dans nos tranchées un élément d'élite qui, spontanément, agit sur les nouveaux venus, leur communique sa flamme. Ce sont les jeunes Belges évadés du territoire occupé. Ils sont plus nombreux qu'on ne le suppose généralement et leur nombre s'accroît tous les jours. Ils ont su dépister une surveillance très rigoureuse, affronter le danger, le vaincre et traverser les lignes ennemies. Du don délibéré qu'ils ont fait d'eux-mêmes à la Patrie émane une beauté morale si rayonnante que ces jeunes hommes sont devenus comme l'esprit et le cœur de notre guerre d'indépendance. Ils appartiennent à toutes les classes sociales ou, pour mieux dire, à toutes les aristocraties naturelles. De chacun on peut affirmer qu'il ne gaspille pas son idéal en vaines paroles, qu'il est une bonne tête bien faite, sachant ce qu'elle accomplit, qu'il représente une conscience dans l'action. Je suis bien renseigné sur cette élite en armes. Elle s'est élevée d'instinct et de raison à la plus haute conception nationale. Et c'est tant mieux si son langage, qui aura le droit de se faire entendre dans la Belgique de demain, est de nature à déconcerter les générations cristallisées dans les formules politiciennes ou la prudence *quasi couarde* d'une neutralité sans ressort.

On ne parle dans ses rangs ni de cléricalisme ni d'anticléricalisme, ni de conservatisme, ni de socialisme, encore moins de flamingantisme et d'antiflamingantisme, on ne parle que de cette Belgique pour qui on se bat et on meurt, de cette Belgique à qui on donne son sang en connaissance de cause, et qu'on veut reconstituer dans son intégrité d'avant le Congrès de Vienne, selon les droits de notre passé, *les nécessités et les intérêts de notre défense stratégique et économique* et de notre rôle dans l'équilibre des nations.

C'est parce qu'il a entendu cette voix de l'élite de nos tranchées que mon ami Louis Dumont-Wilden, cet esprit de mesure et de nuance, s'est rallié un des tout premiers à la *politique des restitutions d'où dériveront de légitimes et raisonnables agrandissements de la Belgique d'avant la guerre*. C'est aussi ce chœur de jeunes héros lucides qui a déterminé la plupart de nos ministres. Sur ce point, nous pouvons nous fier à M. Ferdinand Neuray, qui est bien certainement le publiciste belge le plus qualifié pour parler à la fois au nom de la majorité gouvernementale et de l'Union sacrée que son journal, *le XXe Siècle*, pratique avec tant de loyauté. Or, M. Ferdinand Neuray ne déclarait-il pas, dans un très important article du *Petit Parisien*, que si le gouvernement du Havre n'avait peut-être encore rien décidé officiellement quant à nos revendications, tous les ministres qu'il avait rencontrés dans le privé s'étaient prononcés en faveur des

restitutions ? J'ai relaté déjà le pas en avant accompli dans le même sens par M. Jules Destrée, un des leaders socialistes et l'une des meilleures têtes de notre Parlement. Et toute la vigoureuse pléiade des nationalistes de la seconde moitié du règne de Léopold II, ces bons cerveaux enthousiastes et précis, des hommes comme Hennebicq, Rotsaert et cet Eugène Baie qui fut, à lui tout seul, l'initiateur de la conférence interparlementaire des Alliés. Et Pierre Nothomb, ce jeune poète catholique, porteur d'un si beau nom de chez nous, et qui met toute son ardeur à préciser et à défendre notre Droit par la parole et par la plume ! De tels noms si pleins d'une signification belge illustrent notre cause, les armes alliées la feront triompher et ce sera justice, car la révision s'impose des traités qui nous ont dépouillés. L'esprit du prochain Congrès sera assurément différent des Congrès de Vienne et de Londres qu'animait l'esprit de la sainte Alliance, et ce n'est plus de toute évidence contre la France que l'Angleterre, si ombrageuse quant aux choses de Belgique, demandera des garanties ! La tactique boche consiste à induire en méfiance contre nous les Hollandais, nos voisins. Il est évident que des questions graves demeurées en suspens depuis 1839 devront être examinées et recevront sans doute la solution logique préconisée par feu M. Delaire dans son récent livre : « Après la Victoire ». Ce sera l'intérêt bien entendu de la Hollande, de sa propre conservation contre les appétits teutons, de s'entendre équitablement avec nous, principalement au sujet de l'embouchure de l'Escaut et de cette rive gauche qui était *nôtre*, *historiquement*, qui, *cadastralement*, est presque entièrement la propriété de Belges et dont la population est en majorité belge de naissance ou d'origine. La rive gauche de l'Escaut est sans utilité pour la Hollande ; ce qu'elle représente pour nous est essentiel. Pour protéger efficacement Rotterdam et Amsterdam contre les infiltrations germaniques, pour assurer son indépendance économique, ce n'est point vers l'Allemagne, mais du côté des Alliés que la Hollande devra orienter sa politique. Nul chez nous ne songe à forcer la main de ce peuple libre, mais nous sommes assurés que la simple raison, la logique évidente d'une situation modifiée déterminera sa politique.

Quant au Grand-Duché de Luxembourg, il n'intéresse en rien la Hollande. La famille régnante est allemande ; ce petit Etat artificiel est incapable, par ses propres moyens, d'assurer son autonomie et sa neutralité ; il n'a pas cessé dans le cours des siècles de participer à l'histoire de la Belgique et lorsque ses habitants ont été séparés de nous par l'inique traité de 1839, ils n'ont pas cessé, — on ne saurait assez le repéter, de proclamer leur volonté de rentrer dans la mère patrie.

Pour la région de l'Eiffel, ce glacis naturel de la Belgique, elle fut arbitrairement englobée dans la Prusse rhénane, cette belle contrée

romanisée que la Prusse des Hohenzollern reçut pour prix de son concours à la bataille de Waterloo. C'est la moindre chose qu'on nous restitue notre forteresse de l'Eiffel en récompense de Liége, de Haelen et de l'Yser. Et n'est-ce pas aussi l'intérêt de nos alliés de demain de désirer dans leur concert une Belgique plus forte et garantie contre les coups de mains de ses dangereux voisins ?

Notre programme national est modéré, sain, logique et juste. *On ne saurait contester de bonne foi le bien fondé d'aucun de ses articles.* Nous nous bornons exclusivement à demander, dans l'équilibre de demain, ce qui nous revient.

Notre idéal, pour qui meurt la plus belle élite belge, n'a d'autres adversaires que certains politiciens. Les politiciens qui ont des programmes, des « plates-formes », comme ils disent, des clientèles, tout un verbiage, toute une tactique à quoi ils se sont spécialisés et abêtis, ceux-là ne réagissent pas sous les événements. Ils sont cristallisés et resteront cléricaux, anticléricaux, socialistes, conservateurs, flamingants ou antiflamingants dans les mêmes formes étriquées que par devant. Les pauvres de cœur et d'esprit ! Ils ne considèrent la formidable tragédie guerrière que du point de vue de leur boutique électorale.

Ainsi a fait le clérical M. Woeste; ainsi a tenté de faire le rouge M. Camille Huysmann, secrétaire du bureau socialiste international, et qui croit pouvoir concilier cette situation d'éminente neutralité avec son mandat de député belge et de représentant du prolétariat *qui s'est trouvé le plus éprouvé* par les « camarades boches » ; ainsi continuent de faire certains flamingants obscurs et assoifés de réclame — même de la réclame la plus malsaine, — ainsi persévèrent certains anticléricaux bruyants sans doute, quoique peu notoires, et qui, avec le concours de certains journaux hollandais embochés, mènent contre les intérêts de leur pays la plus sotte des campagnes.

Comme ces publicistes belges d'action suisso-hollandaise sont de peu d'envergure et n'ont jamais eu la moindre influence dans les affaires de Belgique, leurs publications et leurs déclarations resteront sans aucun effet. Ils n'en sont pas moins gênants et encombrants. Ils obscurcissent la véritable situation au regard des neutres. Car leurs journaux se répandent dans les pays neutres. Savent-ils, ces inconscients, par quels soins s'opère cette diffusion ? Tout simplement par les Boches dont c'est le jeu.

La campagne de ces médiocres de la politique consiste à se mettre des œillères pour tout ce qui concerne la formation historique de la Belgique, ses besoins de défense et de réorganisation. Que les restitutions que nous réclamons soient légitimes, illégitimes, *utiles ou non*, peu leur chaut. Ce qui leur chaut, c'est de savoir si les nouveaux Belges, les Belges restitués à leur patrie, seront ou ne seront pas

des électeurs anticléricaux. Eh bien, il est certain — pourquoi le dissimuler ? — que les Belges qui nous reviendront après la Victoire sont plutôt de formation catholique, comme l'est d'ailleurs dans son ensemble notre Belgique actuelle. Bien qu'anticlérical, cette constatation ne m'embarrasse aucunement. On se débarrasse insensiblement de la formation catholique. Mais Belgique d'abord ! Aux dernières élections qui ont précédé de peu la guerre, le gouvernement clérical eût été mis par terre si les anticléricaux n'avaient voté pour lui — il y a beaucoup d'anticléricaux qui vont à la messe dans les grandes circonstances de la vie et font entre temps profession de voltairianisme, — si ses anticléricaux, dis-je, n'avaient voté pour lui parce que les conjonctures commerciales, industrielles, économiques étaient graves et qu'ils tenaient à la prolongation *d'un pouvoir qui depuis plus de vingt-cinq ans avait gouverné la Belgique, augmenté et harmonisé sa prospérité, parce qu'ils avaient foi en ce principe que ce qui dure atteste sa supériorité par le seul fait de sa durée.*

Même, s'ils n'aperçoivent à travers les bouleversements de la guerre que le petit point de vue électoral, les anticléricaux hollando-suisses de Belgique se trompent étrangement. Emile Vandervelde, Paul Hymans, Goblet d'Alviella, Maurice Feron, si hauts d'envergure et de désintéressement, ne participent pas impunément au gouvernement du Havre. Ils sont solidaires de toutes les mesures de salut national prises là-bas : ils se sont associés aux appels des classes par simple Arrêté-loi de 18 à 40 ans, ils ont garanti les emprunts aux Etats de l'Alliance.

Comme don de « Joyeuse Rentrée », ils apporteront au *pays électoral* le suffrage universel, après que nos poilus et nos alliés *auront restitué son dû au pays national.* Y avez-vous songé, messieurs les petits trublions belges de la Hollande et de la Suisse ? Le suffrage universel remplacera le suffrage plural qui accorde des voix supplémentaires à l'âge, à la capacité, à la famille, à la propriété et qui favorisait en tout état de cause le cléricalisme conservateur. Vous aurez donc *des compensations électorales* et le pays, votre pays, que vous préférez défendre de Hollande et de Suisse plutôt que des tranchées ou des pays alliés, trouvera dans cette solution un accroissement de sa défense économique et stratégique. On dirait que ce contrepoids donné à la satisfaction de l'électoral est fait pour vous déplaire.

Mais il est une chose que vous ne devez pas entendre ni entrevoir à la longue distance *routière et morale* d'où vous êtes de la Belgique et des Alliés, à savoir qu'une représentation proportionnelle au sein du gouvernement s'est constituée au Havre et qu'elle se prolongera après la guerre. Les hommes d'Etat et les hommes de compé-

tence continueront à avoir le pas sur les trublions des comités électoraux et de la petite presse. Des problèmes plus importants que ceux proposés par les loges maçonniques, les comités électoraux, les sacristies ou les couvents seront à résoudre. Il faudra relever le pays, passer des traités de commerce, organiser le régime et le statut des « restitués », trouver une solution à la question de la main-d'œuvre ouvrière, amortir la dette contractée envers l'Alliance. Ce sera fort complexe, veuillez bien le croire. Que dira-t-on aux ouvriers de ce relèvement? Je crois qu'on leur dira : « Allez à la messe ou n'y allez pas; allez à la loge maçonnique ou abstenez-vous-en, c'est le secondaire ; mais soyez des artisans vaillants et compétents (*oui, compétents surtout*) de la Renaissance belge, c'est le principal.

GUSTAVE FUSS-AMORÉ.

§

A travers la Presse.

LA PRESSE ALLIÉE. — Le Souverain Pontife sera-t-il représenté au Congrès de la Paix? Comme les convictions religieuses, les avis sont fort divisés sur cette question, particulièrement en Italie. Un sénateur, M. Valli, dans un savant article de la *Nuova Antologia*, a exposé son sentiment, favorable à l'acceptation d'un délégué pontifical :

Si le Pontife recevait l'invitation d'assister au congrès en qualité de souverain assimilé, pour ainsi dire, au chef d'un Etat de premier ordre, cette participation ne serait pas en contradiction avec les règles en vigueur du droit international. Le Pontife, en effet, est considéré comme un souverain, et ses représentants sont tenus comme des agents diplomatiques. Le règlement des grades et des préséances des agents diplomatiques, signé à Vienne le 19 mars 1815, et complété par le protocole d'Aix-la-Chapelle du 21 novembre 1818, est encore en vigueur aujourd'hui.

On pourrait tenter une exception à la représentation spéciale du Pontife à un congrès déterminé, en s'inspirant, pour ce refus, d'un principe sanctionné dans le congrès d'Aix-la-Chapelle de 1818. On alléguerait, en ce cas, l'absence de tout intérêt, pour le Pontife, dans les sujets qui forme raient le programme du congrès. Mais, pour ce qui regarde le Pontife, il me paraît évident que cette objection peut être éliminée pour un double motif. Premièrement, on ne pourrait contester l'intérêt que présente le rétablissement de la paix pour le chef d'une Eglise qui a des fidèles nombreux dans tous les Etats présentement ennemis et dans toutes les armées actuellement combattantes. En deuxième lieu, la limite ainsi sanctionnée au congrès d'Aix-la-Chapelle, concernant les Etats qui doivent être et les Etats qui peuvent n'être pas invités à un congrès, vaut pour les puissances secondaires, non pour les grandes puissances. Et la représentation du Pontife est reconnue par le congrès de Vienne — à juste titre à mon avis — comme celle d'une grande puissance.

Non seulement, par conséquent, le Pontife possède le droit de légation actif et passif, non seulement rien n'est changé à ce droit par suite de la

perte du pouvoir temporel, comme le démontre, pour ce qui concerne l'Italie elle-même, l'article II de la Loi des Garanties, mais dans l'exercice de ce droit, plusieurs Etats reconnaissent au Pontife dans leurs capitales respectives diverses prérogatives d'honneur et de préséance. Il ne s'agit pas de créer une règle de droit, qui puisse se rapporter à la représentation des chefs des diverses confessions religieuses dans les congrès diplomatiques, il convient, au contraire, d'appliquer à ces représentations les règles qui sont déjà en vigueur dans le droit international.

L'archevêque de Cantorbéry, le président du Saint-Synode russe, le patriarche de Constantinople et le grand lama du Thibet n'ont pas, dans le droit international positif, une situation de droit public créée par l'histoire et reconnue par les conventions et par les coutumes des peuples de civilisation européenne. Ils ne reçoivent pas et ils n'envoient pas d'ambassadeurs. Ils n'ont été, à aucune époque de l'histoire, les chefs reconnus de toute une société d'Etats. Ils n'ont pas agi, par droit propre ou par déférence d'autrui, comme médiateurs d'accords internationaux, pareils à ceux qui mirent un terme à la guerre de Trente Ans en 1668 et à ceux qui terminèrent le conflit germano-espagnol en 1885. Ils n'ont pas leurs prérogatives diplomatiques, actives et passives, sanctionnées dans une loi intérieure du pays où ils demeurent et dans tout un système d'accords internationaux en vigueur.

De telles objections, par conséquent, ne pourraient valoir contre l'admission du Pontife au congrès, parce que, tandis que l'admission du grand lama impliquerait l'adoption d'une règle nouvelle, il suffit, pour l'admission du pape, d'appliquer les règles du droit international actuellement en vigueur.

Conséquence : A tous les autres dignitaires religieux sus-indiqués, on pourrait opposer une préjudicielle légitime, mais cette préjudicielle deviendrait au contraire illégitime par rapport au Souverain Pontife.

— Au même temps que partait pour Paris le représentant canadien, Sir George Foster, se rendant à la conférence économique des Alliés, les polémiques reprenaient de plus belle dans le Dominion au sujet de l'autonomie fiscale. Les Canadiens, et particulièrement les Canadiens français, sont toujours un peu en défiance du gouvernement britannique, et *le Canada*, de Montreal, s'exprima ainsi sur la mission de Sir George Foster :

Il y représente le Canada en tant que partie constituante de l'empire britannique et y exprimera, sans doute, les opinions du Canada.

Nous avons, cependant, quelque crainte qu'il ne rende pas très exactement les sentiments de la plus grande partie du peuple du Canada. Sir George E. Foster est un protectionniste à outrance, un protectionniste doctrinaire qui, dans les sept ou huit ans qu'il fut ministre des Finances, à Otawa, a toujours considéré d'abord l'intérêt des industriels sans s'occuper de ceux des consommateurs.

Un autre côté particulier de sa mentalité, qui nous inspire des inquiétudes, c'est son impérialisme outrancier qui lui a fait déclarer un jour que nous allions trop loin dans nos aspirations vers l'autonomie.

Heureusement, Sir George E. Foster n'est pas allé à Paris revêtu du plein pouvoir d'engager notre pays, il n'est pas un plénipotentiaire, mais un simple délégué dont la mission se bornera à transmettre à notre parlement les propositions ébauchées à la conférence.

Non pas que nous soyons réfractaires à l'idée d'une alliance économique et douanière entre les pays alliés, qui leur permettrait de mieux se défendre, après la paix, contre l'envahissement de l'industrie allemande.

Nous apprécions trop les avantages que pourrait offrir à notre propre production industrielle et naturelle, sur beaucoup de marchés, l'exclusion plus ou moins complète de la concurrence allemande.

Mais nous tenons à notre autonomie économique, une des conquêtes du régime libéral de Sir Wilfrid Laurier, et nous voudrions rester libres d'élaborer notre tarif de douane suivant nos besoins.

Peut-être, après tout, Sir George E. Foster se laissera-t-il guider plutôt par le profond sentiment autonomiste dont il connaît parfaitement l'existence chez nous, et saura-t-il y conformer son attitude.

D'ailleurs, la conférence de Paris ne fera que poser des principes, sur lesquels les différents pays alliés se baseront pour établir leur nouvelle législation fiscale. Le danger serait plutôt à Londres, au cas où l'on voudrait profiter des circonstances pour établir une union douanière impériale.

Mais de ce côté encore, Sir George Foster ne pourra nous lier que sous la réserve expresse de la sanction de notre parlement.

LA PRESSE ENNEMIE. — La revue hebdomadaire *die Glocke*, où collaborent certains membres de la majorité du parti socialiste allemand, a publié un article de Sigmund Kaff sur « la démocratie sociale allemande dans les calculs de l'Entente », que cite *in extenso* la « Revue de Hollande ».

Il faut apprécier pleinement son adversaire. C'est une des conditions préalables de l'emploi d'une tactique exacte. On doit connaître ses forces et ses faiblesses, ses motifs et ses intentions, si l'on veut les rendre vains et le détourner de son but de guerre. Le fait que l'Entente s'est, de nombreuses fois, trompée dans ses calculs ne prouve pas le moins du monde que toutes ses prévisions étaient ou sont fausses. Surtout, il ne paraît pas du tout qu'il soit superflu de poser la question si la démocratie allemande n'a pas joué un rôle dans les calculs de l'Entente. Tant de choses confirment que c'est bien le cas.

Qu'on ait estimé trop haut ou trop peu sa puissance et sa vigueur de résolution : on tenait compte d'elle, on comptait sur elle, sinon depuis le début, en tout cas dans la suite. Si ce parti avait poussé à une fin prématurée de la guerre au cas où elle eût pris cours défavorable pour l'Allemagne, le service involontaire qui eût ainsi été rendu à l'Entente n'eût pas pu être apprécié à suffisance par celle-ci. Il ne serait pas moins précieux pour l'Entente, dans le cas d'un résultat néfaste pour elle, d'être protégée par la démocratie sociale allemande, des conséquences politiques de la défaite et d'échapper ainsi aux garanties que l'Allemagne doit exiger pour être à l'abri d'un renouvellement de la conjuration. Plus il est important et sé-

rieux pour l'Allemagne d'obtenir des garanties de ce genre, plus grand serait le service qui pourrait être rendu à l'Entente par un affaiblissement de la position politique de l'Allemagne.

Dans l'état actuel des choses, un affaiblissement de ce genre ne pourrait se produire que par le fait que la démocratie sociale allemande tendrait à terminer la guerre le plus promptement possible pour la seule raison qu'elle considère faite la preuve de la supériorité militaire de l'Allemagne et estime que cela seul suffit pour inciter l'adversaire à abandonner, lui aussi, ses projets hostiles, ce qui, évidemment, au point où en sont les choses, serait une naïveté parfaite. Vraiment, il n'entre pas dans l'idée de l'Entente de concevoir la guerre générale comme une sorte de duel qui serait à régler d'après le code du droit des gens, lequel est détruit depuis longtemps. Ce n'est pas une guerre d'une armée de soldats au service d'une dynastie, c'est une guerre des peuples eux-mêmes, tout au moins dans le sens qu'il y participent avec toutes les masses aptes au service.

C'est la raison pour laquelle un recul est si difficile et pour laquelle l'Entente se livre à l'espoir qu'en Allemagne, où la masse du peuple, plus promptement que partout ailleurs, est disposée à céder à des inclinations et à des conseils d'ordre idéal, la démocratie sociale débarrassera l'Entente des formidables risques que représente une offre de paix.

Il est indiscutable que l'Allemagne possède la démocratie sociale la plus cultivée, la mieux organisée. Dès le temps de paix, ce parti était l'objet des espoirs, non seulement de l'Internationale, mais aussi des gouvernements de l'Entente. Pourquoi ces gouvernements, maintenant que des socialistes en font partie en qualité de ministres, auraient-ils une opinion moindre de la démocratie sociale allemande ? Bien au contraire ! On se dit : quelque chose peut-il avoir une action plus forte sur les prolétaires socialistes d'Allemagne que le refus des socialistes français et belges de s'asseoir à une table avec eux ? Ce serait signe que la réputation de profondeur du sentiment allemand est totalement imméritée, si, par suite du jugement sévère exprimé par les socialistes de l'Entente, personne ne réagissait au sein de ce groupe de l'Internationale le plus admiré en raison de son essor idéal et intellectuel.

Plus l'Entente a de difficultés à dissimuler à ses socialistes qu'elle se trouve sur une défensive sans beaucoup de perspectives et plus elle peut leur faire croire qu'il ne font vraiment plus que défendre la patrie, plus, d'autre part, l'Entente doit essayer d'amener les démocrates socialistes allemands à la conviction qu'ils « trahissent leurs principes » parce qu'il ne mènent prétendument plus, une guerre défensive.

A cela s'ajoute autre chose. Depuis le début, il n'a pas manqué de voix, au sein du parti allemand, pour affirmer que la guerre, non seulement ne justifiait pas l'abandon de l'ancienne politique et de l'ancienne tactique, mais encore que, maintenant surtout — sans égard aux conséquences et sans tenir compte des effets que cela pourrait avoir durant la guerre — les revendications relatives à la politique intérieure devaient être mises à exécution, avant tout, sur le champ et à tout prix. En fait, à considérer superficiellement, pourrait-il y avoir un moment plus propice que le moment actuel ? Révolution en haut et révolution en bas se sont manifestées souvent de compagnie. Il est indéniable que cette considération puisse se mettre en

harmonie avec l'idée telle qu'elle avait autorité avant la guerre. On négligeait et l'on néglige de tenir compte d'une seule chose et c'est que la guerre générale est tellement en dehors de toutes les idées qu'on se faisait, que la tactique politique de naguère ne s'adapte pas du tout au présent. La continuation de la lutte des classes dans les anciennes formes à une époque où les camarades aptes au service se trouvent au front ou à l'arrière sous l'autorité du commandement militaire, est une idée tellement abstruse, qu'elle ne peut être discutée sérieusement. Peut-être, oui, probablement peut-on la défendre en théorie — que ne réussit pas la dialectique révolutionnaire ? — mais en pratique elle est irréalisable.

Malgré cela, on doit dire que la spéculation de l'Entente à ce sujet n'était pas tout à fait sans fondement, pour la raison que le prolétaire allemand éprouve un grand respect envers les formules et les résolutions théoriques et a l'habitude, depuis toujours, non seulement de maintenir, en toutes circonstances, les principes reconnus exacts une fois pour toutes, ce qui certes parle en sa faveur, mais encore de respecter, même dans les conditions les plus difficiles, les règles tactiques qui étaient en vigueur jusqu'alors. Les hommes à cheval sur les principes et les zélateurs fanatiques essaient de dissimuler à la masse que les principes sont choses, comme toutes les autres, conditionnées par l'histoire et ont besoin pour être appliqués pratiquement de la condition préliminaire que les circonstances, ayant présidé à leur naissance, ne peuvent avoir subi de transformations radicales. Ils essaient de dissimuler en outre qu'ici aussi, la loi de réciprocité internationale ne peut être abrogée, si la partie fidèle aux principes ne veut subir des dommages irréparables. Et cependant tout dépend de cela !

Bebel a expliqué cela jadis, lorsqu'il montra le danger que courrait la démocratie sociale allemande si elle se laissait entraîner par la puissance dont elle dispose à avoir recours à la grève générale afin d'empêcher la guerre générale, sans avoir la garantie — la simple intention, la bonne volonté toutes seules ne suffisent pas ! — que les autres membres de l'Internationale aboutiraient au même résultat par leur action. La puissance du parti allemand deviendrait ainsi la raison de sa perte, sans qu'il soit en mesure d'atteindre le but vers lequel il tendait.

Néanmoins, en dépit de toutes les déclarations contraires, on ne peut douter du fait que l'Entente a la plus grande confiance en les socialistes allemands et estime bien plus haut l'idéalisme politique des « Boches » que ceux-ci n'imaginent et manifestent plus que nous espérons qu'ils ne le méritent.

Les prolétaires allemands répondront à l'appel que fait l'Entente à leur « respect des principes » en continuant à défendre contre l'Entente l'avenir du socialisme, à quoi appartient leur propre avenir, même au péril de devoir tracer un gros trait à travers le calcul de l'Entente. Satisfaire la volonté de l'Entente signifierait sacrifier leur propre idéal. Mais la volonté de l'Entente est que la démocratie-sociale allemande la débarrasse de la besogne ou tout au moins la lui facilite, besogne qu'elle n'est pas capable d'accomplir elle-même : nuire à l'avenir de l'Allemagne, à l'avenir de l'Allemagne socialiste et le mettre en danger.

On ne pourrait asséner un coup plus rude au socialisme, que par une

défaite, d'origine intérieure, de l'Allemagne. Alors, l'impérialisme de l'Entente serait pour longtemps débarrassé non seulement de la concurrence allemande, mais du socialisme international. Nos camarades qui représentaient le parti allemand aux congrès internationaux savaient cela et c'est la raison pour laquelle ils se sont opposés à l'exigence selon laquelle les peuples progressistes doivent tirer les marrons du feu pour les peuples arriérés. En effet, ce n'est pas ainsi que l'on entend la solidarité internationale !

— Max Reinhardt, que l'on connut à Paris, et que notre gouvernement fêta en lui accordant la Légion d'honneur, présente aux Allemands, dans ses Kammerspiele de Berlin, un « Malade imaginaire » de Molière qui est loin d'avoir l'applaudissement de tous. M. Siemsen, dans le *Zeit Echo*, va même jusqu' à déclarer que « la nonvaleur artistique de Reinhardt s'y est définitivement affirmée ». Suivant M. Siemsen, il y a deux façons de considérer l'œuvre de Molière, comme quelque chose d'essentiellement français ou comme quelque chose de purement humain. Dans le premier cas, il faut jouer la pièce suivant la tradition de la Comédie française, d'un style « fastidieusement charmant » avec le cadre du Grand Siècle. Dans le second cas, il faut que l'interprétation en soit aussi peu française que possible et comme en dehors du temps. Au lieu de cela, Reinhardt aurait fait du « Malade imaginaire » une pièce d'apparat, une curiosité historique placée, « avec une vénération simulée, sous une vitrine d'ennui ». M. Siemsen déclare que cette comédie d'un génie qu'il qualifie de charmant défend qu'on s'attaque à elle avec respect. Il y faut aller avec de la naïveté, sans quoi il n'en peut résulter rien de bon. Il faudrait que le rôle fût joué par un imbécile d'une façon naturellement sotte et partant comique. Si l'acteur n'est pas tout à fait moyen (« il est préférable qu'il soit mauvais que médiocre »), le résultat sera délicieux.

Bref, il faut les planches et les oripeaux bariolés d'un théâtre de province. La place de Molière n'est pas parmi les snobs et les directeurs de théâtre cultivés, elle est parmi les hommes.

LA PRESSE NEUTRE. — C'est, dans la presse alliée, une opinion courante que le mouvement pacifiste — qui, depuis plus d'un an, a trouvé des représentants dans la social-démocratie, et un accueil sympathique chez quelques rares parlementaires français, — et les manifestations zimmerwaldiennes ont été suscités par le gouvernement impérial lui-même. Il est en effet possible que ce soit dans l'esprit de la politique allemande, mais on alla vraiment trop loin chaque fois qu'on suspecta la bonne foi d'Allemands comme Alfred-H. Fried et comme Hermann Fernau. A qui fera-t-on faire croire que les écrits de ce dernier, par exemple, puissent avoir l'agrément du Chancelier de l'empire ? Qui suit l'auteur de *Justement, parce que je suis*

Allemand, marche peut-être pour le bien de l'Allemagne, mais sûrement contre celui du régime impérial.

Une revue suisse, *Wissen und Leben*, nous apporte d'Hermann Fernau cette « lettre ouverte aux gouvernants des puissances occidentales, par un Allemand », où l'auteur prend la peine de nous indiquer les moyens de nous faire entendre du peuple allemand, et par suite de le mettre de notre côté.

Messieurs,

Il s'agit de faire tout ce qui est humainement possible pour mettre fin au plus tôt, mais non pas sans que l'humanité en tire profit, aux calamités que cette guerre a déchaînées sur l'Europe. Vous pardonnerez à un modeste écrivain allemand d'oser vous soumettre, de cette tribune neutre, une proposition qui, en dépit de tout le scepticisme qui règne aujourd'hui, offre peut-être le moyen de faciliter les préliminaires d'une entente.

Cette guerre générale donnera, il faut qu'elle donne aux peuples de l'Europe l'occasion de s'expliquer à fond. Si cette explication est conduite d'accord avec les peuples, c'est-à-dire en tenant compte de leurs vœux, la guerre pourra aboutir à la réalisation de ces réformes fondamentales, que la saine raison, la conscience universelle du droit considèrent depuis longtemps comme la seule garantie possible de la paix du monde.

Cette explication a déjà commencé. Vous, Messieurs, représentants autorisés des puissances démocratiques, vous avez indiqué que le but suprême de la guerre était, pour ces puissances, « la destruction du militarisme allemand ». — Mais soyons francs ; ce que vous avez dit sur ce point, dans vos discours, est insuffisant. Le peuple allemand ne comprend pas votre pensée. Il vit avec l'idée que le « militarisme » est un mal nécessaire pour l'Europe, et doublement nécessaire pour un pays dont la situation géographique est aussi peu favorable que celle de l'Allemagne. Ajoutez à cela que vos paroles, enveloppées dans les formes diplomatiques, se heurtent, comme il est naturel à pareille époque, à la méfiance, en Allemagne (la formule de « la destruction du militarisme allemand » ne cache-t-elle pas le dessein de détruire la culture allemande, le commerce allemand, l'unité nationale, etc... ?) et vous comprenez pourquoi on leur donne en Allemagne un sens et une interprétation différents de l'esprit dans lequel vous les avez, sans nul doute, conçues.

Et voici la définition que nous devrions donner du militarisme allemand tel que nous le concevons :

Nous distinguons deux sortes de militarisme allemand. L'un qui nous apparaît, de loin, comme une oppression du peuple allemand, et qui a trouvé à Köpenick, Erfurt, Saverne, etc., son expression tragi-comique. Ce militarisme-là est une affaire intérieure du peuple allemand : il ne nous regarde pas. Dans la mesure où les Allemands semblent satisfaits que chez eux le pouvoir militaire passe avant le pouvoir civil, nous les laisserons volontiers être heureux à leur façon, car nous sommes des démocrates.

Mais l'autre espèce de militarisme allemand constitue un principe de la politique extérieure de l'Empire allemand, qui s'est révélé comme une menace pour la paix. Depuis l'annexion de l'Alsace-Lorraine, effectuée

contre le gré des populations en passant par la politique de l'Allemagne aux Conférences de la Paix à La Haye, jusqu'à Tanger, Agadir et enfin Sarajewo, ce militarisme allemand représente dans l'Europe moderne un principe de violence, une conception du droit et des mœurs qui remonte au Moyen-Age, et qui devrait disparaître, dans l'intérêt de la tranquillité publique et de la sécurité européenne. De même que les chevaliers-brigands, le servage, les droits féodaux de la noblesse, la puissance temporelle des papes, etc... ont dû disparaître, parce qu'ils s'opposaient, sous une forme ou sous une autre, au progrès de l'humanité, le militarisme élaboré par la Prusse doit disparaître partout où il intervient, au delà des frontières de son pays, comme un élément d'action dans la politique internationale.

. . . . . .

L'idée, l'esprit et les méthodes qu'inspirent le militarisme allemand ne sont pas dangereux, en tant que principes abstraits, mais ils le deviennent par les hommes, disposant d'un pouvoir absolu, qui les changent en réalité. Il n'y aurait pas de militarisme allemand, comme il y en a un aujourd'hui, s'il ne se trouvait pas en Allemagne des hommes possédant un droit personnel absolu sur l'armée et sur la marine, sur la guerre et sur la paix, c'est-à-dire si ces droits étaient confiés aux Parlements populaires. Ce qui distingue clairement le militarisme allemand du militarisme anglais ou français, ce qui, à notre avis, le rend dangereux pour l'Europe, c'est la Constitution de l'Empire allemand, qui lui accorde tous les pouvoirs effectifs, pour aller, d'une manière souveraine et arbitraire, de l'idée à l'acte. La Constitution allemande reconnaît, en vérité, à l'empereur d'Allemagne un droit absolu pour décider de la paix ou de la guerre. Avec l'assentiment du Bundesrat, et sans aucune consultation populaire, l'empereur d'Allemagne peut déclarer la guerre, et même, d'après l'article 11 de la Constitution, en cas d'agression, il peut se passer de l'assentiment du Bundesrat.

Ces pouvoirs effectifs de l'empereur d'Allemagne, l'idée traditionnelle qui est à leur base, les possibilités qui en dérivent, etc..., c'est là exactement ce que nous appelons la quintessence du militarisme allemand. Il se peut que nous autres, hommes d'Etat démocrates, nous exagérions la signification réelle de ce pouvoir souverain ; mais, considérant l'organisation d'une paix solide au sein du droit, que nous poursuivons, nous sommes obligés d'exiger, au nom de l'Europe, que ce pouvoir soit, du moins, assez modernisé pour devenir compatible avec les principes de nos propres Etats. Une paix au sein du droit est impossible, aussi longtemps qu'un homme possède plus de droits qu'un peuple tout entier. Il ne peut plaire non plus à l'Empereur d'Allemagne lui-même d'être obligé, au moment critique, de prendre pour lui seul l'énorme responsabilité d'une déclaration de guerre. Lui, qui a prononcé ce mot si lourd de sens : « Devant Dieu et devant les hommes, ma conscience est pure ; je n'ai pas voulu cette guerre ! » sera sans doute le premier à vouloir renoncer à cette responsabilité terrible, devant laquelle, songeant à l'horreur des guerres modernes, des dieux eux-mêmes reculeraient, et il sera le premier à vouloir désormais la partager avec son peuple, d'une manière analogue à ce qui se passe aujourd'hui dans tous les autres Etat modernes.

J'émettrais volontiers l'idée que le patriotisme d'Hermann Fernau

est moins ardent que ses convictions politiques, mais ces dernières ne vont pas forcément à l'encontre du premier.

S'adressant à Lord Grey et à M. Aristide Briand, l'auteur de la lettre leur conseille de faire deux autres déclarations : la première adressée au Chancelier de l'empire :

Nous avons prévu que notre définition du militarisme allemand et l'idée que nous nous faisons de sa destruction ne rencontreraient pas de la part de Votre Excellence une approbation sans réserve. Aussi longtemps que la situation militaire d'un Etat sera relativement favorable, de telles propositions, émanant d'hommes d'Etat ennemis, ne pourront jamais, sans doute, être approuvées. Mais, que diriez-vous, si le peuple allemand lui-même était d'accord avec nos propositions, si notre idée du militarisme allemand et de sa destruction était aussi l'idée du peuple allemand ? Persuadés que Votre Excellence ne saurait avoir l'intention de conclure une paix contraire aux vœux de son propre peuple, nous vous prions de consentir à faire la preuve, c'est-à-dire de poser au peuple allemand la question suivante : Etes-vous prêts à admettre, citoyens de l'Empire allemand, que le droit, jusqu'alors absolu, de l'empereur allemand, de décider, sans responsabilité, de la paix et de la guerre, lui soit enlevé et que ce droit soit transféré désormais à une représentation élue du peuple allemand ? — Le peuple allemand devra répondre immédiatement à cette question par un vote secret et direct (les soldats, eux aussi, auront droit de suffrage). Si la nation allemande répond à cette question par un « oui » bien clair (à la condition que le référendum ait été organisé d'une façon légale), il sera évident alors que ce ne sera pas nous, mais les Allemands eux-mêmes, qui souhaitent la destruction du militarisme allemand et Votre Excellence ne pourra plus nous reprocher de vouloir imposer au peuple allemand des libertés dont il n'a cure.

Nous ne croyons pas que Votre Excellence puisse trouver notre proposition absurde et refuser de la discuter. Car il serait, alors, avéré que vous ne combattez pas pour une paix telle que le peuple allemand la désire, mais telle qu'une caste, un parti ou une dynastie la souhaite. Votre idéal de paix n'est pas autre chose, alors, que l'ancien idéal des guerres de combinaisons politiques ; ce n'est pas la paix au sein du droit, dont nos yeux poursuivent l'image. Et dans ce cas, il faudrait, malheureusement, continuer la guerre jusqu'à ce que Votre Excellence ait appris à reconnaître que l'Europe du xx^e^ siècle n'est pas l'Europe du xvi^e^ siècle, où, certes, personne ne parlait des « désirs populaires », d'autant moins qu'à cette époque ce n'était pas le peuple dans son ensemble, qui faisait la guerre, mais seulement le prince avec ses mercenaires. Mais alors, tout le sang qui serait encore versé dans cette guerre ne retomberait pas sur nous, qui ne voulons rien que le respect des désirs de votre propre peuple, mais sur vous, qui croyez pouvoir prendre la responsabilité de revendiquer le maintien d'un droit dont la nation allemande elle-même ne veut rien savoir. Et par là vous auriez vous-même prouvé, clair comme le jour, que le peuple allemand se bat contre ses désirs, contre son idéal de civilisation, contre ses intérêts véritables, non pas pour une paix fondée sur le droit, mais pour le maintien d'institutions du moyen âge.

Et la seconde au peuple allemand :

Mon cher Michel, nous sommes loin de vouloir t'imposer des idées quelconques de liberté et de droit qui ne sont pas les tiennes. S'il te convient de persévérer dans un système politique qui t'a rendu redoutable dans le monde (c'est-à-dire détesté) et en même temps digne de pitié, nous ne t'en empêcherons pas. Mais si, aujourd'hui, nous réclamons une modification de la constitution de l'Empire allemand dans la mesure où elle met en cause l'avenir de la politique extérieure allemande, tu dois comprendre qu'il ne s'agit plus là d'une « immixtion dans les affaires intérieures de l'Allemagne », mais d'une nécessité européenne. Avant la guerre une semblable exigence n'aurait, sans doute, pas été justifiée, et quelque indignation secrète que nous ait causée ton attitude à la conférence de La Haye, nous nous sommes soigneusement gardés de la laisser même percer. Mais aujourd'hui la guerre a créé une situation exceptionnelle. Et comme nous souhaitons d'organiser la paix à venir, non pas de nouveau avec la pointe des baïonnettes et les discours équivoques des diplomates, mais en bannissant la crainte et les armes, avec la collaboration des peuples et en tenant compte de leurs vœux, tu ne penseras pas que nous portons atteinte à tes droits, si nous te prions d'adapter un peu ta Constitution d'Empire aux exigences du monde moderne. Désormais, il faut que le contrôle sur la guerre et la paix soit remis dans tous les Etats au peuple lui-même, c'est-à-dire aux Parlements élus par lui. C'est pourquoi aucune Constitution fondée en quelque manière sur des droits absolus et divins de paix et de guerre ne doit pouvoir subsister en Europe. Nous aurons soin, en bons démocrates, que des modifications constitutionnelles semblables soient également réalisées en Autriche-Hongrie, en Turquie et dans l'Empire du Tsar, notre allié — (dans les autres pays, on a procédé depuis longtemps à la réforme que nous désirons). Veux-tu, dans une heure aussi grave, et dans une question essentielle, te montrer susceptible ? Veux-tu refuser plus longtemps à faire une concession aux idées modernes sur les garanties de la paix ? Nous ne parlons pas ici en tant que Français ou qu'Anglais, mais en tant qu'Européens. Nous ne te demandons pas de satisfaire les désirs nationaux, et les vanités anglaise et française. Mais nous discutons une affaire européenne et c'est au nom de toute l'humanité que nous formulons notre demande. Ce n'est pas le fil de fer rigide d'un principe de violence qui tient ouvertes les ailes de notre colombe de paix, c'est l'esprit nouveau d'un nouveau principe de droit. Et la branche d'olivier qu'elle t'apporte, tu sais mieux que nous qu'elle a poussé sur l'arbre de la science et de la philosophie allemandes. Car depuis Kant jusqu'à Hegel, depuis Schiller jusqu'à Hauptmann, tes poètes et tes penseurs n'ont pas cessé de protester contre les pouvoirs souverains et de droit divin, qui sont en contradiction avec tout ce que l'humanité a conquis dans le domaine de la libre civilisation.

Réfléchis et dis-nous si, dans ton intérêt et dans le nôtre, le moment n'est pas venu de te délivrer, toi et le monde, d'une fiction que tu as admise jusqu'ici, mais qui empêcherait, si elle subsistait, l'organisation d'une paix véritablement fondée sur le droit. Si tu obtiens de ton gouvernement qu'il réalise cette réforme (et il n'y a là ni pour toi, ni pour lui aucune humi-

liation, nous pensons même que l'Empereur y souscrira le premier avec joie), nous pourrons alors entrer en conversation avec lui.

Et voici le résultat qu'Hermann Fernau attend de cette démarche pacifique faite par les Alliés au devant de leurs ennemis :

Tout Allemand (et à cet égard la nation est vraiment unanime) condamnera la guerre économique qui est prêchée et préparée dans vos pays. Et nul Allemand ne consentirait à revenir au lamentable régime des petits Etats de jadis. Mais des centaines de milliers d'entre nous appellent de leurs vœux la démocratie allemande, sans laquelle aucune véritable paix ne leur semble possible.

Il s'agit dans cette guerre du triomphe d'un principe de droit, reconnu par tout le monde (et par le peuple allemand aussi en secret). Si vous, M. Briand, vous tenez compte de ce fait, c'est ce triomphe d'un nouvel idéal de droit que vous chercherez à obtenir avant tout. Car il est clair que, si le gouvernement allemand se déclare prêt à parler le langage de ce droit nouveau, la question d'Alsace-Lorraine, par exemple, prendra aussitôt un tout autre aspect et elle pourrait être résolue pour des siècles à votre satisfaction et à celle de mes compatriotes.

Et si vous, Monsieur Grey, principal représentant de la doctrine pacifiste, vous nous parlez de la sorte à nous, Allemands, si, en même temps, vous faites comprendre à ceux qui poussent, chez vous, à la guerre économique, que la « destruction économique » de l'Allemagne » prêchée par eux forme un contraste honteux avec la noblesse de l'idéal de paix que vous avez affirmé, alors vos paroles feront sur le peuple allemand une impression considérable. Les neutres vous donneront leur approbation enthousiaste et sans réserve. Tout le monde comprendrait que le souci de l'humanité et l'idéalisme vous ont inspiré, et non pas la crainte d'une défaite militaire. Et le Chancelier d'Empire lui-même, dont nous savons qu'il n'est pas un ennemi absolu des idées du temps nouveau, comprendra que le moment est venu où l'ancien idéal du droit de la force doit céder la place à l'idéal nouveau de la force du droit.

Un souffle nouveau passerait aussitôt sur l'Europe, une atmosphère de compréhension mutuelle. Et nous n'avons pas besoin d'autre chose pour l'instant. Car il serait ainsi établi que c'est l'amour de l'humanité (dont le peuple allemand fait partie, lui aussi), qui dictera la paix future. Et c'est le point capital.

Daignez, Messieurs, agréer l'assurance de ma haute considération.

PAUL MORISSE.

VARIÉTÉS

Le théâtre aux Armées. — Cet hiver, les revues les plus intéressantes n'auront pas été jouées à Paris où, cependant, elles ont pullulé. Elles ont pris naissance dans la tranchée, cet « écrin des cœurs vaillants », comme l'appelle le docteur Paul Voivenel, actuellement médecin de bataillon, sur le front depuis le début de la guerre. Le docteur Voivenel a écrit pour ses compagnons de première ligne

211-Revue, chef-d'œuvre de belle humeur qui mérite de rester parmi les documents sur l'esprit français pendant cette guerre.

L'idée de cette revue vit le jour à la fin d'un repas offert dans la Meuse, à Tilly, par le commandant Bontemps aux officiers de son bataillon. Commencée dans un poste de secours au bois des Chevaliers, à quelque cent mètres de l'ennemi, elle était impatiemment attendue. Chaque feuillet était, au fur et à mesure, copié par les acteurs improvisés qui venaient les chercher entre deux gardes, même aux jours des plus intenses bombardements.

Le théâtre fut aménagé dans une grange ; la scène, sur le plancher au foin; le lieutenant téléphoniste Le Renard installa l'électricité ; la *Thébaïde* de Tilly, où l'œuvre fut répétée aux jours de repos, prêta un piano et une grande carpette de salon. Le moulin fournisseur de force motrice laissa la lumière chaque soir; des réflecteurs, fabriqués avec des boîtes à conserves, furent mis en place ; des pionniers exécutèrent les accessoires : torpilles en bois, voiture de ravitaillement, aéroplane... Les dames de Tilly fournirent le costume de la commère ; la perruque fut louée à Verdun. Un soldat, coiffeur dans le civil, exerça ses talents sur ce postiche. Rien ne manqua à la fête, pas même des décors — et des décors rarissimes puisqu'ils furent, dans un village aux trois quarts écroulés, peints sur des draps de lit par le maréchal des logis d'artillerie Barthélemy, premier second prix de Rome.

Le rôle de la commère fut tenu par un caporal, Leroux, violoncelliste de talent qu'un ingénieux travestissement et un savant camouflage — après sacrifice de la moustache — transformèrent en une élégante artiste en claire toilette d'été.

Les acteurs de *211-Revue* appartenaient à toutes les classes sociales. Il est tout à fait suggestif de noter, dans le programme, à côté du chef d'orchestre Châtemisse, grand ordonnateur musical, un marchand de vins de Paris qui jouait le rôle de médecin-major, un ouvrier mécanicien personnifiant un poilu paysan, un commis des contributions indirectes, etc... Le souffleur était un instituteur, le régisseur un prêtre infirmier, le chef machiniste un adjudant qui « dans le civil » était sergent de sapeurs-pompiers.

Quel exemple d'union sacrée !

Il y eut plusieurs fois alerte au cours des représentations. Les interprètes avaient leur sac et leur fusil dans les coulisses, et, au premier signal, la commère eût été jetée dans la voiture d'ambulance, où, en suivant le régiment, elle se serait à nouveau transformée en combattant.

211-Revue possède trois actes ; sa représentation dure trois heures. Ces trois actes joyeux défilent en chantant, du pas alerte d'un fantassin exercé.

La mise en train est toute simple. Après un prologue dans lequel un régisseur fantaisiste s'excuse auprès des officiers (si notre revue manque d'un bouton de capote ou d'astiquage... j'espère qu'ils ne la foutront pas dedans), le rideau se lève sur la rencontre d'un poilu et d'une jolie femme. Comme il sied, le soldat interpelle galamment la dame. La conversation se poursuit sur des airs connus. Nous apprenons que la belle n'est autre que la Gloire qui cherche un amoureux. Elle veut connaître l'histoire du régiment. Deux hommes passent, sac au dos, fusil sur l'épaule. On les arrête, on les interroge. Et toute l'histoire héroïque du 211e régiment d'infanterie se déroule.

Nous sommes partis de Montauban, le 11 août 1914... Les gonzesses, girondes comme vous, elles nous ont envoyé des baisers... on a été plusieurs jours dans le train, et on croyait aller à Berlin en père peinard, parce qu'on était de la réserve et qu'on croyait qu'on ne se battrait que si on était chocolat... Nous sommes descendus dans un patelin de la Marne ousque je ne me souviens pas du nom, puis nous avons marché, encore marché. Depuis cette époque nous avons traversé des villages avec des « cours », des hautes et des basses, des Ippécourt, des Sérancourt... pas si courts que ça... et ces courts étaient d'autant plus longs qu'on ne nous faisait pas passer par couper-court. Enfin bref... Voilà qu'un jour, après être passé dans une ville ousque, quand ça brûle, c'est toujours « Etain », nous arrivons dans un patelin qu'on appelle Amel... Nous foutions le camp à Metz. Il faisait soleil... des aéros y faisaient « teuf-teuf » sur nos têtes, pas bien haut, car on leur-z-y disait avec les mains : « bonjour, bonjour! » Mais, le lendemain, nous recevions des marmites. Bondiou! que ça pétait! Pour des troupes de réserve, nous recevions des obus réservés. Mais ça fait rien, on s'est battu comme si qu'on avait été de l'active. On a payé comptant le droit d'être de vrais soldats. Nos chefs ont été marioles. Le capitaine Lablache-Combier s'est fait chiquement tuer. Le capitaine Beyt a eu les deux bras traversés par des balles, et même il a dit en patois : « Lou salops! m'ont pas meidaissat dé qué m'essuga lou Achoul! »

L'auteur nomme les morts, les blessés, les chefs tombés, répète les mots héroïques dont la saveur est vraiment forte.... la plupart des officiers furent atteints, le régiment perdit la moitié de son effectif.... « Que d'amis chers sont couchés, là-bas, dans cette plaine, près de Verdun, où les Allemands n'entreront jamais! »

Et, sur l'air de *Quand l'amour meurt*, une voix de ténor léger, qui symbolise la pensée des survivants, s'élève dans la coulisse :

Lorsque l'on s'est battu
Vaillamment, dans le jour qui s'achève,
Quand on a fait ce qu'on a pu,
Quand le sort vous en a voulu
On doit au disparu
De lutter à nouveau sans trêve.

Mais c'est l'heure de la relève. On va visiter le secteur. Le pays

est joli, il est discret et plein de mesure, la clarté en est douce... les bois étaient, avant la guerre, d'une grande richesse, mais ils sont meurtris à présent. Voici le fort de Troyon. A lui seul, défendu par un capitaine intrépide, il a arrêté l'armée de Metz qui n'a pu, grâce à lui, rejoindre l'armée du Kronprinz. Il est aujourd'hui détruit. Mais les 420 n'ont pu empêcher le drapeau français de flotter toujours comme un défi sur ses ruines. Chaque fois qu'il tombait, il était relevé par un de ces poilus héroïques qui narguent gaiement la mort... Voici les décombres de Lacroix-sur-Meuse. Voici le moulin du Chêne où s'est installé le poste de secours. On cueille du muguet sous les balles :

Le soldat français,
Madame la Gloire,
Sous les balles sait
Cueillir le muguet.
Du sang sur des fleurs, c'est un peu l'histoire,
Madame la Gloire,
Du soldat français.

Deux cuistots traversent la scène en portant la soupe, la « barbaque » et le « pinard » qu'on attend dans les boyaux :

La soupe et l'bœuf, et les fayots,
Ça fait du bien par où ça passe,
La soupe et l'bœuf, et les fayots,
Ça fait du bien dans les boyaux...

La promenade se poursuit. Voici la tranchée de tir, les cagnas, celle des téléphonistes surnommée « la Villa marocaine », celle de l'officier mitrailleur... Des hommes travaillent avec ardeur. Ils font des bagues, des encriers, des porte-plumes, des coupe-papier qu'ils envoient à ceux qu'ils aiment. Puis c'est la chasse aux parasites.

On arrive enfin devant la sape d'où l'attaque est partie en avril ; « voyez-vous cette ligne blanche, elle est défendue par des réseaux puissants de fils de fer barbelés, le terrain est battu par des mitrailleuses innombrables... les canons de tous calibres, les torpilles, inondent l'espace découvert entre les tranchées adverses... »

Le commandant Marnet, qui conduisit l'assaut, fut sublime et tomba dans son triomphe.

Sous les obus qui labouraient le sol tragique
Dans cet espace où s'allumait un feu d'enfer,
Ils sont partis gaîment d'un élan magnifique
Qui franchit d'un seul bond les rudes fils de fer,
Marnet les conduisit comme un héros antique...

Et c'est, devant les tombes, la tristesse de la Gloire qui, songeant aux disparus, murmure :

« Je sens que ce sont ceux-là que j'aime le plus... Laissez-moi un instant... » et elle demeure rêveuse, immobile, tandis que, dans le silence, s'élève l'air du clair de lune de *Werther* qu'une transition rattache à l'air de la berceuse de *Jocelyn* sur lequel elle chante doucement :

Ah ! laissez-moi penser à ceux
Qui m'aimèrent comme une femme
En versant le sang généreux
Dont le pays refait son âme...

La nuit est venue. Dans le bas-fond en face, ce village silhouetté par la lune, c'est Spada, où, de jour, toute figure ennemie est saluée à coups de fusil... Le brouillard se dépose au fond de la vallée... Avec des précautions de Peaux-Rouges apparaissent un à un les patrouilleurs... Il fait froid, la pluie « rapplique », on entre dans une cagna. Ici commence le deuxième acte. Et c'est la scène de la visite médicale.

On devine si la verve amusée d'un « toubib » s'y est donnée libre cours, tout en enregistrant des faits strictement exacts, ce qui augmente la valeur documentaire de son œuvre. On arrache des dents, on administre du sulfate de soude et de la teinture d'iode, on soigne les accidents galants de « spermission ».

On quitte la première ligne, on rencontre la corvée de vin qui marche sous la pluie avec un tempérament bien trempé; un brave pochard se plaint de son état :

J'ai la gueule en palissandre,
Le vin ne veut pas descendre...

Il se fait interpeller par un gendarme qui l'engage à « rentrer dans le mur » pour ne pas se faire « repérer par l'aéro ».

« Ce sont les méfaits de Bacchus », dit la commère.

— « Bacchus? répartit son compagnon, je ne sais pas à quelle compagnie qu'il est, mais ce que je sais, c'est que, quand ils boivent, ils revoient leur pays... et les chansons patoises leur remontent tout naturellement aux lèvres. »

On pénètre au cabaret de la mère Toussaint, à Troyon, et là, l'auteur utilise tous les « numéros » artistiques de son régiment. Le palois Laporte chante un couplet sonore...un virtuose du tambour, un danseur du cirque Pinder, des clowns boxeurs se succèdent... On exécute une fantastique danse du ventre, mais voici qu'au chahut accourt une mégère vêtue d'un peignoir, coiffée d'un bonnet de vieille... et c'est une dispute formidable entre l'accent du Midi et l'accent de la Meuse.

Pendant cette querelle, un homme, resté silencieux dans un coin de la salle, écrit une lettre. La Gloire, curieuse, s'approche et le sol-

dat lui tend l'épître qu'il adresse à sa femme... (air de *la Périchole*) :

O ma chérie, ô toi que j'aime
Et que j'aime de tout mon cœur,
Je fais l'holocauste suprême
Et de l'amour et du bonheur...

Pour celles-là qui te ressemblent,
Pour des enfants comme les miens,
Contre les grands loups qui s'assemblent
Enragés deviennent les chiens...

Vois-tu, faut pas que tu me pleures,
Si je tombe, c'est pour Maman,
En disant à ma dernière heure
Ton nom, tout bas, comme un amant !

A ce moment, le clairon sonne l'extinction des feux et le couple se sépare.

Au troisième et dernier acte, on assiste, tout d'abord, au départ des permissionnaires. Ils emportent comme petits cadeaux à leurs femmes, à leurs fiancées, des obus de 77, de 88 et même de 150. On entend le démarrage du train : sifflet de la locomotive, du chef de train, bruits de toute vitesse, ralentissement, échappement de la vapeur, arrêt... Un poilu hirsute et chargé heurte un civil jeune, élégant, vêtu de blanc... et qui ressemble fort au principal collaborateur de *l'Echo de Paris*, le littérateur du territoire.

« Je fais ce que je peux, dit le civil au soldat, j'écris dans les journaux, je vous chante...

— Chante, peut-être, fait l'autre, mais enchante, sûrement pas. » Et c'est la parodie de la célèbre romance de Tagliafico.

Combien ménagers de leurs peines
Restent aux frontières lointaines
Et là, fuyant les tourbillons
Que font les fougueux bataillons,
Traitent les autres de... brouillons
Et chaussent, sans rougir, les pantoufles sereines !

Ainsi, moi, que mon dur destin,
Sans bouger de mon gîte,
Oblige à faire le pantin
Quand la Muse m'agite,
Je crie, ah ! je crie : « Nobles fous,
Nom de Dieu, voulez-vous
Crever un peu plus vite ! »

Mais voici déjà l'heure du retour. Le compère, de qui se termine la permission, embrasse sa femme et la quitte :

Ne pleure pas, femme, je t'en supplie,
Car s'attrister serait un grand péché,

Chacun connaît le devoir qui nous lie...
Ne pleure pas, femme, ne pleure pas !

Le compère retrouve la commère. Il est tout mélancolique, il revit en souvenir les jours trop vite écoulés. La Gloire se fait maternelle et le console... Il se ressaisit ;

C'est vrai, mon cœur revit les jours...
Mais je sèche déjà mes larmes,
O Gloire, il faut oublier ses amours
Pour reprendre les armes,
Si tu le veux je vais t'aimer,
O Gloire, mon épouse !

Dans ce retour aux tranchées, on croise la corvée des rondins :

C'est la marche lente
Des poilus de la charpente
Sur le sentier qui serpente
Boueux et tout noir...

Les hommes de la compagnie de réserve sont en train de manger. Leur conversation paraît avoir été sténographiée. Ils sont surpris par une entrée de gaz asphyxiants : « Le Kronprinz a encore lâché quelque chose. »

Les artilleurs organisent un petit ballet de torpilles. On parvient auprès d'un créneau, à quarante mètres des ennemis. Une mine saute, des tirs de barrage font fureur.

C'est lorsque le calme domine
Qu'il faut prendre garde à la mine
Qui, sauvage, vous extermine...

Avant de rejoindre leur cagna, le Compère et la Commère assistent à la scène du ravitaillement où les réflexions spontanées surgissent :

— « Donne-moi des légumes !— Ce n'est pas ton tour, ne t'creuse pas l'navet et puis tu me cours sur le haricot, avec tes légumes ! — Tu nous tires des carottes ! — On nous a promis des dattes, ils ont encore perdu la mémoire des dattes ! — T'as encore foutu le sel dans le même sac que le sucre !

Après ces chamailleries, tout le monde est d'accord pour courir au devoir, car l'alerte est donnée. Ces légères disputes entretiennent l'amitié, une amitié cimentée dans le sang... La revue se termine ici par un hymne au drapeau...

Ainsi, dans cet ouvrage, l'héroïque se mêle au comique, le sentiment à la satire, tout simplement, sans grandes phrases, sans déclamations, sans apothéose... Il semble que la pièce n'est pas terminée, pas plus que la tâche de son régiment.

Les récentes et effroyables batailles autour de Verdun ont donné à

cette revue une tragique et glorieuse conclusion. Le régiment du docteur Voivenel a pris une part si active à la lutte qu'il n'est resté de cette unité que trois officiers et trois cents hommes ; sur cinq « toubibs » trois ont été tués. Quant à l'auteur, il a eu la pénible sensation de demeurer neuf heures enterré dans son poste par l'effet d'un obus de 305.

De nombreux interprètes ont disparu dans la tourmente : la commère, le premier comique, le poilu paysan, le médecin-major, le médecin auxiliaire, les chanteurs patoisants, le danseur, les machinistes, le souffleur, le coiffeur... Quelle tristesse, quelle fière tristesse !

211-Revue a suscité un mot splendide de combattant. Après le plus « kolossal » des bombardements, au moment où les vagues de l'infanterie ennemie déferlaient, un soldat, continuant à tirer, se pencha vers son camarade et chantonna, sur l'air de tango de la Revue :

Vois, l'horizon devant nous est tranquille !

N'est-ce pas magnifique ?

Composée en première ligne, jouée, non au repos, mais dans l'intervalle des relèves, à portée des plus terribles 77, *211-Revue* a vécu. Ses acteurs, ses spectateurs ont connu le rare honneur d'être au premier choc de la plus sanglante des offensives et ils ont montré que le fantassin français savait tenir jusqu'au bout et mourir avec le sourire...

Et n'y a-t-il pas dans cet ensemble de faits un réel souffle d'épopée ?

GUILLOT DE SAIX.

PUBLICATIONS RÉCENTES

Histoire

Louis Vallot-Duval : *Vive la Pologne !* Avec 2 cartes et 16 grav. ; Publ. des Etats alliés. 1 50

William Vogt : *Bismarck, bronze imposteur ;* chez l'auteur. 1 »

Littérature

Léon Bloy : *Au seuil de l'Apocalypse, 1913-1915 ;* Mercure de France. 3 50

Comte de Chabrol : *Pour le Renouveau ;* Perrin. 3 50

Ernest Renan : *Vie de Jésus ;* Nelson. 1 25

Hugo-P. Thieme : *Essai sur l'histoire du vers français.* Préface de M. G. Lanson ; Champion. » »

Musique

C. Saint-Saëns : *Germanophilie ;* Dorbon. 1 50

Ouvrages sur la guerre actuelle.

Jacques-Emile Blanche : *Cahiers d'un artiste,* 2e série ; Emile Paul. 3 50

Victor Bourdon : *Avec Charles Péguy, de la Lorraine à la Marne.* Préface de Maurice Barrès ; Hachette. 3 50

Georges Boussenot : *La France d'outre-mer participe à la guerre ;* Alcan. 2

Carnet d'un officier d'alpins, 2e série. Avec 3 grav. et 3 cartes h. t.; Berger-Levrault. 1 50

Francis Charmes : *La Guerre*, 2e série. Avec des *Souvenirs* sur Francis Charmes, par Emile Faguet ; Perrin. 3 50

Pierre Loti : *La Hyène enragée ;* Calmann-Lévy. 3 50

H.-P. Roché : *Deux semaines à la Conciergerie pendant la bataille de la Marne.* Illust. de Robert Bonfils ; Attinger. » »

Paul de Saint-Maurice : *La Ville envahie ;* Perrin. 2 »

Georges Stoffler : *La Prophétie de sainte Odile et la fin de la guerre ;* Dorbon. 1 »

Philosophie

Colloque de Jean Bodin. Trad. française par Roger Chauviré ; Champion. 6 »

Gustave Le Bon : *Lois psychologiques de l'évolution des peuples ;* Alcan. 2 50

Poésie

Georges Docquois : *Guillaume en vers et contre tous ;* Lemerre. 3 50

Camille Le Senne : *Les Tricolores ;* Editions et librairie. 2 »

Gabriel Mourey : *Le Chant du renouveau ;* Berger-Levrault. 2 »

Notre Passion, par l'auteur d'*Ariel esclave ;* Crès. 2 »

Marcel Wyseur : *La Flandre rouge.* Préface d'Emile Verhaeren ; Perrin. 3 50

Questions coloniales

P. Perreau-Pradier et Maurice Besson : *La Guerre économique dans nos colonies.* Préface de M. Paul Deschanel ; Alcan. 3 50

Roman

Bernard-Walker : *La Vengeance du kaiser ;* Laffite. 2 »

Jean Corail : *Les Centurions.* Préface de Paul Adam ; Chapelot. » »

Alphonse Daudet : *Contes du lundi ;* Nelson. 1 25

Francis Jammes : *Le Rosaire au Soleil ;* Mercure de France. 3 50

Charles Nodier : *Jean Sbogar et autres nouvelles ;* Nelson. 1 »

Sciences

Edmond Perrier : *A travers le monde vivant ;* Flammarion. 3 50

Sociologie

Roger Chauviré : *Jean Bodin, auteur de la « République » ;* Champion. 10 »

MERCVRE.

ÉCHOS

M. Haraucourt, le Symbolisme et la Société des Gens de Lettres. — Une lettre de M. J. de Morgan à propos de l'Arménie. — Le Conservatoire de Paris en 1870. — Une élection féminine à l'Académie de Rouen. — Une entente théâtrale italo-française. — Les Universités anglaises et la Guerre. — Shakespeare et Cervantès ne savaient pas le latin. — Le Musée de Province. — Publications du *Mercure de France*.

M. Haraucourt, le Symbolisme et la Société des Gens de Lettres.

M. Edouard Dujardin a adressé au Comité de la Société des Gens de Lettres la lettre suivante :

24 juin 1916.

Monsieur le Président,
Messieurs les Membres du Comité de la Société des Gens de Lettres,
Mes chers Confrères,

Le dernier numéro de la Chronique de la Société a publié un discours de M. Haraucourt qui contient des attaques particulièrement graves contre un groupe

d'écrivains désignés sans ambages «les Symbolistes », page 155, ligne 37, et dont un certain nombre sont membres de la Société.

Si ces attaques, dont l'opportunité sera généralement peu appréciée, ne constituaient qu'une manifestation individuelle de M. Haraucourt, je me serais gardé d'en saisir la Société. A l'espoir indiqué par celui-ci page 155,

« ... Des poètes de France ont adopté le Symbolisme ? Tant pis, pour un moment, « de nous, et tant pis pour le monde ! Mais c'est fini, et pour toujours, j'es- « père !... »

Il me suffirait de répondre :

— Non, Monsieur, ce n'est pas fini, — Ce n'est aucunement fini...

Mais il y a lieu de se demander si M. Haraucourt n'était pas chargé de parler au nom de la Société, en quel cas il n'avait aucun droit d'attaquer quelques-uns des confrères qu'il était chargé de représenter.

Mais, même si M. Haraucourt n'a parlé qu'en son nom propre, notre Chronique en publiant son discours a créé pour la Société une solidarité qui est inadmissible.

En conséquence, en ma qualité de membre sociétaire de la Société, et vu les attaques prononcées par M. Haraucourt contre les écrivains symbolistes dans son discours du Congrès du Livre, reproduit dans la Chronique de juin 1916,

Je viens demander au Comité de la Société :

1° Dans le cas où M. Haraucourt aurait été chargé de parler au nom de la Société, d'exprimer son blâme pour les attaques en question ;

2° Dans tous les cas et en particulier dans celui où M. Haraucourt n'aurait parlé qu'en son nom propre, de prendre telles mesures qui sembleront convenables pour dégager la responsabilité de la Société engagée par la publication du dit discours dans la Chronique de juin dernier.

Veuillez agréer, messieurs, l'assurance de mes sentiments confraternellement dévoués.

EDOUARD DUJARDIN.

A la suite de cette lettre, la chonique de la Société a publié, dans son numéro de juillet, à la page 182, la note suivante :

Un de nos confrères a désiré savoir si, à l'inauguration de l'Exposition du Livre, à Lyon, M. Ed. Haroucourt avait pris la parole au nom du Comité, ou en son nom personnel.

La réponse ne saurait faire de doute : M. Ed. Haraucourt, comme M. J.-H. Rosny aîné, en parlant en cette occasion l'un de la Poésie, l'autre du Roman, ont exprimé tous les deux sur ces questions leurs propres opinions, comme le font en pareil cas les orateurs invités à une solennité de ce genre.

Seul, le Président de la Société des Gens de Lettres la représente officiellement et a qualité pour parler en son nom, et en celui du Comité, — ainsi que l'a fait à Lyon M. Pierre Decourcelle.

§

Une lettre de M. J. de Morgan à propos de l'Arménie.

Monsieur le Directeur,

En lisant le n° du 16 juin 1916 du *Mercure de France*, mon attention s'est tout spécialement arrêtée sur l'article de M. Henri Mazel (page 228 et suivante) parlant de l' « Arménie qui agonise » de M. Joanny Bricaud et « des Derniers Massacres arméniens » de M. Herbert-Adams Gibbons. Cet article commet involontairement de graves injustices envers le peuple arménien. Voulez-vous me permettre de rectifier les erreurs qui se sont glissées dans ces pages ?

L'histoire de l'Arménie est fort peu connue du public : Cela tient à la multitude des sources et à la diversité des langues dans lesquelles elles se présentent. Il faut consulter les Annalistes grecs, latins, syriens, arabes, arméniens, les textes lapidaires Achéménides, les Chroniqueurs européens du moyen âge, enfin les écrivains russes, allemands, anglais et fran-

çais pour mettre sur pied une histoire du peuple arménien et cette tâche, à laquelle je me livre en ce moment, est vraiment faite pour rebuter les esprits accoutumés à trouver dans un seul volume et dans leur langue tous les renseignements qu'ils désirent. Il n'existe pas, à proprement parler, d'histoire de l'Arménie à la portée du grand public. J'espère combler sous peu cette lacune ; et le peuple arménien se montrera sous un jour tout nouveau pour beaucoup de personnes.

M. Henri Mazel dit : *Les Arméniens ne sont nullement belliqueux*. Grave erreur ; car, bien au contraire, il est peu de peuples qui se soient montrés plus énergiques dans la défense de leur indépendance.

Appartenant à une nation aryenne (phrygienne) venue en Asie de la Thrace (XII^e^ siècle avant Jésus-Christ), l'Arménien, après avoir habité la Cappadoce (VIII^e^ siècle avant Jésus-Christ), a conquis le pays de l'Ararat et s'y est installé (VI^e^ siècle avant Jésus-Christ). Dès le début de son histoire, il lutte contre les débris de l'empire assyrien ; puis avec succès contre les innombrables armées des rois perses Achéménides (inscription de Béhistoun). Réuni à l'empire Perse, sous la forme féodale, il passe l'Hellespont avec l'armée de Xercès (Hérodote) et ses soldats portent la guerre en Grèce. Sous Alexandre le Grand et les Séleucides de Syrie, il guerroie contre les Grecs d'abord, contre les Romains ensuite ; et il faut des Lucullus, des Pompée, des Marc-Antoine pour le contraindre à l'alliance de Rome. Pendant les guerres entre les Romains et les Parthes, il défend avec un indomptable courage son indépendance, et il en est de même quand les Byzantins se mesurent avec les Sassanides. Il lutte contre les Arabes, mal soutenu par les empereurs de Constantinople, et enfin tombe sous les coups des Turcs seldjoukides, écrasé par le nombre. Durant seize siècles environ, du VI^e^ siècle avant notre ère jusqu'à la prise d'Ani par Alp-Aslan (1045 après Jésus Christ), l'Histoire de l'Arménie n'est que le récit d'interminables guerres, dans lesquelles la nation arménienne s'est montrée d'une ténacité à toute épreuve, d'un courage digne des plus grands éloges.

La grande Arménie vaincue par les Turcs, désagrégée en tant qu'État par les jalousies de ses seigneurs et par la perfidie des Byzantins, est alors contrainte à subir le joug musulman ; mais elle enfante la principauté de l'Arméno-Cilicie, le Sissoun qui, plus tard, devient le royaume des Lusignan et de 1080 à 1375 défend son indépendance contre les Byzantins et les Turcs, aide les Croisés avec une vaillance que se plaisent à reconnaître les souverains de l'Europe et les Papes. C'est encore, pour l'Arménie, trois siècles de vertus guerrières. Enfin le dernier des rois de Sissoun tombe au pouvoir des Sarrasins, glorieusement et, chassé de son trône vient mourir à Paris (1393). Le dernier royaume arménien a perdu son indépendance.

Les Arméniens *n'ont jamais formé de corps de nation véritable*, ajoute M. Henri Mazel. Or, voici quelles sont les périodes pendant lesquelles l'Arménie a joui de son indépendance politique ;

I. — Dynastie de Phrataphernès, de 323 à 215 avant Jésus-Christ.

II. — Dynastie d'Artaxias, de 190 à 2 avant Jésus-Christ, qui compte entre autres souverains Tigrane II le Grand.

III. — Une dynastie étrangère, 2 à 53 après Jésus-Christ.

IV. — Dynastie Arsacide d'Arménie, 53 à 429 après Jésus-Christ, dont fait partie Tiridate II, dit le Grand.

Après une période (429-885) de domination byzantine et sassanide, le royaume d'Arménie se reconstitue.

V. — Dynasties des Bagratides.

a) Royaume suzerain d'Ani (885-1045).

b) Royaume feudataire de Kars (962-1064).

c) — — d'Albanie arménienne (1046-1082).

d) — — de Vaspourakan (914-1006).

La grande Arménie perd son indépendance et est soumise aux Turcs. Mais le royaume d'Arméno-Cilicie se fonde.

VI. — Dynastie des Rubéniens (1080-1375), y compris les Lusignan.

Ainsi, pendant la période qui s'est écoulée entre l'an 323 avant Jésus-Christ et 1375 de notre ère, les Arméniens ont possédé leurs libertés et leur autonomie durant *douze cent quinze ans*. Comment peut-on dire que l'Arménie *n'a jamais formé de corps de nation véritable* ?

Si la diplomatie voulait créer un État d'Arménie, elle serait bien embarrassée pour le situer. Bien certainement non ; car les diplomates sont pour la plupart des hommes versés dans les questions historiques et géographiques. Tous ont fait leurs études littéraires et ils connaissent le géographe grec Strabon qui nous a laissé une description très détaillée de l'Arménie de son temps (IIe siècle de notre ère) ; or, depuis cette époque, les frontières de l'Arménie ont peu varié, sauf en ce qui concerne la Cilicie devenue arménienne au XIe siècle après Jésus-Christ (consulter à ce sujet E. Reclus).

La patrie arménienne se compose donc de deux parties, l'une, la Grande Arménie, qui ne comprend rien de moins que six vilayets de la Turquie et la Nouvelle Arménie (Arméno-Cilicie), qui occupe le Sud-Est de l'Asie d'Asie, Mineure, entre le Taurus et l'Amanus. La diplomatie ne sera certes pas embarrassée.

L'auteur dit ensuite : *Alors pourquoi cette intensité de haines contre eux* (les Arméniens), *cette frénésie de massacres qui a lancé sur eux aussi bien les vieux Turcs d'Abdul-Hamid, que les jeunes Turcs d'Enver bey ?*

Parce que la nation arménienne, très active, très vigoureuse, très fière de ses ancêtres, est chrétienne et que ses croyances et sa résistance à l'absorbtion constituent un grand danger pour l'autorité des Turcs Musulmans.

Enfin, quelques lignes plus haut, nous lisons que les Arméniens *se sont soumis à tous leurs conquérants et ne se sont jamais révoltés contre eux*. Or, il n'est pas une seule période de l'Histoire, depuis le VIe siècle avant notre ère jusqu'au XIVe siècle après Jésus-Christ, où nous ne voyions les Arméniens lutter pour leur indépendance (consulter l'Histoire romaine de V. Duruy et l'Histoire du Bas-Empire de Lebeau) et, depuis la chute du royaume des Lusignans jusqu'à nos jours, sous le régime turc, cette résistance à l'absorption s'est manifestée sous toutes les formes. Il suffira de citer le soulèvement de Zeitoun, contre lequel Constantinople a dû envoyer une armée de quarante mille hommes pour en avoir raison. Il serait trop long d'énumérer toutes les tentatives faites par les Arméniens depuis ces six derniers siècles pour échapper au joug de leurs maîtres barbares ; elles sont innombrables.

Ces révoltes n'ont eu pour résultat que d'accroître la cruauté des Turcs à l'égard des Arméniens et de convaincre la Sublime Porte de l'irréducti-

bilité de cette nation. Les puissances européennes sont intervenues platoniquement hélas ! et les astucieux Turcs se sont moqués des *parlottes* de la diplomatie, des conventions et des notes, remarquablement rédigées, que les ambassades lui remettaient périodiquement avec une inlassable patience.

Supprimer tous les chrétiens de l'Empire Ottoman est et a toujours été le programme des Turcs, qu'ils soient du vieux ou du nouveau régime ; et le sultan, en cela, obéissait aux suggestions de Berlin, s'inspirait de l'exemple de la cour d'Autriche. Les Arméniens sont donc victimes non pas seulement de la haine des Musulmans contre les Chrétiens, mais aussi, et surtout, de conceptions gouvernementales contre lesquelles l'Europe se trouvait être désarmée. Livrés à eux-mêmes, sans appui matériel efficace, ces populations ont dû s'incliner en gémissant devant la brutalité de leurs maîtres mais tout comme les Polonais et les Tchèques, les Arméniens ont eu le courage de se soulever, de protester et de conserver intacts leur nationalisme, leurs espérances.

N'est-ce pas assez de souffrances ? Faut-il que, par ignorance de ce que sont les Arméniens, nous venions les priver des glorieux titres qu'ils ont à la liberté ? Faut-il que, d'un trait de plume, nous effacions leur passé, que nous méconnaissions leurs vertus, leurs droits à la rédemption, payés par tant de sang répandu dans les luttes et dans le martyre ? Non, ce serait indigne de nous !

Je termine, en disant avec M. Henri Mazel : *L'Arménie, en dépit des massacres n'est pas morte et ne mourra pas.*

Je vous prie d'agéer, Monsieur le Directeur, l'assurance de mes sentiments distingués.

J. DE MORGAN.

Ille-sur-Têt (Pyrénées Orientales.)
Le 14 juillet 1916.

§

Le Conservatoire de Paris en 1870. — Sait-on qu'en 1870 la guerre ne suspendit pas plus qu'aujourd'hui les cours ni les concours du Conservatoire ?

Après la déclaration de guerre du 19, on ne décommanda aucune cérémonie officielle. La distribution des prix au Conservatoire eut lieu le 5 août. Elle fut présidée par Maurice Richard, ministre des Lettres, Sciences et Arts. Maurice Richard, dans son allocution aux élèves, annonça que les lauréats étaient partis pour la frontière et que, même, deux d'entre eux étaient morts au champ d'honneur.

Or, l'autre jour, au concours de comédie, l'appariteur vint annoncer à M. Dalimier, président du jury, que le candidat Janin, qui devait jouer *Chrysale*, ne pourrait concourir. M. Janin, mobilisé après tant d'autres de ses camarades, était parti le matin même pour le front d'Argonne.

Parmi les lauréats du concours de 1870, il faut citer Mlle Blanche Baretta qui obtint un premier accessit. Quelque peu déçue, elle se mit à pleurer et Régnier, qui était son professeur, de lui dire : « Console-toi, mon enfant, l'avenir te récompensera mieux. »

Au Conservatoire de musique, en 1870, un nouveau règlement fut appliqué. La commission qui avait été chargée, sous la présidence d'Auber, de rénover l'enseignement musical et dramatique, se composait d'Ambroise

Thomas, Gounod, Reyer, Félicien David, Emile Perrin, Edmond About, Théophile Gautier, Camille Doucet, le prince Poniatowski, Albéric Second, Gewaert, Oscar Comettant, Jouvin, Raber et Guy de Charnacé. Ces messieurs avaient décidé que la cantate de Rome ne serait plus limitée à trois personnages. On avait aussi resserré la discipline de la maison en exigeant des chanteurs et des chanteuses plus d'assiduité aux cours. La direction prévoyante fit venir de province un médecin chargé de guérir... les défauts de prononciation. Le brave docteur fut aperçu quatre ou cinq fois au Conservatoire; puis Auber le renvoya dans la petite ville où il avait coutume d'exercer.

Enfin, un arrêté sévère interdit aux comédiens et aux comédiennes de jouer sur aucun théâtre. Cette dernière mesure ne tarda pas à être rapportée. Mais il est certain que les cours et les concours actuels du Conservatoire ont pris comme en 1870 un caractère essentiellement scolaire. C'est là un des effets un peu inattendus de la guerre.

§

Une élection féminine à l'Académie de Rouen. — Tandis que l'Académie française laisse s'accumuler ses sièges vacants que la mort d'Emile Faguet porte au nombre de huit, l'Académie des Belles-lettres, Sciences et Arts de Rouen n'hésite pas à procéder à une nouvelle élection. Et quelle élection ! Une élection féminine.

L'Académie de Rouen choisit, comme membre correspondant Mme Louise Lefrançois-Pillion, l'écrivain d'art distingué, ancienne élève de l'école du Louvre, auteur des *Portails latéraux de la cathédrale de Rouen* et des *Sculpteurs français du XIIIe siècle.*

Mme Louise Lefrançois-Pillion n'est pas seulement écrivain d'art, elle est encore conférencière et le fit bien voir en parlant récemment sur *L'Art flamand en Belgique du XIVe au XVIe siècle.*

Il y eut, jadis, à l'Académie de Rouen, un précédent célèbre en la personne de Mme du Boccage, l'amie de Fontenelle et de Voltaire, et qui écrivit *la Colombrade.* Mme du Boccage ne se contenta d'ailleurs pas de son titre d'académicienne rouennaise, obtenu en 1765. Elle fit encore partie des académies de Lyon, de Bologne, de Padoue et de Rome.

§

Une Entente théâtrale italo-française — C'est chose faite. Depuis deux mois déjà, nous sommes pourvus d'une société théâtrale italo-française, dont le président est le sénateur Gérard, l'organisateur M. Sonzono, et qui a pour principal but de débarrasser les théâtres des opérettes viennoises.

Le communiqué ajoute un peu naïvement : « *Les Italiens feront la musique, la France les livrets.* »

Et voilà, ce n'est pas plus compliqué que cela. Il en est de la musique comme de la guerre. Le tout, entre les Alliés, est de faire coordonner les efforts. L'un donne des hommes et l'autre des canons. La France fournira des munitions de livrets et l'Italie apportera des partitions.

L'opérette italienne aura un théâtre à soi, à Paris. Les opérettes d'ouverture seront : *Addis Giovinezza*, de Pietri ; *Amore in Maschara*, de Darclée ; la *Candidata*, de Léoncavallo. Les opérettes seront données dans

leur langue propre, conservant ainsi leur caractère et leur interprétation.

La nouvelle *Entente théâtrale italo-francaise* ne se bornera d'ailleurs pas à rénover l'opérette. Au point de vue de l'Opéra, elle se propose d'échanger de grandes troupes théâtrales chargées de mieux faire connaître en France les œuvres des artistes italiens, et, en Italie, les œuvres françaises.

Déjà, au mois de septembre prochain, la troupe de l'Opéra-comique se fera entendre au théâtre lyrique de Milan et au Costanzi de Rome. Les œuvres choisies sont *Sapho* et *Manon* de Massenet. En retour, une troupe italienne viendra se faire applaudir pendant le carême de 1917.

§

Les Universités anglaises et la guerre. — En Angleterre, comme en France, les Universités ont donné leur jeunesse et elles sont aujourd'hui presques vides d'étudiants. L'Université de Londres, qui avait 2.000 étudiants en temps de paix, n'en comptait plus en 1915 que 1.049, dont 594 femmes et 300 jeunes gens qui n'avaient pas encore atteint l'âge de servir. Le reste est représenté par des étudiants trop débiles ou venant des pays neutres.

Les vieux collèges d'Oxford et de Cambridge présentent un spectacle plein de mélancolie. Les grands halls en sont vides à l'heure des repas du soir. C'est à peine si quelques rares étudiants, en tenue d'élèves-officiers, viennent s'asseoir en face du *master*, qui n'a autour de lui que des collègues trop âgés pour servir dans l'armée ; encore, tel d'entre eux prend-il, chaque semaine, son jour de service pour la garde des voies ferrées.

Cambridge a donné à l'armée 11.834 étudiants ; l'université de Glascow lui a donné 45 de ses professeurs et 1.152 de ses étudiants de l'année 1914-1915. Beaucoup déjà sont tombés sur les champs de bataille. Les *Rôles d'Honneur* des chapelles d'Oxford et de Cambridge, des vestibules des Universités de Londres, Sheffield, Glascow, portent actuellement les noms de plusieurs milliers de tués, blessés ou disparus. L'Université de Cambridge en comptait à elle seule deux mille, avant la dernière offensive.

Les locaux des Universités abandonnés par les étudiants ont été mis à la disposition des œuvres de guerre. C'est ainsi que les amphithéâtres, devenus inutiles à la vie scolaire, sont transformés en ouvroirs. A Sheffield, 600 dames et jeunes filles travaillent pour les hôpitaux.

L'Institut de Physique de l'Université d'Oxford est transformé en école d'aviation. Au laboratoire de physiologie de l'Université de Cambridge, le professeur Langley étudie les gaz asphyxiants, avec le concours de jeunes filles qui ont remplacé les assistants et les préparateurs partis pour l'armée.

Enfin de nombreux hôpitaux sont installés dans les locaux universitaires, par exemple à Oxford, dans le Palais des Examens. Les professeurs des collèges de femmes ont revêtu la robe d'infirmière et partagent leur temps entre les hôpitaux et leur enseignement. Elles sont des modèles d'activité intelligente et de dévouement.

§

Shakespeare et Cervantès ne savaient pas le latin. — Le tricentenaire de Shakespeare et de Cervantès a rappelé — ou appris à ceux qui ne l'ont jamais su et qui sont fort nombreux ! — que les deux plus

grands écrivains de l'Angleterre et de l'Espagne étaient morts le même jour, le 23 avril 1616.

A la vérité, cette constatation est une erreur, puisque l'Angleterre n'avait pas alors adopté la réforme grégorienne du calendrier. Douze jours séparent en réalité les deux décès.

Un érudit, le Dr Callamand qui établit ce rapprochement, nous apprend, en outre, que ces deux génies ignorèrent le latin. Les pédants jaloux raillaient déjà Cervantès, de son temps, de n'avoir aucun diplôme. Quant à Shakespeare, qui était garçon boucher dans sa bourgade, comment l'eût-il appris ?

Vous plaît-il de savoir les noms de quelques écrivains qui ne connurent jamais le latin ? Voici, toujours d'après le docteur Callamand qui établit la liste : Joinville, Froissart, Comines, La Rochefoucauld, Vauvenargues, Jean-Jacques Rousseau, Béranger, George Sand, Mme de Girardin, François Coppée et Pierre Loti, et enfin M. Brieux, représentant officiel des primaires à l'Académie Française.

§

Le Musée de Province.

Nous avons remarqué à la vitrine du magasin Arqué (rue de la Loge) un portrait bien original de notre illustre compatriote le général Joffre.

Il est fait avec des pailles multicolores.

Ce travail de patience, et qui est loin d'être sans mérite, est l'œuvre de Mademoiselle Antoinette Clar, de Thuir, à laquelle nous adressons nos félicitations.

(*Indépendant des Pyrénées-Orientales*, 26 avril.)

Extrait d'un jugement rendu par le Tribunal correctionnel de Mâcon :

« ...Attendu que Mme C..., née Germaine D... était volage.

« Qu'elle fut même adultère.

« Qu'elle avait pour amant le sieur Joseph M..., de sa profession rempailleur de chaises.

« Qu'avec lui elle pratiquait les mardi, jeudi et samedi de chaque semaine, de quinze heures à dix-huit heures, des actes conjugaux...

« Que la séance se prolongeait même parfois jusqu'à vingt heures.

« Et que, par conséquent, Mme C..., née Germaine D..., ne pouvait préparer le dîner de son mari.

« Que celui-ci était obligé de l'attendre...

« Prononce...

(*Réveil de la Loire et de la Haute-Loire*, 27 avril.)

M. Arthur Thierry, propriétaire, possède une vache qui lui a donné un veau dont la tête est celle d'un vrai bouledogue ; le corps ressemble à celui d'un cochon avec les pattes courtes et croches. Ce veau possède une queue de sept centimètres environ située sur les reins et il est dépourvu de fondement. Il paraissait se vider au-dessous du ventre par un petit orifice non apparent.

La hauteur de ce veau phénomène était de 55 centimètres environ. On a dû le faire abattre.

(*Le Nouvelliste de l'Orne*, 30 avril.)

Notre ami X..., mobilisé à Z... en qualité de tringlot, avait dans ses

attributions d'aller, le matin, chercher le pain à la Manutention, et le soir, avec le même véhicule, de porter en terre les corps de ses infortunés camarades décédés à l'hôpital. Un mulet bai cerise collaborait à l'une et l'autre de ces besognes si dissemblables, et s'en acquittait à merveille.

Un soir où notre ami se dirigeait, avec son attelage, vers la porte du quartier pour accomplir sa funèbre mission, l'adjudant de semaine l'interpella : « Où allez-vous ? » — Le but de la sortie fut expliqué. — « Un enterrement ? avec ce mulet rouge ? il faut un mulet noir. »

En vain l'inférieur essaya-t-il de plaider la cause de son mulet, une bête de tout repos... Il dut, après l'avoir dételé, prendre à l'écurie un mulet de couleur sombre, mais d'humeur plus sombre encore, qu'il fallut vingt minutes pour décider à sortir du quartier. Quand il s'agit de « charger », car on sait que les tringlots chargent en voiture, ce fut toute une affaire. L'animal, qui semblait jailli de l'enfer, faisait feu des quatre pieds, ruant, se cabrant, menaçant de tout mettre en pièces, le curé, le sacristain et la caisse du mort.

La cérémonie s'acheva dans un tumulte et une confusion extrêmes, mais son caractère sacré avait été maintenu, et les règlements observés, puisque le mulet était noir.

(*Journal de Tunis*, 11 mai 1916.)

§

Publications du « Mercure de France ».

AU SEUIL DE L'APOCALYPSE, *1913-1915*, par Léon Bloy. Vol. in-18, 3.50 (3 japon à 15 fr. ; 35 hollande à 10 fr.).

LE ROSAIRE AU SOLEIL, roman, par Francis Jammes. Vol. in-18, 3.50 (17 japon à 15 fr. ; 12 chine à 12 fr. ; 63 hollande à 10 fr.).

BALLADES FRANÇAISES, par Paul Fort, *1re série*. Avec une préface nouvelle de Pierre Louys. Nouvelle édition revue et augmentée. Vol. in-18, 3.50. (15 hollande à 10 fr.).

MERCVRE.

Le Gérant : A. VALLETTE.

Poitiers. — Imp. du MERCVRE DE FRANCE (G. ROY), 7, rue Victor-Hugo.

BULLETIN FINANCIER

Bien que de nombreux titres aient enregistré ces temps derniers une étape de hausse lativement importante, le développement des opérations en cours incite aux achats, ssi la fermeté est-elle générale ; puis, il ne faut pas oublier qu'un grand nombre de upons se détachent en juillet et que leur remploi sur le marché favorise son raffermis- ment.

Nos Rentes sont plus que jamais demandées : Rente 3 o/o 64 fr. 60 ; Rente 3 1/2 o/o fr. 50 ; Rente 5 o/o 90 fr. 60.

Le marché des fonds russes, en raison des nouvelles satisfaisantes, demeure fort bien sposé : Russe 4 o/o 1901 68 fr. 25 ; Russe 4 1/2 o/o 1909 ex coupon 78 fr. 45 ; sse 5 o/o 1906 88 fr. 30 ; Russe 3 o/o 1891 62 fr. 40.

Il en est de même des valeurs russes, qui malgré quelques réalisations de bénéfices, nt bonne conténance ; un certain nombre même enregistre de nouveaux progrès.

Les modifications de cours des valeurs balkaniques sont des plus insignifiantes : Hellé- que 5 o/o 1881 300 fr. ; Roumain 4 o/o 1898 81 fr. ; Ottoman unifié 4 o/o 59 fr. 75 ; lgare 5 o/o 1902 365 fr. ; Serbe 4 o/o 1895 58 /r. 50.

Quoique peu animé, le groupe de nos grands chemins français est soutenu : Orléans 00 fr. ; Est 820 fr. ; Nord 1480 fr. ; Midi 945 fr. ; P.-L.-M. 1150 fr.

On note d'excellentes dispositions dans le compartiment de nos établissements de nque. La Banque de France a franchi le cours de 5000 et clôture à 5050 fr. ; le édit foncier vaut 695 fr. ; le Crédit Lyonnais, 1200 ; la Banque de Paris et des Pays- s, passe de 1010 à 1150 fr. ; et la Banque de l'Union parisienne de 625 à 680 fr. nue très satisfaisante du Crédit mobilier français à 360 fr ; du Comptoir d'Escompte 92 fr. et de la Banque russe du commerce et de l'industrie à 680 fr.

LE MASQUE D'OR.

Chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée

Relations Paris avec la Savoie, la Suisse et l'Italie

L'express de nuit, toutes classes, qui assure les relations de Paris avec la Savoie, la sse par Genève et l'Italie par le Mont-Cenis, aura son départ avancé et comportera voitures directes toutes classes avec lits-salon pour Evian et des voitures directes classe avec lits-salon pour Annecy.

Paris dép., 20 h. 25.
Genève arr., 9 h. 39.
Evian arr., 10 h. 14.

Aix-les-Bains arr., 6 h. 46
Annecy arr., 8 h. 27.
Turin arr., 14 h. 37.

Rome arr., 7 h. 05.

Couchettes entre Paris et Chambéry : lits-salons, wagon-lits entre Paris et Modane : gon-restaurant entre Chambéry et Modane.)

partir d'une date qui sera annoncée ultérieurement, ce train aura son départ retardé ion arrivée à Evian et à Chamonix avancée. Il comportera des lits-salon avec ou draps et des couchettes pour Evian, des lits-salon pour Saint-Gervais.

Paris dép., 20 h. 35.
Evian arr., 9 h. 35.

Saint-Gervais-les-Bains arr., 10 h. 18.
Chamonix arr., 11 h. 37.

partir de cette même date, ce train n'aura, au départ de Bellegarde, que des 1re et lasses, mais les voyageurs de 3e classe trouveront à cette gare une correspondance leur permettra d'arriver :

Evian à 10 h. 14, à Saint-Gervais, à 11 h. 45, à Chamonix, à 13 h. 08.

MERCVRE DE FRANCE

26, rue de Condé, Paris
Paraît le 1er et le 16 de chaque mois
et forme dans l'année six volumes

—

Littérature, Poésie, Théâtre, Beaux-Arts
Philosophie, Histoire, Sociologie, Sciences, Voyages
Bibliophilie, Sciences occultes
Critique, Littératures étrangères, Revue de la Quinzaine

La Revue de la Quinzaine s'alimente à l'étranger autant qu'en France. Elle offre un nombre considérable de documents et constitue une sorte « d'encyclopédie au jour le jour » du mouvement universel des idées.

Les Poèmes : Georges Duhamel.
Les Romans : Rachilde, Henriette Charasson.
Littérature : Jean de Gourmont.
Histoire : Edmond Barthèlemy.
Philosophie : Georges Palante.
Le Mouvement scientifique : Georges Bohn.
Sciences médicales : Docteur Paul Voivenel.
Science sociale : Henri Mazel.
Ethnographie, Folklore : A. van Gennep.
Archéologie, Voyages : Charles Merki.
Questions juridiques : José Théry.
Questions militaires et maritimes : Jean Norel.
Questions coloniales : Carl Siger.
Géographiepolitique: Fernand Caussy.
Ésotérisme et Sciences psychiques : Jacques Brieu.
Les Revues : Charles-Henry Hirsch.
Les Journaux : R. de Bury.
Théâtre : Maurice Boissard.
Musique : Jean Marnold.
Art : Gustave Kahn.
Musées et Collections : Auguste Marguillier.
Chronique belge : G. Eekhoud.
Chronique suisse : René de Weck.
Lettres allemandes : Henri Albert.
Lettres anglaises : Henry-D. Davray.
Lettres italiennes : Giovanni Papini.
Lettres espagnoles : Marcel Robin.
Lettres portugaises : Philéas Lebesgue.
Lettres américaines : Théodore Stanton.
Lettres hispano-américaines : Francisco Contreras.
Lettres brésiliennes: Tristao da Cunha.
Lettres néo-grecques : Démétrius Astériotis.
Lettres roumaines : Marcel Montandon.
Lettres russes : Jean Chuzewille.
Lettres polonaises: Michel Mutermilch.
Lettres néerlandaises : J.-L. Walch.
Lettres scandinaves : P.-G. La Chesnais.
Lettres tchèques : Janko Cadra.
La France jugée à l'Étranger : Lucile Dubois.
Variétés : X...
La Vie anecdotique : Guillaume Apollinaire.
La Curiosité : Jacques Daurelle.
Publications récentes : Mercure.
Echos : Mercure.

VENTE ET ABONNEMENT

Les abonnements partent du premier des mois de janvier, avril, juillet et octobre. Les nouveaux abonnés d'un an reçoivent à titre gracieux le commencement des matières en cours de publication.

FRANCE		ÉTRANGER	
Le numéro..... *net*	1.50	Le numéro.....	1.75
Un an.....	25 fr.	Un an.....	30 fr.
Six mois.....	14 »	Six mois.....	17 »
Trois mois.....	8 »	Trois mois.....	10 »

ABONNEMENT DE TROIS ANS

France : 65 fr. | **Étranger : 80 fr.**

Envoi franco, sur demande, d'un numéro spécimen et du catalogue complet des Editions du *Mercure de France*.

Poitiers. — Imprimerie du Mercure de France. G. ROY, 7, rue Victor-Hugo.